● TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9486 — 20 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 20 - LUNDI 21 JUILLET 1975

EN ARGENTINE

Les spéculations sur le départ de Mme Peron se multiplient

Le ministre de l'économie donne sa démission

LIRE PAGE 20



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

EN DÉPIT DES CONSIGNES DU COPCON

Les communistes dressent des barricades à Lisbonne après leur échec à Porto

La situation s'aggrave au Portugal. Pour « barrer la route à la réaction », les communistes ont dressé des barricades autour de Lisbonne, où devait avoir lieu, ce samedi 19 juillet, une grande manifestation socialiste. C'est en vain, semble-t-il, que le commandement opérationnel du continent (Copcon), a invité tous les civils à démanteler les barricades, en précisant qu'il assurerait lui-même le maintien de l'ordre, quitte à faire usage de ses armes. C'est en vain également que le président Costa Gomes a adjuré des représentants du P.C. et du P.S., convoqués au palais de Belem, de taire leurs querelles.

A Porto, vendredi soir, les communistes n'ont pas réussi à empêcher la manifestation de masse socialiste présidée par M. Soares. En revanche, des incidents ont eu lieu dans la nuit de vendredi à samedi entre militants socialistes et communistes à Porto. A Bathala, au centre du pays, des centaines de fermiers ont organisé, selon la gendarmerie, une véritable « chasse aux communistes ».

Pendant ce temps, les pourparlers pour la formation du nouveau gouvernement piétinent. D'autre part, le Copcon a pris l'initiative de libérer, « en raison de la gravité de la situation actuelle », les dirigeants maoïstes incarcérés.

De notre envoyé spécial

Porto. — Entre communistes et socialistes portugais, la « *drôle de guerre* » des communiqués et des invectives réciproques est dépassée. Les hostilités sont désormais ouvertes. Certes, le pire a été évité vendredi 18 juillet à Porto, mais il faudra tout de même retenir de cette journée très chaude que pour la première fois des communistes ont levé des barricades pour entraver l'offensive du P.S. et que des socialistes ont incendié des biens appartenant au P.C.

L'escalade verbale et la tension qui régnait dans les heures précédant l'imposant meeting du parti de M. Mario Soares laissaient craindre un affrontement plus grave. Les incidents qui ont éclaté n'en sont pas moins importants et significatifs d'une crise profonde à laquelle on ne voit pas d'issue prochaine.

Le P.S. a convoqué pour samedi soir à Lisbonne une grande concentration nationale, terme provisoire de sa « *campagne d'explication* ». Un communiqué du Copcon, publié vendredi après-midi laissait prévoir une accalmie possible : les militaires prenaient les choses en main et dissuadaient qui que ce fût d'ériger des barricades aux portes de la capitale. Mais les incidents survenus dans la nuit à Porto risquent de tout remettre en cause.

Il est certain que les socialistes ont marqué dans la métropole du Nord un point qui, sans être décisif, renforce notablement leur position. M. Mario Soares savoure avec ostentation cette première victoire.

DOMINIQUE POUCHIN

(Lire la suite page 2.)

LE SPECTRE CHILIEN

Les Portugais, oubliés pendant cinquante ans dans leur recoin d'Europe, donnent au monde depuis quinze mois le spectacle d'une révolution permanente, débridée, effervescente et par moments franchement surréaliste. Ils ont du moins jusqu'au 19 juillet réussi un exploit : cette violence dialectique a refusé les bains de sang.

Le général Vasco Gonçalves, premier ministre, affirmait récemment que la révolution des œillets n'avait fait en un an que trois victimes, tuées par erreur. Et il est vrai qu'un tel conflit dans d'autres pays de la région aurait déjà sans doute provoqué des hécatombes.

Mais les nuages s'amoncellent. Les relations ambiguës entre les forces armées, qui se considèrent comme les garantes de la légalité révolutionnaire, et des partis politiques qui n'ont pas réussi à surmonter leurs divergences débouchent sur la désagrégation progressive du pouvoir de l'État. Les tensions, les rivalités au sein du Conseil de la révolution et de l'assemblée générale du M.F.A., ne font que refléter les querelles partisanes qui s'étalent au grand jour.

La révolution est menacée, les intrigues contre-révolutionnaires se développent et se multiplient, l'autorité du gouvernement est en échec, le pouvoir est affaibli, les contradictions au sein du M.F.A., « où la majorité des officiers sont d'origine petite-bourgeoise », sont évidentes : ce véritable constat de carence n'a pas été dressé par les adversaires du gouvernement de Lisbonne, attendant en Espagne ou ailleurs de passer à la contre-offensive, mais par le premier ministre portugais lui-même lors d'une intervention, la semaine dernière, devant le Mouvement des forces armées.

On peut ajouter à cette liste une crise économique dont la gravité est soulignée par ceux-là mêmes qui en ont la gestion, membres du gouvernement remercié par le Conseil de la révolution et dirigeants des syndicats patronaux encore tolérés.

Des rumeurs viennent des Açores faisant état de la proclamation unilatérale d'indépendance de l'archipel par des groupes de droite fortement implantés. En Angola, test de la politique de décolonisation du nouveau régime portugais, la guerre civile menace. Là aussi, la courbe de la crise est un reflet fidèle des conflits de tendances au sein du M.F.A.

On fait rarement de la bonne politique avec de bonnes intentions. Contraints à un silence frustrant pendant trop longtemps, dirigeants et militants des formations politiques portugaises, de l'extrême gauche à la droite, se livrent avec délices à une surenchère verbale et répondent avec enthousiasme aux convocations. Gauchistes, communistes, socialistes et modérés débattent sans cesse sur la meilleure manière de « faire la révolution », de « mettre la réaction en échec » ou de « stopper la menace totalitaire ». Les militaires du M.F.A., revenus d'Afrique avec la volonté de participer à la « libération » du peuple portugais, n'échappent pas à l'emphase, aux outrances et à la naïveté pétrie de bonnes intentions.

Désagrégation de l'autorité, multiplication des manifestations de rue contradictoires, proclamations définitives, appels à l'unité et à la vigilance, aggravation de la crise économique : c'est bien le spectre chilien qui hante les esprits. A Lisbonne, il est vrai, l'armée est déjà au pouvoir et disposée à se passer de politiciens discrédités pour gouverner seule. Les officiers de gauche et d'extrême gauche, que l'on sache, contrôlent les structures du M.F.A. et l'appareil d'État. Mais la montée du mécontentement des classes moyennes, les rancœurs de l'Eglise et l'hostilité de la grande majorité des Portugais au projet de « pouvoir populaire » adopté par la « minorité révolutionnaire » du M.F.A. pourraient bien inciter une droite militaire, provisoirement silencieuse, à passer de nouveau à l'action.

Lisbonne, Madrid Rome

Tandis que s'aggravent les divergences entre communistes et socialistes portugais, deux autres pays du sud de l'Europe affrontent un avenir politique incertain.

A Madrid, un sondage publié, le 18 juillet, par Europeo montre que 51 % des Espagnols souhaitent désormais que le général Franco transmette « rapidement » le pouvoir à son successeur désigné, le prince Juan Carlos. Cela, au moment où l'Espagne officielle célèbre le trente-neuvième anniversaire du soulèvement « nationaliste » contre la République (voir p. 2).

A Rome, la démocratie chrétienne tient, durant ce week-end, un mois après la victoire électorale des communistes, l'un des « conseils nationaux » les plus difficiles de son histoire. Le sort de M. Amintore Fanfani, qui a manifesté l'intention de « s'accrocher à son poste » n'est pas seul à l'ordre du jour. Pour les démocrates-chrétiens, il s'agit surtout de choisir entre un repli vers la droite et un « axe politique préférentiel » avec les socialistes, voire une collaboration locale et régionale avec les communistes.

Dans ces trois pays méridionaux l'attitude à adopter à l'égard des communistes et les chances de la démocratie se trouvent donc en question.

AU JOUR LE JOUR

POUR OU CONTRE

Feuilletant un livre à la foire de Soria, le jour anniversaire du soulèvement franquiste, je suis tombé sur une phrase d'un historien espagnol qui écrivait : « Durant la guerre civile, tout le monde n'était évidemment pas communiste dans un camp et fasciste dans l'autre. Mais, ce qui est certain, c'est que tout le monde était antifasciste dans l'un et anticommuniste dans l'autre. »

Les drames de l'Histoire naissent non de ce qu'on souhaite, mais de ce qu'on refuse, car on ne peut souhaiter à la fois une chose et son contraire, mais il peut arriver qu'on refuse les deux. Le choix qu'on fait alors est redoutable, car il contient toujours en lui ce germe du fanatisme qu'est un reniement inavoué.

ROBERT ESCARPIT.

CONTRE L'« AXE NEW-DELHI - MOSCOU »

Une campagne de désobéissance civique se développe en Inde

Un vaste mouvement de résistance civique — ou « satyagraha » — se développe en Inde contre le gouvernement de Mme Gandhi qui a proclamé l'état d'urgence le 26 juin. S'inspirant ouvertement des méthodes autrefois utilisées par le mahatma Gandhi, ses dirigeants clandestins critiquent violemment l'U.R.S.S. en des termes que Pékin ne désavouerait pas. Les mots d'ordre de l'opposition paraissent notamment suivis dans l'Etat du Goudjerat où quelque cent personnes seraient chaque jour arrêtées.

Le mouvement clandestin qui dénonce « *la dictature de Mme Gandhi* » semble être bien organisé et disposer de moyens importants, en particulier d'émetteurs radio.

Un correspondant du *Times* de Londres écrit qu'un journal ronéotypé de huit pages circule à New-Delhi et à Bombay. Selon cette publication, il s'agit pour « *tous les opposants de s'unir, quelle que soit leur tendance politique, afin de renverser l'axe fasciste russo-indien* » et de restaurer la démocratie. Le journal attaque sans détour l'U.R.S.S. pour son soutien au régime de Mme Gandhi.

(Lire la suite page 5.)

APRÈS LE « CONSEIL EUROPÉEN » DE BRUXELLES

Le projet de budget pour 1976 pourrait être aménagé afin de lutter contre la récession

L'éducation nationale, la police et les P.T.T. bénéficieront d'une priorité

Les conversations que M. Giscard d'Estaing aura avec le chancelier Schmidt le 25 juillet infléchiront probablement la dernière phase de préparation du budget de l'Etat français pour 1976. Côté dépenses, le président de la République sera peut-être incité à aller au-delà du choix fait à la fin juin en faveur d'une progression globale de 13 % seulement des dépenses publiques l'an prochain (293 milliards de dépenses définitives, contre 254 cette année). Cela correspondrait assez bien à l'orientation retenue par les Neuf à Bruxelles le 16 juillet : relance des économies européennes par les investissements publics, au risque de provoquer des déficits budgétaires.

La page des recettes 1976 n'a pas, elle, à être corrigée puisqu'elle est encore blanche ; il faut la remplir. Ce sera l'objet de délibérations gouvernementales en août. On ignore encore comment M. Giscard d'Estaing usera de l'arme fiscale pour tenter de sortir l'économie française de son anémie présente : modulation de l'impôt sur le revenu (en faveur des familles modestes) ou allégement de la T.V.A. ? C'est seulement après cet arbitrage qu'on verra se dessiner l'allure du prochain budget. Pour l'instant, on sait seulement que plusieurs ministères bénéficieront d'une priorité sur les dépenses. Ce sera notamment le cas des budgets de l'éducation nationale, de la police et des P.T.T.

Alors que, actuellement, la progression des dépenses budgétaires en 1976 n'est fixée qu'à 13 %, le budget de la police pourrait, lui, augmenter de 19 %, pour atteindre 6 milliards. Les dépenses en personnel y augmenteront de 20 %, pour permettre l'engagement de sept mille fonctionnaires dans l'ensemble des services. Grâce à un gonflement de quelque 18 %, les crédits de matériel de la police faciliteront la modernisation du parc automobile et l'amélioration du réseau radio *(lire page 6)*.

Les crédits de l'éducation augmenteront, eux aussi, plus vite que la moyenne : de 19,6 % (46,3 milliards, contre 38,7 cette année). Mais, en dépit des apparences, il s'agira pour l'essentiel d'un budget de « consolidation », la grande majorité des crédits supplémentaires étant consacrée à empêcher les traitements des enseignants de prendre du retard sur les prix. Le budget 1976 ne permettra, en fait, qu'un petit nombre d'actions nouvelles soigneusement sélectionnées. Il s'agit, outre l'opération de titularisation de sept mille instituteurs et de maîtres auxiliaires, entamée par le « collectif » 1975 et présentée le 16 juillet par M. René Haby (*le Monde* du 18 juillet), d'accélérer la nationalisation des établissements de premier cycle de l'enseignement secondaire et de continuer à étendre le réseau des écoles maternelles et des collèges d'enseignement technique *(lire page 5)*.

Le budget des P.T.T. connaîtra, lui, un progrès plus spectaculaire : de 28,7 %. Le plan de relance des télécommunications, annoncé en avril par le président de la République, entraînera une hausse de 44,1 % des crédits du téléphone. De plus, quatorze mille cent vingt-cinq nouveaux agents seront recrutés, dont cinq mille auront été embauchés par anticipation dès ce mois de juillet. Six mille auxiliaires seront, d'autre part, titularisés.

Enfin, rappelons que le budget militaire dépassera, lui aussi, la progression moyenne, mais d'assez peu : 14,6 % au lieu de 13 % (*le Monde* daté 15-16 juin).

LA LIBÉRALISATION DANS L'IMPASSE

Le régime brésilien paraît manquer de la base politique nécessaire pour affronter le suffrage universel

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Après avoir pris plusieurs mesures en faveur de la libéralisation du régime, le gouvernement Geisel semble désormais dans une impasse. Une question revient depuis plusieurs semaines dans la plupart des commentaires politiques : comment un régime autoritaire peut-il se soumettre périodiquement au suffrage universel s'il ne dispose pas d'une base politique sérieuse, si le parti créé pour le défendre n'est ni populaire, ni même capable de se conformer aux orientations gouvernementales ? Un incident a éclairé récemment les contradictions dans lesquelles se débattent les dirigeants du pays. Le Sénat devait se prononcer sur l'exclusion d'un de ses membres, M. Wilson Campos, élu du Pernambouc, impliqué dans une sordide tentative d'extorsion de fonds (*le Monde* du 22 avril). Cette affaire avait pris, au fil des dernières semaines, une tournure politique : certains chefs militaires et le président de la République lui-même souhaitaient la condamnation, par ses pairs, de M. Wilson Campos, qui appartient au parti gouvernemental, l'ARENA (Alliance de rénovation nationale).

L'acte institutionnel n° 5

Or cette condamnation fut refusée par les parlementaires, bien que la majorité d'entre eux appartiennent à l'ARENA. La riposte n'a pas traîné : deux jours après la décision du Sénat, le chef de l'Etat usait des pouvoirs discrétionnaires qui lui sont conférés par l'acte institutionnel numéro 5. Le 1er juillet dernier, il « cassait » le mandat de M. Wilson Campos et privait de leurs droits politiques, pour dix ans, deux autres personnes impliquées dans le scandale.

C'était la première fois, depuis la grande purge de la fin de 1968, que cet article était utilisé contre un élu. Aussitôt l'inquiétude s'emparait de la classe politique, qui se posait plusieurs questions : comment le président pourrait-il concilier sa politique de libéralisation avec le maintien de pouvoirs quasi dictatoriaux ? Après avoir utilisé l'acte institutionnel dans une affaire de corruption, pourrait-il résister aux pressions des « durs », qui réclament la même sanction contre les vingt-trois parlementaires du Mouvement démocratique brésilien (opposition), accusés d'avoir été élus l'an dernier avec l'appui du parti communiste (clandestin) ? Désavoué par le gouvernement, comment le Congrès allait-il retrouver la confiance de l'opinion publique, et surtout des militaires, après avoir été discrédité, méprisé sous le gouvernement antérieur ?

En fait, l'incident est resté isolé, mais il a montré une fois de plus, après la défaite électorale de novembre dernier, que le régime militaire n'avait pas de relais parlementaire efficace. A cette constatation s'en ajoute une autre : le général Geisel a trouvé plus d'appuis au sein de l'opposition que dans son propre parti à son programme de démocratisation, de redistribution du revenu et de défense de la souveraineté nationale. Pareil paradoxe ne serait pas trop embarrassant si le gouvernement faisait aboutir le projet politique qui était encore le sien il y a six mois, lequel prévoyait le retour progressif de l'armée aux casernes et la préparation du pays à la pratique de l'alternance, c'est-à-dire à la possibilité pour l'opposition de s'installer au pouvoir. Mais ce projet paraît pour l'instant en panne.

L'offensive de la droite

Entre-temps, en effet, la droite militaire et civile est passée à l'offensive. Elle a fait campagne auprès des officiers sur des thèmes capables de toucher leur sensibilité.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

UNE THÈSE DE JEAN-NOËL JEANNENEY

François de Wendel ou l'argent et le pouvoir

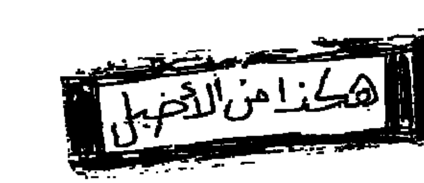
Wendel, c'est un nom qui sonne comme un symbole et qui, pour certains, claque comme un défi. Il évoque irrésistiblement les « deux cents familles », le « mur d'argent », les maîtres de forge, le capital. Il incarne l'industrie de l'entre-deux-guerres comme Rothschild la finance.

Il a même un visage, François de Wendel, chef de la maison, régent de la Banque de France, président du comité des forges, député et dirigeant de la conservatrice Fédération républicaine, bailleur de fonds électoraux et commanditaire de journaux modérés. Il a sa légende, ses mythes, ses controverses. Ou plutôt, il les avait. Car la thèse très remarquable que vient de soutenir Jean-Noël Jeanneney pour le doctorat ès lettres sur « François de Wendel en République (1914-1940) » change tout. Elle apporte une information immense sur une période qui en a bien besoin. Et surtout, elle éclaire *a giorno* ce carrefour capital où se rencontrent dans la pénombre l'argent, la politique et la presse, et qui s'appelle le pouvoir.

Jean-Noël Jeanneney a eu de la chance en obtenant d'une famille intelligente une mine de renseignements inestimables : les quelque dix mille pages des « cahiers » inédits que tenait scrupuleusement François de Wendel à l'intention de ses enfants et petits-enfants. Comme il s'agissait de papiers destinés à des proches, leur auteur n'y farde pas la vérité, même s'il lui arrive d'en omettre quelque pan. Ses héritiers ont, eux aussi, pris un bon risque. Jean-Noël Jeanneney a les idées claires, le goût des nuances et de la vérification, assortis d'une écriture d'un naturel assez rare chez les universitaires. Les amateurs de théories toutes faites et d'interprétations manichéennes n'y trouveront pas leur compte. Mais, pour tous les autres, cette thèse de près de mille quatre cents pages est un plaisir.

ALAIN DUHAMEL.

(Lire la suite page 18.)



EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

En attendant les « réactionnaires »

De notre correspondant

Lisbonne. — Samedi matin, toutes les routes menant à Lisbonne étaient contrôlées par des barrages militaires destinés à « interdire l'accès de la capitale aux éléments armés réactionnaires ».

A l'entrée de l'autoroute du Nord, des soldats du RAL I (le « régiment rouge ») montent la garde. Quelques centaines de civils sont là aussi. Ils répondent à l'appel de l'intersyndicale qui, dans un communiqué, a alerté la population contre « la plus grande offensive des forces réactionnaires agglutinées autour du P.S. ».

La file de voitures s'allonge et atteint plusieurs kilomètres. Malgré une certaine nervosité, tout se passe encore dans la bonne humeur. Au moindre signe, tous se précipitent vers une voiture qui tardait à s'arrêter, vers une camionnette chargée de légumes ou vers l'ambulance pressée qui n'échappe pas aux regards soupçonneux.

Une automobile s'arrête ; le conducteur a une histoire à raconter. Il revient de Batalha, localité située à 100 kilomètres au nord de Lisbonne, où des « réactionnaires » ont boycotté une assemblée qui devait élire une commission de « moradores ». Tout le monde écoute. Les « réactionnaires » auraient même pris d'assaut un restaurant local pour empêcher les travailleurs d'expulser le patron « fasciste ».

Un jeune finit de distribuer des communiqués. C'est un militant d'extrême gauche, de l'Union démocratique portugaise, et le communiqué dénonce « le parti traître de Cunhal qui mobilise les travailleurs pour barrer le chemin aux manifestants du parti dit socialiste ». Le communiqué donne également une interprétations des derniers événements : « Ils représentent l'expression d'une forme plus violente de la lutte entre le faux parti communiste et le parti qui se dit socialiste, pour le contrôle de l'appareil d'Etat, des syndicats et des organes d'information. »

L'arrivée des soldats évite quelques échanges de coups. « Il ne faut pas répondre à la provocation », crient les uns. « Les agitateurs sont parmi nous », répondent les autres.

Peu à peu les esprit se calment. Mais une camionnette chargée de passagers est arrivée devant le barrage. Nouveau motif d'alarme. Les passagers sont en majorité des femmes qui viennent du Nord. On se méfie : « Voilà qu'elles marchent sur Lisbonne. » Tandis que les militaires accomplissent leur tâche, un dialogue s'engage : « Que faites-vous ici, les voyageurs. Vous n'avez pas froid ? ». Quelques-uns, plus agités, s'écrient : « C'est le prêtre qui les a envoyés. » Une fois de plus les militaires doivent intervenir pour rétablir l'ordre.

La garde durera toute la nuit. Aucune arme ne sera découverte. Mais les gens resteront « mobilisés » et l'armée est en état d'alerte. Les émetteurs de la radio et de la télévision installés en haut de la colline de Monsanto sont gardés par des forces de l'armée de l'air. « C'est une opération de routine », déclare fermement le capitaine responsable. — J. R.

L'établissement de nouveaux rapports sociaux implique une certaine période de contrainte

estime le premier ministre dans un discours devant le M.F.A.

De notre correspondant

Lisbonne. — Le 8 juillet dernier, le général Vasco Gonçalves, premier ministre portugais, à l'occasion de la dernière assemblée du M.F.A., a prononcé un long discours faisant le bilan de la situation au Portugal et préconisant un certain nombre de mesures urgentes pour que la « révolution se poursuive ». Ce document, dont nous publions ci-dessous de larges extraits, est actuellement en discussion au sein des différentes unités de l'armée portugaise.

Le général Vasco Gonçalves énumère d'abord la longue série d'actions menées depuis le 11 mars dernier par les adversaires de la révolution : « Recrudescence du boycottage économique extérieur et du sabotage économique; recrudescence de la campagne contre-révolutionnaire au niveau des organes d'information intérieurs et extérieurs au service du capital ; exploitation hors de leur contexte réel des affaires, comme celles de Republica et de Radio-Renaissance ; détournement du sens des élections et de l'Assemblée constituante ; escalade effrénée des revendications salariales ; agitation dans le secteur tertiaire; utilisation des différences d'opinions ou des doutes existants au sein du M.F.A. pour provoquer une division entre ces organes fondamentaux : le Conseil de la révolution, le gouvernement provisoire et le Copcon ; alliance avec les courants gauchistes pour noyauter et désagréger les forces armées, afin de diminuer ou d'annuler leur capacité d'action ; paralysie de l'appareil d'Etat par la lourdeur bureaucratique et la législation fasciste encore en vigueur, ainsi que par le manque d'autorité réelle des cadres ; exploitation intense de l'anticommunisme atavique d'une grande partie du peuple portugais en présentant tous les conflits comme une option pour ou contre le communisme ».

A propos de l'origine sociale des membres du M.F.A., le premier ministre remarque : « Les difficultés se sont accentuées dès que la question principale est passée de la destruction du fascisme à la construction du socialisme. Il est beaucoup plus facile d'avoir une attitude antifasciste qu'une attitude socialiste. Cette dernière oblige à une option de classe et met en cause les tabous correspondant à l'origine « petite-bourgeoise » de la majorité des éléments du M.F.A. Cela entraîne des discussions, des doutes et des difficultés pour la définition politique. Ces doutes, ces discussions et ces difficultés ne sont que l'expression des contradictions classe-option socialiste qui existent au sein du M.F.A. »

L'affaiblissement du pouvoir

Le dépassement de ces contradictions imposerait, selon le général Vasco Gonçalvès, une discussion idéologique autour de cinq propositions fondamentales :

« — La question centrale du socialisme est la question du pouvoir. Seule la prise du pouvoir par les travailleurs permet d'établir une société socialiste ;

» — L'accès des travailleurs au pouvoir implique l'existence d'une avant-garde capable de développer une pratique politique socialiste ;

» — La constitution de cette avant-garde politique exige une définition correcte de l'économie ;

» — Au-delà de la définition politique, on ne peut plus avancer qu'à partir d'actions concrètes ;

» — L'idéalisme et le volontarisme ont une importance très limitée dans la création de conditions permettant la marche vers le socialisme. Ces conditions sont déterminées essentiellement par la lutte de classes.

Reconnaissant que le pouvoir se trouve aujourd'hui affaibli, le général Vasco Gonçalves s'efforce de dégager les causes de cet effondrement : « Après le 25 avril, afin de combattre le fascisme encore actif, toutes les formes de pouvoir ou d'autorité qui n'étaient pas basées sur le consensus collectif tant au niveau militaire qu'au niveau civil ont été attaquées. En même temps qu'elles permettaient de réaliser de grands progrès dans le processus démocratique, ces attaques ont rendu nécessaire l'élaboration de nouveaux concepts d'autorité et de discipline liés aux besoins objectifs de la révolution. Elles impliquaient, en outre, la clarification de la révolution grâce à la suppression des contradictions entre les paroles révolutionnaires et les réalités quotidiennes. Contradictions entre les actions contre-révolutionaires de sabotage économique et la législation appliquée ; contradictions entre le niveau des salaires des travailleurs et celui des administrations ; contradictions entre le droit au logement et le montant des loyers ; contradictions entre la situation économique d'innombrables « épurés » et celle des chômeurs ; contradictions entre les objectifs d'indépendance nationale et la politique du commerce extérieur. »

A propos de l'action des gauchistes portugais, le premier ministre estime que « l'analyse de la progression du gauchisme doit se faire avec beaucoup de bon sens et de lucidité. S'il est vrai que le gauchisme est objectivement un allié de la réaction, il n'en pas moins vrai que son développement est lié au manque de capacité de réponse des organes du pouvoir et à la persistance des contradictions déjà évoquées ».

Après avoir affirmé que la question principale du socialisme était « la prise du pouvoir par les travailleurs », le général Vasco Gonçalves poursuit : « La lutte des classes ne se termine pas avec le renversement du gouvernement bourgeois. De la même manière la reproduction des rapports sociaux bourgeois ne cesse pas automatiquement au niveau des entreprises et des appareils politiques et idéologiques avec la seule étatisation des moyens de production.

» Ainsi, l'établissement de nouveaux rapports implique une certaine période de contrainte, ce qui exige la concentration du pouvoir entre les mains des travailleurs : ce serait pure fantaisie d'espérer de la bourgeoisie qu'elle accepte des rapports contraires à ses intérêts. Dans ce cadre, aucune organisation politique qui lutte pour l'instauration du socialisme, même si le moyen proposé est sujet à discussion, ne peut se poser en ennemie du processus ou du M.F.A. sous peine de faire le jeu de la réaction. »

Après avoir énuméré les aspects fondamentaux de la « question du pouvoir », le général Vasco Gonçalves évoque « les deux conditions les plus importantes pour la réalisation pratique du socialisme ». La première consiste à « transformer l'appareil d'Etat, ce qui implique la domination de celui-ci par une « avant-garde politique » agissant unitairement pour la réalisation des intérêts des travailleurs ». La deuxième passe par la création d'organes de pouvoir populaire apartidaires qui, « appuyés sur la démocratie directe, puissent dynamiser et contrôler l'appareil d'Etat en transformation ».

Le premier ministre a terminé son discours en réclamant une « élimination des privilèges de la grande bourgeoisie et d'autres secteurs favorisés », et en recommandant une éducation politique de l'armée à tous les niveaux de la hiérarchie. Il a en outre souhaité l'utilisation des militaires du contingent chez lesquels on peut percevoir des « qualités de commandement » et qui « s'identifient parfaitement avec l'esprit du M.F.A. »

JOSÉ REBELO.

Les communistes dressent des barricades à Lisbonne

(Suite de la première page.)

Dans l'arène archicomble du stade Das Antas, le secrétaire général du P.S. n'a pas mâché ses mots : « C'est un jour mémorable pour Porto et pour tout le pays, dit-il en préambule de son discours. Nous sommes là des dizaines de milliers malgré la vague de rumeurs alarmistes lancées par les irresponsables de l'intersyndicale et par la direction paranoïaque de la fédération régionale du P.C.P. » La foule exulte. Il y a là plus de cinquante mille personnes accompagnant leurs cris du son de la grosse caisse et des trompettes : une ambiance digne des plus grands matches du F.C. Porto.

« La direction du nord du P.C.P. est ridicule, poursuit M. Mario Soarès. Elle a tout mis en œuvre pour boycotter ce meeting. Voilà le résultat. Le climat émotionnel créé par les communistes depuis plusieurs jours dans cette ville, il faut le clore par un énorme éclat de rire. Comme dit le président Mao, cet énorme P.C., cette énorme intersyndicale, ne sont que tigres de papier.. »

Le parti communiste a essuyé là un grave échec qu'il lui sera difficile d'effacer. Il s'était, il est vrai, engagé dans une périlleuse escalade. Toute la journée, ses militants avaient distribué dans la ville un communiqué d'une rare violence à l'égard des socialistes : « La direction du P.S. persiste à convoquer à Porto toute la réaction du Nord. Le meeting du P.S. est seulement un prétexte pour l'invasion de la ville par les faux socialistes, qui ont partie liée avec les assassins de l'E.L.P. (1), les caciques du P.P.D., les gorilles du C.D.S. (2), les ex-légionnaires (3), les ex-salazaristes, les ex-PIDE (4). Ses objectifs immédiats sont de provoquer une onde de violence et de provocation. La direction du Nord du P.C.P. vous dit clairement : unis et organisés, avec audace et confiance, érigeons à chaque entrée de la ville des barrages et des barricades. Empêchons, coûte que coûte, la marche de la réaction sur Porto... A 17 heures, dirigeons-nous vers les entrées de la ville. Exigeons qu'on ferme les entreprises et les locaux commerciaux dont les activités ne sont pas essentielles aux intérêts de la population. Organisons, à travers toute la ville, des discussions, de petits meetings, de grandes réunions, pour expliquer les objectifs du meeting-provocation du P.S. »

A 17 heures, comme prévu, les vieilles usines du quartier de Masserolos se vident de leurs ouvriers. On peut alors s'attendre à l'affrontement. Mais, sur le boulevard de ceinture, aux portes de la ville, tout reste normal. Une voiture équipée de haut-parleurs et décorée aux couleurs du P.S. appelle au meeting du soir. Les barrages tardent à s'organiser. Nous n'en verrons qu'un seul un peu plus tard à la sortie nord de la ville. Un vieux camion de déménagement s'est mis en travers de la route, derrière une banderole proclamant que « la réaction ne passera pas ».

Des branches arrachées aux arbres ont été disposées sur la chaussée. Mais déjà une voiture socialiste a forcé le passage. On n'insistera pas. La « barricade » devient un lieu de discussions passionnées. « Souviens-toi du Chili, je n'ai pas envie de me laisser massacrer », attaque un jeune communiste. « Mais nous voulons le socialisme avec la liberté », rétorque un militant du P.S. « Vous êtes de droite », « Nous sommes le peuple ». Dialogue de sourds.

A cette heure-là, les socialistes semblent déjà avoir partie gagnée. Bien qu'en désaccord avec les mots d'ordre d'une manifestation prévue depuis plusieurs jours par les commissions de travailleurs et de moradores de la ville, les dirigeants locaux du P.C. ont décidé de s'y rallier, car elle pouvait « contribuer puissamment à démanteler la monstrueuse conspiration fomentée par la direction du P.S. ». Leur tactique, là non plus, n'aura pas été payante.

A 20 heures, sur la place Humberto-Delgado, dominée par le curieux beffroi de l'hôtel de ville, près de dix mille personnes défilent derrière les banderoles des comités d'usine et de quartiers. Mais l'extrême-gauche, dont l'influence est ici prépondérante, ne laisse pas détourner le sens de la manifestation. On revendique le droit au travail et au logement, on réclame la dissolution immédiate de l'Assemblée constituante, mais rien n'invite à se dresser contre le meeting du P.S. Au contraire, après avoir « salué les militaires progressistes du M.F.A. », devant le siège de l'état-major, les responsables de la manifestation appellent à la dispersion immédiate.

Chacun pense alors que l'affrontement est évité et que la situation va se normaliser, d'autant que le Copcon vient de prendre clairement position. « La marche sur Lisbonne », dont on parle depuis près d'une semaine, sans trop savoir qui veut en prendre l'initiative, n'aura pas lieu. Le P.S. dément avoir eu quelque intention de ce genre. Le Copcon en profite pour intervenir et renvoyer les adversaires dos à dos. Il déplore que « les grands partis politiques nationaux n'harmonisent pas leur solution politique devant la crise que le pays traverse, poussant ainsi les masses populaires vers un conflit imminent, qui pourrait avoir les plus graves conséquences. »

Mais cette « normalisation » risque d'être remise en cause par les débordements survenus après la fin du meeting socialiste proprement dit. Au milieu de la nuit, plusieurs centaines de manifestants se retrouvent sur la grande place de Porto. L'atmosphère est surchauffée. Soudain le feu est mis aux baraques qui servent de kiosques au parti communiste et au Mouvement démocratique portugais. Devant les flammes, de jeunes socialistes posent, drapeau au vent, pour les photographes et les cameramen. Une voiture sono arrive sur les lieux et appelle au calme. « Le P.S. est assez fort pour être tolérant. Ne vous laissez pas mener par des individus irresponsables et des agitateurs professionnels. Ces incidents sont le fait de provocateurs. »

Mais les manifestants, excités semblent déterminés à en découdre, d'autant que la même voiture qui appelait tout à l'heure au calme les invite maintenant à se rendre devant le siège du « Radio-Club portugais ».

Le siège durera une partie de la nuit. L'intervention d'une section du Copcon ne calmera guère la nervosité. De nouveau, des responsables locaux du P.S. arrivent sur les lieux pour appeler au calme. Ils assurent que des dirigeants du parti vont venir négocier. Ils diffusent ensuite de la musique pour apaiser les esprits. Rien n'y fait : la foule rassemblée sous les murs du « Radio-Club » n'est pas disposée à céder. Les cris reprennent. Toujours les mêmes : « A bas le communisme ! ». « A mort Cunhal ! ».

Quand le jour se lève sur Porto, on peut tout craindre de ce qui se prépare.

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) E.L.P., armée de libération portugaise, groupe clandestin d'extrême droite agissant de l'étranger.

(2) Centre démocratique et social, droite modérée.

(3) Militants de la Légion portugaise, formation paramilitaire de l'époque de Salazar.

(4) PIDE, police politique de l'ancien régime.

Le commandant Melo Antunes pense que des personnalités du parti socialiste et du P.P.D. entreront au gouvernement

Rome (A.F.P.). — Les relations entre le Portugal et la Communauté européenne ont été le sujet essentiel des conversations du commandant Melo Antunes et de M. Mariano Rumor, ministres portugais et italien des affaires étrangères, à Rome, le vendredi 18 juillet.

Au cours d'une conférence de presse, le commandant Antunes a estimé que « les décisions prises à Bruxelles par le Conseil européen équivalent à une acceptation en substance de la demande d'aide financière du Portugal ». « Les conclusions des Neuf indiquent que la négociation se poursuit », a ajouté le commandant Antunes, qui a expliqué que son séjour à Rome « s'insérait dans le cadre des rapports du Portugal et de la C.E.E. » et a indiqué qu'il avait trouvé dans la capitale italienne « de la compréhension pour les problèmes portugais ».

Il a dit encore à propos de la situation dans son pays : « La solution à la crise gouvernementale ne sera pas une coalition entre militaires et parti communiste. Je ne sais pas quelle sera la solution, mais la coalition comprendra le plus large éventail des forces politiques. Je pense que des personnalités du parti socialiste ainsi que du P.P.D. y entreront et que nous arriverons à un accord minimum sur le système politico-social à poursuivre. »

« Nous refusons tout type de dictature, a encore déclaré le ministre portugais des affaires étrangères. Nous voulons une société socialiste et démocratique qui sauvegarde le pluralisme politique. »

LES PARTIS VEULENT-ILS LA RÉVOLUTION OU LE POUVOIR A LEUR PROFIT ?

demande M. Oliveira secrétaire d'État à l'information

Après avoir publié le 18 juillet une lettre de M. J. Martin Pereira, ancien secrétaire d'Etat à l'industrie, qui justifiait sa démission du gouvernement (le Monde du 19 juillet), Libération publie dans son numéro du 19 juillet une lettre de M. Cesar Oliveira, secrétaire d'Etat à l'information et membre du Mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.). M. Cesar Oliveira a choisi, lui, de rester au gouvernement.

« Le problème fondamental de la crise politique actuelle, écrit-il, est celui de la direction politique de la révolution. Il s'agit de construire et de définir un pouvoir révolutionnaire ayant l'autorité suffisante pour pouvoir, avec des actes concrets, continuer à « hégémoniser » des couches importantes de la petite bourgeoisie. Dans une phase de transition au socialisme, le bloc social constitué par le prolétariat rural et urbain et par les couches petites bourgeoises, est la base sociale nécessaire et indispensable pour détruire simultanément le pouvoir de la bourgeoisie et construire les fondements de la future société socialiste. C'est l'unique moyen d'imposer l'hégémonie d'une ligne politique prolétarienne, sans craindre des retournements de situation catastrophiques.

» (...) Le M.F.A. est la seule force capable de mettre fin aux conflits partidaires et d'établir une correspondance entre l'instance politico-militaire et ce bloc social.

» (...) Le rôle des partis politiques progressistes et démocratiques dans la construction du socialisme est essentiel dans la mesure où ils peuvent et veulent contribuer à l'avance du processus, et où ils ne prétendent pas faire passer leurs intérêts d'appareil avant ceux de la révolution socialiste.

» (...) Le M.F.A., force supra-partidaire, libératrice et patriotique, saura reconnaître l'importance décisive des partis politiques révolutionnaires. Il saura s'identifier de plus en plus avec le « pays réel », au lieu de privilégier un « pays imaginaire ». Il saura aussi refuser la facilité du triomphalisme ouvriériste. Ainsi, les partis politiques seront placés devant un défi : la révolution ou le pouvoir à leur profit.

» (...) Veulent-ils assurer la créativité des masses populaires (qui s'expriment dans les comités unitaires de base liés à un pouvoir révolutionnaire doté d'autorité) ou prétendent-ils faire stagner le processus, manipuler les structures, l'information et ainsi servir la contre-révolution ? »

LES DIRIGEANTS MAOISTES VONT ÊTRE LIBÉRÉS

Lisbonne (Reuter). — « En raison de la gravité de la situation actuelle », le Copcon — Commandement opérationnel du continent — a décidé de libérer tous les dirigeants maoïstes encore détenus, annonce-t-on à Lisbonne.

La plupart des membres du comité central du Mouvement pour la réorganisation du parti prolétarien (M.R.P.P.) avaient été arrêtés en mai dernier et emprisonnés près de la capitale.

LE PREMIER MINISTRE NÉERLANDAIS CRITIQUE LA DÉCISION DU CONSEIL EUROPÉEN

La Haye (A.F.P.). — Le premier ministre néerlandais M. Den Uyl, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire vendredi 18 juillet, a estimé que les pays européens « auraient dû octroyer spontanément une aide au Portugal dès le mois de novembre dernier ».

« Tant que la lutte pour la démocratie se poursuit, c'est une erreur de donner l'impression, en refusant cette aide, que cette lutte s'est déjà soldée par un échec », a-t-il ajouté.

EUROPE

Selon un sondage

51 % DES ESPAGNOLS SOUHAITENT LE DÉPART DU GÉNÉRAL FRANCO

[Ma]drid (A.P., A.F.P.). — Selon [un] sondage publié, vendredi [18 j]uillet, par l'hebdomadaire [Cambio 16] 51 % des Espagnols [souha]itent que le général Franco [trans]mette rapidement le pou[voir] à son successeur désigné, le [princ]e Juan Carlos ; 20 % des [perso]nnes interrogées estiment [que l]a passation des pouvoirs ne [doi]t avoir lieu qu' « *après la [dispa]rition du Caudillo* » et les [autres] restants n'ont manifesté au[cune] préférence pour une solu[tion] ou pour l'autre.

[D'a]utre part, 33 % des Espa[gnols] pensent que le système po[litiqu]e ne changera pas avec [l'acce]ssion à la tête de l'Etat de [M.] Juan Carlos ; 27 % pensent [qu]'il deviendra proche de [celui] des démocraties occidenta[les ;] 10 % estiment qu'il sera dif[féren]t de ce modèle, et 30 % [n'ont] pas d'opinion.

Espagne

La classe politique pense déjà à la rentrée d'octobre

De notre correspondant

Madrid. — Le trente-neuvième anniversaire du soulèvement franquiste du 18 juillet 1936 a été célébré, vendredi, en Espagne, avec la traditionnelle réception que le général Franco offre au corps diplomatique au palais de la Granja, résidence d'été des rois d'Espagne. Le prince Juan Carlos, successeur désigné du Caudillo, assistait à cette garden-party, ainsi que tous les membres du gouvernement.

Le chef de l'Etat fait actuellement preuve d'une activité débordante, ce qui laisse supposer qu'il est parfaitement remis des graves ennuis de santé dont il avait été victime l'année dernière. Mais la presse s'interroge, signalant que « *les nouvelles générations d'Espagnols adoptent une attitude entièrement nouvelle* ».

Le prince Juan Carlos part dimanche à Palma-de-Majorque, et le général Franco, après avoir présidé le conseil des ministres du 25 juillet, se rendra, quant à lui, dans sa résidence d'été de La Corogne. Les Cortès, de leur côté, doivent d'ici à la fin de juillet voter une loi sur les incompatibilités qui fait l'objet de discussions particulièrement âpres.

La classe politique pense déjà au mois d'octobre, où l'on attend un renouvellement, aussi bien des Cortès que du Conseil national du Mouvement. Pour la première fois, les « *associations politiques* » pourront, à cette occasion, présenter des candidats.

De nombreuses personnalités, de tendance plus ou moins centre droite, mais comprenant des hommes aussi différents que les anciens ministres Fraga Iribarne et Pio Cabanillas ; l'ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, M. de Areilza, comte de Motrico, M. Marcelino Oreja, du groupe Tacito, M. Gonzalez Seara, président de la revue *Cambio 16*, n'ont pas accepté de se conformer au statut des « associations politiques », trouvant celui-ci trop étroit et trop « *contrôlé* » par le mouvement. Elles se sont regroupées pour s'inscrire sur le registre du commerce comme « société anonyme », la FREDI (Fédération d'études indépendantes), qui s'est fixé comme objectif de « *créer un espace politique de coexistence pacifique* », expression qui a provoqué la fureur du gouvernement.

La gauche poursuit son lent cheminement. La junte démocratique, qui comprend les communistes et la Convergence démocratique — qui regroupe diverses formations politiques allant des démocrates-chrétiens au parti socialiste ouvrier espagnol, — recherchent un accord. Malheureusement, l'actuelle situation portugaise est loin de faciliter l'union des forces de la gauche, déjà difficile. Ceci bien que M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, ait condamné clairement la politique suivie par le secrétaire général du parti communiste portugais, M. Cunhal. — J.-A. N.

Chypre

UN AN APRÈS L'INTERVENTION TURQUE

[Les] Chypriotes grecs assistent impuissants à la « déshellénisation » de leur île

Correspondance

[Nic]osie. — Le long de la ligne [du] cessez-le-feu, cette « *ligne [Attil]a* » qui coupe désormais [l'îl]e en deux zones, règne ces [jours]-ci un climat inhabituel. [Dans] la journée, les soldats turcs [et le]s recrues de la garde natio[nale] chypriote échangent de[puis] en temps des cigarettes. La [nuit,] Grecs et Turcs habitant de [part] et d'autre ne sont plus réveil[lés p]ar des coups de feu.

[Po]urtant, un an après l'inter[vent]ion turque, le 20 juillet 1974, [la si]tuation demeure très tendue. [De] part et d'autre de la ligne du [cess]ez-le-feu, les mitrailleuses de [l'ar]mée turque et celles de la garde [nati]onale se font toujours face.

[En l']absence de tout progrès dans [les] négociations entre MM. Cléri[dès] et Denktash, représentant [resp]ectivement les deux commu[naut]és de l'île, l'échec des efforts [ent]repris notamment par M. Kis[singe]r afin d'obtenir de la Turquie [des] concessions à Chypre, ont [cond]uit à une impasse totale et [dang]ereuse.

[Le]s positions des deux parties [en c]ause s'opposent diamétrale[ment]. Les Grecs sont partisans [d'un]e fédération pluri-régionale [avec] un gouvernement central [dot]é de pouvoirs étendus et des [gara]nties internationales. Les [Turc]s, au nom de la « *nouvelle [réali]té* », exigent la création de [deux] régions coiffées par un gou[vern]ement central sans pouvoir [réel] et garanti uniquement par la [Tur]quie et la Grèce. En fait, les [Turc]s visent à une confédération [de d]eux Etats, ce que les Grecs [reje]ttent.

[E]n outre, ces derniers veulent [limi]ter à la proportion de la po[pula]tion qu'ils représentent [(18] %) la participation des Turcs [au] gouvernement. Bien évidem[men]t, les Turcs demandent l'éga[lité] et ont pour objectif ultime [la] disparition du gouvernement [Mak]arios, la partition de l'île et la destruction du caractère unitaire de l'Etat chypriote.

La « *déshellénisation* » de l'île progresse d'ailleurs constamment avec l'implantation définitive de dizaines de milliers de colons turcs. Les quelque cent quatre-vingt mille réfugiés chypriotes grecs (le nombre a récemment augmenté avec l'expulsion des Grecs restés dans le nord de l'île) commencent à perdre tout espoir de rentrer chez eux. L'économie est au bord de l'effondrement, car les 40 % du territoire chypriote occupés par les troupes turques représentent 70 % du revenu national. D'autre part, le logement et l'entretien des réfugiés, le chômage qui touche *soixante-dix* mille ouvriers et la baisse de l'activité économique ont eu des répercussions néfastes sur le niveau de vie de la population. Seize mille Chypriotes grecs ont émigré à l'étranger.

La troisième phase des pourparlers entre MM. Cléridès et Denktash doit s'ouvrir à Vienne le 24 juillet. Les deux parties ont annoncé leur participation, mais leurs positions s'opposent à un tel point que l'échec est presque certain. Ce samedi, le négociateur chypriote grec, M. Cleridès, a d'ailleurs qualifié de « *totalement inacceptables* » les propositions de son homologue chypriote turc, M. Denktash, qui voulait inscrire à l'ordre du jour de la réunion de Vienne le problème de la création d'un « *gouvernement mixte de transition* » à Chypre.

Mgr Makarios se prépare à demander aux Nations unies des sanctions contre la Turquie. Il est décidé à ne plus négocier sur les « *pouvoirs d'un gouvernement central dans un Etat fédéral* », clause qu'il considère comme secondaire avant d'avoir obtenu le départ de toutes les troupes étrangères de l'île et les modalités du retour des réfugiés chez eux. — D.A.

Grande-Bretagne

VINGT ET UN CHEFS D'INCULPATION SONT NOTIFIÉS AU DÉPUTÉ TRAVAILLISTE M. STONEHOUSE

(De notre correspondant.)

Londres. — Le député travailliste John Stonehouse, extradé par l'Australie, a été ramené vendredi 18 juillet à Londres, deux cent quarante et un jours après qu'il eut disparu sur une plage de Floride.

Vingt et un chefs d'accusation, pour vol, fraude et usage de faux, ont été retenus contre lui. Des inculpations du même genre visent sa secrétaire, Mme Sheila Buckley, qui l'avait rejoint en Australie.

Cette affaire est particulièrement délicate pour le gouvernement travailliste : depuis qu'il a perdu, fin juin, l'élection partielle à West-Woolwich, il ne dispose plus à la Chambre des communes que d'une seule voix d'avance sur l'ensemble des autres partis. Et il s'agit de celle de M. Stonehouse. — J. W.

Union soviétique

Le responsable du tourisme se plaint de l'attitude des pays occidentaux

De notre correspondant

[M]oscou. — Alors que les [« c]*ontacts entre les peuples* » sont [de] plus en plus à l'ordre du jour — [la] conférence sur la sécurité et la [coo]pération en Europe aidant, — [l'U.]R.S.S. vient d'accuser les pays [oc]*cidentaux de dresser des obstacles* [à l]a venue sur leur territoire de tou[rist]es soviétiques. Cette accusation, [quel]que peu surprenante, a été portée [pa]r M. Nikitine, le directeur du [bu]reau pour le tourisme internatio[na]l, dans une interview publiée, le [..]juin dernier, par la *Literatournaya* [Ga]*zeta*.

Les obstacles dressés par les pays [oc]cidentaux pour dissuader les tou[ris]tes soviétiques sont de diverses [na]tures, selon M. Nikitine. Il regrette [tou]t d'abord des lenteurs dans l'oc[tro]i des visas. L'U.R.S.S., affirme-t-il, [ac]corde en une semaine le visa d'en[tré]e aux touristes étrangers, alors que [l'I]talie, la Grande-Bretagne et les [Ét]ats-Unis exigent un délai de trois [se]maines, l'Allemagne fédérale, la [Su]isse et le Japon, un délai d'un [m]ois. De plus, explique-t-il, « *pour [co]uvrir les dépenses en devises d'un [se]ul touriste soviétique se rendant à [l']Ouest, nous avons besoin des devi[se]s dépensées dans notre pays par [tr]ois touristes occidentaux* ». Cette af[fir]mation ne manquera pas d'étonner : [le] touriste soviétique ne peut empor[te]r qu'une très faible somme en devises lorsqu'il sort de son pays, et il voyage obligatoirement à bord de la ligne soviétique Aeroflot ; les frais de son voyage sont toujours payés en roubles (les autorités n'ont donc à régler en monnaie forte que l'hôtel et le repas), alors que le touriste occidental à Moscou doit payer toute ses dépenses en devises.

Mais c'est la troisième raison invoquée par M. Nikitine qui surprendra le plus. Selon lui, si les touristes soviétiques choisissent, dans 60 % des cas, de se rendre dans des pays socialistes, c'est parce que les pays « bourgeois » refusent de satisfaire certaines de leurs demandes. (1) « *Lorsqu'ils voyagent à l'étranger,* affirme M. Nikitine, *les Soviétiques aiment bien visiter des usines, des centres de recherche et d'autres institutions...*

» *Ce désir parfaitement naturel est totalement comblé dans les pays socialistes, alors que les agences touristiques des pays capitalistes s'opposent très fréquemment à cette idée...* »

Dernier point à souligner de l'interview de M. Nikitine : « *Les touristes soviétiques préfèrent voyager en groupe,* affirme-t-il, *plutôt que de faire du tourisme individuel.* » Il s'agit pour le moins d'un euphémisme. Le touriste soviétique en *puissance n'a pratiquement* la possibilité d'obtenir un visa de sortie d'U.R.S.S. que s'il est recommandé par son syndicat. Les cas de Soviétiques voyageant seuls à l'étranger sont extrêmement rares ; le prix du visa de sortie dans ce cas est d'ailleurs de 400 roubles, soit environ trois mois de salaire moyen.

Toujours selon M. Nikitine, ce que les capitalistes occidentaux refusent aux touristes soviétiques, l'U.R.S.S. le livre sans compter aux touristes étrangers. C'est exact. Les visites d'usines, de crèches, de palais de la culture sont très faciles pour les touristes voyageant en groupe. Elles sont aussi parfois inévitables. Quant aux touristes individuels, ils constituent une infime minorité des trois millions quatre cent mille personnes qui se sont rendues en U.R.S.S. en 1974 ; voyager dans ces conditions en U.R.S.S. revient souvent plus cher que de le faire en Occident et les visas sont rarement accordés en sept jours...

JACQUES AMALRIC.

(1) Selon M. Nikitine, alors que un million de Soviétiques seulement avaient voyagé à l'étranger en 1965, deux millions deux cent mille l'ont fait en 1974 ; 60 % de ces derniers se sont rendus dans des pays « frères ».

AFRIQUE

Ouganda

A la conférence de l'O.U.A.

LE MARÉCHAL IDI AMIN DEMANDE AUX ANGOLAIS DE S'UNIR

Kampala (*A.F.P., A.P., Reuter, UPI*). — La vingt-cinquième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) s'est ouverte vendredi 18 juillet à Kampala, capitale de l'Ouganda.

Les participants ont admis par acclamations au sein de l'O.U.A. les Comores, le Mozambique, la République du Cap-Vert et celle de Sao-Tomé et Principe, ce qui porte à quarante-six le nombre des Etats membres de l'organisation.

D'autre part, l'Ethiopie a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la Tunisie, accusée d'avoir eu l'intention de demander l'admission comme observateur d'un membre du Front de libération de l'Erythrée à la conférence.

Le maréchal Idi Amin Dada s'est, dans son discours inaugural, livré à de violentes attaques contre la politique de « dialogue » avec l'Afrique du Sud, la qualifiant de « poison mortel ». « *Vorster et le régime qu'il représente doivent être déracinés, si besoin est par la force* », a-t-il dit. Parlant des nationalistes angolais, il a déclaré : « *S'ils veulent que de leurs sacrifices naisse l'indépendance, il faut qu'ils cessent leur lutte insensée pour le pouvoir...* » Selon le chef d'Etat, les ministres participant à la conférence devraient recommander l'envoi par l'O.U.A. de troupes en Angola « *au nom de la paix et de l'ordre, jusqu'à la fin des troubles* ».

LE NOUVEAU FARDEAU DE L'HOMME BLANC

Kampala (A.F.P.-U.P.I.). — *Le maréchal Idi Amin Dada, président de la République de l'Ouganda, est arrivé vendredi 18 juillet à une réception officielle, organisée à l'occasion de la conférence des ministres de l'O.U.A., dans un palanquin porté par quatre ressortissants britanniques. Un Suédois marchait à leurs côtés et maintenait un parasol au-dessus de la tête du maréchal.* « Si l'Angleterre n'avait plus le sens de l'humour, ce serait la fin de tout », *a commenté l'un des porteurs ; il a indiqué que l'idée de cette mise en scène revenait au chef de l'Etat.*

D'autre part, le maréchal Idi Amin Dada prépare un spectacle à l'intention de ses invités : l'attaque simulée du Cap et de la base navale sud-africaine de Simonstown par l'aviation ougandaise. Les chefs de l'O.U.A. assisteront au bombardement depuis la résidence du président, qui, située sur le lac Victoria, sera baptisée « Cape Town View ».

Enfin, le chef de l'Etat participera au rallye automobile du 25 juillet, destiné à relier l'Ouganda au Zaïre, en pilotant lui-même sa Maserati. Elle portera le numéro zéro et sera la seconde à prendre le départ.

Angola

Le risque de partition du pays se confirme

De nouveaux affrontements se sont produits, jeudi 17 et vendredi 18 juillet, dans la banlieue septentrionale de Luanda, particulièrement dans des bidonvilles situés entre deux zones industrielles vitales, celle où se trouve la grande raffinerie de pétrole « Petrangol », qui alimente l'ensemble de l'Angola, et celle où est située la principale minoterie de la capitale. Les employés de la minoterie ont demandé à l'armée portugaise de les escorter pour pouvoir se rendre à leur travail.

Des combats se poursuivraient en plusieurs points du pays, notamment à Henrique-de-Carvalho, à 1 000 kilomètres à l'est de Luanda, et à Luso, à 300 kilomètres plus au sud.

La prise de contrôle de Luanda par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A., pro-socialiste) accentue le risque de partition du pays. Le M.P.L.A. est traditionnellement implanté à Luanda et dans sa région, où domine l'ethnie des Kimbundus, dont M. Agostinho Neto, chef du M.P.L.A., est membre. Cette ethnie avait été relativement favorisée par la colonisation portugaise et a, plus que toute autre, bénéficié des possibilités d'accès à l'enseignement.

CABINDA
ZAÏRE
S. Salvador
Carmona
H. de Carvalho
LUANDA
Salazar
Malanje
Lobito
Benguela
Luso
Nova Lisboa
Moçamedes
ANGOLA
ZAMBIE
SUD-OUEST AFRICAIN
0 km 500

Le M.P.L.A. contrôle actuellement la ville de Luanda (sauf la banlieue nord et les deux principales zones industrielles), la région qui va de la capitale à Salazar, à 250 kilomètres à l'est, avec une pointe avancée vers Malanje, à 150 kilomètres à l'est de Salazar.

Le Front national de libération (F.N.L.A., antisoviétique, soutenu par le Zaïre et la Chine), contrôle pour sa part, de l'aveu même des dirigeants du M.P.L.A. à Luanda, les deux provinces septentrionales de Zaïre et Uige, dont les capitales sont respectivement Sao-Salvador-do-Zaïre et Carmona. Ces provinces sont largement dominées par l'ethnie des Bakongo, à laquelle appartient M. Roberto Holden, chef du F.N.L.A.

Enfin l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, de tendance modérée) contrôle la région de Nova-Lisboa, fief de l'ethnie la plus nombreuse, celle des Ovimbundus, dont M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, est originaire.

La seule entorse à ce tableau est le contrôle par le M.P.L.A. de l'enclave de Cabinda, dont la population est surtout représentée dans les deux autres mouvements. Cette situation peut s'expliquer par la présence en République populaire du Congo (à proximité immédiate du Cabinda), d'une importante base militaire du M.P.L.A. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

Zaïre

LE GÉNÉRAL MOBUTU REND HOMMAGE AU « GÉNIE POLITIQUE » DE FRANCO

Kinshasa (*A.F.P.*). — Le général Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat du Zaïre, écrit dans un message adressé au général Franco, à l'occasion de la fête nationale espagnole : « *Il m'est agréable de devoir vous présenter, au nom de toutes les militantes et de tous les militants du M.P.R. (parti national zaïrois) et en mon nom personnel, mes plus vives et chaleureuses félicitations, ainsi que mes vœux sincères de bonheur et de longévité.*

» *Trente-neuf ans de magistrature suprême est à la fois un très grand événement dans la vie d'un homme, et un vrai motif d'éloges et d'admiration du monde entier.*

» *Nous louons vos mérites de génie politique et de grand militaire, et sommes plein d'admiration envers votre auguste personne.* »

DIPLOMATIE

LA DATE DU « SOMMET » DE LA C.S.C.E. EST DÉFINITIVEMENT FIXÉE AU 30 JUILLET

Genève (*A.F.P., Reuter*). — C'est maintenant officiel, le « sommet » de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) s'ouvrira à Helsinki le 30 juillet et se terminera le 1er août. Cette décision est intervenue après quinze heures de négociations quasi ininterrompues des trente-cinq chefs de délégation au sujet notamment de la modification des manœuvres militaires.

La Turquie — à laquelle s'opposait Chypre — voulait insérer dans le texte de l'accord une phrase qui pouvait être interprétée comme dispensant le gouvernement d'Ankara de l'obligation de donner un préavis de ses mouvements militaires le long des secteurs les plus « sensibles » de sa côte méditerranéenne.

Le chefs de délégation vont se réunir une dernière fois probablement ce samedi 19 juillet pour adopter officiellement les textes concernant les derniers problèmes demeurés en suspens : la coopération économique et les principes politiques de la sécurité.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● Me STROEBELE, AVOCAT EXCLU DE LA DEFENSE du « groupe Baader-Meinhof » et arrêté le 23 juin dernier, a été libéré le vendredi 18 juillet à Berlin-Ouest. Le juge d'instruction a précisé que les soupçons de « *soutien d'une association de malfaiteurs* » pesant sur l'avocat n'étaient pas suffisants pour justifier son maintien en détention. — *(A.F.P.)*

Egypte

● INAUGURATION DE FAYÇAL-VILLE. — L'Egypte compte une cité de plus : Fayçal-Ville, inaugurée samedi 19 juillet par le roi Khaled et le Raïs. Située dans le désert, entre Le Caire et Suez, à une dizaine de kilomètres de cette ville, la nouvelle agglomération peut accueillir trente-cinq mille habitants. Sa construction a été entièrement financée par Ryad. Deux autres cités seront probablement inaugurées dans la zone du canal : Sabah-Ville, et Zayed-Ville. Elles porteront respectivement les noms des souverains de deux pays qui en ont assuré le financement : Koweït et Abou-Dhabi. *(Cor.)*

Éthiopie

● LES PARTISANS DU SULTAN DES AFARS ont intensifié leurs opérations depuis quelques jours, a-t-on appris à Djibouti vendredi 18 juillet. Deux cents soldats éthiopiens auraient trouvé la mort et un pont aurait été détruit sur la route qui relie Addis-Abeba au port d'Assab. — *(Reuter.)*

Tchad

● M. STEPHANE HESSEL, chargé de mission au ministère de la coopération, qui a obtenu que Mme Claustre, retenue comme otage par les rebelles tchadiens depuis quinze mois, soit remise en liberté le 1er août, doit retourner dans quelques jours au Tchad pour d'ultimes négociations avec le chef rebelle Hissene Habre. Interrogé à Paris sur le contenu des pourparlers, il a déclaré : « *En aucun cas il n'a été question de livrer des armes. Cela a été formellement et clairement exclu...* »

Union soviétique

● Mme ELENA SAKHAROV, la femme de l'académicien soviétique contestataire, a été autorisée vendredi 18 juillet à se rendre en Italie pour trois mois afin de se faire soigner les yeux, a annoncé le « père » de la bombe H soviétique. La veille, les autorités avaient notifié un refus à la seconde demande déposée par l'intéressée après le rejet en mars dernier de sa première requête. — *(A.F.P.)*

LE PREMIER MINISTRE GUINÉEN EST ATTENDU A PARIS LE 23 JUILLET

M. Lasana Beavogui, premier ministre de la République de Guinée, est attendu mercredi 23 juillet à Paris, à la tête d'une délégation comprenant notamment MM. Mamadi Keita, ministre de l'éducation et de la culture, Damatang Camara, président de l'Assemblée législative, Moukhtar Diallo, ministre des postes et télécommunications, et Seydou Keita, ambassadeur de Guinée pour l'Europe occidentale. Cette délégation sera l'une des plus importantes qui se soient rendues dans un pays étranger.

La visite de M. Lasana Beavogui interviendra une dizaine de jours après la normalisation des relations entre la France et la Guinée. Mardi dernier, dix-huit ressortissants français détenus depuis plus de quatre ans dans les prisons guinéennes pour des motifs politiques avaient regagné la France en compagnie de M. André Lewin, porte-parole des Nations unies, qui avait mené à bien une mission de bons offices entre les deux gouvernements.

D'autre part, l'Association des familles des prisonniers politiques en Guinée, dans un communiqué publié jeudi 17 juillet, estime que la libération par les autorités guinéennes des quatre personnes maintenues en détention ayant la double nationalité (*le Monde* du 17 juillet) permettrait de « *donner son plein effet* » à la reprise des relations entre les deux pays.

AMÉRIQUES

Brésil

Le régime paraît manquer de la base politique nécessaire pour affronter le suffrage universel

(Suite de la première page.)

Lorsque le Congrès et la presse ont utilisé leur liberté retrouvée pour dénoncer les tortures et les disparitions de prisonniers politiques, cette offensive a été aussitôt présentée comme une mise en cause du mouvement armé de 1964, qui a des raisons de redouter un jugement collectif sur les méthodes policières utilisées depuis onze ans. En outre, les services de répression de Sao-Paulo publiaient un rapport indiquant que vingt-trois parlementaires du M.D.B. avaient été élus en novembre dernier avec l'appui du parti communiste. Bien que cet appui ait été accordé sans contrepartie, il a été facile de faire croire, dans les casernes, que l'accession du M.D.B. au pouvoir marquerait un retour au régime d'avant 1964. La campagne contre la libéralisation a trouvé dans l'ancien gouverneur Carlos Lacerda l'un de ses porte-parole, qui utilise à cet effet l'un des quotidiens les plus influents du pays, le *Jornal do Brasil*.

Alors qu'un mouvement s'était dessiné au sein de l'armée pour confier les tâches de répression à la police civile, les organes de sécurité militaire ont continué leur activité. Il ne s'agissait pas cette fois de mettre hors d'état de nuire des poseurs de bombes, mais de démanteler l'appareil dirigeant du P.C.B. Au début de l'année, le secteur de propagande du parti communiste a été désarticulé, et l'organe du comité central, *Voz Operaria*, a cessé de paraître. En juin, certains militants des jeunesses du M.D.B., accusés d'être affiliés au P.C.B., ont été arrêtés. Le 8 juillet, les autorités militaires de Salvador annonçaient l'arrestation de dix-sept personnes, dont un conseiller municipal du M.D.B., accusées d'appartenir au P.C.B.

Appel à la démocratisation

L'offensive de la droite, conjuguée avec le souci du gouvernement d'empêcher tout glissement du M.D.B. vers l'extrême gauche, a conduit le général Geisel à une certaine paralysie politique. Le 24 juin, le haut commandement de l'armée se réunissait. Officiellement pour traiter de problèmes de routine, en fait, si l'on en croit certaines indiscrétions, pour se prononcer sur la politique de libéralisation. Il semble que celle-ci ait reçu une fois de plus l'assentiment des chefs militaires, mais certains observateurs affirment que ce fut à une faible majorité.

Pour sortir de l'impasse, plusieurs autorités civiles et militaires se sont prononcées, au mois de juin, en faveur du chef de l'Etat. Ainsi, le maréchal d'armée Cordeiro de Farias, vétéran des mouvements armés qui se sont succédé depuis 1922, et le maréchal de l'air Eduardo Gomes, l'un des chefs de file, entre 1945 et 1964, de l'opposition au régime du président Vargas et à ses héritiers. Profondément impressionné par les récits des tortures commises dans les prisons militaires, le maréchal Gomes a lancé un appel pathétique à la démocratisation. Dans le même temps, à l'issue d'une réunion remarquée, le gouverneur de l'Etat de Sao-Paulo, M. Paulo Egydio Martins, celui de Minas-Gerais, M. Aureliano Chaves, et celui du Rio-Grande-do-Sul, M. Sinval Guazelli, affirmaient publiquement leur appui à la politique de « *dialogue et de débat critique* » lancée par le chef de l'Etat. M. Paulo Egydio Martins en arrivait même à déclarer : « *Il existe une droite à droite de la droite, et une gauche à gauche de la gauche. Il nous revient de savoir quels sont ceux qui veulent étouffer les libertés.* »

Mais quelques questions essentielles restent pour l'instant sans réponse : avec quelles forces politiques le régime militaire affrontera-t-il les prochaines échéances électorales ? Les conseils municipaux seront renouvelés en 1976. Le Parlement et les gouverneurs en 1978. Les élections dans les deux cas doivent se dérouler au suffrage universel.

Le gouvernement risque de perdre sa majorité au Congrès et un grand nombre de membres de l'opposition ont des chances d'être élus gouverneurs. Le président du Sénat, M. Magalhes Pinto, a déjà laissé entendre que le seul moyen d'éviter une défaite serait de modifier le système des partis. On imagine fréquemment qu'un grand parti centriste pourrait être créé, qui regrouperait autour du général Geisel les partisans de la « *détente* », venus soit du M.D.B., soit de l'Arena. Les opposants seraient ainsi rejetés aux deux extrêmes de l'éventail politique et n'auraient guère de chances de s'imposer.

Que la démocratisation du pays soit indispensable, un accord comme celui qui vient d'être signé avec l'Allemagne semble le montrer. Pour devenir en quinze ans une puissance nucléaire, le Brésil aura besoin de former de nombreux savants et techniciens. Comme le pays se sent pleinement intégré au mode de vie occidental, on voit mal comment il pourrait refuser à cette élite scientifique les libertés que celle-ci est assurée de trouver ailleurs. Déjà la presse a souligné la nécessité pour le régime de récupérer les savants qui se sont dispersés aux Etats-Unis et en Europe après 1964. Une autre voix s'est ajoutée au concert en faveur de la démocratisation : celle de M. Mario Henrique Simonsen, ministre des finances, qui a déclaré le 4 juillet, après une rencontre avec des hommes d'affaires de Porto-Alegre qu'il ne pouvait y avoir de développement économique sans liberté de débat et de critique.

CHARLES VANHECKE.

La récolte étant détruite par le gel

SUSPENSION DES EXPORTATIONS DE CAFÉ

L'Institut brésilien du café a suspendu « jusqu'à nouvel ordre » les exportations de café, en raison des fortes gelées qui viennent de frapper pendant deux jours les Etats de Minas-Gerais et de Parana, ravageant les plants en pleine floraison. L'Etat de Sao-Paulo a été moins gravement touché, mais les dommages pourraient s'aggraver si le mauvais temps persistait.

L'évaluation officielle des pertes n'a pas encore été faite. Toutefois, au sein des milieux britanniques spécialisés dans le négoce du café, on estime que la production brésilienne diminuera de quelque 14 à 20 millions de sacs de 60 kilogrammes, alors que la récolte devait atteindre 23 millions de sacs au total.

Le Brésil assure un tiers de la production mondiale, qui est, en année courante, de l'ordre de 25 millions de sacs. La destruction des quatre cinquièmes des récoltes brésiliennes privera le pays d'une de ses principales ressources. En outre, elle risque de compromettre la signature du nouvel accord international sur le café, prévu pour novembre prochain. Enfin, elle a d'ores et déjà entraîné une flambée des cours mondiaux, qui sont passés en une semaine de 460 à 660 livres sterling sur le marché de Londres. La hausse risque d'être d'autant plus vive que la cueillette connaîtrait des difficultés dans certains pays producteurs africains. — (A.F.P.)

Honduras

Un charnier est découvert sur les terres d'un grand propriétaire

Tegucigalpa *(A.F.P., A.P., U.P.I.)* — Les cadavres de huit personnes tuées au cours d'un affrontement entre des paysans et l'armée, le 25 juin dernier, ont été découverts le vendredi 18 juillet dans le département de l'Olancho au Honduras. Les corps étaient enterrés au fond d'un puits situé sur les terres d'un grand propriétaire. Les recherches se poursuivent. Parmi les cadavres identifiés se trouvaient ceux de deux prêtres, Jerome Cypher, de nationalité américaine, et Ivan Betancourt, Colombien, et ceux de deux étudiantes, Maria Eelena Bolivar Vargas, Colombienne, et Ruth Garcia, Hondurienne. Les deux prêtres avaient pris la tête d'une « marche de la faim », à laquelle participaient, en majorité, des paysans indiens sans terre.

L'application de la réforme agraire, accompagnée de violences, provoque la première crise grave que doit affronter le nouveau gouvernement hondurien. A son arrivée au pouvoir, le 25 avril, après un putsch sans effusion de sang, qui renversa le général Oswaldo Lopez Arellano, à la suite d'une affaire de pots-de-vin, le colonel Juan Alberto Melgar Castro avait promis de procéder rapidement à une réforme agraire.

Deux grandes organisations d'agriculteurs, l'Union nationale paysanne et l'Association paysanne nationale, qui comptent quarante mille membres environ chacune, ont accusé le gouvernement de s'être surtout montré compréhensif envers les intérêts des grands propriétaires terriens.

La plus grande partie des terres appartient, au Honduras, à une centaine de famille d'éleveurs de bétail et à deux sociétés américaines exportatrices de bananes : la United Brands Co et la Standard Fruit Co.

La question agraire est à l'ordre du jour au Honduras depuis 1924, année où le président Vicente Tosta annonça une première réforme, et créa des lopins familiaux. La réforme échoua parce que les paysans, manquant de ressources financières et de matériel, durent vendre leur terrain aux riches. En 1962, Ramon Villeda, président « de gauche », annonça une autre réforme agraire, prévoyant une redistribution « rapide et massive » des terres. Le putsch du général Lopez Arellano, en 1963, met fin au projet. En 1968, le général Lopez Arellano promulgue une troisième réforme agraire, et, en 1972, plus de quatorze mille familles paysannes furent ré-installées sur plus de 28 000 hectares de terres, précédemment propriétés privées.

Mais, sous la pression des propriétaires terriens, semble-t-il, le général Lopez Arallano a modifié la loi l'année dernière, en en limitant le bénéfice aux paysans membres d'organisations professionnelles ou de coopératives.

États-Unis

LE PRÉSIDENT FORD INVITE M. SOLJENITSYNE A LA MAISON BLANCHE

Washington *(Reuter, U.P.I.)*. — Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ron Nessen, a annoncé le vendredi 18 juillet que le président Ford avait invité Soljenitsyne, qui séjourne actuellement aux Etats-Unis, à le rencontrer. Cette invitation ne comporte aucune date précise. M. Nessen a indiqué que le président Ford avait invité une première fois l'écrivain mardi dernier, mais que celui-ci n'avait pu accepter, car il était déjà convié à une réception organisée en son honneur par le Sénat.

Le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, avait déconseillé au président Ford de recevoir l'écrivain en raison de ses positions contre le gouvernement soviétique. Soljenitsyne est attendu dans les prochains jours à Nairobi, où il doit prendre, le vendredi 25 juillet, la parole devant le Conseil international des églises chrétiennes.

L'accident de chemin de fer à Rio-de-Janeiro

LES JOURNAUX BRÉSILIENS CONTESTENT LE NOMBRE (OFFICIEL) DES VICTIMES

Rio-de-Janeiro (Reuter). — La catastrophe ferroviaire survenue jeudi soir dans la banlieue de Rio-de-Janeiro a provoqué la mort de onze personnes et deux cent dix-neuf ont été blessées, déclare la direction des chemins de fer brésiliens. Mais les journaux font état de plus de trente morts et les premières informations de source officielle avaient laissé croire qu'il pouvait y avoir une centaine de morts.

Le convoi, chargé de plus de mille voyageurs, avait déraillé en pleine vitesse. La police a arrêté le conducteur du train.

La nouvelle de la catastrophe est omise dans les bulletins d'information radiophoniques pour éviter, semble-t-il, d'alarmer les usagers et prévenir une réédition des violents incidents récemment provoqués dans les gares de Rio par le retard des trains.

AMÉRIQUES

Chili

...s dirigeants de la démocratie chrétienne de la gauche non communiste ont constitué un front commun contre la junte

...position non communiste ...égime militaire chilien a ... à s'unifier, la semaine der-... au cours d'une réunion à ...as, rapporte le *Washington* ... du vendredi 18 juillet. ...n le journal, les dirigeants en exil de la démocratie chrétienne, MM. Leighton et Renan Fuente-Alba, anciens présidents du parti, ont signé avec les dirigeants socialistes, MM. Aniceto Rodriguez et Clodomiro Almeyda, ex-ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire, ainsi qu'avec MM. Anselmo Sule, représentant le parti radical, et Sergio Bitar, de la gauche chrétienne, un manifeste annonçant leur intention d'œuvrer de concert au rétablissement d'une *« démocratie juste et socialiste au Chili »*.

Les représentants en exil du parti communiste chilien et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) n'avaient pas été invités à cette rencontre.

Toujours selon le *Washington Post*, l'Eglise chilienne et le premier ministre cubain, M. Fidel Castro, auraient récemment exercé des pressions pour que tous les partis d'opposition se réconcilient.

A l'issue de la rencontre de Caracas, M. Bernardo Leighton a déclaré que le parti démocrate-chrétien s'oppose *« à la politique de la junte militaire »*.

Pour M. Leighton, les déclarations du général Pinochet sur son maintien au pouvoir, *« ne sont absolument pas originales, car beaucoup d'autres dictateurs l'ont proclamé avant lui, sans atteindre leurs buts »*. M. Leighton a admis que certains secteurs de la démocratie chrétienne chilienne avaient offert leur appui à la junte, parce qu'ils avaient cru *« dans les déclarations des militaires, qui affirmaient qu'un régime politique normal serait à nouveau institué le plus tôt possible dans le pays »*. — *(A.F.P.)*

Pérou

...PENSION DES GARANTIES CONSTITUTIONNELLES ... LES PROVINCES DU SUD

...a *(A.F.P., U.P.I.)*. — Après ...oclamation de l'état d'ur-..., les garanties constitution-... ont été suspendues le ven-... 18 juillet, pour trente jours, ...les quatre provinces du sud ...rou : Arequipa, Moquegua, ...a et Puno.

...a grève générale a paralysé ...ipa, seconde ville du Pérou, ...di 17 juillet. Quarante-cinq ... grévistes demandaient une ...ution du prix des trans-... le blocage du prix des arti-... le première nécessité et la ...e aux syndicats de l'un des ...diens de la ville. Le général ...La Vera, qui a pris le ...ôle militaire de la province, ...cé un appel au calme et ...né que toute atteinte à ...e public sera *« fermement »*. Il a annoncé aussi la ...ition de certains dirigeants ...caux appréhendés le 17 juil-... les employés de chemin de ...qui avaient décidé d'observer ...grève illimitée, ont mis fin ...r mouvement.

ASIE

Inde

...e campagne de désobéissance civique se développe

(...uite de la première page.)

...es Soviétiques ont été les pre-... à se féliciter de l'instauration ... régime fasciste en Inde », indi-...ce journal. « *Les objectifs de* ...*olitique extérieure de Moscou,* ...*vise à encercler la Chine au* ...*n de bases militaires, ne sont* ...*étrangers au maintien au pou-*...*de Mme Gandhi (...) Les Sovié-*...*s, qui fournissent des armes au* ... *de village de l'Ouganda, Idi* ..., *ne peuvent qu'applaudir à* ...*rgence d'un nouvel Amin en* ... ».

...se réclamant d'aucune idéolo-... le journal, qui serait rédigé par ...roupe de personnalités marxistes ...érales, présente un programme ...ésistance en sept points (distri-...n de tracts, organisation de ...es, émissions clandestines de ..., etc.). Se référant directement ...ahatma Gandhi et à son combat ...re la Grande-Bretagne, il appelle *une renaissance de l'esprit de* ... » et à la paralysie progressive ...'appareil d'Etat. « *Les Britanni-*...*s étaient certes des colonialistes,* ...*ils ne se comportaient pas en* ...*teurs. La lutte contre le fascisme* ...*n sera difficile et longue* », af-...e encore le journal.

Nous voulons que le peuple exprime sa colère sans équivoque, mais de façon pacifique », déclare l'opposition clandestine. L'appel semble avoir été entendu. A Ahmedabad, capitale de l'Etat du Goudjerat que le mahatma Gandhi avait déjà choisie pour organiser pendant douze ans sa résistance aux Britanniques, se déroulent de vastes manifestations silencieuses, « *des défilés d'étudiants aux bouches bâillonnées* », écrit l'agence Associated Press. L'opposition encourage les Indiens à porter des rubans noirs sur leur poitrine, à hisser des drapeaux noirs sur les maisons et à afficher sur leur porte d'entrée le préambule de la Constitution indienne consacré aux libertés fondamentales.

D'autre part, dans le Pendjab, Etat qui jouxte le Pakistan, aurait éclaté la première révolte ouverte contre Mme Gandhi. Selon les déclarations dont fait état le *Financial Times*, du docteur Chohan, président du Conseil international des Sikhs, actuellement en Grande-Bretagne, une manifestation regroupant plus trois cent mille personnes aurait eu lieu le 9 juillet à Amritsar. L'agitation de l'Akali Dal, le parti politique des Sikhs, pourrait encourager d'autres mouvements ayant une assise régionale à s'engager activement dans la lutte contre le gouvernement central.

Vietnam du Nord

Afin d'étudier les besoins du pays

UN VICE-PRÉSIDENT DE LA BANK OF AMERICA VIENT DE SÉJOURNER A HANOI

...'un des vice-présidents de la ...nk of America, M. Louis Sau-...le, a passé sept jours au ...tnam du Nord, afin d'y étu-...r les besoins du pays. Selon ... Saubolle, qui s'est arrêté, ven-...di 18 juillet, à Hongkong, les ...igeants nord-vietnamiens sont ...ireux de développer leur com-...rce avec les Etats-Unis. La ...D.V. voudrait exporter ses pro-...its et se procurer en échange ...s matières premières et l'équi-...ment qu'elle peut trouver dans ... seuls pays industrialisés occi-...ntaux, aux Etats-Unis en par-...ulier. Il a ajouté que le Viet-...m du Nord était plus particu-...rement intéressé par l'impor-...tion de céréales, d'équipement ...ricole, de matériel de transport ... de matériel semi-fini pour la ...nstruction et le bâtiment. De ...n côté, le Vietnam du Nord ...ut exporter du charbon, du thé ... des objets artisanaux.

Au début de juillet, M. Pham ...an Dong, premier ministre de la ...D.V., avait adressé une lettre à ...ngt-sept membres du Congrès ...néricain pour leur faire savoir ...e Hanoï était prêt à entamer ...s négociations pour un règlement des problèmes en suspens entre les deux pays. Washington n'a pas donné suite à cette proposition. D'autre part, les milieux officiels de Washington affirment que les Etats-Unis ont engagé des négociations avec un pays tiers, dont le nom n'a pas été dévoilé, afin qu'il représente les intérêts américains au Vietnam du Sud. — *(U.P.I.)*

[La Bank of America est la première banque commerciale du monde, avec des actifs de 69,4 milliards de dollars. Elle totalise 59,7 milliards de dollars de dépôts et emploie soixante-deux mille trois cents salariés. Elle a été fondée en 1904 sous le nom de Bank of Italy et a pris son nom actuel à l'occasion de sa fusion en 1930 avec la Bank of America of California.

Disposant de quelque soixante-dix succursales en Italie et de plusieurs bureaux dans les principales villes européennes, c'est l'une des banques américaines les mieux implantées en Europe. Son slogan publicitaire : « Aman on the spot » (« Partout quelqu'un sur place »), témoigne de sa politique de développement à l'étranger.]

ÉDUCATION

MALGRÉ UNE AUGMENTATION DE 19,6 % SUR 1975

Le budget de l'éducation restera très serré en 1976

Avec un total de 46,3 milliards de francs (38,7 en 1975), le projet de budget de l'éducation pour 1976 reste très serré, même si les consignes d'austérité sont moins draconiennes qu'en 1975 et en dépit du fait que la progression par rapport à 1975 (+ 19,6 %) est très supérieure à celle de la moyenne des dépenses civiles de l'Etat (+ 13 %).

On s'efforce aujourd'hui, au ministère, de faire contre mauvaise fortune bon cœur : après tout, dit-on, un peu de « dégraissage » ne fait pas de mal à l'administration de l'éducation, à condition de ne pas le prolonger... Mais la nouvelle procédure de préparation du budget avait provoqué de vives inquiétudes.

Elle imposait, en effet, cette année, aux ministères dépensiers de prévoir une augmentation maximum de 7 % de leurs crédits de fonctionnement (les salaires pour l'essentiel) et de 6,5 % pour l'équipement, une fois reconduites les dépenses de 1975. Or, le budget de l'éducation est d'une « rigidité » croissante : en 1976, plus de 93 % des dépenses seront consacrées au fonctionnement dont 82,5 % aux salaires de plus de neuf cent mille fonctionnaires. L'accroissement de 20 % des dépenses de fonctionnement (43,4 milliards prévus pour 1976 contre 36,2 en 1975) ne doit donc pas faire illusion. La hausse des traitements des enseignants des établissements publics et privés sous contrat, de administrateurs ou des agents d'une rentrée à l'autre (16 % d'augmentation entre 1974 et 1975) va absorber une très grande partie des « mesures nouvelles » qui ne représenteront en 1976 que 1 milliard de francs environ, somme presque identique à celle du budget de 1975, mais au pouvoir d'achat moindre.

Pour préparer ce budget serré, les responsables des services ont dû rechercher systématiquement les économies (on a, par exemple, décidé de réduire les horaires des émissions de télévision scolaire), supprimer des emplois pour en créer d'autres, ou les compenser rigoureusement par la disparition des crédits d'heures supplémentaires ou de remplacement, bref, effectuer, comme on les y avait invités, un « redéploiement » des ressources, selon la formule à la mode au gouvernement. Il n'était plus possible, cette fois, de jouer sur la part de l'enseignement supérieur, le budget du secrétariat d'Etat étant préparé à part.

1 100 établissements nationalisés

De nouveaux emplois (vingt-neuf mille) sont accordés à l'éducation par le projet de budget, soit presque les deux tiers du total des créations. En fait, dix mille correspondent à ceux déjà créés au collectif de 1975 pour la titularisation d'instituteurs et de maîtres auxiliaires (*le Monde* du 18 juillet). Cette opération est devenue une priorité du gouvernement pour les quelques années à venir.

Dix mille emplois aussi sont destinés à la nationalisation de plus de onze cents établissements du premier cycle (collèges d'enseignement secondaire ou général), au cours de l'année 1976, soit deux fois plus qu'en 1975. Le gouvernement va accélérer la réalisation du programme de Provins, établi par M. Pierre Messmer en janvier 1973, lorsqu'il était premier ministre. La nationalisation complète des C.E.S. et des C.E.G. serait achevée, annonce-t-on, à la fin de l'année 1977. De même, 155 millions de francs supplémentaires sont prévus pour les transports scolaires, l'Etat devant prendre en charge 65 % des dépenses à la rentrée de 1976. L'objectif est de parvenir « *aussi vite que possible* » au taux de 75 %. 120 millions de francs de plus seront consacrés aux bourses d'études, dont le montant augmenterait de 7 %. Ce sont des mesures populaires et électoralement payantes.

En revanche, six mille trois cents postes seulement sont prévus pour recruter de nouveaux enseignants à la rentrée 1976 (cinq mille sept cent cinquante au budget 1975), alors qu'on attend au total cent mille élèves de plus au lieu de soixante-douze mille cette année.

Les crédits d'équipements n'augmenteront guère. Les autorisations de programme qui déterminent le volume des constructions nouvelles que l'Etat peut entreprendre n'atteindront sans doute pas tout à fait 3,1 milliards de francs, soit 4 % de plus qu'en 1975 en francs courants. Compte tenu de la hausse prévisible du coût de la construction, il ne sera guère possible de livrer à la rentrée de 1976 autant de classes ou d'établissements que cette année. Toutefois, le ministère de l'éducation sera sans doute autorisé par un collectif à lancer certaines opérations dès l'automne prochain. Le gouvernement envisage, en effet, une importante relance de la construction. Pour la même raison, les crédits de paiements (pour les travaux achevés en cours d'année), qui avaient été très sévèrement réduits en 1975, augmenteront de 10 %.

Davantage pour les maternelles

Dans la redistribution des crédits et des postes, les écoles primaires et maternelles restent relativement favorisées : 548 millions de francs de subventions pourront être attribués pour des constructions nouvelles, deux mille sept cents instituteurs et institutrices nouveaux devant être recrutés pour la rentrée de 1976. La plupart de ces postes iront aux maternelles. M. Haby a affirmé que la demande des familles, jusqu'à présent très vive, tend à se ralentir, car seuls les enfants les plus jeunes ne sont pas encore accueillis dans les classes maternelles. Mais il sera difficile de réduire les effectifs des classes, malgré un contingent spécial d'une centaine de postes pour dédoubler, comme cette année, les plus surchargées. A moins que le ministre ne compte, sans le dire, sur les consignes données par le Syndicat national des instituteurs (SNI) à ses adhérents de n'accueillir que trente-cinq élèves par classe.

D'autre part, deux mille emplois d'élèves maîtres vont être créés dans les écoles normales d'instituteurs : selon l'accord conclu par le ministère avec le SNI, à partir de la rentrée 1978, tous les instituteurs doivent être formés dans les écoles normales où ils ne rentreront qu'après le baccalauréat.

Pour l'enseignement secondaire, les subventions d'équipement seront un peu moins élevées en 1976 qu'en 1975 : 1 708 millions de francs d'autorisations de programmes, au lieu de 1 738 millions de francs. On estime, en effet, au ministère, que le développement des C.E.S., qui était, depuis plusieurs années, une priorité, peut être ralenti, en attendant une actualisation de la carte scolaire qui repose sur des prévisions de mouvements de population déjà anciennes. Ces établissements recevront, cependant, les trois quarts des deux mille cent emplois de professeurs créés à la rentrée 1976.

Mais le ministère va encore réduire de mille le nombre des professeurs certifiés stagiaires dans les centres pédagogiques régionaux, déjà ramené cette année de sept mille à six mille : la formation d'enseignants dépasse largement le nombre nécessaire pour le renouvellement du corps et le maintien en place des maîtres auxiliaires ne permet plus de récupérer de postes. D'autre part, l'administration, depuis plusieurs années, suit une politique d'homogénéisation des effectifs de classe (on supprime à la fois les classes très chargées et celles qui comptent peu d'élèves).

Plus de collèges techniques

Seuls doivent échapper à cette stagnation les collèges d'enseignement technique. Huit cent vingt-sept millions de francs doivent être consacrés à la construction de nouveaux C.E.T., soit une augmentation de plus de 20 % par rapport à 1975 ; et mille cinq cents postes d'enseignants leur sont accordés. Une priorité relative est donc reconnue à la formation professionnelle ; cela répond aussi à une demande assez générale : dans le climat actuel, le souci d'une préparation des enfants à un métier est particulièrement vif.

Les prévisions d'effectifs sur lesquelles repose cette répartition des crédits et des postes seront-elles vérifiées ? Après avoir longtemps sous-estimé l'accroissement de l'effectif des maternelles et surestimé, en 1973, celui des établissements secondaires, le ministère a essayé à la rentrée dernière de serrer de plus près la réalité. Mais l'exercice demeure difficile.

GUY HERZLICH.

ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

● **Ecole normale supérieure de jeunes filles (boulevard Jourdan) :**

Section Lettres. — Mlles Cheng, Nonnenmacher, Michèle Monte, Metcalfe, Choupin, Pinto (à titre étranger), Bonnafous, Lannes-Lacroutz, Dabianc, Fersing, Sylvie Mellet, Denizot, Grare, Salamand, Catherine Auger, Misony, Verchère, Thiesse, Catherine Abadie, Yon, Estiot, Chatonnet, Patricia Abadie, Valleix, Parlier, Subille, Danon, Becache, Anne Bouchez, Comeau, Marianne Massin, Thorez, Assadas, Gantrel, Anne-Yvonne Julien, Llorens (à titre étranger), Dominique Bouillon, Lajon, Peyroche, Béatrice Camus, Morgenot, Foucceau, Rouffiat.

Section Sciences. — Groupe A : Mlles Tutenuit, Sylvie Darrieu, Gorin, Sophie Carpentier, Courtan, Camez, Lensel, Grandmaire, Champroux, Le Cam, Delpy, Derouault, Burnol, Benoist, Helmendinger, Sebag, Gamache, Marie-Claude Lamy, Pagano, Sourdive-Abram, Charvet, Debelle, Mireille Lévy.

Groupe B : Mlles Pascale Delecluse, Righini, Dominique Boudier, Annie Moreau, Mazuel, Hélène Laurent, Martine Viard, Oger, Griesmar, Kerherve, Cocquerelle.

Groupe C : Mlles Janin, Pigeaire, Dokhelar, Anne-Françoise Boudet, Guesne, de Chatellus.

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

● **Grammaire :**

M. Bacry (4e), Mlle Bedel (23e), M. Patrick Berthou (11e), Mlles Gisèle Besson (2e), Marie-Hélène Boucher (1re), Mme Bouisson (16e), Mlles Chamski (14e), Françoise Collet (27e), Mme Collod (29e), M. Dubail (30e), Mlle Dunglas (13e), MM. Duprat (34e), Philippe Fleury (15e), Mlle Foulquier (32e), Mme Clairette Gautier (24e), Mlle Gentier (12e), Mme Guerreau (3e), Mlles Lagacherie (7e), Lalvée (17e), Lascroux (9e), Régine Lassalle (22e), Lavault (36e), M. Le Page (19e), Mlles Annie Louis (20e), Marianne Maillet (21e), MM. Michel Meyer (26e), Bruno Ollivier (10e), Mlle Pradeau (6e), Mmes Prignitz (31e), Roméas (18e), MM. Saline (28e), Silberman (5e), Mlles Stempin (25e), Stenger (33e), Mme Van Colen (8e) M. Vottero (35e).

SCIENCES

APRÈS LEUR SÉPARATION

Soyouz et Apollo tentent de réaliser une éclipse artificielle totale du Soleil

De notre envoyée spéciale

Houston. — Les cabines Apollo et Soyouz doivent se séparer ce samedi 19 juillet à 16 h. 29 (heure de Paris), après un vol commun qui aura duré un peu plus de quarante-sept heures.

La seconde journée de ce vol aura été bien remplie. En se rendant trois visites successives, les trois astronautes américains et les deux cosmonautes soviétiques auront rivalisé de bonhomie devant les caméras de télévision. Ils n'auront oublié aucune des déclarations qu'ils devaient adresser à la Terre. La coopération fut à l'honneur de bout en bout, mais le cœur n'y était guère. Revenus dans leurs cabines respectives, vendredi à 22 heures, après une journée commencée à 6 h. 20, chacun de ces hommes avait bien mérité son repos et les félicitations de Washington et de Moscou.

Tout a eu lieu comme il avait été prévu. Les hommes passèrent d'une cabine à l'autre, sans que l'on sache toujours très bien où ils se trouvaient, au milieu d'un fouillis de câbles électriques. Tantôt Stafford et Leonov, tantôt Brand et Kubasov faisaient visiter leur vaisseau, décrivaient le beau pays qu'est notre planète, expliquaient comment ils faisaient la cuisine à bord et les bons petits plats qu'on y dégustait. Et puis, ils se retrouvaient en mission officielle et la diplomatie reprenait ses droits, pour des messages de paix ou d'amitié, ou pour des échanges de menus cadeaux.

Les sacrifices financiers

Le temps fort de la journée a été la conférence de presse des hommes de l'espace qui donna une bonne idée de l'ambiance, mi-officielle, mi-familiale, de cette journée des visites. Stafford déclara que, au moment où fut ouverte la dernière porte séparant les deux vaisseaux, « *notre pensée était que nous ouvrions une ère nouvelle dans l'histoire de l'homme* ». « *Notre travail*, ajouta peu après Leonov, *est devenu possible grâce au climat de détente (...). C'est un pas important dans l'exploration sans fin de l'espace, grâce à l'effort de l'ensemble de l'humanité.* » Hommage fut rendu « *à la détermination, à la coopération, aux efforts des deux gouvernements, des responsables, des ingénieurs et de tous ceux qui avaient travaillé à cette mission* ».

L'exploration de l'espace, fût-il expliqué, ne fait que commencer et justifie tous les sacrifices financiers. « *Tous les avantages que nous en tirerons, finalement, dépasseront, et de loin, les dépenses qui y auront été consacrées* », n'a pas hésité à dire Stafford. « *Nous avons découvert que nous pouvons travailler ensemble* », a dit Kubasov.

Une expérience inédite

De science, il n'a guère été question jusqu'à présent : quelques expériences de biologie et quelques séances de photographie de la Terre, tout au plus. Elle devait revenir au premier plan dès la séparation des deux vaisseaux à 13 h. 12, ce samedi 19 juillet. Détachés, Apollo et Soyouz tourneront autour l'un de l'autre pendant une demi-heure.

Apollo se placera entre le Soleil et Soyouz, à environ 200 mètres de distance de ce dernier, afin de masquer totalement le disque solaire. Ainsi sera réalisée une éclipse artificielle totale du Soleil. Soyouz pourra alors photographier l'atmosphère ténue de notre étoile. Puis les deux vaisseaux doivent s'amarrer de nouveau à 13 h. 40 (Apollo sera passif et Soyouz fera les manœuvres) avant de se séparer définitivement à 16 h. 29. Ils resteront néanmoins l'un près de l'autre pour accomplir une expérience inédite. Apollo émettra un faisceau de lumière, qui sera réfléchi par les réflecteurs placés sur Soyouz, à quelques kilomètres de distance. La lumière réfléchie par Soyouz sera reçue et analysée par un appareil à bord d'Apollo, pour déterminer la quantité d'oxygène et d'azote à l'altitude de 220 kilomètres où se trouvent les vaisseaux, dans la très haute atmosphère terrestre. Après quoi, Soyouz doit redescendre sur Terre le lundi 21 juillet à 11 h. 51 et Apollo ne reviendra que le 24 ou le 25 juillet.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

UNE GRANDE EXPOSITION INTERNATIONALE SUR LES OCÉANS S'OUVRE LE 20 JUILLET A OKINAWA

Okinawa *(A.F.P.)*. — « La mer que nous aimerions voir », tel est le thème de l'exposition internationale sur les océans, qui s'ouvre le 20 juillet à Okinawa et durera jusqu'au 18 janvier 1976. Quarante pays, dont le Japon, bien sûr, les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et l'Italie, participent à cette manifestation dont la France et l'Allemagne fédérale sont absentes.

Les organisateurs espèrent quatre millions de visiteurs. Parmi les « attractions » proposées — en dehors des paysages et des récifs de coraux de l'île japonaise, — on peut citer « Aquapolis » présentée comme prototype des cités flottantes de l'avenir (en fait, une structure analogue aux grandes plates-formes semi-submersibles de forage pétrolier marin), des pavillons consacrés chacun à un thème (les poissons, les bateaux, la science et la technologie, les peuples, etc.), ainsi qu'un aquarium de 13 400 mètres cubes d'eau de mer.

● *Sur le futur site de lancement de la fusée européenne Ariane*, à Kourou, en Guyane, des travaux ont commencé pour permettre dans trois ans un premier lancement de la fusée. Ariane doit permettre aux pays d'Europe de lancer des satellites de communications et de détection des ressources terrestres, sans se plier aux conditions qu'imposent les Etats-Unis aux pays qui utilisent des lanceurs américains.

DÉFENSE

● *M. Michel Rougagnou*, conseiller des affaires étrangères et précédemment conseiller technique (chargé notamment des relations avec la presse) au cabinet du ministre de la défense, a été nommé consul général de France à Los Angeles (et non pas à San Francisco comme il a été écrit par erreur le 2 juillet) en remplacement de M. Jean-François Roux. C'est M. Pierre Saulière qui prend les fonctions exercées précédemment par M. Rougagnou.

JUSTICE

LES PLASTICAGES DANS LE SUD-EST DE LA FRANCE

Le président d'une association de défense des rapatriés est entendu par la police

M. Joseph Ortiz a été remis en liberté

De notre correspondant régional

Toulon. — M. Joseph Ortiz, l'un des anciens chefs activistes en Algérie, qui avait été écroué le 10 juillet à la prison Saint-Roch de Toulon sous l'inculpation de détention d'une arme de quatrième catégorie, a été mis en liberté vendredi 18 juillet, en début d'après-midi, sur décision du doyen des juges d'instruction du tribunal de Toulon, M. Jean Pouget. Un autre rapatrié d'Algérie, M. Serge Geoffroi, soixante-treize ans, garagiste à La Seyne, placé sous mandat de dépôt en même temps que M. Ortiz, et pour une infraction similaire, a bénéficié de la même mesure.

L'enquête menée par des policiers de Toulon sur commissions rogatoires délivrées par M. Guy Bellocq, juge d'instruction à Draguignan, et M. Pouget, après les récents plasticages commis dans le Var, a cependant connu un nouveau développement avec l'interpellation, ce même vendredi, du président national de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDIFRA), M. Eugène Ibagnès, quarante-deux ans, viticulteur à Tourves (Var). Transféré à Marseille, M. Ibagnès a été placé en garde à vue et il était à nouveau entendu par les policiers ce samedi matin.

Arrêté et écroué sous la seule prévention d'avoir détenu illégalement, à son domicile, un pistolet de calibre 7,65 et sept cartouches, Jo Ortiz était, en fait, soupçonné d'avoir inspiré, sinon organisé, les récents attentats commis tant dans le Var que dans le Sud-Ouest. Les présomptions des policiers se fondaient notamment sur le fait que le nom et l'adresse de l'ancien cafetier d'Alger figuraient dans l'agenda d'un rapatrié du Sud-Ouest, M. François Chabessier, appréhendé le 10 juillet à Bordeaux, pour un attentat à la bombe dont il a reconnu être l'un des auteurs, commis le 28 juin contre un restaurant de Bayonne.

Ces présomptions n'ont pu, apparemment, être étayées par les enquêteurs, qui restent pourtant persuadés qu'ils se trouvent, sur la Côte comme dans les départements du Sud-Ouest, devant un même activisme recrutant certains de ses membres parmi d'anciens ultras de l'Algérie française. Lors de son « *exil* » aux Baléares, Jo Ortiz avait été la tête politique du « *maquis Résurrection-Patrie* », responsable d'attentats O.A.S. dans le Sud-Ouest. Plusieurs plasticages commis dans le Var ont d'autre part été revendiqués par un comité « Justice pieds-noirs ».

Une partie de l'enquête semble bien, quoi qu'il en soit, tourner autour de l'arrestation de François Chabessier et des déclarations qu'il a faites aux policiers qui l'ont interrogé. Installé à Saint-Estève, près de Perpignan, il était le délégué régional de l'USDIFRA pour six départements, et il avait été amené à venir à plusieurs reprises dans le Var, notamment le 1er juin dernier, pour le rassemblement annuel des rapatriés à Tourves, dans la propriété de M. Ibagnès. A-t-il participé à la « nuit bleue » du 1er au 2 juillet, au cours de laquelle ont été successivement plastiqués la cité administrative d'Hyères, l'hôtel des impôts de Toulon et la mairie de Sainte-Maxime ?

La police judiciaire avait effectué plusieurs perquisitions au domicile de militants de l'USDIFRA du Var, et notamment le 3 juillet, chez M. Ibagnès et dans l'appartement de fonction de son épouse, institutrice à Saint-Maximin, ainsi qu'au domicile de M. Mène, vice-président national de l'USDIFRA, à Sollies-Pont, dans la banlieue de Toulon. Il semble que toutes ces investigations aient été infructueuses. Interrogé la veille de son interpellation, M. Ibagnès avait rejeté toute responsabilité de l'USDIFRA dans les agissements dont M. Chabessier avait pu se rendre personnellement coupable. « *La police*, avait-il dit, *cherche à nous faire endosser des attentats que nous réprouvons. Nous avons l'habitude d'agir ouvertement devant l'opinion publique, même s'il nous faut prendre le fusil pour défendre une cause.* »

L'USDIFRA, qui se réclamait, en juin dernier, de quarante-quatre mille membres parmi lesquels de nombreux anciens harkis, a été créé en 1965 par Roger Piegts, frère de l'ancien membre de l'O.A.S. Claude Piegts, condamné à mort, avec Albert Dovecar, pour avoir organisé le meurtre du commissaire Gavoury, et fusillé le 7 juin 1962.

M. Ibagnès en a pris la présidence deux ans plus tard, mais il n'en avait fait un « syndicat de choc » que depuis 1973, en multipliant les actions de commandos pour s'opposer en particulier à des mesures de saisies et de ventes aux enchères de biens appartenant à des rapatriés. Après l'occupation du cabinet d'un avocat de Draguignan, le 10 mai 1973, M. Ibagnès avait été condamné à une peine de trois ans de prison avec sursis.

C'est à l'occasion d'une de ces opérations engagées au début d'octobre 1974 contre la vente aux enchères de la propriété d'un rapatrié de Tunisie, M. Joseph Deguara, à Fréjus, que le comité « Justice pieds-noirs » s'était manifesté pour la première fois. Dans une lettre adressée à M. Ibagnès, il avait annoncé qu'il était « *prêt à passer à l'action* ». Dans la nuit du 3 octobre, deux plasticages avaient été commis contre le palais de justice de Draguignan et contre une banque d'Aix-en-Provence dont M. Deguara était client. Le 8 juillet, des militants de l'USDIFRA avec ceux de deux autres associations de rapatriés, le Front national des rapatriés (F.N.R.) et l'Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés (UCDAR), avaient occupé des locaux dans l'annexe de la Cour des comptes. Peu de temps avant, l'USDIFRA et l'UCDAR avaient tenu une réunion commune à Fleurance, dans le Gers, au cours de laquelle elles s'étaient déclarées en « *état d'insurrection légale* », ajoutant qu' « *elles voulaient donner un coup d'arrêt en créant une sorte de petit gouvernement pied-noir : un Etat dans l'Etat* ».

M. Ibagnès, tout comme M. Joseph Ortiz, n'ont pas caché, d'autre part, leurs sympathies pour l'organisation des Soldats de l'opposition algérienne (S.O.A.), de Mouloud Kaouane.

« *J'ai fait la connaissance de Mouloud Kaouane, il y a de cela quelques mois*, a déclaré, à sa sortie de prison, M. Ortiz. *Il m'a exposé le plan qu'il envisageait d'appliquer. C'est très intéressant ; en ce qui me concerne, je l'approuve complètement. Et désormais, je vais être le porte-parole de Kaouane auprès des rapatriés.* »

« Une provocation »

« *Je n'ai absolument rien à voir dans ces attentats*, a déclaré, d'autre part, M. Ortiz, *je les réprouve dans la mesure où ils ne contribuent pas à défendre la cause des rapatriés. De plus, ils risquent un jour ou l'autre de faire des victimes innocentes.* »

« *L'USDIFRA ne peut en aucun cas être associée aux plasticages qui ont eu lieu dans le Var et qui ont été revendiqués par « Justice pieds-noirs »*, a déclaré M. Gabriel Mène, vice-président national de l'USDIFRA. « *Nous considérons l'arrestation arbitraire de notre président comme une provocation. Si M. Ibagnès n'était pas remis immédiatement en liberté, nous risquerions des troubles assez graves, car une vive émotion règne dans tous les milieux de rapatriés.* »

De son côté, la section de l'USDIFRA de Cannes, dont la première réunion devait être présidée, vendredi soir, par M. Ibagnès, a adressé au président de la République, au ministre de la justice, au préfet des Alpes-Maritimes et au préfet du Var, un télégramme dans lequel ses membres se déclarent « *indignés* » par l'arrestation de M. Ibagnès et « *demandent raison de cette mesure qui affecte tous les Français repliés et qu'ils considèrent comme une nouvelle injustice et une nouvelle manifestation de la mise à l'écart des rapatriés de la communauté nationale* ».

GUY PORTE.

● *Peine d'emprisonnement pour les voleurs d'une nymphe de Maillol.* — Pierre Roinard, le malfaiteur qui déroba en décembre dernier dans les jardins des Tuileries une nymphe en bronze d'Aristide Maillol, a été condamné vendredi 18 juillet par la 16e chambre correctionnelle de Paris à quinze mois d'emprisonnement. Les receleurs, Thomi Mouh et Jean-Claude Martignoni, ont été condamnés respectivement à un an d'emprisonnement, dont huit mois avec sursis, et à huit mois, dont quatre avec sursis.

● *Suicide d'un détenu.* — Un jeune homme, Joël Michel, âgé de vingt-deux ans, est mort par pendaison jeudi 17 juillet dans sa cellule de la maison d'arrêt de Bonneville (Haute-Savoie). Joël Michel, qui était en régime de semi-liberté, avait été arrêté dans l'après-midi pour « scandale sur la voie publique ».

POLICE

LE BUDGET EN AUGMENTATION DE 19 % POUR L'ANNÉE PROCHAINE

Le ministre de l'intérieur souhaite recruter 7 000 fonctionnaires en 1976

La formation des gardiens de la paix et des inspecteurs sera améliorée

Une satisfaction mitigée prévaut dans les principaux syndicats de la police (Fédération autonome, Syndicat autonome des policiers en civil, Syndicat des commandants et officiers, Syndicat des commissaires de police) après la communication qui leur a été faite par M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, des propositions du comité technique paritaire retenues par l'administration. Le comité les avait formulées en conclusion de sa première session qui s'est achevée le 8 juillet après six mois de travaux. Si certaines de ces revendications sont prises en considération, d'autres devront attendre un examen plus approfondi.

Le ministre a accepté toutes les suggestions présentées sur le point de l'ordre du jour jugé essentiel par l'ensemble des organisations professionnelles : la formation des personnels. La prochaine promotion des gardiens de la paix recevra une formation de cinq mois assortie d'un mois de stage (contre quatre mois au total jusqu'ici). L'objectif à terme est d'aboutir à six mois d'école et trois mois de stage. Mais ce système ne sera applicable qu'après la fin des recrutements massifs — M. Poniatowski souhaite engager sept mille hommes l'an prochain — liés à la modernisation de la police et aux vacances de postes provoquées par les départs en retraite des éléments en service depuis la Libération.

Le même impératif conditionne la durée de formation des inspecteurs pour lesquels s'ajoute un élément conjoncturel : l'abandon précipité, il y a deux mois, de l'école de Beaujon qui menaçait de s'effondrer. Néanmoins, dès l'an prochain, la formation des inspecteurs passera de trois mois et demi à six mois auxquels s'ajoutera un stage d'une durée vraisemblable de trois mois. Plus tard, le temps total de formation atteindra progressivement onze mois (dont huit mois d'école). La formation des commissaires et des officiers de paix ne subit pratiquement pas de modification.

L'esprit de la formation sera revu et les programmes « époussetés ». Le cours théorique s'effacera dans toute la mesure du possible au profit d'une pédagogie active et on prévoit une plus large ouverture des écoles sur l'extérieur afin de mieux faire prendre conscience à l'élève de sa place dans la société et, à l'inverse, de tenter de le mieux faire comprendre d'elle.

Un autre point important de revendication ne reçoit, en revanche, aucune solution : la titularisation du personnel féminin des services en tenue. Deux thèses étaient, en effet, opposées : l'une favorable à l'intégration pure et simple des femmes dans le corps des gradés et gardiens, l'autre suggérant la création d'un corps spécifique d'agents féminins. Le ministre de l'intérieur s'est, jusqu'à présent, refusé à trancher entre les deux propositions.

La Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police — branche parisienne de la Fédération autonome, — qui demandait une prime spécifique en faveur du personnel dépendant du secrétariat général pour l'administration de la police de la région parisienne, reçoit satisfaction sur le principe : une prime sera bien créée, mais son montant — 40 à 50 F par mois en 1976 — sera inférieur à celui qu'escomptait la F.S.P.P. (400 F). Le logement des policiers, notamment à Paris, va faire l'objet d'un soin particulier. Aux crédits affectés par le ministre de l'intérieur à la construction de logements (5 millions de francs en 1974) s'ajouteront des dispositions réglementaires et des accords avec les offices d'H.L.M.

Il est notamment prévu d'imposer aux collectivités locales la réservation de logements pour les policiers dans leurs programmes d'urbanisme en échange de la garantie d'emprunt ou de la fourniture de terrains par l'administration.

Profitant de sa réunion avec les représentants des grandes organisations syndicales, M. Poniatowski a, d'autre part, évoqué quelques projets plus vastes. Il a notamment expliqué son intention de faire bénéficier la police de la réforme, destinée à l'amélioration des carrières, en cours d'application dans l'armée, arguant de la parité qui existe entre les deux administrations.

Un crédit de 200 à 250 millions de francs sera consacré, au cours des trois prochaines années, à cet alignement. Dès le prochain budget, une somme de 25 millions de francs est prévue pour cette amélioration, et le ministre a promis qu'une deuxième tranche de crédits serait demandée à l'occasion du collectif budgétaire de 1976. Le montant de cette dernière sera fonction des indices définitivement adoptés pour la hiérarchie militaire.

Le budget pour 1976 ne portera, d'une manière générale, pas trace de l'austérité. Les dépenses de personnel augmenteront de près de 20 % et celles du matériel de près de 18 %. Les dépenses globales consacrées à la police dépasseront ainsi 6 milliards de francs. Le budget de la police aura plus que triplé en sept ans (il était de 1,8 milliard de francs en 1969) et augmenté de moitié par rapport à 1974.

Côté personnel, le ministre souhaite engager 7 000 hommes, dont 1 000 à 1 200 au titre des créations d'emplois (400 à 500 inspecteurs, 900 gardiens, 350 agents administratifs et techniques) et 6 000 pour combler les vacances de postes dues aux départs en retraite (1 500 inspecteurs sur 12 000 s'en vont cette année) ou simplement à la défection des titulaires (beaucoup d'élèves, notamment chez les gardiens, démissionnent avant même leur sortie de l'école).

Pour le matériel, M. Poniatowski veut faire un effort pour l'amélioration du matériel radio fixe, embarqué à bord de véhicules, ou individuel : au cours de son récent voyage à Ottawa, le ministre a été vivement impressionné par l'équipement électronique de la police canadienne. Dans les grandes villes, les fonctionnaires sont tous dotés d'émetteurs-récepteurs miniatures fonctionnant comme de véritables terminaux et qui peuvent à tout moment être mis en relation avec l'ordinateur du service, ce qui simplifie les formalités de vérification d'identité.

JAMES SARAZIN.

FAITS DIVERS

● *Le ressortissant yougoslave* gravement blessé de plusieurs balles de pistolet dans la nuit du 16 au 17 juillet, rue Saint-Charles à Paris-15e (*le Monde* du 19 juillet), a été identifié par la police. Il s'agit de M. Dane Sarak. La police pense que l'homme se livrait à des activités terroristes.

● *Un dangereux malfaiteur arrêté à Toulouse.* — Kelba Kamara, un malfaiteur jugé particulièrement dangereux par les policiers de la brigade de recherches et d'intervention, a été arrêté, jeudi 17 juillet, à Toulouse. L'homme, d'origine antillaise, a déjà avoué sept agressions à main armée. Il avait pris en otage, le 13 janvier 1972, un policier qui venait l'arrêter pour proxénétisme.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

L'Italien Santambrogio gagne à Melun

L'Italien Santambrogio a gagné à Melun la plus longue étape du Tour de France (256 kilomètres) en devançant le peloton groupé de 28 secondes.

* * *

Classement de la vingtième étape

1. Santambrogio (I.), 7 h. 39 min. 45 sec. (moyenne : 33,408 km-h.) ; 2. Van Linden (B.), à 28 sec. ; 3. Karstens (P.-B.) ; 4. Hoban (G.-B.) ; 5. Godefroot (B.) ; 6. Mintkiewicz (F.) ; 7. Rottiers (B.) ; 8. Delépine (F.) ; 9. Simonetti (I.) ; 10. Amaro (P.), tous même temps.

Classement général. — 1. Bernard Thévenet (F.), 104 h. 12 min. 55 sec. ; 2. Merckx (B.), à 3 min. 3 sec. ; 3. Van Impe (B.), à 4 min. 49 sec. ; 4 Zoetemelk (P.-B.), à 6 min. 58 sec. ; 5. Gimondi (I.), à 12 min. 53 sec. ; 6. Lopez-Carril (Esp.), à 19 min. 45 sec. ; 7. Moser (I.), à 24 min. 29 sec. ; 8. Fuchs (S.), à 25 min. 39 sec. ; 9. Janssens (B.), à 31 min. 15 sec. ; 10. Torres (Esp.), à 34 min. 24 sec., etc.

Une femme dans la roue

De notre envoyée spéciale

Jean Giraudoux prétendait que les hommes avaient inventé la guerre pour se retrouver entre eux. En période de paix ils se rabattent sur le Tour de France. Pendant près de quatre semaines, ils échappent, grâce au cyclisme, à leurs épouses, maîtresses, mères, belles-mères, etc. Ils vivent en circuit fermé, comme à la caserne ou l'internat, au temps plus lointain encore des bandes de garçons. N'en ont-ils pas le droit ? C'est leur jeu après tout, leur drogue et leur refuge. A quel titre les femmes exigeraient-elles de les partager ?

Celles qui tentent de forcer la porte suscitent l'effroi, l'agacement, l'indulgence dans le meilleur des cas. Les questions qu'elles posent : « Qu'est-ce qu'un combiné, qu'un double dérailleur ? », révèlent leur congénitale ignorance. En outre, elles ne savent ni boire ni raconter des paillardises, elles se lassent vite des discussions mécaniques ou stratégiques, elles tremblent dans les virages « arrachés » sur deux pneus, et s'émeuvent en apprenant que le peloton des coureurs comprend au moins quatre fractures : un fémur, un maxillaire, un coude et un ménisque. Rendons-nous à l'évidence : elles ne sont pas à leur place.

Mais les hommes le sont-ils ? S'ils chérissent aussi jalousement leur chasse gardée, ce n'est pas uniquement parce qu'elle leur permet de s'épanouir à l'écart du sexe faible, mais aussi parce qu'elle leur procure une bienheureuse ignorance. Qui, dans le Tour, se soucie du chômage ? De la rencontre interspatiale ? Des événements au Portugal ? L'argent même, converti en notes de frais, fait figure d'abstraction. A bord des voitures ou juchés sur leur vélo, un bon millier de citoyens retombent en enfance. Peut-être ne tiennent-ils pas à ce que les citoyennes le sachent ?

GABRIELLE ROLIN.

A l'arrivée de l'étape

MANIFESTATION D'HOSTILITÉ A LA DIRECTION DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Une manifestation d'hostilité à la direction du *Parisien libéré*, co-organisateur du Tour de France, a eu lieu vendredi 18 juillet, à l'arrivée de l'étape Pouilly-en-Auxois - Melun. Les manifestants, dont le nombre a été estimé à deux cents, ont envahi la tribune officielle, en chassant ses occupants. Après avoir lancé des tracts, et toujours en scandant des slogans hostiles à la direction du *Parisien libéré*, ils tentèrent d'envahir la piste et de gagner les emplacements « couverts » par les caméras de la télévision. Dans l'échauffourée qui suivit alors que les forces de l'ordre intervenaient, plusieurs personnes ont été blessées dont cinq policiers.

* * *

● *Une nouvelle manifestation* a perturbé à Melun, samedi 19 juillet, l'horaire de l'avant-dernière étape. C'est sous escorte des forces de police que les coureurs ont pu se rendre au départ : celui-ci a été donné à 10 h. 15 au lieu de 10 heures.

MODIFICATIONS DE LA CIRCULATION DANS PARIS A L'OCCASION DE L'ARRIVÉE DU TOUR DE FRANCE

L'arrivée du Tour de France qui se déroulera, le dimanche 20 juillet à Paris, modifiera le stationnement et la circulation dans le quartier des Champs-Elysées.

● STATIONNEMENT. — A partir de 6 h 30, il sera totalement interdit sur l'itinéraire emprunté par les coureurs, c'est-à-dire avenue des Champs-Elysées, place de la Concorde, quai des Tuileries, avenue du Général-Lemonnier, et rue de Rivoli entre la place des Pyramides et la place de la Concorde.

● CIRCULATION. — De 10 h à 18 h, toute circulation sera interdite dans ces voies ainsi qu'à l'intérieur du périmètre délimité par l'avenue de Friedland, la rue du Faubourg-Saint-Honoré, la place du Carrousel, le quai des Tuileries, le pont Royal, le quai Anatole-France, le quai d'Orsay, le pont Alexandre-III, le Cours-la-Reine, la rue François-Ier, l'avenue George-V, la rue Vernet, la rue de Presbourg et la rue de Tilsitt.

● TRANSPORTS EN COMMUN. — Il est recommandé aux spectateurs de se rendre par les transports en commun sur le parcours emprunté par les coureurs, aucune possibilité de stationner n'existant à proximité du périmètre d'interdiction. Certaines lignes d'autobus verront leur trajet modifié jusqu'à 18 h : le no 52, « Pont de Saint-Cloud-Opéra » sera limité du pont de Saint-Cloud à la place de l'Etoile. Le no 80, « Mairie du XVIIIe-Porte de Versailles » sera exploité en deux tronçons, « Mairie du XVIIIe - Place Saint-Philippe-du-Roule » et « Porte de Versailles-Place de l'Alma ». Le no 72, « Pont de Saint-Cloud-Place de la Concorde » sera limité du pont de Saint-Cloud à la place du Canada.

OMNISPORTS

CENT SIX SECTIONS SPORTS-ÉTUDES A LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

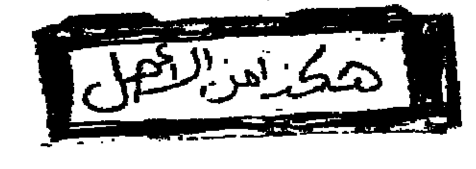
Il y aura cent six sections sports-études à la prochaine rentrée scolaire, ont annoncé, vendredi 18 juillet, MM. René Haby, ministre de l'éducation nationale, et Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, leur nombre aura pratiquement doublé par rapport à l'année dernière.

On sait que ces sections sont destinées à permettre à des jeunes sportifs de poursuivre normalement leurs études tout en consacrant un temps important à l'entraînement, grâce à des horaires adaptés. L'expérience démontre que les résultats scolaires s'en trouvent plutôt améliorés, et M. Mazeaud estime que le but à atteindre est deux cent cinquante sections comprenant cinq mille élèves.

Si, à la demande expresse du président de la République, un effort particulier sera fait cette année pour le football, M. Haby estime, de son côté, que la formule pourrait s'étendre à d'autres domaines. On pourrait créer, par exemple, des sections arts-études.

Après Paris et Orléans, les universités de Toulouse, de Lille, d'Angers et d'Amiens devraient être les premières à prolonger l'expérience de la pratique du sport de haut niveau et des études supérieures. Les fédérations sportives le souhaitent en tout cas et apportent leur concours à la mise en place de ce système.

ESCRIME. — *L'Union soviétique a conservé son titre de championne du monde au sabre par équipes, en battant la Hongrie par 8 victoires à 8 et 58 touches reçues contre 62, le 18 juillet à Budapest. Pour la troisième place, la Roumanie a dominé l'Italie. L'équipe de France a terminé septième.*



Le Monde aujourd'hui

...USSES CLÉS

...emmy Caution règle ses comptes...

...HOMME entra dans un bistrot de la rue de Sèvres d'une démarche chaloupée. Il portait ...lo de laine brune, des lunettes ..., une casquette en tissu écos... Son visage aux maxillaires était grêlé comme une terre qui aurait reçu une giclée de ... Sous la fine moustache, la ... apparaissait sensuelle et ...ue. Il passa sur le bar une ... puissante et velue et com... un vittel-cassis.

...serveuse, au corsage rebondi, ... saisit la bouteille de whisky : ...s, M. Constantine, vous n'êtes ...ncore au régime ! »

... voilà, fit Eddie, d'une voix ... et grave, avec ce vestige ...ent californien si facilement ...ur pour les blondes. Et voilà : ... je ne me débarrasserai de ...y Caution. »

...abitude, quand il arrive quelque ... il y a toujours un quidam pour ... à la cantonnade : « Ça va ...r. » Eddie-Lemmy, toujours ...son personnage, lui tire à bout ...t un sourire féroce et, aussi... ...outes les demoiselles présentes ...entent des dispositions pour la Môme vert de gris.

...ent et bagarreur à l'écran, lui ...carna si bien le héros de Peter ...y et fit plus pour la réputation ...B.I. que les maladroits du ...gate, est, dans la vie, le plus ... des hommes.

...e monde des courses

...e suis surtout un poète, dit-il, ...adé d'avance que personne ne ...oira. Et j'aime par-dessus tout ...anquillité. » Il semble bien, ce...ant, qu'après avoir rendu au ...na son insigne d'agent spécial ...ssé dix-huit ans sur les champs ...courses de Longchamp à Ascot, ...eauville à Acqueduct, pour voir ...ir ses chevaux, dont le fameux ...ne, Eddie Constantine ait choisi ...égler ses propres comptes. ...nçant au Lüger et au Smith et ...on, il s'est armé d'un stylo avec lequel il a réussi quelques cartons qui pourraient bien lui attirer des ennuis.

Le Propriétaire est un roman sur le monde des courses, écrit sur le rythme d'une série noire et où l'on devine que la fiction n'est qu'un paravent destiné à masquer, par des exagérations caricaturales, des mœurs que certaines affaires judiciaires, concernant les fraudes au tiercé notamment, ont mises en évidence. Club international très fermé, dont Eddie Constantine, grâce aux cachets de Lemmy Caution, devint membre, le petit monde des propriétaires d'écuries de courses est inaccessible au Français moyen qui, chaque dimanche, « fait » son tiercé, comme à l'habitué du P.M.U. ou de l'hippodrome, toujours à l'affût d'un tuyau.

Caprice d'industriel qui n'a pas de goût pour les danseuses, hobby mondain de vedette, carte de visite pour affairiste multinational, simple jeu d'après-midi pour douairière mélancolique, la possession d'une écurie suppose l'adoption de règles non écrites — de connivence devrait-on dire — qu'il vaut mieux ne pas transgresser. Les esthètes qui aiment le cheval pour lui-même, les sportifs qui jouent les canters du petit matin dans les brumes de Chantilly, les naïfs qui pensent qu'encourager la race chevaline est une futilité utile, les joueurs qui voient la pelouse comme un tapis de baccara, tous ceux-là ont de fortes chances, d'après Eddie Constantine, d'y laisser des plumes, de se faire gruger par les réalistes qui tiennent l'écurie pour élément de standing, comme la Rolls-Royce ou le Cabin-Cruiser bahamien.

Dans le roman, entraîneurs serviles, jockeys tricheurs, lads ambitieux, bookmakers truands, vétérinaires marrons, experts d'assurance accessibles au chantage, ont partie liée pour le meilleur et pour le pire avec le propriétaire qui apparaît comme la moins noble conquête du cheval.

Bien sûr, tout se passe différemment dans la réalité. A-t-on jamais vu un propriétaire faire tuer un pur-sang, vedette au déclin prévisible, pour toucher l'énorme prime d'assurance ? Un financier spéculer sur l'Afrique sous-développée et tenter de compromettre un jeune Noir, secrétaire d'Etat incorruptible ? Un oncle, utiliser la passion amoureuse de sa nièce pour un play-boy demi-fou, mais héritier d'un marchand de canons teuton, afin d'agrandir son empire industriel ?

Document fictif sur le monde des courses, peut-être. Mais le livre d'Eddy Constantine a surtout photographié, sous un autre angle, l'éternelle danse grinçante et vile des hommes autour du Veau d'or. Le triste héros, David Willer — ne cherchez pas à recomposer un nom connu d'après les initiales de celui-ci, il y a une bonne demi-douzaine de propriétaires qui ont les mêmes — appartient à la race des faux condottieri, des égocentristes du coffre-fort, des brasseurs d'affaires, comme on disait autrefois, dont l'audace est faite de toutes les lâchetés des autres, et dont le génie consiste à choisir des esclaves, à se les attacher, à leur permettre d'en posséder à leur tour, afin que soient robustes et bien cimentées, dans les dépendances subalternes, les pyramides de leur réussite.

David Willer aime les tableaux de maîtres, fraude le fisc, se chausse chez Un Tel, s'habille chez Truc. Ce n'est pas une clé mais dix que propose le malin Lemmy. Fausses clés, assurément, mais n'est-ce pas avec de fausses clés qu'on ouvre les vraies portes ?

Et puis, il y a Selim Shamman, cet acteur qui aurait pu faire une grande carrière et qui s'est usé dans des rôles faciles. Tiens, tiens... La clé, cette fois-ci, pourrait bien être accrochée au trousseau de M. Constantine. Et Mickhaël Verney, industriel du *show-business*, qui semble avoir fait du gros cigare sa nourriture permanente et du mariage à répétition sa distraction favorite pour mois de mai pluvieux. On pense à quelqu'un, bien sûr, dont le prénom, justement, indiquerait une parenté phonétique avec celui de l'auteur, lequel vient de « sortir » un disque de rock, après avoir joué avec succès les crooners, comme son copain de la radio new-yorkaise, Frank Sinatra.

On traverse l'Espace Cardin et le trousseau de fausses clés tinte allègrement : *« Un vieux chanteur de rock, remis au goût du jour par la mode rétro, conversait amicalement avec un secrétaire d'Etat homosexuel. La cantatrice la plus chère du monde écoutait pérorer un sculpteur, qui avait bâti sa gloire sur des morceaux de tôle écrasés à la presse hydraulique, sous le regard éteint d'un académicien déjà à moitié ivre. »*

L'oiseau bleu

Naturellement, Eddie Constantine n'est pas Balzac. Son acte de comédie humaine contemporaine n'en est pas moins réussi, encore qu'on puisse reprocher à certains de ses héros d'omettre volontairement de fermer la porte de leur chambre à coucher quand ils se manifestent mutuellement les dernières tendresses. Même si *Les femmes s'en balancent*, et si le sexe reste un des ingrédients — bien affadi — du roman à succès, cela n'ajoute rien à un livre mené comme une aventure du regretté Lemmy, avec, par-ci, par-là, une petite phrase filée comme un vers de collégien qui prouve qu'Eddie, après tout, est peut-être bien poète. A l'âge des nuits trop longues et des steaks sans sel, il se souvient d'une chanson tendre et célèbre qu'il interprétait avec sa fille Tania, curieuse alors de savoir où trouver le bonheur et à laquelle il disait une vérité dont la vie l'a persuadé : *« L'oiseau bleu, mon enfant, il est là, dans ton cœur. »*

MAURICE DENUZIÈRE.

LE BONHEUR

La famille Portelance

GILLES et Micheline Portelance élèvent avec gentillesse, calme et compétence, quatre enfants et quarante-huit vaches. Dans la vallée du Saint-Laurent, à mi-chemin entre Québec et Montréal, sur la rive où l'on n'a pas encore construit d'autoroute, leur ferme dresse avec une fierté légitime un silo de 12 mètres au-dessus d'une étable ultra-moderne. Un peu en retrait, une maison qu'on qualifierait en France de résidence secondaire, tant elle est éclatante de blancheur et bien aménagée, abrite une vie d'agriculteurs cossus.

Le bonheur des Portelance — la trentaine l'un et l'autre — est-il une insulte au bon goût dans ce Québec où l'on vole de râleur en protestataire, de furieux en révolté, d'opposant en détracteur ? Justifié ou pas, ce bonheur existe. Il est fondé sur la croyance en la force de la famille et sur un usage sans abus de tous les agréments de la société de consommation.

Presque contestataires

Dans le petit village de Grondines, Gilles et Micheline passent presque pour des agriculteurs contestataires. C'est-à-dire qu'ils sont plus modernes que la moyenne des gens. Par exemple, on n'a pas encore très bien compris, ici, pourquoi ils avaient attendu tant d'années avant de créer un jardin potager auprès de la maison. Cela faisait négligé. Depuis onze ans Gilles n'a cessé d'agrandir son exploitation, passant, au fil des années, de huit à une cinquantaine de bêtes. Les camions d'une coopérative de distribution dont Gilles est le président passent prendre le lait tous les deux jours. Les 200 hectares de terre qu'il cultive seul produisent le fourrage pour l'hiver. Gilles est endetté mais vit largement : son revenu mensuel net dépasse l'équivalent de 5 000 francs.

La maison témoigne de la réussite. Une salle de bains recouverte de faux marbre. Un salon à l'épaisse moquette, où trône un téléviseur couleur qui diffuse des émissions mauves ou jaunes. Une chaîne haute fidélité qui répand dans toute la maison les chansons de Dalida et de Mireille Mathieu. Un frigo immense, un congélateur à la taille du Canada, un lave-vaisselle de pensionnat : tout ce qui tourne, moule, épluche, chauffe ou nettoie, pourvu que ce soit à l'électricité, a trouvé place chez les Portelance. Au point qu'on se demande ce qui leur manquerait si l'idée de nouveaux achats leur venait. Aujourd'hui ils ont trouvé : avec les 1 000 dollars canadiens (4 000 F) du bateau à moteur revendu la semaine dernière ils vont acheter une piscine. L'idée a éclaté ce matin, la piscine a été livrée cet après-midi. Une énorme cuve de 8 mètres de circonférence trônera désormais devant la ferme Portelance. Pour la joie de quatre enfants, gâtés mais gentils, dont trois portent des prénoms indubitablement francophones (Michel, Chantal et Sylvie), mais dont la dernière, rouquine, porte curieusement celui de Nancy. Une manière de montrer que, chez les Portelance comme dans tout le voisinage, on n'est pas fanatique de l'indépendance du Québec : *« Economiquement*, dit simplement Gilles, *nous avons intérêt à rester dans le Canada. »*

Micheline, blondinette au nez retroussé et à la voix perçante, n'aura pas, comme sa belle-mère, neuf enfants. *« On s'arrête à quatre, c'est bien comme ça. »* Mais le pape, l'Eglise, la morale traditionnelle dont on dit qu'elle trouve au Québec l'un de ses derniers bastions ? *« Pour ce qui est de ça on peut pas dire que les prêtres soient compétents, c'est nous autres que ça regarde. Alors, moi, je suis catholique et tout mais je prends la pilule. »* Micheline, femme au foyer sans complexe ni honte, comprend qu'on veuille, tout en étant femme, travailler à l'extérieur. Mais ce n'est pas son charisme. Elle laisse à d'autres le soin *« d'aller s'enfermer dans des bureaux »*. Elle préfère sa maison, ses enfants, son époux qui, lorsqu'il revient de l'étable, met les pieds sous la table et déguste les plats mitonnés par sa femme. Micheline, elle, ne met jamais les pieds à l'étable.

Vision heureuse

Vision du passé que cette répartition des tâches où les rôles traditionnels de l'homme et de la femme paraissent fixés de toute éternité ? Vision heureuse si l'on en croit les deux intéressés. Aucun n'a le sentiment de servir l'autre ni d'être exploité. Le travail a valeur sacrée. C'est une valeur qui a fait ses preuves dans la vie de Gilles, confronté dès l'âge de quinze ans à la nécessité de gagner sa vie. Depuis dix-huit ans il n'a pas arrêté. Ce n'est pas une façon de parler : en 1974 Gilles et Micheline se souviennent d'avoir pris deux jours de vacances par un heureux hasard dont ils ne sont pas encore revenus. Cette année ils pensent renouveler l'exploit.

Ce soir, la radio annonce que le président de la Fédération des travailleurs du Québec a été condamné à trois ans de prison pour avoir incité des ouvriers grévistes à user de violence. Micheline et Gilles, que rien ne paraît devoir révolter, pensent qu'il l'a bien méritée, sa condamnation : *« On n'excite pas les gens comme ça ! »*. Propriétaire de ses machines et de ses terres qu'il a acquises à la force de ses seuls bras — il n'a pas d'employées et ne reçoit que des aides épisodiques — Gilles ne se sent pas partie prenante d'une lutte de classes. Chacun doit faire son travail et récolte les fruits qu'il mérite. Pour sa part, il ne s'en est pas trop mal tiré. Il en est arrivé — à trente-trois ans — à donner des cours aux autres agriculteurs. Il anime avec un égal talent une coopérative de commercialisation et la chorale paroissiale de Grondines. Ce garçon solide et doux a presque le niveau de vie d'un agriculteur américain et parle le français avec l'accent breton : c'est un Québécois qui a réussi sa vie et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu.

BRUNO FRAPPAT.

Au fil de la semaine

OPTIMI LECTORES, AR BREZHONEG ZO BEW ! (*)

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

HAEC est aeronavis Alpha Delta vocans Novi Eboraci aeroportum ! Quemadmodum me audis ?

— Te valde et clare audio. Unde venis et quo dis ?

— Londinio Novum Eboracum, altitudine pedum triginta ...ilia, cursum duo septem quinque, in nubibus volans.

— O. C. » (omnia correcta).

Traduisons :

« Ici avion Alpha Delta appelant l'aéroport de New-York ! ...omment me recevez-vous ?

— Je vous entends fort et clair. D'où venez-vous et où allez-...ous ?

— De Londres à New-York, altitude 30 000 pieds, cap 275, ...olant dans les nuages.

— O. K. » (tout correct).

Et certains prétendent encore que le latin est une langue ...orte ! Mais continuons de feuilleter les pages de cette étonnant ... le Latin sans peine » de la méthode Assimil (1).

Dès la huitième leçon d'un ouvrage qui n'en compte pas moins ...e cent une, vous saurez comment dire, même si la phrase n'est ...as d'un usage extrêmement courant : « Grand-mère va à Lyon ... bicyclette » (Avia it Lugdunum birota).

A la douzième leçon, voici le journaliste ; il travaille à coup ...ûr dans un quotidien puisque nous le nommerons « Diurnarius ». ... va à Paris (Lutetia Parisiorum. Lutèce des Parisiens). Il a des ...rancs (francis) et des dollars, monnaie que l'on traduira audacieu...ement par H. S. Pourquoi ce sigle ? Parce que c'était le symbole ...u sesterce romain (sestertius) qui a inspiré le dollar américain $. ...t qu'on n'objecte pas que le dollar a été dévalué : pour désigner ...e dollar-or on emploiera le sestertium, le sesterce « lourd » qui ...vaut mille sesterces « légers ». Il n'y a pas, on le voit, de diffi...ultés insurmontables. On peut tout dire en latin.

La preuve : on peut raconter le match Turin-Grenoble qui ...ppose les Augustani Taurinenses (les Augustiens Turinois) aux ...Gratianopolitanos (les Gratianopolitains). On peut manger des ...andwiches (pastilla farcta. Littéralement : petits pains farcis) en ...uvant du whisky ; mais dans ce cas il faudra quand même recourir ... une périphrase et demander qu'on vous serve le potum qui ...whiskeum apud anglos vocatur (la boisson qui est appelée whisky ...chez les Anglais).

Arrêtons là cette exploration du « Latin sans peine ». Une ...question cependant que les auteurs de ce manuel se sont posée puisque, dès le début de l'introduction, ils la formulent ainsi : « Mais, direz-vous, même si cela doit être sans peine, pourquoi apprendre le latin ? » Oui, en effet, pourquoi l'apprendre ? Imperturbable, l'auteur de cette introduction donne sa réponse : « C'est tout simplement en étudiant ce livre jusqu'au bout que vous pourrez le savoir. » Mais au bout, à la cent unième leçon, on lit, en latin bien sûr : « Chaque jour nous ouvrirons le livre à une page prise au hasard... jusqu'au moment où nous comprendrons sans effort... et ensuite il sera utile de consulter des ouvrages plus précis et plus complets. »

Clac ! Le piège est refermé. Cent une leçons, cinq cent quarante-six pages, une demi-heure par jour, et les disques (qui permettront de s'instruire « non seulement sans peine, mais encore sans effort »). Et ce n'est qu'un début. Voilà pourquoi nous ne saurons jamais sans doute pourquoi il faut apprendre le latin.

Des Assimil, il y en a pour tous les goûts, toutes les opinions et toutes les langues, y compris le serbo-croate et l'espéranto. Mais sait-on qu'il existe aussi, pour occuper les journées pluvieuses des vacances, un Assimil corse et, « last but not least » si l'on ose dire (puisque, après tout, nous voici tous polyglottes), un « Breton sans peine », tout frais sorti des presses en mai 1975 (2).

L'auteur, M. Fanch Morvannou, est maître-assistant à l'université de Bretagne occidentale (Brest) et, comme l'indiquent son nom et son titre, c'est un Breton bretonnant, un hyperbreton même, qui proclame dans la 77e et avant-dernière leçon, en page 619 (car ce n'est pas une mince affaire que de parler breton), que son livre contient « juste de quoi donner un aperçu de la langue des Bretons » et qui explique (en breton) : « C'est le peuple qui a conservé le breton tout au long des siècles, le vaillant peuple des paysans et des marins, car la noblesse, la bourgeoisie, les personnes de haute condition l'avaient abandonné depuis longtemps. » Pour lui, le breton est « langue de l'avenir ». Il a choisi la langue parlée, « un breton moyen, standard, interdialectal mais authentique », car la langue « est unie mais non uniforme ».

Il n'est pas très optimiste, M. Fanch Morvannou, bien que la toute première leçon ait pour thème : « Ma Hélénēr zo eun' de :n' lowēn' » (Mon professeur est un homme gai). Car la sympathique famille de Jean Scouarnec — pardon : de Yann Skouarneg, — originaire de Kernanac'h et fixée à An Oriant (Lorient) où elle tient le café-tabac « An Ti Kozh » (la Vieille Maison), va d'ennuis en catastrophes au fil des pages. « Après la guerre, comme beaucoup de gens », Jean Scouarnec a dû aller vivre à New-York après des adieux déchirants : « Ne pleure pas, vieux frère, cela ne change rien. Au revoir, maman bien-aimée ! Car, si on est Breton, « pour chercher du travail, il faut, hélas ! aller loin du pays », et nous n'en sommes pourtant qu'à la dixième leçon. Il est resté dix ans dans cette « ville épouvantable », « sous le fardeau », « tout au long du jour, tout au long de l'an, dans une cave, sous la terre », pour laver la vaisselle des Américains. Et il n'a pas fait fortune.

Quand il se lève, de très bonne heure, les difficultés commencent. Il presse son fils Gweltas, alias Gildas (leçon 15) : « Tu es prêt ? — Non. — Dépêche-toi donc. — Je cherche mes chaussettes. Où sont-elles donc ? » C'est l'affolement : « Où les as-tu donc mises ? Perdues de nouveau ! » Les chaussettes retrouvées « sur les marches de l'escalier », c'est la casquette qui a disparu : « Qui a pris ma casquette ? — Tu l'as sur la tête, mon pauvre gars ! »

La famille part en vacances, et c'est une cascade quasi ininterrompue d'incidents. Il fait toujours « trop chaud », « trop froid », « lourd et orageux », et, au mieux, « il ne fait pas froid si vous voulez mais le vent est un petit peu frais ». A noter toutefois qu'il ne pleut jamais : « C'est une légende. » Rosenn, la fille, retarde tout le monde, elle n'a pas fini sa valise, puis elle ne peut pas la porter : « Gweltas ! Viens donc m'aider ! — Quelle idée d'emporter tant d'affaires ! » La voiture est vieille, elle va tomber en panne. Rose fume trop, Gildas a toujours faim, « la dépense sera considérable », « il a gaspillé tous ses sous ».

Plus tard, on ramasse un stoppeur, Yves, c'est-à-dire Erwan. C'est un étudiant qui veut devenir professeur et qui, d'ailleurs, va séduire Rose. « Le métier de professeur est un bon métier. Les professeurs ont de longues vacances. Leur salaire est peu élevé peut-être au début, mais il augmente peu à peu sans aucun doute... Les professeurs ne sont pas très amusants en classe. Notre professeur d'histoire n'est pas totalement inintéressant, mais il parle à voix basse, il nous assomme vite. Il y a souvent du chahut pendant ses cours... » Attention, M. Fanch Morvannou, vous risquez d'avoir autant de difficultés avec vos collègues qu'avec vos compatriotes !

Abandonnons ces gentils Bretons à leur noire déveine dont il est clair que les Français sont entièrement responsables. Allez, courage. « Valete, optimi lectores et linguam nostram amate » (Au revoir, vaillants lecteurs, et aimez notre langue), « Embannit ar c'helaoù mad : ar brezhoneg zo bew ! » (Proclamez la bonne nouvelle : le breton est vivant !)

(*) Vaillant lecteurs (latin), le breton est vivant ! (breton).

(1) 546 pages, 22,80 F.
(2) 672 pages, 39 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier

The Economist

Une société « sérieuse » et conservatrice

L'hebdomadaire londonien *THE ECONOMIST* analyse ainsi l'avenir de l'U.R.S.S. :

« Il est loin d'être sûr que cette génération de dirigeants, ou peut-être la prochaine, mènera l'Etat policier soviétique vers la social-démocratie. Ce sont les ignorants et cyniques agents d'un pouvoir pour qui le monde se résume en termes de statistiques économiques. Il n'y a aucun signe du conflit souvent prédit entre les bureaucrates du parti et les technocrates industriels et scientifiques. Bien qu'il soit pourri à la base, comme les scandales politiques de province le prouvent, le parti conserve tenacement le monopole de l'autorité (...).

» Comme Gulliver, le pays est enchaîné en permanence non pas par une, mais par deux armées d'officiels et de bureaucrates, celle de l'Etat et celle du parti. Dans sa vie quotidienne, le citoyen soviétique a besoin d'autorisations écrites pour tout : pour changer de travail ou d'appartement, pour obtenir une chambre d'hôtel. Il en va de même dans l'industrie et l'agriculture (...).

» L'Union soviétique est une société sérieuse, extrêmement conservatrice, convaincue des vertus de la croissance industrielle. Il y a tant d'insuffisances, tant de progrès à faire, que plaider pour la croissance zéro serait une hérésie. (...) La liberté est définie chaque jour comme l'absence de liberté et la démocratie est comprise en termes de droits économiques et de devoirs envers le parti. (...)

» Maintenant, plus d'un demi-siècle après la révolution, voici venue l'ère de ce que le parti appelle « le nouvel homme soviétique ». *Les Bolcheviks auraient de la peine à le reconnaître. Ce n'est pas un démocrate libéral, mais il aimerait être un consommateur. C'est un patriote, un chauviniste même, mais il est plus amical avec les étrangers que ne le souhaiteraient les forces de l'ordre. (...) Il est impatient à l'égard des non-conformistes, mais méprise les « stoukahchi », les indicateurs de la police recrutés parmi ses voisins. (...) Sa première préoccupation personnelle, actuellement, est de savoir si son fils entrera à l'Université l'an prochain, ou s'il devra le suivre à l'usine. Il n'aura certainement pas l'occasion de lire cet article, et si cela était, il dirait probablement que l'on est encore loin d'avoir tout dit sur ses espoirs de paix. »*

DER SPIEGEL

L'économie criminelle

Selon l'hebdomadaire de Hambourg *DER SPIEGEL*, il est faux de dire que « le crime ne paie pas ». La vérité est plus simple : « *Selon des chercheurs anglo-saxons, Dennis Lees et Brian Chiplin, les gains tirés d'une activité criminelle sont sensiblement identiques aux gains provenant d'un négoce autorisé. Les deux scientifiques ont trouvé également que, en matière de sanctions de ces activités, il n'existe guère de différence importante en cas d'échec. En effet, assurent-ils, le commerçant ordinaire peut perdre sa chemise et le criminel perdre en outre sa liberté et le statut social qui est le sien, mais, en fin de compte, prison et dégradation sociale sont des dangers identiques à ceux que les commerçants ne sont pas préparés à affronter.* »

Le *SPIEGEL*, retraçant les méthodes des deux savants, relève qu'elles sont identiques pour les activités comparées et que « *la partie théorique de l'activité criminelle relève de l'analyse économique* ». C'est donc une nouvelle discipline qui apparaît, l'« *économie criminelle* ». Il y a quelques années, un théoricien américain, le professeur Sjoquist, avait développé un modèle dans lequel il recherchait « *la meilleure répartition du temps entre activités légales et illégales pour une maximation du gain* ».

ASAHI EVENING NEWS

Un tourisme plein d'embûches

« *La municipalité de Yokohama* », rapporte le quotidien japonais *ASAHI EVENING NEWS*, « *recueille depuis le 10 juillet les candidatures des citoyens désireux de participer à un voyage de onze jours à Pékin et Changhaï organisé par la ville.*

» Le nombre de touristes sera limité à cinquante et le prix du voyage sera de 200 000 yens environ ; mais, de surcroît, les candidats devront subir des tests très sévères. Ne pourront être agréés que ceux qui sont d'accord avec l' « esprit du communiqué conjoint sino-nippon de 1972 », *qui peuvent faire montre de* « la discipline sévère exigée pour un voyage de groupe » *et qui mènent des* « activités effectives en vue de promouvoir l'amitié entre les deux nations ».

» Ceux qui auront passé ces tests avec succès devront, de plus, suivre des séminaires de perfectionnement. (...) Il leur sera expliqué qu'en tant que touristes en Chine ils ne devront pas « prendre des photographies n'importe où », *qu'il leur faudra* « tenter de ne pas se laisser excessivement intoxiquer » et « renoncer à acheter trop de souvenirs ».

» Le groupe sélectionné quittera le Japon pour la Chine à la fin du mois de novembre avec quelque soixante-dix représentants des milieux économiques, politiques et autres de la ville. »

THE GUARDIAN

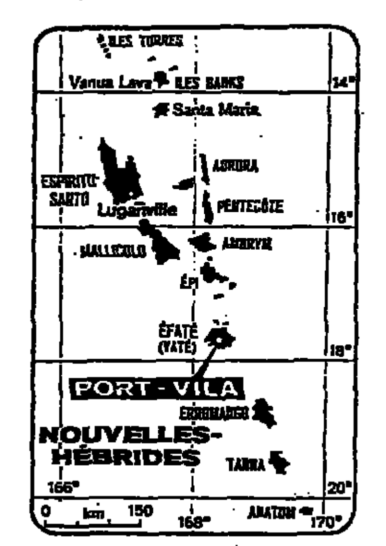
La faillite des dentistes ?

M. Bernard Cohen, professeur à l'école dentaire du collège royal de Londres, a déclaré au quotidien anglais *THE GUARDIAN* que « *les succès obtenus dans la prévention des caries dentaires sur des singes laissent entrevoir maintenant la possibilité d'une vaccination contre la détérioration des dents. Les chercheurs qui ont mis au point un vaccin sept ans auparavant peuvent affirmer que les animaux immunisés voici quatre ans ont actuellement une denture parfaitement saine (...)* ».

Le professeur Cohen a ajouté : « *Les résultats de cette expérience offrent la promesse d'une prévention contre la carie dentaire chez l'homme.* » Cependant, le professeur n'a pu préciser quand ce vaccin pourrait être commercialisé. « *Le premier vaccin produit offre une protection encore relative au premier groupe de singes vaccinés, mais un produit plus élaboré rend possible une immunité complète* », a conclu le professeur Cohen, en précisant que « *cette absence de carie a été observée sur des dents de lait comme sur la dentition définitive* ».

Lettre de Port-Vila

LE COMBAT DES BOYS



« QUE feraient-ils sans nous, ces boys ? » s'interrogent, comme pour mieux réprimer leur tourment, ces anciens d'Indochine, d'Afrique, du Yorkshire, du Queensland ou du Limousin. Aventuriers, affairistes, missionnaires, fonctionnaires, fébrilement débarqués, jadis, sur ces terres australes, sans ressources naturelles.

Le boy, c'est l'indigène, le noir, ce bon à rien, dont le père était anthropophage ! Qui engloutit l'intégralité de sa paye, les samedis soirs, dans les « cans » de Foster, cette bière, si lourde, importée d'Australie. Qui s'enivre jusqu'à se coucher sur la chaussée, effleurer les chromes vibrants, hautains, des voitures européennes. Et, qui, sûrement, ne sait pas encore compter jusqu'à dix, en dépit d'une double présence, double culture franco-britannique, presque séculaire.

Le boy est voleur, il viole à l'occasion et, bien sûr, il travaille peu ou mal. Autrefois, le planteur, véritable *pater familias*, utilisait volontiers le nerf de bœuf pour l'inciter à plus d'efforts ! De nos jours, modernisme oblige, le paternalisme évolue. Tout aussi épidermique, mais moins ostentatoire, plus insidieux. Le décor change également. Pour bon nombre d'indigènes, il n'est plus celui des milliers de cocotiers filiformes, savamment alignés, ni du village traditionnel et sécurisant, mais bien celui des excavatrices, des immeubles, des automobiles pétaradantes.

C'est à partir de 1970 que la frénésie du développement s'empare de Port-Vila, frêle capitale de quatorze mille âmes, débonnaire et languide. De la féodalité cocotière, incertaine, on passe sans transition à la féodalité financière. Les Hébrides, sous l'impulsion des « company regulations » deviennent un paradis fiscal. Sociétés fictives et capitaux affluent dans l'anarchie. Les banques se multiplient. La construction démarre en flèche. C'est le boom. Chacun mijote des rêves. Port-Vila : future Honolulu à la sauce Bahamas, ou encore le Saint-Trop de l'an 2000 !

Le boy a vent de cette soudaine ébullition. Découragé par les fluctuations quasi permanentes des cours du coprah, il quitte les plantations, son village, avec l'espoir de participer à ce vaste chambardement qui suscite de nombreux emplois. Les entrepreneurs, notamment, embauchent. Pour 27 cents de l'heure (1) : une misère. Très vite, des taudis auréolent le centre urbain. Les migrants s'y entassent par centaines. Un manutentionnaire, ou un planton, gagne entre 60 et 80 dollars par mois. Juste de quoi payer son loyer — même les taudis se payent ! — les boîtes de thon et le riz qui constituent les bases de son alimentation de citadin (2). Une femme de souche européenne se fait, au minimum, 250 dollars par mois. Un homme : entre 500 et 800 dollars. Les fonctionnaires de la résidence de France disposent des plus hauts salaires : de 1 000 à 2 500 dollars, voiture et logement fournis, vacances de six mois en métropole tous les trois ans, gratuité des soins médicaux, etc. A qualification égale, l'autochtone gagne au minimum trois fois moins que l'expatrié.

UN chapelet de villas pimpantes, engoncées dans une végétation luxuriante, jalonnent les pourtours du lagon, où domine la jolie baie de Port-Vila frangée de yachts et de hors-bords. L'indigène observe le mûrissement de ces richesses, convaincu, déjà, qu'il ne partagera jamais cet « énorme gâteau » édifié par une communauté dont il se sent totalement étranger. D'autant que Port-Vila ne tarde pas, elle aussi, à subir les effets de la « crise » économique mondiale. Le rythme des constructions s'essouffle. Ici et là on licencie. La cherté de la vie, sans cesse en augmentation, accentue le divorce entre les ethnies nanties et défavorisées. Bientôt, les investissements diminuent, bridés par les incertitudes de l'avenir politique.

La sourde insatisfaction du boy était encore bien diffuse il y a quatre ans. Mais la création, en 1971, du New Hebrides National Party, premier mouvement mélanésien — et anglophone — aux vues indépendantistes, la canalisera peu à peu, la galvanisera pour, finalement, lui donner la forme d'une critique tonitruante et globale de la société blanche. Des manifestations, des grèves troublent la paisible actualité. « Rendez-nous notre liberté ! », « On n'est pas des bêtes ! » sont les slogans les plus fréquemment entendus. Port-Vila n'en croit pas ses oreilles !

La percée fulgurante du National Party, outre l'affermissement d'une *résolution collective*, révèle, avec plus d'acuité, les intentions divergentes de la France et de l'Angleterre sur la question, brûlante, de l'avenir de l'archipel. Celles du gouvernement de Sa Majesté — qui a lâché la plupart de ses possessions du Pacifique — conduisent au retrait de ses administrateurs. Ce dégagement implique la formation accélérée d'une élite autochtone capable d'assurer la relève. Celle-ci, déjà importante, se réclame nettement du National Party.

Côté français, on est plus circonspect. L'attentisme dont a longtemps fait montre l'administration devant « *l'éveil du boy* » est le signe d'un profond embarras, fondé sur une double réalité : d'une part, la minorité européenne se compose essentiellement de ressortissants français qui, vieux colons, propriétaires terriens, commerçants, ont activement contribué à la transformation économique du pays et qui, naturellement, se veulent réfractaires à l'idée « *d'une indépendance prématurée* ». D'autre part, et c'est là le résultat d'une politique d'enseignement passablement irréaliste, l'élite indigène francophone est moins qu'embryonnaire.

Si les deux gouvernements se retirent simultanément, les Nouvelles-Hébrides pencheront inéluctablement du côté de l'anglophonie. Et plus grave encore : une telle mesure ne manquera pas d'attiser les foudres autonomistes qui ébranlent la Nouvelle-Calédonie, troisième productrice mondiale de nickel. Ajoutons que la répartition démographique joue franchement en faveur de la communauté autochtone : quatre vingt dix mille Mélanésiens contre six mille Européens.

LA France a réagi vertement à la stratégie britannique. D'abord par une neutralisation outrancière et systématique de l'information qu'elle contrôle (3). Son objectif : minimiser le plus possible la portée des voix indépendantistes qui se propagent sur l'ensemble du territoire. Parallèlement, elle soutient les partis créés par la minorité européenne, précisément pour donner la réplique au National Party : l'U.C.N.H. (Union des communautés néo-hébridaises) à Port-Vila, et le M.A.N.H. (Mouvement autonomiste des Nouvelles-Hébrides) à Luganville, deuxième ville de l'archipel. En outre, elle s'assure la fidélité indéfectible du métis Jimmy Stevens, étrange « patriarche » versatile, chef du Nagriamel, autre mouvement mélanésien implanté dans les îles du Nord. Ces partis préconisent une modernisation progressive des institutions.

En ce sens, les résultats des derniers entretiens Olivier Stirn-Miss Lestor, qui portaient sur les orientations futures de l'archipel, sont une victoire de taille pour les état-majors européens. Le soulagement de ces derniers fut d'ailleurs unanime : le mot d'indépendance ne figura dans aucun des communiqués diffusés à l'issue de la conférence ministérielle de Londres. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dans une interview publiée aux Hébrides par le Bulletin de la résidence de France, déclara même sans beaucoup de pudeur qu' « *il est parfaitement inutile d'imaginer des systèmes abstraits pour l'avenir* », et qu' « *il faut laisser à l'expérience le soin de vérifier si les mesures qui ont été prises sont utiles* » ! Ces mesures : mise en place d'une Assemblée représentative (4), d'une justice unique, non discriminatoire, création de municipalités, institution du suffrage universel, établissement d'un passeport pour le Mélanésien, etc.

En somme l'a.b.c. d'une démocratie !

Pour le National Party, ce programme de démocratisation est bien tardif. Et, quels qu'en soient les délais d'application, il n'endiguera pas le flot des « *attitudes extrémistes* ». « *Aucun de nous n'était invité à cette conférence. Est-ce donc ça la démocratie blanche tant ressassée ?* » répète la fraction la plus véhémente. Cette dernière travaille aujourd'hui à la formation d'un front mélanésien uni. « *Si l'alliance du National Party avec le Nagriamel devenait effective, l'étreinte coloniale, indubitablement, lâcherait prise. Mais la France, qui tient à sauvegarder ses intérêts dans le Pacifique, ne ménage — et ne ménagera — pas ses efforts pour en empêcher la conclusion* », assure un étudiant.

« *Le Condominium, original, pittoresque, divertit le touriste (5), mais il nous a méthodiquement divisés. Nous combattrons, avec des armes s'il le faut, pour trouver notre identité, et récupérer nos terres* », dit un des leaders du National Party. Ces terres que, dans le passé, les colons s'accaparaient en échange de quelques fusils rouillés...

JEAN-EUDES BARBIER.

(1) Deux monnaies ont cours aux aux Nouvelles-Hébrides : le franc NH et le dollar australien. Le premier vaut 6 de nos centimes et le second 6 de nos francs.

(2) Le problème de l'alimentation est inexistant dans les campagnes. Chaque village possède son jardin communautaire. On y cultive surtout les ignames.

(3) C'est sans se concerter, sauf exception, que les administrations française et britannique ventilent leurs informations respectives sur les ondes de Radio-Port-Vila ou dans leur bulletin hebdomadaire. L'information est nettement orientée en fonction des aspirations politiques de chacun des deux pays.

(4) Elle sera élue en novembre, vient d'annoncer un communiqué publié à Paris le 11 juillet (voir *le Monde* daté 13-14 juillet).

(5) Le Condominium des Nouvelles-Hébrides est unique au monde, et les agences de tourisme misent allègrement sur ses aspects les plus « amusants » : deux souverainetés, deux drapeaux, deux polices, deux langues officielles, deux façons de vivre, etc. Dans chaque village, il existe notamment une école française et une école anglaise. La compétition entre les deux administrations y est presque incessante !

NEW-YORK

La surprise

IL faut dire que la veille j'avais prisé du tabac. Invitée à dîner chez un vieil original new-yorkais, j'avais ingurgité successivement un dîner macrobiotique à la lueur de bougies noires dans une cuisine où l'on n'entendait que le tic-tac de trois pendules marquant des heures différentes, un cigare chilien, un concerto pour gong et orchestre à cordes, et, enfin, quelques grammes de tabac à priser. Ce n'est pas grave. On éternue, on prend un Kleenex, on s'en sert, on le jette et ça va mieux.

Le soir suivant, je devais dîner avec un ami, un peintre noir. Quand je parle de lui *(my friend the black painter)* tout le monde croit que je parle de ma panthère noire (*black panther*). Il n'est pas politisé. C'est mon accent qui est simplement désastreux. Je le retrouve dans un restaurant de *soulfood* (cuisine du Sud). En le regardant dévorer ses côtelettes panées je le trouve un peu bizarre : tellement excité. Après, il me conduit chez des amis. Des Noirs. Très calmes, eux, au contraire. Presque pensifs. Comme ils ne faisaient pas attention à moi, je me plonge dans la lecture d'un livre sur Versailles, plein de jets d'eau et de statues familières.

Sans me dire un mot, on me tend un petit tube en argent ciselé. Je ne dis rien, c'est raffiné ici, on prise dans des tubes en argent... Et j'aspire un grand coup de la narine droite.

Je n'avais pas fini d'aspirer à gauche. L'horreur. Le coup de poing. La vague de fond. Je perds pied. Je fais du surf et j'ai perdu ma planche. Je tends le petit tube à mon voisin et je crois que je ris. Je les regarde. La tempête les bouscule, mais ils n'ont pas l'air de s'en apercevoir. Une seule chose à faire : arrêter de rire, reprendre mon souffle, attendre que ça passe. Au bout de quelques minutes ou bien davantage, je ne sais pas, je sens que « ça » se calme. Ça descend. C'est dans les jambes maintenant. Je me sens comme après une piqûre trop forte chez le dentiste. Comme chez le dentiste j'attends d'avoir les genoux solides avant de me lever et de prendre congé.

Après tout, c'est une façon comme une autre d'apprendre la différence entre le tabac et... la cocaïne.

JACQUELINE DEMORNEX.

MÉTIERS

« Le pilote ? Mais c'est maman ! »

LE pilote de l'avion-taxi porte l'uniforme classique d'un commandant de bord : pantalon, veste et cravate noirs, chemise blanche, trois galons dorés sur la manche. Mais la chevelure blonde du pilote doit sa couleur au savoir-faire d'un coiffeur et le visage est très discrètement maquillé : le pilote est une jeune femme, Alberte Seychal, l'une des rarissimes Françaises — une demi-douzaine en tout — qui soient pilotes qualifiés pour le transport public.

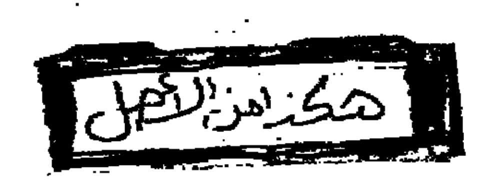
Le cheminement d'Alberte Seychal vers la profession de pilote a été long. Parachutiste amateur, elle a appris à piloter dans un aéro-club tout en faisant ses études d'infirmière... mais aussi en lavant des avions, en aidant un peu les mécaniciens et en prenant des nuits de garde à l'hôpital pour pouvoir payer les frais d'avion-école. En 1951, il est impensable qu'une femme soit pilote professionnelle. Elle devient donc infirmière-convoyeuse de l'armée de l'air et part pour l'Indochine en 1953. Elle a vingt-deux ans.

Pendant trois ans elle est convoyeuse en Indochine puis en Afrique, se débrouille pour piloter chaque fois que c'est possible et devient même pilote-instructeur. En 1956, elle épouse Michel Seychal, pilote de l'armée de l'air. Automatiquement elle doit quitter l'armée de l'air qui n'admet pas d'infirmière-convoyeuse mariée. Pilote professionnel en 1957, elle ne trouve que du travail au rabais : « S'il faut payer un pilote au tarif normal, nous engagerons un homme. » Elle prend alors la direction de l'école des infirmières-convoyeuses et des hôtesses de l'air (toutes les hôtesses des compagnies aériennes françaises et de certaines compagnies de pays francophones d'Afrique passaient par cette unique école), y reste quinze ans, jusqu'à ce que l'école ferme en 1972.

Mme la directrice a trouvé le temps d'avoir trois enfants, d'être chef pilote et de passer sa qualification de pilote de transport public. Aussi peut-elle devenir chef pilote d'une petite compagnie de transport aérien nouvellement créée dont Michel Seychal est directeur. Maintenant, selon les semaines, elle « fait » l'avion-taxi en France ou en Tunisie, aussi bien que des lignes régulières : Dieppe ou Deauville-Gatwick, Orly-Angoulême, Angoulême-Lyon.

Ayant poursuivi longtemps le rêve d'être pilote à part entière et ayant atteint ce but grâce à sa ténacité et aussi à la compréhension de son mari, Alberte Seychal n'est pas blasée. Les réactions de ses passagers l'amusent toujours ; qu'elles soient goguenardes : « Vise les cheveux du commandant » ; vaguement inquiètes : « C'est une femme » ; dubitatives : « Vous avez vraiment toutes vos qualifications ? ; désapprobatrices : « Tiens, je ne savais pas qu'il y avait des hôtesses dans ces petits avions... Mais c'est vrai, elle pilote. » Et elle rit encore au souvenir de son arrivée, avec ses jeunes enfants comme passagers, sur l'aérodrome de La Rochelle : « Où est le pilote ? », demande l'un des employés de piste qui s'attire une réponse indignée : « Le pilote ? Mais c'est maman ! »

YVONNE REBEYROL.



IDEES

EVUE DES REVUES *par Yves Florenne*

Création de la femme - Devenir de la psychanalyse - Science, culture, politique

est très révélateur que la *création de la femme* » soit toujours entendue passivement apport à elle : femme créée (par ıme-Dieu), et non pas femme ŧ. Alors que, après tout — ou ; — c'est la femme qui crée me. Ce que, d'ailleurs, l'homme dera : pour la spécialiser dans création-là, lui dénier ouvertement autre pouvoir créateur; et, pour de sûreté, lui en ôter, moins ouver-ıt, les moyens.

dernière fois, commentant le ro « féministe » de *l'Arc* organisé ır de Simone de Beauvoir, j'ai cité elle et violente revendication - ıciation, par Hélène Cixous, d'une ion et d'une écriture féminines. Or, création, justement, et cette écri- sont le propos du dernier des *rs du GRIF* (1). L'exposé collectif 'efforce à poser les questions sera être jugé trop modéré, puisque, ée de jeu, on se demande s'il y a expression, un langage, bref, une ion proprement féminines. (Prati- ; une grammaire démocratique, et ue le mot « langage » est ici mino-e, nous écrivons donc « féminines » minin.) A la vérité, ce sont de ces rogations de forme qui contiennent réponse.

plus de portée, par conséquent, mise en question de la notion de création ; et le refus de son ification actuelle et proprement aliste avec production : l'objet duit », le produit tout court, étant objet de marché. Identification, ou de nécessité, que la création fémi-pourrait rompre. Mais d'abord, le reprend, pour mémoire, la parole défense qui ne doit pas craindre répéter : oui, quoi qu'en disent les nes, la capacité créatrice des es s'est manifestée ; et la parole accusation : mais cette capacité a entravée par l'oppression socio-relle. « *Quand elles se mettent à er », elles le font presque en fraude, les moments qu'elles dérobent à ie familiale, sans manquer aux voirs » que celle-ci leur impose (...). oins qu'elles ne choisissent de vivre s. Les hommes créateurs, eux, ne ıt pas seuls : ils ont toujours à côtés quelque égérie (...) leur ser-tout à la fois de secrétaire, d'inspiratrice, d'agent de publicité, de maîtresse, de domestique et d'admiratrice...* »

Avec Claire Lejeune, on revient à l'écriture féminine, à la « *féminisation de l'écriture* », qui n'est en rien, certes, l'équivalent d'un adoucisseur d'eau. Spécificité de la création féminine et donc « identité féminine » : c'est ce que s'emploie à déchiffrer Julia Kristeva, au moyen de ce qu'elle appelle « *l'effet femme* », et non sans référence à la psychanalyse. L'activité créatrice « *suppose d'accomplir l'immanence de la libido et de l'instance symbolique, leur dialectisation, leur harmonisation...* »

Or, il y a une autre spécificité féminine : celle du rapport à la mère. (Contrairement à l'homme, la femme, du moins hétérosexuelle, ne retrouve pas de mère dans le partenaire sexuel.) « *Les femmes qui écrivent* (« écrivent », ici, est trop restrictif) *se caractérisent, non pas seulement par un certain retour du côté de la mère, mais aussi par l'organisation de cette plongée sous la forme d'une peinture, d'une musique, d'un verbe.* »

A noter enfin que, comme toujours, Julia Kristeva marque une distance et va jusqu'à la mise en garde, à l'égard de toute féminisation radicale et exclusive : « *Je pense de plus en plus qu'il faudrait se garder de sexualiser les productions culturelles : ceci serait le féminin, ceci le masculin. Le problème me semble autre : donner aux femmes les conditions économiques et libidinales pour analyser et dialectiser l'oppression sociale et le refoulement sexuel, de sorte que chacune puisse réaliser ses différences dans ce qu'elles ont de singulier (...). Qu'il y ait une généralité de la condition féminine ne devrait être qu'un levier pour permettre à chacune de dire sa singularité. Et ce dire n'est pas plus « homme » que « femme », il est spécifique et incomparable.* » Quant à ce féminin singulier pluriel, Julia Kristeva l'exprime dans son titre : *Unes femmes.*

Le hasard est lui-même singulièrement opportun de ces paroles de femmes, au moment où paraît pour la première fois en français la bible et le catéchisme de l'anti-féminin (anti-féminisme serait trop peu dire) : *Sexe et Caractère*, d'Otto Weininger, qui, soixante-douze ans après sa publication à Vienne et le suicide de l'auteur, garde une étrange actualité en négatif (2). « *Il n'y a pas de génie féminin, il n'y en a jamais eu et ne peut y en avoir.* » Du reste, « la femme n'a pas d'âme ». Qu'a-t-elle, hors un sexe ? « *Les femmes sont dépourvues à la fois d'essence et d'existence ; elles ne SONT pas et ne sont RIEN. On est homme ou femme dans la mesure où on est ou n'est pas.* » Et pour finir, à la lettre : « *La femme doit disparaître comme femme.* »

Voilà, en tout cas, des citations pour illustrer le sexisme pas ordinaire.

* * *

« Mort de la psychanalyse », ce titre d'un article de la *Revue française de psychanalyse* (3) paraîtrait plutôt sombre dans un recueil dont le propos est « *l'avenir de la psychanalyse* », s'il n'était suivi d'un point d'interrogation, alors que le titre général n'en comporte pas. Aussi bien, « avenir » et « devenir » sont tout d'abord affirmés, encore que des doutes et des craintes se fassent jour ici et là. Mais le pessimisme est presque tonique quand il s'exprime à la fois avec élan et avec humour, comme dans les « *remarques irrévérencieuses* » de K. R. Eissler. Stagnation, « *affaiblissement de la qualité technique* », petit nombre d'analystes à la hauteur de l'analyse : voilà pour le présent et l'avenir immédiat. Et « *la phrase suivante de progrès en psychanalyse devra son impulsion à l'apport de données qui n'appartiennent pas à la situation psychanalytique proprement dite* ». Sacrilège ? Reste que la psychanalyse « *conservera une place éminente pour la poignée de gens qui refusent de se laisser déshumaniser par cette nouvelle civilisation à l'aube de laquelle nous nous trouvons* ».

Dans le dernier cahier de la *Nouvelle revue de psychanalyse* (4), Jean Cournut évoque l'histoire de l'homme qu'embarrasse un vide, et qui fait venir un transporteur pour transporter — ou... transférer — ailleurs cet objet encombrant et probablement non vendable. On le charge, on roule ; le chauffeur s'aperçoit que le vide, sans doute mal arrimé, vient de tomber sur la route : il fait imprudemment une marche arrière et... tombe dedans.

Rien de mieux pour illustrer le thème du recueil, qui n'est pas le moins fascinant de ceux qui furent exposés dans les dix précédents. Le lecteur explorera ce vide et ses « figures » avec des guides éprouvés qui n'iront pas jusqu'à le priver des angoissantes délices du vertige. Je me bornerai à jalonner cet itinéraire des profondeurs par les investigations à partir de la littérature : Tzvetan Todorov prend son texte de Conrad pour nous introduire à la « *connaissance du vide* » ; Georges Poulet s'attache à la conscience « *détachée* » d'Amiel, lequel se regarde comme un autre, comme un mort : « *C'est le vide, l'oubli, le néant* » : Jean Starobinski déchiffre les différentes « *rimes du vide* » — rimes a-vide — chez Baudelaire. Mais l'obsession baudelairienne du gouffre n'est pas sans rapport avec les origines du concept du vide chez Pascal, qu'analyse Didier Anzieu. On y retrouve jusqu'à la « rime » à vide (avec son contenu anti-spirituel) : « *Qu'est-ce donc que nous crie cette avidité (...), sinon qu'il y a eu autrefois dans l'homme un véritable bonheur, dont il ne lui reste que la marque et la trace toute vide.* »

* * *

La Nouvelle Revue socialiste (5) publie dans un numéro double les actes du colloque tenu récemment au palais du Luxembourg (revanche ou réparation) sur Léon Blum et la culture. Vue à deux versants, qui considère d'abord — chronologiquement — l'écrivain, le critique ; ensuite, le politique, agissant à l'extérieur puis à l'intérieur du pouvoir. Très vite, sinon tout de suite, le socialisme est le lieu commun de l'homme dans ses deux avatars, avec sa pensée constante sur la continuité révolutionnaire. Toutefois, au premier Léon Blum, la culture n'apparaissait-elle pas comme un bien supérieur, même à la politique ? Madeleine Rebérioux remarque que sa critique est « non engagée ». Mais ce qui retiendra le plus, c'est sans doute le bilan de la politique culturelle du Front populaire. Ernest Labrousse, qui pense que la « *victoire sociale* » fut beaucoup plus certaine et éclatante que la « *victoire économique* », souligne avec raison que la « *victoire culturelle* » s'égale à la première, et n'a pas porté dans l'avenir de moindres fruits.

Dans une tout autre perspective, on retiendra ce qu'écrit Louis Bodin. Pour lui, la non-intervention en Espagne procède de la fidélité au pacifisme jaurésien : la guerre d'Espagne n'entrait pas dans les limites très strictes, sur lesquelles Léon Blum l'avait interrogé, où Jaurès inscrivait, sans écart possible, l'acceptation du recours à la force armée.

La culture est précisément le thème d'un numéro spécial et très substantiel de *la Nouvelle Critique* (6). Critique d'abord, il va sans dire, de la politique culturelle pratiquée actuellement. Une large place est faite au cinéma et surtout au théâtre, notamment par des entretiens approfondis avec Planchon et Vinaver, ainsi qu'avec P. E. Haymann et A. Rais, qui vont représenter à Avignon deux pièces d'Adamov.

Autre colloque, dans *Réseaux* (7). Il avait été organisé par l'Association internationale de science politique, à l'intérieur de laquelle son secrétaire général André Philippart a créé un groupe spécialisé dans la recherche, dont voici tracées les perspectives. Il s'agit d'un problème si vaste qu'il englobe à peu près tout, mais dont la donnée même est controversée : les rapports de la science et de la politique.

Les études réunies ici, qui fixent les propositions et les débats du colloque, visent plus modestement à déterminer la « possibilité » d'un « contexte » politique de la science. Cette analyse ne nous en conduit pas moins et tout de suite assez loin avec André Philippart lui-même, qui, montrant dans la science un « *facteur d'intégration et de modernisation politique* », signale avec insistance les périls auxquels la science expose la démocratie. Pour lui, le « *binôme démocratie-science s'avère difficile à préserver* ». Une fois encore, nous voilà loin de l'optimisme et des illusions du vieux scientisme.

(1) Groupe de recherche et d'information féministes, 56, rue Henri-Van-Zuylen, 1180 Bruxelles. — Paris : 47, rue Saint-Honoré.
(2) *L'Age d'homme*, édit., 10, Métropole, Lausanne. Coll. « Sphinx » dirigée par Roland Jaccard.
(3) PUF.
(4) Gallimard.
(5) 12, Cité Malesherbes, Paris-9e.
(6) 2, Place du Colonel-Fabien.
(7) *Revue interdisciplinaire de philo-*
(7) Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique, Université de l'Etat, 17, place Waroqué, B-7000 Mons.

SOCIETE

ıpulation

Des hommes qui ont choisi la stérilité

PAS de signe distinctif extérieur. Sans badge et sans cravate de couleur vive pour les dési-, cheveux longs, cheveux blancs, veux courts, barbus, jeunes vieux, x jeunes, peaux blanches et es, profs, prolos, on aurait du à leur trouver un point commun. face de l'église Saint-Germain--Prés, à deux pas du commisat de la rue de l'Abbaye et des ıbres cafés jadis « littéraires », le ment du 44, rue de Rennes est connu des journalistes et des ateurs de réunions publiques.

ans la petite salle du rez-de-ussée aux tristes murs grisâtres, sont aujourd'hui une trentaine à cuter. Des tabous et des blocages la société, des mythes à abattre, la confusion entre sexualité et ondité, de l'égalité des sexes, de libre disposition de son corps. n qui surprenne par sa nouuté : c'est ici que depuis plus années se sont tenues nombre conférences de presse du M.L.F., Planning familial, du MLAC, de olair, etc. C'est ici qu'ont été ıcées plusieurs bombes : le manifeste des 343 médecins pour l'avortement, les déclarations de Gisèle ılimi. On pourrait dire que la loi ıvellement votée en matière d'avortement est née dans cette pièce.

Punie par le code

Pourtant, en ce jour de fête des ıres, si les slogans sont familiers, s manifestants le sont moins. Le rnier thème de revendication des archistes français (Fédération française des anarchistes), c'est : « *Pour la vasectomie subversive.* » Et la nte mâle ici présente a choisi — est très gai et positif, affirment-ils de ne plus pouvoir procréer : se sont fait stériliser. Ces ommes partent en guerre contre rresponsabilité masculine, qui consiste à laisser les femmes prendre eules en charge la contraception du ouple. Noble revendication en pleine nnée internationale de la femme.

La vasectomie n'est qu'une bénigne intervention chirurgicale qui ure une vingtaine de minutes. Elle onsiste à ligaturer les canaux déférents des organes sexuels masculins, afin d'empêcher le passage des spermatozoïdes. Méthode fort pratiquée aux Etats-Unis et dans certains pays surpeuplés qui la prônent comme moyen de contraception, elle a présenté des espoirs de réversibilité, que l'on a dû abandonner faute de succès suffisants. En France, la vasectomie n'est pratiquée que clandestinement. Non que la loi l'interdise en tant que telle, pas plus qu'elle n'interdit la ligature des trompes chez la femme. C'est l'acte du « stérilisateur », du médecin qui est passible du code pénal : les articles 309 et 310 prévoient une amende et des peines de deux à cinq ans de prison pour blessures, violences et voies de fait — et la réclusion « *lorsque les violences auront été suivies de mutilation, amputation ou infirmité permanentes* ». La vasectomie est donc assimilée par le conseil de l'ordre des médecins, qui lui l'interdit, à une mutilation volontaire avec coup et blessure. « *Une fois de plus, il t'est prouvé que ton corps n'est pas à toi* », s'exclame un militant anarchiste. Préjugés bassement puritains : on laisse bien les femmes avorter.

« *Les hommes aussi sont aliénés* », s'écrie Marie Allaire, vingt-huit ans, militante des mouvements féminins, et membre de la Fédération anarchiste depuis deux ans. Adepte de la pensée libertaire depuis lontemps, elle s'écarte sur ce point de Proudhon, qui était un antiféministe notoire. Mais, ajoute-t-elle, « *je ne suis pas d'accord avec le côté raciste des revendications du M.L.F. ; ces femmes se rendent ridicules et sont récupérées par les hommes* ».

Marie Allaire est la compagne de Noël Leroux, militant anarchiste de vingt-neuf ans, qui, pour lancer l'affaire, s'est fait stériliser publiquement — un film a été réalisé — à Nantes. Il en a tenu informé le procureur de la République par une lettre ouverte, en date du 1er avril.

« *Le mouvement anarchiste français porte en lui le souvenir du procès de Bordeaux en 1937*, explique-t-il. *Un millier de personnes avaient été vasectomisées par des non-médecins, tous militants anarchistes. Parce que l'un d'entre les patients s'était évanoui, il y eut ce gigantesque procès, qui mit en prison un certain nombre de nos camarades. Deux ans de prison pour le seul médecin de l'affaire, le docteur Bartosek.* »

Discussions animées après la projection du film technique de l'intervention. Déception des organisateurs, car tous les stérilisés de France ne se sont pas rendus à leur appel. Les mouvements de lutte sociale sont aussi peu représentés. Pourtant Maurice Laisant, quarante-neuf ans, ancien secrétaire général, explique avec beaucoup d'ardeur : « *Le rapport avec les mouvements pacifistes, c'est que la surpopulation entraîne la guerre. Donc lutter contre la surpopulation avec des moyens comme la vasectomie, c'est lutter contre la guerre.* » Jeanne Humbert, vieille militante du néo-malthusianisme de la première guerre mondiale — une survivante — prend fait et cause pour ses jeunes amis. En 1913, déjà, elle avait publié une brochure intitulée *Vasectomie*.

« *Notre lutte est difficile*, explique encore un adhérent de Paris, *car il faut bien avouer que les marxistes ont pris le pouvoir.* » Pour se consoler de ce demi-échec, la Fédération prépare une exposition itinérante à l'occasion du centenaire de la mort de Bakouhine. « *On n'est pas pour les fêtes*, disent-ils, *mais il faut bien rappeler aux gens que c'est lui qui a lutté contre Marx.* »

MARINA MOLLOF.

Témoignage

Le défilé côté jardin

Un jeune soldat du contingent, en service à Nancy, nous adresse le témoignage suivant :

Ni les Champs-Elysées, ni le cours de Vincennes, ni même la célèbre place Stanislas : elle est retenue pour « Jeux sans frontières », mais une ville comme Nancy se doit d'avoir son défilé, ses bals et son feu d'artifice.

Depuis trois jours, dans la caserne, on ne pense qu'à ça ! Sous une chaleur torride, samedi, revue de la tenue. Un pli horizontal dans le dos de la chemise, quatre doigts sous la couture. Un pli en triangle au-dessus des poches de poitrine, un pli au pantalon et des « rangers » scintillantes. Pour mémoire, les cheveux à la G. I. : pourtant, « Radio-bidasse » — agence d'information officieuse des soldats — fait état d'une note autorisant bientôt les appelés à porter les cheveux à mi-oreilles. Pour plus tard ! Sergent-chef, adjudant, sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, chacun nous a regardés, examinés, scrutés, la punition dans la prunelle des yeux. Il y en aura quelques-unes.

Après cela, avec la musique, exercice. Naturellement, c'est minable ! Ce n'est pas si facile de marcher au pas, et surtout de tourner. Mais, abreuvés de jurons et d'« engueulades », c'est franchement pénible. Seule, semble-t-il, la température empêche nos cadres de nous faire faire quelques tours de caserne supplémentaires. Dimanche, sous le même soleil, la même chose...

Lundi, lever à 6 heures, rassemblement à 9 heures, les mêmes ! plus... le colonel ! On restera une heure, à la même place, sous le même soleil. Tout semble convenable, c'est le départ. Délicate attention, il y a des couvertures sur les banquettes des camions : pas pour le confort !

A 10 h. 30, mis en place, on attend. Puis, musique, et on devine vaguement un ordre de « présentez armes ». Dix minutes, rigoureusement immobiles alors que la sueur commence à suinter sur les paupières. Cela, on ne l'a pas répété. Et des généraux, pour la énième fois, nous repassent en revue. Pour voir quoi ? Repos, puis musique, et « présentez armes ». On essaye de deviner le nombre de décorations à remettre, mais il y en aura encore pour un bon quart d'heure. Enfin, le défilé. Deux cents mètres, la fatigue, la fatigue, et la perspective de la prochaine cigarette fait faire le dernier effort. La troupe est plus nombreuse que la foule, qui se manifeste par quelques applaudissements. Pourquoi, grands dieux ?

Puis retour aux camions, salut aux couleurs ; les remerciements, secs, du colonel. Quelques soldats sont délégués, qui à la préfecture, qui à l'hôtel de ville. Pour les autres, retour à la caserne, où, paraît-il, nous attend le meilleur repas de l'année. On dit que c'est la fête. Pour nous, c'est la plus importante « manœuvre » de l'année.

Humeur

Enterrez la réaction !

CES hypermonstres volants — les supersoniques de transport pour les appeler par leur nom — dont nous sommes menacés, à bref délai maintenant puisqu'ils en sont à la période des derniers essais, a-t-on assez remarqué qu'à leur sujet, toute querelle épuisée, l'imposture finale est de l'ordre du langage ? Ils seront, nous dit-on pour nous rassurer, ou nous anesthésier, ils seront plus silencieux qu'on ne l'avait cru, ou craint. Oui, c'est cela qu'on nous dit, et non pas : ils produiront, tout compte fait, à peine moins d'abominable, apocalyptique et douloureux vacarme que prévu, ce qui correspondrait à la réalité. Silencieux ! O honte, ô perfidie, ô mensonge de la parole moquée, dérision du mot nié dans son sens même ! Le silence est l'absence de bruit. Un tintamarre. Une chaleur un peu moins étouffante qu'une autre n'est pas la fraîcheur. Un meurtrier qui n'a tué que douze personnes au lieu de quinze n'est pas un charmant garçon. Comprenez-vous cela, propagandistes, bourreurs de crânes, frère Jehan des Entonnoirs ?

Alors, votre calamité volante, votre odieuse caisse de quincaillerie céleste à-déplacer-les-hommes - d'affaires - en - quelques-quarts - d'heure-de-moins, on va vous souffler (gracieusement) le moyen de lui faire gagner la haute mer sans soulever la révolution armée sur le territoire national. — Ah, oui ! vraiment, môssieur ? — Oui, vraiment, môssieur. — Et comment cela, môssieur ? — En la faisant voler en sous-sol. — Plaît-il ? En sous-sol. En souterrain. Dans un tunnel, si vous voyez ce que je veux dire. — Pas très bien... — Vous repliez les ailes de votre truc le long du fuselage, et sur son gabarit vous creusez un tunnel du centre de Paris (embarquement direct aux Invalides : très appréciable gain de temps) tout droit jusqu'à la mer. Là-dedans vous catapultez votre engin du diable par-dessous les pâquerettes comme pneumatique, à la vitesse d'une balle de fusil si vous voulez. Et allez donc : silence (le vrai) et discrétion pour les Terriens. A bord, on sablera toujours le champagne, faisons confiance aux compagnies. Quelque part entre Granville et Lessay, débouché dans l'azur. Plein régime, autant de fois mach que vous voudrez. Un « couloir ». Ecartez les bateaux. Le plancton n'est pas sensible aux bangs (jusqu'à plus ample informé). Bon voyage !

Et nous, nous organiserons une fête, pour célébrer la grande victoire de la technique : le vol aérien-souterrain. Et nous danserons, au son de l'accordéon, sur le gazon, zon zon, place de la « Concorde ! »

JEAN GUICHARD-MEILI.

RADIO-TELEVISION

Les matinées d'Yvan Levaï sur Europe 1

« C'est important, le temps qu'il fait »

EUROPE 1 ne se classe plus au premier rang des postes périphériques pour le pourcentage d'écoute. A la rentrée, en septembre, la grille des programmes aura changé : des animateurs présenteront des émissions nouvelles ou rénovées, en tout cas différentes. Ils assureront une certaine continuité entre les informations et le reste des programmes. Cette réforme est déjà commencée. Ainsi Yvan Levaï — journaliste à la station depuis 1968 — est présent chaque jour, de 6 h. 40 à 8 h. 40, dans un studio aménagé en salle de rédaction. Assisté de Maryse, il lance les chroniques et les journaux du matin.

« N'est-il pas ambigu ou difficile, pour un journaliste de profession, de devenir aussi animateur de radio ?

— Je n'ai pas changé de métier, *dit Yvan Levaï*, ce nouveau travail me convient, m'intéresse. Cette idée d'une émission qui serait chaque matin une longue présence me plaisait depuis longtemps. Il fallait casser la forme ancienne, inventer une radio vivante et qui ne méprise pas le public. Le public du matin, en particulier, est très large, très divers. Il faut lui donner l'heure, lui dire la météo, souvent. C'est important, le temps qu'il fait. Cela conditionne beaucoup de choses. Se faire entendre des auditeurs au moment où ils se réveillent n'est pas simple. Il y a là comme un rôle à jouer. Sans avoir cependant trop d'illusions : les gestes de la vie courante prennent si facilement le dessus... Il fallait écarter une certaine brutalité.

» Je m'explique : on assistait à une sorte de surenchère des annonces, entre les publicités, les chansons, les informations et les commentaires de ces informations, trop longs. Chacun cherchait à parler plus haut que l'autre. Nous avons pris un parti de douceur, d'harmonie. Les informations sont plus nombreuses, elles arrivent sous forme de nouvelles, très brèves. L'idéal serait de pouvoir diffuser en direct ce qui se dit à la réunion de rédaction, de rapporter l'événement sans l'aseptiser. La radio doit parler comme parlent les gens. Nous tentons de remplacer l'agressivité formelle par une agressivité du contenu. Il ne faut pas craindre de surprendre, de choquer. Les media se ressemblent tous : ils ne peuvent se distinguer qu'en redoublant d'originalité, même si l'originalité irrite.

» A la limite, j'aimerais venir le matin avec mes préoccupations du moment, parler en toute simplicité du livre que je lis ou des soucis qui sont les miens. Il est utile de dire aussi combien coûtent les cerises ou — en cette période de vacances — si les pêches sont plus chères à La Baule qu'à Perpignan. Il faut reprendre les conversations. On s'est trop trompé sur les préoccupations du public. On l'a trop sous-estimé. La fausse joie du meneur de jeu « gai, gai, gai » m'irrite. Je ne cherche pas à séduire.

» Mon « papier d'humeur », à 7 h. 09, est inspiré par mes réactions à un événement ou à un fait — pas obligatoirement important. On peut avoir le sentiment que je suis en dehors de l'information, ou à côté. Mais donner la valeur du SMIC — 7,50 F — et constater qu'il faut une heure de travail pour acheter 1 kilo de cerises, c'est politique, non ? Une radio politique ? C'est une radio de la tolérance. Je suis libre de faire ce que je veux de ces deux heures, et je souhaite de plus en plus d'informations, c'est possible quand il s'agit de bonnes informations. Etienne Mougeotte, Philippe Gildas, respectent le public. Et M. Lagardère, le nouveau directeur, est très ouvert. Son métier est de vendre de l'information. Oui, M. Lagardère est un capitaliste, mais plus jeune que son prédécesseur, et dynamique. Il a compris que la radio, cet instrument, s'adresse à des Français qui n'ont pas obligatoirement des options capitalistes.

» La publicité est nécessaire à un poste périphérique. Il faut l'améliorer. Elle est souvent vulgaire, aliénante. Et pourquoi passer des disques plus ou moins réussis de chanteurs pas toujours très doués ? Vous savez, chaque matin, je choisis un morceau de musique classique, populaire. J'essaie de l'accorder avec l'atmosphère du jour. Encore une question de météo ! »

— Et la voix de Maryse ?

— C'est bien qu'une femme dise l'heure, avec douceur. Il faut faire un peu de « nursing ». Même si l'on critique cette idée de dorloter ceux qui partent au travail. Et puis, Maryse annonce les disques que je trouve médiocres ! C'était son métier, elle a l'habitude... »

— Vous avez dit « inventer une radio vivante ». Que s'était-il passé ?

— Les critiques formulées par Denis Baudoin, le président de la SOFIRAD, étaient justifiées : « relâchement dans le ton et persiflage ». Que certains de nos journaux soient « pointus », anticonformistes, c'est bien. Mais le plus grave est d'avoir trop fait une radio de « conserve ». Enregistrées la veille, les informations du matin étaient « réfrigérées ». L'avantage de la radio sur la presse écrite est bien de rendre possible le contact direct, immédiat, entre les journalistes et leurs auditeurs. C'est un atout, n'est-ce pas ? Ainsi, à la rentrée, toute l'équipe du matin devra se lever tôt, très tôt ! La crise a du bon. Elle montre combien notre situation est précaire. »

— Le fait de diriger cette tranche horaire du matin a-t-il changé quelque chose à vos entretiens quotidiens avec une personnalité ?

— Absolument rien. Je suis libre là aussi, et je tiens à ces « explications » sur Europe 1. La plupart sont pré-enregistrées. Aucune « personnalité » ne peut s'exprimer en six minutes. Une heure, ce serait trop long. Nous ne sommes plus au siècle des salons. Les auditeurs n'ont pas tous le temps. Je choisis mes invités selon l'actualité. Quand Jean-Paul Sartre et M. Mendès France s'expliquent à propos du Portugal, l'écoute est assurée. »

Propos recueillis par
MATHILDE LA BARDONNIE.

« L'Aigle à deux têtes »

Des images de Cavassilas sur un scénario de Cocteau

AU château de Krantz, un soir d'orage, la reine d'Autriche fête le dixième anniversaire de la mort du roi Frédéric, assassiné le jour de leur mariage. Un feu brûle dans la cheminée, des bougies se consument, le temps se fait lourd et l'atmosphère fébrile. La reine est belle, solitaire, inquiétante. Elle ne sait pas encore que Stanislas, un jeune poète anarchiste, va faire irruption dans sa vie recluse, va la bouleverser. Elle ne sait pas encore qu'elle va vivre la folie d'un amour, et mourir trois jours plus tard. Pierre Cavassilas a mis en scène pour la télévision l'Aigle à deux têtes, *de Jean Cocteau.* « C'était un pari difficile, *dit-il*, car la pièce jouée pour la première fois au théâtre Hébertot, en 1946, et le film réalisé par Cocteau, un peu plus tard, ont connu un succès considérable. Le texte avait été joué dans la tradition des « monstres sacrés » ; mais les spectateurs ont aujourd'hui d'autres exigences. »

Conscient de ces nouveaux besoins, Pierre Cavassilas a demandé le droit de procéder à des « aménagements » du texte. En vain. Il a donc gardé le scénario, et, gêné par la brutalité des dialogues et la médiocrité de la dramaturgie, il a coupé l'équivalent d'une heure de film tout en respectant l'ordre des scènes. Pendant trois mois, il a travaillé — analyse du texte, tri et organisations des idées — pour donner aux personnages une autre cohérence et une force plus crédible, pour créer une logique dramatique, pour exprimer ce qui lui plaisait et ce qui lui convenait : l'histoire de cette reine (Marthe Keller) et son drame l'intéressaient .

« C'est une femme vulnérable, *dit-il*, et non un monstre. Dans toutes mes dramatiques, on trouve des femmes extraordinaires qui « transportent » leur tragédie parce qu'elles cherchent. La reine n'est pas encore une « grande personne » ; brusquement, une rencontre avec l'amour lui donne sa maturité, sa liberté. Pour la première fois, elle vit, elle agit, elle maîtrise son destin. Quand un personnage fait une conquête sur lui-même, il me touche. Et la tragédie qui est au bout de ce bien-être me touche aussi. J'ai filmé cela comme une émission musicale. J'ai trouvé une « rythmique », une unité d'écriture pour mettre en relief le souffle de la pièce. J'ai créé un climat mythique autour de ce destin et j'ai essayé de le maintenir tout au long de l'émission. La reine est un personnage créateur qui draine sa propre mort. Elle est seule. D'ailleurs, je ne filme que des isolés. »

M.-F. L.

★ Jeudi 24 juillet, Antenne 2, 20 h. 35.

« Les yeux et la mémoire »

Voir et revoir à Avignon

L'INSTITUT national de l'audiovisuel et la SARA (Société des auteurs et réalisateurs de l'audiovisuel) organisent en marge du Festival d'Avignon, à l'auditorium de France-Culture (rue Joseph-Vernet), et à la chartreuse de Villeneuve, une manifestation importante, où seront exposées au public des émissions tournées ces quinze dernières années, trésors filmés sélectionnés dans les archives de l'O.R.T.F. par Charles Brabant : dramatiques et reportages, essais et portraits, signés Bringuier, Knapp, Failevic, Seban, Lorenzi, Drot, Mitrani, Bluwal, Frémontier, Jeannesson, Laumet, Cazeneuve, Otzenberger, Karlin, Averty, Sangla, Cardinal, Santelli, Krier, etc. Des émissions d'autrefois à voir et à revoir, mais dans un contexte différent, en situation de spectacle, qu'il s'agisse de grand ou de petit écran, au moyen de vidéo-cassettes. Ici, le téléspectateur va se faire téléphile, comme on dit cinéphile. Cela répond à un vieux rêve de Jean-Marie Drot, devenu projet, et qui avait été accepté par Mme Jacqueline Baudrier lorsqu'elle dirigeait la première chaîne : il s'agissait alors, il est vrai, de créer un répertoire et de le diffuser à la télévision ; façon intelligente de concevoir les rediffusions qui sont notre ordinaire d'aujourd'hui.

Cependant, ce ne sont pas de simples retrouvailles : le *Reportage sur un squelette*, de Mitrani, ou le *Fourier* de Berzosa, nous reviennent à l'écran de la mémoire, déjà différents, maquillés par le temps de significations autres. Et si *le Fils du patron*, de Paul Seban, est toujours un de ces « Jeux de société » où Danièle Hunebelle interrogeait, en sociologue, l'inconscient collectif de la classe ouvrière et du milieu patronal de la région du Nord — nouant les péripéties d'une amourette entre l'héritier des filatures et la jolie manutentionnaire, — ce film représente déjà, surtout, un extraordinaire document, où se conserve l'air du temps des années 60, avec une vérité qui rompt le charme créé en nous par des reconstitutions comme *les Zozos* de Pascal Thomas. Bien plus, inconsciemment peut-être, il apparaît que ces téléfilms — ceux qui reproduisent la réalité et aussi ceux qui mettent en espace la fiction — traduisent avec une fidélité autrement plus grande que celle du VII[e] art les préoccupations immédiates de l'époque où ils ont été tournés. Dix ans de recul donnent un regard historique : *l'Auto rouge* de Jacques Krier parlait de la société de consommation telle qu'on la rêvait en milieu ouvrier, avec plus de pertinence que les barricades de mai 68 et avec de l'avance sur elles.

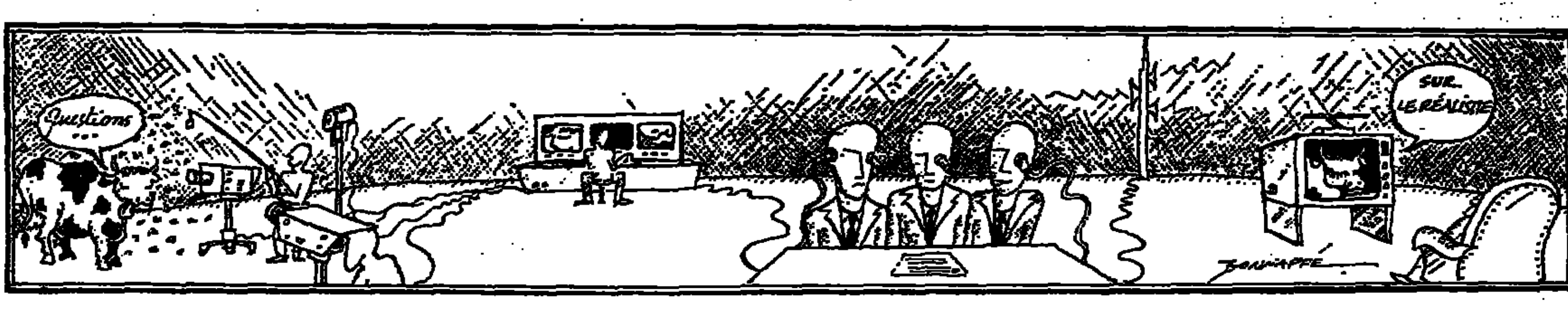
Tandis que les vagues cinématographiques roulent sur plusieurs années, constituent des recettes, des modèles qui rassurent une industrie, les auteurs de la télévision française, avec des talents et des bonheurs différents, tentaient à chaque émission une nouvelle aventure : la sanction était dans la réussite ou l'échec d'une communication ardemment souhaitée, qu'il s'agit de changer le monde ou d'en chanter les joies. Le sondage d'écoute est venu plus tard.

Mais où mènera cette téléphilie soudaine, ce retour au passé magnifié par le désert présent ? La logique du système économique voudra sans doute que l'on commercialise notre nostalgie sous forme de vidéo-cassettes. Est-ce là le but poursuivi ? Les organisateurs de la manifestation d'Avignon exposent un peu comme des conservateurs de musée les images d'une télévision parfois utopique, qui répondait au projet (formulé ailleurs par Jean Vilar) de théâtre populaire, de « théâtre service public » ; une conception qui date elle aussi d'avant 1968, même si elle demeure fondée.

Le passage de l'idée de service public au concept d'intervention sociale se réalisera aux Rencontres d'Aix-en-Provence qui auront lieu cette année en octobre.

M. E.

★ Séances à 17 h. 30, 21 h. 30 et 23 h. 30. Tél. : 81-46-35.



Un débat avec les réalisateurs

Démêlés avec le réel

par JEAN-ÉMILE JEANNESSON

JEAN-EMILE JEANNESSON — qui présente cet été six « Histoires vraies », série d'essais diffusés le mercredi soir sur Antenne 2, où, après « le Voleur de motocyclette » (de Besançon et Bouthier), on pourra voir plusieurs émissions produites et réalisées par l'auteur d' « Arguments » et de « Lettres de... », tentatives pour renouveler le genre documentaire, dont la plus passionnante est une « Enquête sur la mort d'un ouvrier » (diffusion le 6 août), a répondu, après Bernard Bouthier et Claude Otzenberger, à nos cinq questions sur le réalisme (le Monde *daté 13-14 juillet) :*

— La définition du réalisme comme reproduction du réel vous paraît-elle suffisante ? Et qu'en est-il du réel, de la réalité et du « vécu » ?

— Le réalisme est-il pour vous un concept d'ordre essentiellement esthétique, moral ou politique ?

— Le réalisme d'une émission se définit-il par rapport à son contenu ou par rapport à son public ?

— Les media changent-ils le sens du terme réalisme ?

— Vous considérez-vous comme réaliste ? Pourquoi ?

POURQUOI se livrer à des querelles et chercher, à travers elles, un clivage entre les « humanistes » et les « marxistes », qui nous rangerait les uns et les autres dans des camps opposés, comme cela fut bien hâtivement amorcé aux premières rencontres d'Aix-en-Provence ? Horrible habitude manichéenne française des classifications sans appel, comme si les chemins des créateurs, engagés ou non, n'étaient pas ponctués de détours, de retours, de remises en cause et sentiers non battus. Enfin, ces duels sur le pré, des meilleurs d'entre nous, au moment où un amateurisme inconscient s'installe sur les antennes dans la confusion des valeurs et l'imitation arriérée des défauts de la télévision américaine, auraient quelque chose de dérisoire. Ce ne serait pas « réaliste ».

Venons-en justement à votre questionnaire sur le réalisme qui aimerait clarifier la situation. Cette vieille lune du réalisme ne me sourit guère. C'est un héritage du XIX[e] siècle qui mit en doctrine la reproduction « intégrale », « sincère », « objective », « photographique », du *réel*. Qui parle encore de Henri Murger, qui illustra la doctrine du réalisme et dont le matérialisme était « bien court » celui-là ? Je n'ai jamais lu Balzac comme une œuvre réaliste. J'y vois des épopées psychanalytiques, des explorations fantastiques, des rapports troubles avec le réel, au-delà de la trame sociologique. Je ne connais pas de grands créateurs réalistes. C'est qu'ils entretiennent avec le réel des relations nécessaires et conflictuelles. Ils s'emparent du réel, l'agressent, le surprennent, le débusquent et lui font dire ce qu'il ne dit apparemment pas, sortent de lui le latent et le caché, synthétisent ce qui en lui est diffus. De sorte que le réel n'existe pas objectivement. Seul existe un conflit subjectif entre le créateur et le réel.

Les « bouffées d'actuel »

Si évidemment vous entendez par réalisme la notion qui entre autres, y est contenue, et qui est celle d'*actuel*, en ce sens je suis réaliste. Face aux mythologies irréalisantes, aux débats creux, à l'information-spectacle, piégée et piégeante, de la télévision, j'oppose les bouffées de l'actuel. Le téléspectateur qui m'écrivait : « *C'est drôle, dans vos émissions, ça cause comme dans la vie de tous les jours* », me prenait sûrement pour un réaliste. Sans doute sentait-il une cassure avec le cérémonial conventionnel ambiant. Aussi bien, je suis réaliste en ce sens que l'actuel me sollicite et me passionne, depuis les tribus sud-américaines culturellement et économiquement détruites jusqu'aux « intouchables » de l'Inde, en passant par les accidentés du travail dans les usines du nord de la France.

Mais est-ce si simple ? D'abord, je ne crois pas à l'objectivité. C'est une invention hypocrite. Ni au document que les puristes appellent « brut », tel qu'il fut désiré en mai 1968, sans intervention du reporter. C'est encore une hypocrisie ou, dans le meilleur des cas un miroir aux alouettes. Je préfère avouer mon conflit avec le réel. Avouer ma subjectivité et ses limites. J'ai toujours demandé aux réalisateurs qui travaillaient avec moi d'assumer leur subjectivité dans l'honnêteté ou d'avoir, si vous préférez, l'honnêteté inobjective. En même temps, je ne me considère pas comme un auteur mais simplement comme un médiateur subjectif. Médiateur parce que placé entre le « réel-actuel » qu'il me faut découvrir et les autres (les publics) qui attendent les résultats de cette recherche extravertie. Subjectif, parce que je relate ce réel-actuel-là, que je vis d'une certaine manière, à un certain moment, et parce que, ce faisant, je ne suis que « je » dans cette expérience relatée. Peut-être un jour serai-je un « auteur » ou me laissera-t-on le devenir à la télévision (si l'on cesse de craindre en moi, à courte vue, une certaine subversion), quand ma relation au réel sera totalement inventée, quand mon conflit avec le réel prendra des dimensions tellement insupportables que seule la fiction pourra le régler.

Ensuite, il n'est pas de bonne information sur le réel-actuel sans appel à l'imagination du public. C'est par de larges plages où passe une sensibilité directe, dans laquelle le médiateur semble s'éloigner, que le public prendra appui pour imaginer. C'est le moment où le document décolle, plus vrai que vrai, jusqu'au symbolisme sensible. C'est à ce moment-là que le téléspectateur a prise personnelle sur le document. J'ai observé, notamment dans certaines émissions de Claude Otzenberger ou de François Ribadeau, que plus l'appel à l'imaginaire était puissant, plus le document était maîtrisé par le public.

Les remous de la mare

Enfin, quand je dis « réel-actuel », il s'agit, pour les documentaristes, de l'actualité souterraine. De ce qui est latent et chronique dans l'actuel et non pas de ses accidents événementiels. Ce qui m'importe, en effet, ce n'est pas le pavé de l'événement jeté dans la mare, mais les remous de la mare après la chute du pavé.

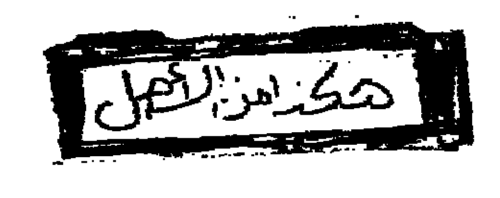
Ainsi la relation conflictuelle et subjective avec le réel, l'appel à l'imaginaire et la recherche d'une sociologie profonde sont les trois données d'une démarche qui dépasse, semble-t-il, le réalisme-constat.

Ai-je assez dit que je n'étais pas réaliste dans l'expression télévisuelle de ma curiosité ? Essayons maintenant de répondre à votre question ambiguë : « *Etes-vous réaliste ?* », en la prenant, cette fois, non dans son sens esthétique, mais dans son sens moral. C'est encore une réponse négative. Je m'avouerais assez comme un utopiste moraliste. Utopiste, je l'étais au service de la recherche quand je travaillais à des structures idéales de fonctionnement de la télévision alors que les technocrates et les politiciens n'ont jamais consulté les chercheurs et les professionnels dans leurs réformes successives. Utopiste, je l'étais en lançant, fin 1968, des émissions avec, pour et par la jeunesse, qui devaient rapidement s'asphyxier dans un climat d'intolérance. Utopiste, je l'étais encore en obligeant les Soviétiques, au cours d'un journal de voyage en Sibérie, à une sociologie concrète et à l'observation des faits, alors qu'ils ne vivaient ou ne faisaient semblant de vivre que dans de grands mythes politiques. Utopiste, je le serai incurablement. Mais avec la ténacité du paysan lorrain. Les pieds sur terre. Confrontant les faits aux mythes. Quels qu'ils soient.

Vous voyez combien le concept de réalisme est flou, mou, extensible. Il faut sans arrêt le tordre, le redresser, lui ajouter d'autres connotations ou, comme André Breton, un préfixe. Je vous invite à déplacer le débat et, par exemple à définir avec rigueur : objectivité-subjectivité dans l'information ; l'information et l'imaginaire ; médiateur et auteur ; le créateur doit-il être engagé ? ; droit moral et devoir public de l'auteur de télévision ; rôle des publics et leur « présence » dans la conception des émissions ; adaptation des œuvres littéraires classiques et réalité contemporaine ; télévision culturelle et démocratie...

Amorçons des débats de fond. Pas de débats académiques sur le « réalisme », le « naturalisme », le « vérisme », le « nouveau naturel », etc.

Car la télévision est partiellement frappée d'amnésie. Réveillons-la. Donnons-lui des chocs utiles et qu'elle se souvienne.





RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

FILM : « BUS STOP ». — che 20 juillet, TF 1, 20 heu-

nd Marilyn, désireuse de ne re un symbole sexuel, troun « rôle humain » chez un teur misogyne.

DRAMATIQUE : « DES CE- A PEINE ROUGES ». — che 20 juillet, FR 3, 25.

ca a huit ans. Elle accomsa mère au marché. Un Algérien, Mohammed, la e. Il a de très beaux yeux est une petite fille mie. Une bande de délin-, dont fait partie le frère hammed, se mêle à l'injusqu'alors fort simple. Un de fruits est renversé par oyous. Les deux enfants gent une poignée de cerises, ne rouges. On passe des interdits au film policier. s'inquiète pour Mohamart à sa recherche, courant ers les ruelles étroites du Lille, interrogeant le cor-r, l'antiquaire, le potier. otos sont belles. Les deux s jouent mieux que les es personnes, et les voyous presque véridiques. Tout ien. Le chef de la bande, ivi par la police, se jette ure contre un arbre. Jessica ohammed s'embrassent à s une vitre.

RADIOSCOPIE. — Tous les France-Inter, 17 heures.

ques Chancel invite lundi à Radioscopie » le comédien pe Noiret ; mardi, l'écrivain Pierre Gascar ; mercredi, le docteur Claude Olievenstein ; jeudi, la cantatrice Germaine Lubin ; vendredi, M. Michel Jobert, ancien ministre.

Comme toutes les « Radioscopies » prévues pour l'été, ces cinq entretiens sont des rediffusions.

● FILM : « GUEULE D'AMOUR ». — Mercredi 23 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Jean Gabin, victime de sa passion pour Mireille Balin, femme fatale. Aux conventions romanesques de l'époque, Grémillon — cinéaste méconnu — substituait une réalité sociale et le « tragique quotidien ».

● DOCUMENTAIRE : Histoires vécues, de Jean-Émile Jeannesson : « LA DEFONCE ». — Mercredi 23 juillet, A 2, 21 h. 25.

La deuxième émission de cette série, réalisée par Jean-Emile Jeannesson, donne la parole à quelques drogués qui témoignent librement. Pat, une jeune femme, raconte pourquoi et comment elle s'est droguée. Prise en charge au centre Marmottan par l'équipe du docteur Olievenstein, elle se souvient d'avoir été violentée à l'âge de sept ans. Elle évoque son mariage raté, la mort de son père, la prison. Elle confie sa peur de ne pas en sortir, de mourir d'une « overdose », d'une dose mortelle. Un ancien drogué, « accueillant », aujourd'hui, au centre Marmottan, retrace son itinéraire : son enfance à Ivry, sa révolte face à une vie routinière, usante, sans espoir de joies, son séjour dans une prison anglaise, son internement à l'hôpital de Villejuif. Toutes ces dépositions, bouleversantes, traduisent le même désarroi, le même besoin de trouver une oreille attentive qui ne juge pas. Cette émission fait réfléchir, et on aimerait savoir qui en France s'occupe des jeunes drogués, pourquoi ils sont enfermés en prison, pourquoi on ne les considère pas comme malades, quelle possibilité on leur donne pour qu'ils cessent de se détruire. Ce sont les questions qui viennent à l'esprit, après avoir entendu le réquisitoire et la plainte de ces témoins.

● FILM : « UN SOIR, UN TRAIN ». — Jeudi 24 juillet, FR 3, 20 h. 30.

Malentendu du couple enraciné dans une crise de civilisation (le pays flamand contre la francophonie). L'originalité du cinéma belge et le monde imaginaire d'André Delvaux.

● DRAMATIQUE : « AMEDEE ou COMMENT S'EN DEBARRASSER », d'Eugène Ionesco. — Vendredi 25 juillet, A 2, 21 h. 35.

Un couple vit enfermé depuis quinze ans dans un appartement. Lui est un écrivain sans inspiration ; elle, standardiste, travaille dans la salle à manger de leur deux pièces. Seul, un cadavre leur tient compagnie et les terrorise. L'absurde des situations et des gestes décrits avec férocité donne à cette pièce un caractère insolite. Le texte difficile d'Ionesco, écrit en 1954, n'a pas été servi par la mise en scène de Jacques Mauclair et la réalisation peu imaginative de Marrion Sarraut. Cette dramatique a été tournée au Théâtre de l'Athénée.

● FILM : « CHERIE, RECOMMENÇONS ». — Dimanche 27 juillet, A 2, 16 h. 45.

Scènes de ménage et délire mégalomane. L'éternelle comédie américaine. Stanley Donen a fait mieux, mais il y a Kay Kendall, toujours imprévisible.

● FILM : « LES MAUDITS ». — Dimanche 27 juillet, TF 1, 20 h. 35.

Des nazis en fuite dans le huis clos d'un sous-marin. Sujet de circonstance en 1946. Reste, aujourd'hui, la performance technique de René Clément et de son équipe.

● FILM : « LES JEUX SONT FAITS ». — Lundi 28 juillet, TF 1, 20 h. 35.

Tentative de cinéma intellectuel en 1947. Scénario et dialogues de Jean-Paul Sartre. L'existentialisme et la liberté. Une curiosité, même si la mise en scène de Delannoy n'est pas à la hauteur.

ABRÉVIATIONS

ns ce supplément radio-ision, les signes (★) rent à la rubrique Ecouter, ou aux articles de première de l'encart ; (●) indique émissions sortant de l'ordi-; (N) les programmes en et blanc diffusés sur les nes en couleurs ; (R) les re-sions ; (S) les émissions de o en stéréophonie.

Samedi 19 juillet

CHAINE I : TF 1

20 h. 35, Variétés : Gala brésilien du MIDEM 75 ; 21 h. 35, Série : Van der Valk, « Le commissaire est mort de faim » ; 22 h. 20, Variétés : « Les copains d'abord » (Marlène Jobert).

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35 (●), Feuilleton : La jeunesse de Garibaldi. Réal. F. Rossi. Avec M. Merli.

A Rio-de-Janeiro, Garibaldi participe à la révolte de la province du Rio Grande. Il est arrêté, torturé, puis libéré.

21 h. 35, Variétés : « Tiens, il y a de la lumière ».

Carte blanche donnée à Philippe Labro.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25 (R), Feuilleton : « La famille Boussardel », d'après l'œuvre de Ph. Hériat. Réal. R. Lucot. Avec F. Dalou, A. Gilbert, M. Simon, C. Ferran (premier épisode : La bruyère du cap).

FRANCE-CULTURE

18 h. 20, Grands chefs au pupitre de l'orchestre national (Rossini, Tchaïkovski, Stravinski) ;

20 h. (●), « La Croisade des enfants », de M. Schwob, adaptation M. Suffran (réalisation A. Trutat) ; 21 h. 10, Premières auditions par l'orchestre national (Dutilleux, Jolivet, Boulez) ; 22 h., La fugue du samedi ; 22 h. 50, Poésie : Jacques Roubaud.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30 (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial de jazz ;

20 h. (S.), Cette année-là..., 1920 : Honegger, Ravel, Stravinski, Roussel, Turina, Falla, Varèse ; 21 h. 30 (S.), Interlude ; 23 h. (S.) Musique légère ; 24 h. (S.), Musique française au vingtième siècle : En compagnie de Claude Ballif ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

Dimanche 20 juillet

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h., Cigales et fourmis ; 12 h. 30, Spécial Tour de France ; 13 h. 25, Variétés : C'est pas sérieux ; 14 h. 20 (R.), Morceaux choisis : Marcel Pagnol ; 15 h. 20, Tour de France (arrivée, relais couleurs sur FR 3) ; 17 h. 50, Série : Sur les lieux du crime (« La note à payer ») ; 19 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 19 h. 30, Droit au but ; 20 h. 35, Film : (★) (R.) « Bus stop », de J. Logan (1956), avec M. Monroe, D. Murray.

Un cow-boy niais, qui ignore tout des femmes, s'éprend d'une chanteuse de beuglant qu'il veut conquérir par la force.

22 h. 5, Variétés : Bienvenue aux Americains à Paris (avec G. Béart).

CHAINE II (couleur) : A 2

15 h. 20, Sport : Arrivée du Tour de France et tiercé ; 17 h. 30, Film : « Un capitaine de quinze ans », de J. Franco (1971), avec J.-M. Marcos, M. Cassot, Ed. Purdom.

D'après Jules Verne. Les aventures d'un adolescent, mousse sur un baleinier dont il est amené à prendre le commandement à la mort du capitaine.

19 h. 10, Court-métrage : Coup double ; 19 h. 30, Sports sur l'A 2 ; 20 h. 35, Jeux sans frontières (à Riccione) ; 22 h. 10, Feuilleton : La dame de Monsoreau, les Fougères de Méridor.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 35 (★), Dramatique : « Des cerises à peine rouges », de Ch. Bretoneiche, avec L. Ledun, C. Robichez, Y. Nys.

Conte poétique dont les héros sont deux enfants : Jessica et Mohammed. Le décor : le vieux Lille.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poème ; 9 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Orchestre de chambre de Radio-France. Direction A. Girard, avec Boisgard, clarinette (Rameau, Stamitz, Stravinski) ;

14 h. 5, « La Coupe et les Lèvres », de Musset, par les comédiens-français ; 16 h. 5, Salle Pleyel. Association des Concerts Lamoureux. Direction J.-B. Mari, avec F. Cildat et R. Bouche : « N.O.I. » (C. Pinchereau) ; « Premier concerto en mi bémol » (Liszt) ; « Deuxième concerto en la majeur » (Liszt) ; « les Pins de Rome » (Respighi) ; 17 h. 30, Hommage à Audiberti ; 18 h. 30, Ma non troppo ;

20 h., Poésie ininterrompue ; 20 h. 40, Avignon : Jean Vilar et le Théâtre musical.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Nos disques sont les vôtres ; 9 h. (S.), Dimanche musical ; 10 h. 30 (S.), Actualité du microsillon ; 12 h. 35 (S.), Du Danube à la Seine ;

13 h. (S.), En direct de Juan-les-Pins. Festival mondial de jazz ; 14 h. 30 (S.), La tribune des critiques de disque : « les Vêpres de la bienheureuse Vierge Marie », de Monteverdi ; 16 h. 15 (S.), Grandes rééditions classiques ; 17 h. 30 (●) (S.), Festival d'Orange. Orchestre national. Direction R. Kempe : « la Walkyrie » (Wagner), avec B. Nilsson, L. Rysanek, Th. Adam ;

21 h. (S.), Interlude ; 21 h. 45 (S.), Nouveaux talents, premiers sillons : Andras von Toszeghi, altiste ; 22 h. 30, Les grandes voix humaines ; 23 h., Novateurs d'hier et d'aujourd'hui : Chopin, Webern, Messiaen ; 24 h., La semaine musicale à Radio-France ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

Lundi 21 juillet

CHAINE I : TF 1

h. 40, Soyouz : atterrissage ; 12 h. 30, Midi ière ; 14 h. 30 (R.), Série : « le Loup des », d'après J. London ; 18 h. 10, Pour les (Babar, Les « Infos » spécial vacances, nnettes) ; 18 h. 50 : Les diables du village ; 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, eton : Arpad le tzigane ; 20 h. 30, Film : le venin », de R. Hossein (1958), avec R. Hos- M. Vlady, O. Versois.

Un homme aux prises avec deux sœurs, blondes et étranges, dont l'une est paralysée.

h. 10 (R.), Les conteurs : Muse et Tristan.

CHAINE II (couleur) : A 2

h. 40, Soyouz : atterrissage ; 18 h. 15, Pour nfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35 (●) Opéra : « la Clémence de Titus », de Mozart (livret d'après Métastase par Mazzola). Mise en scène A. Bourseiller. Chœurs de l'Opéra du Rhin dirigés par G. Wagner et Orch. lyrique de l'O.R.T.F. dirigé par Alberto Erède. Réal. R. Benamou.

Opéra écrit en deux actes par Mozart, quelques mois avant sa mort, et représenté en 1974 à l'occasion du Festival d'Aix-en-Provence.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : la lettre-mystère ; 20 h. 25, Prestige du cinema : « Doucement les basses », de J. Deray (1970), avec A. Delon, P. Meurisse, N. Delon.

Venu à Dieu parce qu'il se croyait veuf, le prêtre d'un village breton voit reparaître sa femme, une redoutable ravageuse.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : La révolution pythagoricienne ; 8 h. 32, Le Liban ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Avignon : Buchner, par C. Mettra ; 11 h. 2, Musique : De Woyzeck à Berg ; 12 h. 5, Parti pris, avec Jean-Pierre Isal : Hippies et mirage indien ; 12 h. 45, Panorama ;

14 h. 5, L'invité du lundi ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5, Un livre, des voix : « la Semaine sainte » (Aragon) ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch (Schoenberg à Amsterdam) ; 18 h. 30, Feuilleton : « la Montagne magique » ; 19 h., Ecrits de peintres : Le journal de Rodin (1) ;

20 h., Problèmes d'hier et d'aujourd'hui : L'éveil nucléaire ; « la Révolution des machines », de R. Rolland (réalisation O. d'Horrer) ; 21 h., Concert. Perspectives du vingtième siècle : Stravinski, Webern, Durko, Denisov, Tamba ; 22 h. 30 (●), Entretiens avec Paul Claudel, par J. Amrouche (R.) ; 23 h., Histoire de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Concert ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui : Autour du Studio des Fruhen Musik ; 12 h., Folk songs ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30 (S.), Les intégrales : Les sonates de Beethoven ; 14 h. 30 (S.), Sonorités d'autrefois : « Offrande musicale » (Bach) ; 15 h. 30 (S.), Musique de chambre : Deux quatuors de Schubert ; 16 h. 30 (S.), Musique à découvrir : Chants populaires norvégiens ; 17 h. 30 (S.), Les secrets de l'orchestre (Brahms, Martinu) ; 18 h. 30 (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial de jazz ; 19 h. 50, Invitation au concert ;

20 h. (S.), En musique avec... : Chabrier, Fauré, Massenet, Debussy, Satie ; 20 h. 30 (S.), Concert de gala au château d'Oettingen-Wallerstein : « Concerto pour cor et orchestre en la » (Rosetti), « Septuor pour flûte, trio d'anches et trio à cordes » (Nisle) ; « Concerto en sol pour violoncelle et orchestre » (Reicha) ; « Quatuor en ré majeur pour flûte et cordes, opus 84 » (Amon) ; 22 h. 30 (S.), Correspondances : Richard Strauss ; 23 h. (S.), Reprises symphoniques ; 24 h. (S.), Molto cantabile ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

Mardi 22 juillet

CHAINE I : TF 1

h. 30, Midi première ; 18 h. 15, Pour les (reprise 18 h. 30) ; 18 h. 20, Les « Infos » al vacances ; 18 h. 50, Les diables au village ; 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, leton : Arpad le tzigane.

20 h. 30, Les animaux du monde ; 21 h., Jeu : Le blanc et le noir ; 21 h. 45, Les grands mystères de la musique : la Sonate de Vinteuil, par Bernard Gavoty.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot, (R.) « l'Extase et l'Agonie », film de C. Reed (1965), avec Ch. Heston, R. Harrison, D. Cilento.

L'Italie au début du XVIe siècle. Confrontation du pape Jules II et du peintre Michel Ange, chargé de décorer le plafond de la chapelle Sixtine.

Débat : « Michel-Ange ».

Avec la participation de notre collaborateur André Chastel, de l'Institut; Kathleen Weil-Garris, professeur d'histoire de l'art à l'université de New-York ; Jean-René Gaborit, conservateur au département des sculptures du Louvre ; Berto Lardeda, sculpteur ; Léo Tobiasse, peintre ; Alberto Tenenti, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis.

20 h. 25, Westerns, films policiers, aventures : « la Septième Aube », de L. Gilbert (1964), avec W. Hodlen, S. York, Capucine, T. Tamba.

En Malaisie, où la population lutte pour son indépendance, un Américain cherche à sauver une belle Eurasienne condamnée à mort par les Anglais.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h. 30, Les chemins de la connaissance : La révolution pythagoricienne ; 8 h. 32, La puce et le philosophe ; 8 h. 50, Les soleils de la vie ; 9 h. 7 (R.), La longue route, par Y. Parenthoen ; 11 h. 2, Libre parcours récital ; 12 h. 5, Partis pris, avec A. Kern : « Une expérience de romancier » ; 12 h. 40, Panorama ;

14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Radio-Service ; 17 h. 5, Un livre, des voix : « la Semaine sainte », d'Aragon ; 17 h. 52, Une vie des musiques, avec M. Deutsch : Un deuxième maître, la guerre de 14-18 ; 18 h. 30 « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h., Ecrits de peintres : Le journal de Rodin ;

20 h., Dialogues : « Le christianisme, une nouvelle mythologie », avec M. Le Certeau et J.-M. Domenach ; 21 h. 20, Les grands concerts de la Sorbonne. Ensemble Enosis, direction M. Deutsch : Œuvres de Hanns Eisler ; 22 h. 30, Mémoires improvisés de Paul Claudel ; 23 h., Histoires de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme, cette semaine ; 10 h., Concert ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h. (S.), Musique légère ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30 (S.), Les intégrales : Les sonates de Beethoven ; 14 h. 30 (S.), Musique autour d'un clavier (J.-B. Loeillet, Saint-Saëns, F. Martin) ; 15 h. 30, Aux sources des musiques : U.R.S.S. (Russie et Arménie) ; 16 h. (S.), Musique d'un jour ; 17 h. (S.), Retour au concert classique (Haydn, Chopin, R. Strauss) ; 18 h. 30 (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial de jazz ; 19 h. 50, Invitation au concert ;

20 h. (S.), En musique avec... ; 20 h. 30, Les madrigalistes de Prague au Festival estival : « Huitième Livre » (Monteverdi) ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

Les télévisions francophones

Lundi 21 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., e Lupin ; 21 h., *Paix sur les ps*, film de J. Boigelot.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La e d'érable ; 21 h. 5, *Premier z-vous*, film de H. Decoin.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *est qui ?*, pièce de K. Waters et W. Hall.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : . 15, Les cirques du monde ; 5, Les mystères de l'homme.

Mardi 22 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., envahisseurs ; 21 h., *les Tortil-*, film de J. Bastia.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les oes ; 21 h. 5, *le Brigand bien-*, film de N. Ray.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, secrets de la mer ; 21 h. 5, *le nphe de Tarzan*, film de W. le.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : . 15, *Voyage surprise*, film de révert ; 21 h. 55, Concert.

Mercredi 23 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., us de jouer Milord ; 21 h., *Taur, de la force brutale*, film d'A. viola.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Molière pour rire et pour pleurer ; 21 h. 5, *Boulevard*, film de J. Duvivier.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Les cirques du monde ; 21 h. 5, Québec 1759 ; 22 h., Traits de mémoire.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les évasions célèbres ; 21 h. 10, Face à face ; 21 h. 50, Jazz.

Jeudi 24 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La maison des bois ; 21 h., *077 intrigue à Lisbonne*, film de F. Aycardi.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., O'Hara ; 21 h. 5, *Espionnage à Tokyo*, film de R.L. Breen.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Pleure pas la bouche pleine*, film de P. Thomas ; 22 h. 10, Apollo-Soyouz.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Destins ; 22 h. 25, Apollo-Soyouz.

Vendredi 25 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La nouvelle équipe ; 21 h., *Minute de vérité*, film de J. Delannoy.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Aux frontières du possible ; 21 h. 5, *le Vicomte de Bragelonne*, film de F. Cerchio.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Les sentiers du monde ; 21 h. 15, *Intolérance*, film de D. Griffith.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *la Brune que voilà*, comédie de R. Lamoureux ; 21 h. 50, Concert ; 22 h. 20, *les Chardons du Baragan*, film de L. Daquin.

Samedi 26 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La bataille d'Azincourt ; 21 h., *le Shérif aux mains rouges*, film de J.M. Newman.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Ranch L. ; 21 h. 5, *Reflets dans un œil d'or*, film de J. Huston.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, Le monde sauvage ; 20 h. 45, *les Conquérants de Carson-City*, film d'A. de Toth.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., A vos lettres ; 20 h. 25, Secrets de la mer ; 21 h. 15, Shaft ; 22 h. 30, Up with people.

Dimanche 27 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Sur la piste du crime ; 21 h., *le Chemin des écoliers*, film de M. Boisrond.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Le Saint ; 21 h. 5, *Ces messieurs de la santé*, film de P. Colombier.
TELEVISION BELGE : 20 h. 25, Salvator ou les Mohicans de Paris ; 21 h. 15, Folklore.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *les Deux Cavaliers*, film de J. Ford ; 21 h. 50, Entretiens.

Lundi 28 juillet

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *Theodora, impératrice de Byzance*, film de R. Freda.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h. 5, *la Flibustière des Antilles*, film de J. Tourneur ; 22 h. 30, Hockey sur glace.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, *Etre ou ne pas être Léonard*, pièce d'A. Ayckbourn.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Les cirques du monde ; 21 h. 10 Les mystères de l'homme ; 22 h. 25, Témoignages.

HORAIRES DES INFORMATIONS A LA RADIO

FRANCE-INTER : à chaque heure juste et à 12 h. 30 et 18 h. 30 ; bulletin complet à 5 h., 5 h. 30, 6 h., 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h., h. ; 13 h., 19 h., 20 h. ; tous les quarts d'heure de 5 h. 15 à 7 h. 45 ; inter-emploi à 6 h. 55 ; Inter-soir à 22 h. et Inter-dernière à 23 h.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 cult.-mus.) ; 8 h. 30 (cult.-mus.) ; 9 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult.-mus.) ; 7 h. 25 (cult.) ; 19 h. (mus.) ; 19 h. 30 (cult.) ; 23 h. 55 (cult.-mus.). Le dimanche, 19 h. 10 Magazine (cult.).

EUROPE 1 : toutes les demi-heures de 5 h. à 9 h. ; à 7 h. 50, Vive la vie, bulletin complet à 13 h. et 19 h., « Flashes » toutes les heures, Europe-Panorama à 22 h. 30 ; Europe dernière à 1 h.

LUXEMBOURG : toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ; bulletin complet à 13 h. et 18 h. 30 ; « Flashes » toutes les heures ; R.T.L.-digest à 22 h.

Les émissions régulières de radio

Du lundi au vendredi

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés et informations ; 9 h., Heu... reux ; 12 h. 10, Et dire que pendant ce temps-là ; 12 h. 45, *Le jeu des 1 000 francs* ; 14 h., Le magazine de Pierre Bouteiller ; 16 h., Musicalvi ; 17 h., Radioscopie ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Cool ; 23 h., Le pop'club de José Artur ; 1 h., Aujourd'hui, c'est déjà demain ; 2 h., Studio de nuit.

EUROPE 1 : 6 h., Musique et nouvelles ; 8 h. 40, Mélodie parade ; 11 h., Pile ou face ; 12 h., Pour une réponse de plus ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. 30, Fermeture annuelle ; 16 h. 30, Pierre Péchin ; 18 h., Cinq de 6 à 7 ; 19 h. 30, Match 33 ; 22 h. 40, Goliath ; 24 h., Top show.

RADIO-MONTE-CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 10 h. 30, Programme à la lettre ; 12 h., A vous de jouer ; 12 h. 25, Quitte ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h., Julie ; 16 h., Cherchez le disque ; 17 h., Taxi ; 19 h., Hit-Parade ; 20 h. 5, La coupe des chanteurs ; 21 h. 5, Flash-back.

R.T.L. : 5 h. 30, M. Favières ; 9 h. 30, Fabrice et Sophie ; 11 h. 30, Case trésor ; 13 h. 15, Ph. Bouvard ; 14 h., La responsabilité sexuelle ; 15 h., R.T.L., c'est vous ; 15 h. 30, Stéphane Collaro ; 19 h., Hit-parade ; 21 h., Poste restante.

SUD-RADIO : 6 h., Lève-tôt ; 8 h. 35, Evissimo ; 11 h., Jeux ; 14 h. 30, Pénélope ; 17 h., Tonus.

Du samedi 26 juillet...

FRANCE-INTER : 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h., Questions pour un samedi ; 14 h. 5, L'oreille en coin, de P. Codou et J. Garreto ; 18 h. 5, Top inter ; 20 h. 15, La tribune de l'histoire ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Histoires d'opérettes ; 23 h. 5, Au rythme du monde.

EUROPE 1 : 13 h. 30, Gault et Millau ; 14 h. 30, Musicorama : Rolling Stones ; 18 h. 30, Hit-Parade ; 19 h. 50, Radio 2.

R.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h. 20, Stop ou encore ; 15 h., Cent questions derrière un miroir ; 18 h., Super-club ; 22 h. 10, Bernard Schu.

RADIO-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Spécial Edith Piaf.

... au dimanche 27 juillet

FRANCE-INTER : 8 h. 30, Dimanche à la campagne ; 9 h. 30 à 12 h., 14 h. 5 à 19 h., L'oreille en coin ; 20 h. 15, Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam parade ; 23 h. 5, Histoire de rire.

EUROPE 1 : 9 h. 30, Pile ou face (jeu) ; 11 h. 30, La musique à papa ; 13 h., Concerto pour six transistors ; 14 h. 20, La grande ballade ; 16 h., Hit-Parade ; 19 h. 45, Radio-2 ; 23 h. 30, Séquence Jazz.

R.T.L. : 9 h., Stop ou encore ; 13 h. 15, Et pourquoi ne le dirait-on pas ? ; 14 h., Les courses ; 16 h., Double-Hit ; 19 h., B. Schu ; 21 h., Grand orchestre.

RADIO-TELEVISION

Mercredi 23 juillet

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Midi mercredi ; 13 h. 40, Feuilleton : Elephant Boy ; 18 h. 15, Pour les jeunes (reprise à 18 h. 30) ; 18 h. 20, Les « Infos » spécial vacances; 18 h. 50, Les diables du village ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le tzigane.

20 h. 30, Dramatique : Jude, l'obscur (deuxième partie), d'après Thomas Hardy, réal. Hugh David.

Débarrassé de son envahissante épouse, Jude s'éprend de sa cousine. Mais celle-ci se marie avec un ami commun et ne tarde pas à s'en repentir. : une malédiction plane sur les Fawley.

22 h. 5, Les scientifiques répondent : qu'est-ce qu'un comportement ?, de D. Reznikoff, réal. A.-S. Labarthe.

L'avis du professeur Soulairac, enseignant à Paris-VII.

CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, Série : le Justicier, « Erreur sur le cadavre » ; 21 h. 25 (★), Documentaire : Histoires vécues : « la Défonce », de J.-E. Jeannesson.

Pourquoi se droguer ? Comment ne plus être esclave de la drogue ? Pat, une jeune femme, et un « accueillant » du centre Marmottan, tentent, par leurs témoignages, de répondre à ces questions.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La lettre mystère ; 20 h. 25, (★) Histoire du cinéma (cycle « Le cinéma et le romanesque ») : « Gueule d'amour », de J. Grémillon (1937), avec J. Gabin, M. Balin, R. Lefèvre (N.).

Un ancien sous-officier de spahis, habitué aux conquêtes faciles, s'éprend d'une femme richement entretenue qui fait de lui son jouet.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : La révolution pythagoricienne ; 8 h. 32, La puce et le philosophe ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Avignon (A propos de la mise en scène d'A. Vitez pour « Phèdre », de Racine ; « Nuit de guerre au Prado », de R. Alberti) ; 12 h. 5, Parti pris, avec Anne Thinesse : Femmes françaises, femmes américaines ; 12 h. 40, Panorama ;

13 h. 30, Musique de chambre : « Deuxième Trio en ut mineur » (Mendelssohn) ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 15, Mercredi jeunesse ; 15 h. 2, Musique et sciences humaines ; 15 h. 30, Radio-Service ; 15 h. 40, L'école des parents ; 17 h. 5, Un livre, des voix : « Théâtre-Roman » (1), d'Aragon ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30 (S.), « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h., Ecrits de peintres : Robert et Sonia Delaunay ;

20 h. (R.), Autoportrait : Michel Tournier ; 21 h. 30, Musique de chambre . « Quatuor en ré mineur, la Jeune fille et la Mort » (Schubert), « Quatuor en ré majeur opus 45 » (A. Roussel) ; 22 h. 30, Mémoires improvisées de Paul Claudel ; 23 h. Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme, cette semaine ; 10 h. Concert ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h., Déjeuner-concert ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30 (S.), Les intégrales : Sonates de Beethoven ; 14 h. 30 (S.), Capitales de l'art : Beethoven ; 16 h. (S.) Musique de chambre... à sept (Milhaud, Jolivet) ; 17 h. (S.) Les jeunes Français sont musiciens : Conservatoire national Darius Milhaud à Aix-en-Provence (F. Viseris, Mozart, Beethoven, Chopin, Fauré, Vinci, Couperin, W. Byrd, Bach, Quantz, Tchaïkovsky) ; 18 h. 30 (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial de jazz ; 19 h. 50, Invitation au concert ;

20 h. (S.), En musique avec... ; 20 h. 30 (S.), Reflets lyriques : « Quatrième Symphonie », de Bruckner ; « Paraphrase du chœur des fileuses du Vaisseau fantôme (Liszt) ; « Onzième Symphonie 1905 » ; (Chostakovitch) ; « Gwendoline », ouverture (Chabrier) ; 22 h. 55 (S.), Musique française méconnue : Pages concertantes oubliées (Saint-Saëns, Massenet, Gounod) ; 24 h., Musique et poésie : Jacques Reda ; 1 h. 30, Nocturnales.

Jeudi 24 juillet

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Midi première ; 18 h. 5, Pour les jeunes (reprise à 18 h. 30) ; 18 h. 20, Les « Infos » spécial vacances ; 18 h. 50, Les diables au village ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (●) Série : L'Homme sans visage (« le Masque de plomb »), réal. G. Franju ; 21 h. 30, Magazine de reportage : Satellite.

« En quête d'indulgence », « Un homme dans l'enfer », « le Théâtre en France ».

CHAINE II (couleur) : A 2

17 h. 45, Sport : Championnats du monde de natation à Cali ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, (★), Dramatique : l'Aigle à deux têtes, de J. Cocteau, réal. P. Cavassilas, avec M. Keller, C. Balthaus, M. Delacroix, M. Dudicourt.

Le destin tragique d'une reine d'Autriche, réinventé par Cocteau.

22 h. 5, Opération Soyouz-Apollo : amerrissage de la cabine Apollo.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ; 20 h. 25, (★) Un film, un auteur : « Un soir, un train », d'A. Delvaux (1968), avec Y. Montand, A. Aimée, F. Beukelaers.

Pendant un voyage en train, un homme séparé de sa femme qu'il aime à la suite d'un malentendu, se trouve brusquement transporté dans un pays inconnu.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : La révolution pythagoricienne ; 8 h. 32, L'univers des contes de Grimm (1) ; 8 h. 50, Les soleils de la vie ; 9 h. 7, Les derviches-tourneurs et la poésie mystique, par H. Tournaire ; 11 h. 2, Evénement-musique à Avignon ; 12 h. 5, Parti pris avec Monica Charlot : « La persuasion politique » ; 12 h. 40, Panorama ;

13 h. 30, Avignon. Cycle d'orgue : Malaucène, avec Odile Bailleux ; 14 h. 5., Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 5, Deux cents minutes ; 17 h.5, Un livre, des voix : « Théâtre-Roman », d'Aragon ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30, « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h., Ecrits de peintres : Fernand Léger et l'esthétique de la ville ;

20 h. (●), Théâtre ouvert à Avignon : « Souvenirs d'Alsace», de et par B. Bayen et Y. Reynaud (réalisation J.-P. Colas) ; 22 h. 30, Mémoires improvisées, de Paul Claudel ; 23 h., Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Concert (programme non communiqué) ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui. Studio der fruhen Musik ; 12 h. (S.), Déjeuner-concert ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres

13 h. 30 (S.), Les intégrales : Les sonates de Beethoven ; 14 h. 30 (S.), « Carmen » (Bizet), avec V. de Los Angeles, N. Gedda, J. Micheau, E. Blanc, Chœur et Orchestre national de France. Direction Th. Beecham ; 16 h. 30 (S.), Danse, ballet, musique : les Ballets russes (« Chout, le bouffon »), de Prokofiev ; 17 h. 5 (S.), Dix-huitième siècle : Espagne et Portugal ; 17 h. 30 (S.), Calendrier musical du passé : Bizet, Tchaïkovski, Saint-Saëns, Verdi ; 18 h. 30 (S.), Le club des jazz ; 19 h. 50, Invitation au concert ;

20 h. (S.), En musique avec... (Duparc, Chausson) ; 20 h. 30 (S.), En direct de la faculté de droit. Festival estival de Paris. Orchestre de chambre de Radio-France, direction M. Soustrot, soliste L. Sgrizzi : « Lamento en ré mineur » (W.-F. Bach), « Concerto en sol mineur pour clavecin » (C.-Ph.-E. Bach), « Concerto pour piano forte » (J.-P. Bach), « Sonate à quatre » (Mondonville), « Concerto pour orgue en ré mineur » (Corette) ; 22 h. 30 (S.), Clarté dans la nuit ; 23 h. (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial du jazz ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

Vendredi 25 juillet

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Midi première ; 18 h. 15, Pour les jeunes (reprise à 18 h. 30) ; 18 h. 20, Les « Infos » spécial vacances ; 18 h. 50, Les diables au village ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : la Complice, de J. Rémy, avec G. Barray, H. Manesse, C. Morin, J. Ardouin.

L'auteur d'un crime parfait se retrouve à la merci des deux femmes qui ont été ses complices.

22 h. 5 (●), Emission artistique : Ricardo Bofill, « Taller d'arquitectura », réal. R. Cordier.

Fondé en 1964, autour de Ricardo Bofill (pressenti pour la reconstruction des Halles), le groupe « Taller » de Barcelone a centré ses recherches pluridisciplinaires sur l'architecture.

CHAINE II (couleur) : A 2

17 h. 45, Championnats du monde de natation à Cali ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau, « les Fous du corail » ; 21 h. 25 (★) Dramatique : « Amédée ou comment s'en débarrasser », réal. M. Sarraut, avec G. Fontanel, J. Mauclair, D. Bernard.

Un couple vit enfermé depuis quinze ans dans un appartement en compagnie d'un cadavre qui les terrorise. L'absurde de cette situation observée par Ionesco.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : la lettre-mystère ; 20 h. 25, (●) Série : la Vie filmée, premier épisode : « 1925-1930 », réal. M. Pamart et C. Ventura.

Une chronique des Français, filmés par eux-mêmes.

21 h. 25, (R.) Les dossiers noirs : Edgar J. Hoover et le F.B.I.

A travers la vie d'Edgar J. Hoover, « grand patron » du F.B.I., l'histoire de l'une des plus puissantes machines policières du monde.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : La révolution pythagoricienne ; 8 h. 32, L'univers des contes de Grimm ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Avignon : la Chine au XIIe siècle à propos du « Pavillon au bord de la rivière » ; 11 h. 2, Musique d'Avignon ; 12 h. 5, Parti pris, avec Jean d'Ormesson : « l'Homme enraciné » ; 12 h. 40, Panorama.

14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 15, Dossier ; 15 h. 2, La musique une et divisible ; 15 h. 30, Radio-Service ; 15 h. 40, L'ange du bizarre ; 16 h. 30, Pour Thomas Mann ; 17 h. 5, Un livre, des voix : « la Mort des prés », de M. Genevoix (réalisation M. Latour) ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30, « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h., Ecrits de peintres : le problème des multiples ;

20 h., Avignon : Portrait de Betsy Jolas ; 22 h. 30, Mémoires improvisés de Paul Claudel ; 23 h., Histoires de brigands ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Petites pages musicales : Mélodies d'Amérique ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35, Incognito. Jeu repris à 14 h. 20 et 23 h. ; 8 h. 40 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h. (S.), Concert ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui : Studio der Fruhen Musik ; 12 h. (S.), Musique aux Champs-Elysées ; 12 h. 37 (S.), Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30 (S.), Les intégrales : les œuvres concertantes de Beethoven ; 14 h. 35 (S.), Des notes sur la guitare ; 15 h. (S.), Evénements du monde ; 15 h. 45 (●) (S.), En direct de Bayreuth : « Parsifal » (Wagner), premier acte, avec B. Weikl, K. Ridderbusch, R. Kollo, F. Mazura, E. Randova, direction d'orchestre H. Stein ;

22 h. 5 (S.), En musique avec... Franck, d'Indy, Debussy, Fauré ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30, Nocturnales.

Samedi 26 juillet

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Téléphilatélie ; 14 h. 5, La France défigurée ; 14 h. 35, Samedi est à vous ; 18 h. 40, Pour les jeunes ; 18 h. 50, Magazine auto-moto ; 19 h. 45, Du tac au tac.

20 h. 30, Variétés : les magiciens sont parmi nous.

Quelques grands noms de la prestidigitation.

21 h. 35, Série : Van der Valk ; 22 h. 25, Les comiques associés.

CHAINE II (couleur) : A 2

17 h. 30, Hippisme : Grand Prix d'Ascot ; 17 h. 45, Championnats du monde de natation ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, (●) Feuilleton : la jeunesse de Garibaldi, réal. F. Rossi, avec M. Merli.

Garibaldi repart pour le Rio Grande du Sud où il est nommé capitaine de la flotte républicaine.

21 h. 30, Variétés : Tiens, il y a de la lumière !

Emission présentée et animée par Claude Villers.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : Pierrot et ses amis ;

20 h. 25 (R.), Feuilleton : la Famille Boussardel « les Noces de bronze », d'après Ph. Hériat, réal. R. Lucot.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science. Le jeu d'échecs ; 8 h. 32, Histoire de la campagne française ; 9 h. 7, Le monde contemporain ; 10 h. 45, Pierre Schaeffer et ses objecteurs de conscience. Entretien avec F. Billetdoux ; 11 h. 2, Concert Darius Milhaud (disques) ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

De 13 h. 30 à 24 h. (●) (R.), Journée Dante, par R. Jentet, avec la participation de R. Barthes, M. de Gandillac, U. Eco, J. Madaule, H. Masson, A. Pézard, P. Renucci, E. Sanguinetti, Ph. Sollers (Fragments de « la Divine Comédie » ; d' « Ulysse », de Joyce ; de « Laborinthus II », de Berio).

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER : (météo marine) ; 8 h. 20 et 19 h. 58.

FRANCE-CULTURE : 9 h. 5, 12 h. 30, 19 h. 30 et 23 h. 55.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualités d'hier ; 8 h. 35, Musique à la une (jeu) ; 10 h. (S.), Pour l'amateur de stéréophonie : Fauré, Dukas ; 11 h. (S.), Orchestre de la radiodiffusion sarroise : Mozart, Mahler ; 12 h. (S.), Variétés actualité ; 12 h. 37, Sortilèges du flamenco ;

13 h. (S.), Studio 107 ; 14 h. 30 (S.), Robert Schumann et l'enfance (Douze pièces pour piano, par J. et O. Delpino) ; 15 h. (S.), Un maître du néo-classicisme français. Albert Roussel ; 15 h. 45 (●) (S.), Bayreuth 1975 : « Tristan et Isolde » (Wagner) ; premier acte, avec H. Brilioth, K. Moll, C. Ligendza, Y. Minton ;

22 h. (S.), Cette année-là... 1921 : Fauré, Schoenberg, Stravinski ; 23 h. (S.), Musique légère ; 24 h. (S.), La musique française au vingtième siècle : Tout commence avec le piano et le termine aussi (Debussy, M. Emmanuel, Satie) ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

Dimanche 27 juillet

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques (messe à 11 h.) ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : Cigales et fourmis ; 13 h. 20, Variétés : C'est pas sérieux ; 14 h. 5 (R.), Morceaux choisis : Marcel Pagnol ; 15 h. (R.), les Grandes batailles du passé : Mafeking, réal. J. Dupont ; 16 h., Sports ; 17 h. 50 (programme non communiqué) ; 18 h. 15 (R.), Série : Le fol amour de M. de Mirabeau ; 19 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 19 h. 35, Droit au but.

20 h. 30 (★), Film : les Maudits, de R. Clément (1946), avec P. Bernard, H. Vidal, M. Auclair, Fl. Marly.

Au printemps 1945, un groupe d'hommes et de femmes, nazis ou compromis par le nazisme, cherchent à gagner l'Amérique du Sud, à bord d'un sous-marin.

22 h. 10, Variétés : Au fil des rues, réal. J. Kerchbron.

CHAINE II (couleur) : A 2

14 h., Tennis : Coupe Davis ; 16 h. 30, Tiercé ; 16 h. 45 (★) (R.), Film : Chérie, recommençons, de St Donen (1959), avec Y. Brynner et K. Kendall.

Un chef d'orchestre insupportable entreprend de reconquérir sa femme sans laquelle il ne peut réparer les scandales causés par son mauvais caractère.

18 h. 15, Dessins animés ; 18 h. 25, Série : Le magicien « Chasseur d'hommes » ; 19 h. 15, Dessins animés ; 19 h. 30, Sports sur l'A 2

20 h. 25, Jeux sans frontières (à Maastricht) ; 21 h. 50 (R.) Feuilleton : la Dame de Montsoreau « Le guet-apens » ; 22 h. 45, Sport : Catch.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Essai : « Deux mois d'un été », de Ch. Exbrayat, réal. E. Tyborowski, avec G. Darrieu, L. Barjon, S. Chanez.

La déclaration de guerre, en 1914, bouleverse la vie d'un petit village français.

FRANCE-CULTURE

7 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique (dernière) ; 12 h., Disques ; 12 h. 5, (Programme non précisé) ; 12 h. 40, Disques rares : D. Milhaud, B. Martinu, V. Valek, L. Fiser ;

14 h., Poésie ; 14 h. 5, « Le Veau gras », de B. Zimmer, interprété par les comédiens-français ; 16 h. 5 (●), « A. et H. de Mahler », texte de M. Butor, musique de R. Koering, avec E. Ross, M. Butor, A. Meunier, C. Lavoix. Direction P. Stoll ; 17 h. 30, Approche de Ernest Junger ; 18 h. 30, L'œil qui rit ; 19 h. 10, « 1975. La République populaire de Chine année 25 » (IV) : Agriculture, économie démographique ;

20 h., Poésie ininterrompue : Dominique Rouche ; 20 h. 40 (●), Avignon. Théâtre musical : « Dieu le veut », création de G. Couroupos, Y. Kokkos et J.-M. Ribbes ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 40, Nos disques sont les vôtres ; 9 h. (S.), Dimanche musical ; 10 h. 30 (S.), Actualité du microsillon : Beethoven, Schubert, Prokofiev, Rachmaninov ; 12 h. 35 (S.), Du Danube à la Seine ;

13 h. (S.), Jazz. En duplex avec le Festival de Juan-les-Pins ; 14 h. 30 (S.), La tribune des critiques de disques ; 15 h. 45 (●) (S.), En direct de Bayreuth 1975 : « les Maîtres chanteurs de Nuremberg » (Wagner), avec K. Ridderbusch, H. Sotin, H. Steinbach, M. Egel, K. Hirte. Orchestre et chœurs, direction N. Balatsch ; 23 h., Novateurs d'hier et d'aujourd'hui ; 24 h., La semaine musicale à Radio-France ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

Lundi 28 juillet

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : la Légende des bas de cuir ; 14 h. 30, Série : « le Loup des mers », d'après J. London ; 18 h. 10, Pour les jeunes (reprise à 18 h. 30) ; 18 h. 20, Les « Infos » spécial vacances ; 18 h. 50, Les diables du village ; 19 h. 40, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, feuilleton : Arpad le Tzigane.

20 h. 30, (★) Film : « Les jeux sont faits », de J. Delannoy (1947), avec M. Presle, M. Pagliero, F. Fabre.

Une bourgeoise et un militant politique, frappés au même moment de mort violente, se retrouvent dans l'au-delà. On leur donne le droit de revenir vingt-quatre heures chez les vivants pour éprouver leur amour.

CHAINE II (couleur) : A 2

17 h. 45, Championnats du monde de natation ; 18 h. 15, Pour les enfants : Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Feuilleton : Crise.

20 h. 35, (●) Dramatique : « Washington Square », d'après H. James, adapt. J.-L. Roncoroni, réal. A. Boudet, avec M. Clément, J. François, M. Boudet.

A New-York, en 1850, une jeune fille de bonne famille vit une triste histoire d'amour.

22 h. 15, Actualité de l'histoire, d'A. Ferrari.

Débat à propos de l'ouvrage récemment réédité d'Elie Halévy : « l'Angleterre ».

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 20, Pour les jeunes : La Lettre ; 20 h. 25, Prestige du cinéma : « le Voyage », d'A. Litvak (1958), avec D. Kerr, Y. Brynner, J. Robards, R. Morley, A. Aimée.

Un petit groupe d'étrangers qui cherchent à quitter la Hongrie après l'insurrection de Budapest, est retenu à la frontière par un officier soviétique. Un Hongrois traqué se trouve parmi les voyageurs.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5, L'heure du laitier, par C. Hudelot : « Histoire du gentil Chevalier Bayard » (feuilleton), par M. Ruyssen ; 8 h. (R.), Les chemins de la connaissance : Médecins et malades en France (1773-1973), par J.-P. Aron ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7 (●) (R.), Avignon : « le Taureau, le Lion et Wally », par R. Jentet ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 40, Panorama ;

13 h. 30, Claude Ballif (disques) ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture ; 14 h. 10, L'invité du lundi : (non précisé) ; 14 h. 15, Autoportrait ; 15 h. 2, Musique ; 15 h. 30, Dossier ; 17 h. 5, Un livre, des voix : « les Garçons » (1), d'H. de Montherlant (réalisation J.-P. Colas) ; 17 h. 50, Entretiens avec Max Deutsch ; 18 h. 30, « la Montagne magique » (feuilleton) ; 19 h., La Sibérie, sixième continent, par J. Malaurie et P. Ichac ;

20 h., Mélodrames : « le Crime des catacombes ou la nonne sanglante », de M. Sarfati, avec R. Varte (réalisation B. Horowicz) ; 21 h., Festival de Lausanne. Orchestre national de Radio-France. Direction Z. Macal, soliste N. Magaloff : « Euryanthe », ouverture (Weber) ; « Concerto n° 3 en ré mineur » (Rachmaninov) ; « Symphonie n° 7 en la majeur » (Beethoven) ; 22 h. 30, Mémoires improvisées de Paul Claudel ; 23 h., Histoires de brigands.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h. (S.), Concert; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui; 12 h., Folk songs ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30 (S.), Les intégrales : Les œuvres concertantes de Beethoven ; 14 h. 30 (S.), Sonorités d'autrefois (Scheidt, C.-Ph.-E. Bach) ; 15 h. 30 (S.), Musique de chambre : « Quatuor pour piano et cordes en la majeur » (Brahms) ; 15 h. 30 (S.), Musique à découvrir : Tedesco, Moskowski ; 17 h. 30 (S.), Les secrets de l'orchestre : « Daphnis et Chloé » (Ravel) ; 18 h. 30 (S.), En direct de Juan-les-Pins : Festival mondial de jazz ; 19 h. 50, Invitation au concert ;

20 h. (S.), En musique avec... 20 h. 30 (S.), Festival estival de Paris. Orchestre lyrique de Radio-France : Concert Mozart ; 23 h. (S.), Reprises symphoniques : R. Calmel, I. Gotkowsky, Ton That Tiet ; 24 h. (S.), Molto cantabile ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

HORAIRE DES INFORMATIONS A LA TÉLÉVISION

TF 1 : éditions complètes à 13 heures, 20 heures et en fin de soirée (vers 23 heures).

A 2 : flash à 18 h. 15 ; éditions complètes à 20 heures et en fin de soirée (vers 23 heures).

FR 3 : bulletin en fin de soirée (vers 22 heures).

Actualités régionales à 19 h. 20 sur TF 1 et A 2, à 20 heures sur FR 3.

D'une chaîne à l'autre

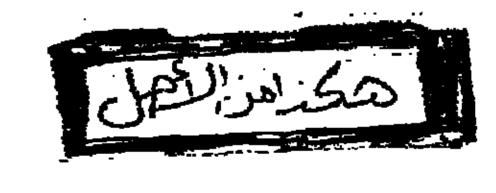
REPRISE DES « JEUX SANS FRONTIÈRES » SUR ANTENNE 2.

● Italie contre Vendée ; Riccione contre Saint-Laurent-sur-Sèvre. Après une interruption de plusieurs mois, les « Jeux sans frontières » reprennent, le dimanche 20 juillet, à 20 h. 35, sur Antenne 2. Rude concurrence pour le film Bus stop programmé le même soir sur TF 1. L'émission de Guy Lux et de Claude Savarit — qui fête cette année son onzième anniversaire — serait classée parmi les premières par son indice d'écoute (50 %) et de satisfaction (80 %).

EN SEPTEMBRE : « LA PLANÈTE DES SINGES. »

● *La Planète des Singes*, un feuilleton américain inspiré de la série de films portant le même nom sera diffusé sur Antenne 2 dès le mois de septembre.

● *Initiation à la magie* à partir du mois de septembre sur Antenne 2. Le prestidigitateur Gérard Majax réalisera et expliquera trois tours chaque soir, avant le début du journal de 20 h.



SOCIÉTÉ

RRESPONDANCE

De l'espace ou des enfants

'f. Pierre Samuel, professeur 'université de Paris-Sud et rétaire des Amis de la terre, is écrit à propos de l'article ·M. Michel Debré : « Un oritisme justifié » (le Monde *15 juillet) :*

Jebré et les autres panégy- d'une natalité abondante nent en fonction d'une : révolue : époque d'espaces és d'abord, puis de matiè- premières abondantes et gie particulièrement facile oter. Cette époque a vu pulation mondiale quadru- m un siècle environ sous des progrès de la méde- et surtout de l'hygiène, que d'autres progrès techni- permettaient — tant bien al et avec de dramatiques ités — de nourrir, de vêtir, ger et de transporter ces rds d'hommes supplémen- Mais, à l'opposé des techni- médicales et hygiéniques, ces techniques demandent des ités considérables d'énergie matières premières. Ce sont denrées qui deviennent ra- par la loi des rendements ssants, le surcroît de ri- s apporté par un surcroît vail et de technique est en de diminuer.

nourrira l'Europe ? — bré compare la densité de nce à celle de l'Allemagne, Hollande et de la Suisse, nclut qu'elle pourrait aug- r sans inconvénients. Or e est l'une de nos riches- a défense de l'environne- et des sites soulève souvent problèmes d'utilisation des : autoroutes contre forêts, contre cultures, construc- contre espaces verts. Douze gt millions de Français de exigeront des maisons, des s, des usines, des bâtiments s, des lieux de vacances. Où nettra-t-on ? Cette marée ine donnerait un second le aux néfastes entreprises promoteurs et autres aména- s.

s-à-vis de nos voisins euro- s, l'espace français est une se, qui favorise par exemple balance touristique. Mais richesse touche à quelque : de bien plus fondamental e tourisme. Lorsque le tiers- le ne laissera plus piller ses urces alimentaires, lorsque ope occidentale ne bénéfi- plus d'un flux de protéines n marché, les pays à forte té que cite M. Debré seront heureux d'avoir près d'eux, des échanges entre égaux, ste France et ses terres fer- Et nous serons heureux anger de la nourriture con- u charbon allemand, du pé- anglo-norvégien et du gaz ndais.

nquante millions de Français, huit cent millions d'esclaves niques. — On dit souvent le problème de la surpopula- ne se pose que dans certains du tiers-monde, et que la sance de la population y est plus rapide qu'en France ps de doublement de vingt rente ans, contre plus de nte-dix en France). C'est ler que l'habitant d'un pays loppé est accompagné de iples esclaves mécaniques — d'une quinzaine en France, n se fonde sur l'énergie qu'ils omment. Si la croissance de e population « libre » a été tivement modérée par rapport moyenne mondiale ces der- es décennies, celle de notre ulation « esclave » a été verti- use. Or ces esclaves exigent l'espace, des matières premiè- et beaucoup d'énergie. Je suis eux qui réclament que, parmi esclaves mécaniques, l'on isse les plus sobres — les nsports en commun de préfé- ce aux voitures individuelles, télécommunications de préfé- ce aux voyages supersoniques. is il me semblerait fou, inhu- in, irréaliste, de se priver de s services. Vingt millions de nçais de plus, ce serait donc quelque deux cents millions d'esclaves supplémentaires.

Un remède qui n'est pas soutenable à long terme. — M. Debré voit dans la croissance de la population un remède à deux difficultés : l'exiguïté de la famille nucléaire et le vieillissement de la population. Or cette croissance ne peut pas se poursuivre indéfiniment et elle devra bien s'arrêter un jour. Tout le monde le sait, dit-on, mais rares sont ceux qui le disent.

Il ne faudrait pas que cet arrêt provienne de catastrophes — guerres, famines ou épidémies. Il faut, au contraire, souhaiter un arrêt raisonné, un freinage en douceur. C'est ce que la population des pays développés commence à faire, de façon plus ou moins consciente. Revenir en dix ans de 874 000 naissances annuelles à 800 000 est un freinage en douceur et, contrairement à M. Debré, je m'en réjouis.

La croissance démographique ne pourra donc *pas remédier indéfiniment* à l'exiguïté de la famille nucléaire et au vieillissement de la population. Il faudra bien trouver d'autres solutions. Alors, pourquoi ne pas y penser dès maintenant, tant que nous ne sommes pas encore pris à la gorge ?

Il est exact que la famille nucléaire — c'est-à-dire réduite aux parents et à leurs enfants mineurs — est souvent un cadre trop exigu pour permettre une grande richesse de relations humaines. Plus satisfaisant serait un cadre où chacun aurait des relations, non seulement avec sa propre génération, mais aussi avec les autres. Or, la famille nucléaire, même si elle comporte beaucoup d'enfants, ne permet pas aux parents — à la mère surtout — d'avoir beaucoup de relations avec d'autres générations que celle de ses enfants ; au « *métro, boulot, dodo* » des uns répond le « *Omo, journeau, marmots* » des autres ; les enfants, même nombreux, ne voient que leur mère et un peu leur père. Certains expérimentent d'autres types de groupements : à l'extrême, les communautés rurales et urbaines ; de façon moins révolutionnaire, des villages communautaires et des associations de familles (qui se relaient pour s'occuper des enfants et des tâches ménagères). Il serait essentiel que ces expériences incluent aussi la troisième génération, celle des personnes âgées, remettant en vigueur les éléments positifs de la « famille étendue » d'antan ; un type d'habitat qui donnerait aux personnes âgées à la fois la proximité et l'indépendance n'est pas difficile à concevoir.

La réintégration des personnes âgées dans la communauté est essentielle aussi en raison du vieillissement de la population. Si — comme je le souhaite avec tant d'autres — l'hygiène continue à permettre de vivre longtemps, et si la population se stabilise, la moyenne d'âge sera nécessairement élevée. Il faut donc protester contre le « racisme » antivieux et contre une ségrégation dans des « mouroirs » et autres agglomérations pour retraités. Mieux intégrés, les vieux peuvent être des membres très actifs de la communauté. Plus que sexagénaire, je crois, M. Debré continue à défendre ses idées avec vigueur et je ne suis guère plus jeune ! Dans l'inquiétude des natalistes en face du vieillissement de la population transparaît leur conception singulièrement restreinte de ce qu'ils appellent la production : il n'est pour eux de production que comptabilisable dans le P.N.B. Les biens et les services que peuvent fournir les vieux (aides domestiques, menus travaux, conseils, rapports avec les enfants...) ne figureront probablement pas dans le P.N.B. ; ils n'en sont pas moins essentiels.

● *Une délégation d'habitants quartier de la Goutte-d'Or, à* ris (XVIII[e] arrondissement), nduite par M. Louis Baillot, uté communiste, a été reçue ndredi 18 juillet au secrétariat tat aux travailleurs immigrés. délégation a appelé l'attention M. Paul Dijoud « *sur le surpeuplement catastrophique du artier* » où « *des milliers de availleurs algériens, d'Afrique ire, portugais, yougoslaves, ntassent dans de vieux immeus parfois insalubres* ».

Elle a demandé que « *des mesures soient prises immédiatement pour qu'il soit mis fin à un* andale indigne de la capitale ».

AÉRONAUTIQUE

Le gouvernement ne souhaite pas remplacer les Caravelle par l'actuelle version du Mercure

Plutôt que de relancer la fabrication du biréacteur court courrier Mercure-100, acquis seulement à dix exemplaires par la compagnie Air Inter auprès du le gouvernement semble s'orienter vers la conception d'un nouvel avion de transport civil équipé des réacteurs CFM-56 de dix tonnes de poussée, produits par General Electric et la SNECMA.

C'est du moins ce qui résulte d'une réponse, récemment publiée au *Journal officiel*, du ministre des finances et de l'économie à une question écrite de M. Pierre-Bernard Cousté, député U.D.R. du Rhône, sur le remplacement éventuel des avions Caravelle (1) et des conditions de fabrication et d'exploitation des Mercure-100. Cet appareil, capable de transporter jusqu'à cent cinquante passagers sur des étapes de 2 000 kilomètres, a été livré, à ce jour, à huit exemplaires à Air Inter, les deux derniers le seront à la fin de 1975.

« *Les conditions de fabrication et d'exploitation d'appareils de conception nationale, tels que le Mercure, sont actuellement à l'étude au sein des ministères intéressés*, a précisé M. Jean-Pierre Fourcade. *Cet examen tient compte non seulement du marché constitué par les compagnies nationales, mais également des débouchés à l'exportation, ainsi que du potentiel productif existant dans notre industrie aéronautique. Les premiers résultats des travaux entrepris laissent apparaître que le remplacement des Caravelle III de la flotte moyen courrier d'Air France ne suffit pas à garantir l'équilibre financier d'une relance de la fabrication du Mercure-100, en dépit de la contribution qu'apporterait une telle opération au plan de charge de l'industrie aéronautique française. Il semble préférable de s'orienter vers la conception d'un avion réalisé à partir des moteurs modernes dont disposera bientôt l'industrie française. Le gouvernement étudie dans des solutions alternatives permettant de tirer parti du marché que constitue le renouvellement de la flotte moyen courrier d'Air France pour développer nos exportations aéronautiques et garantir ainsi à notre industrie un niveau de charge élevé* », a conclu le ministre.

Deux projets

Si la relance de la fabrication de la version actuelle du Mercure paraît donc écartée, il semble que « *les solutions alternatives* », auxquelles fait allusion M. Fourcade, se rapportent à la conception d'un Mercure-200, par Dassault, ou à celle d'un nouvel avion moyen courrier de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). Ces deux avions proposés ont, en commun, l'intérêt d'être équipés du réacteur CFM-56 de la SNECMA. Le Mercure-200 pourrait transporter jusqu'à cent cinquante passagers sur 2 800 kilomètres et l'avion de la SNIAS cent soixante passagers ainsi que des conteneurs.

Une réunion interministérielle examinerait le mercredi 23 juillet, le remplacement des Caravelle après l'étude de ce dossier par des experts, notamment M. Claude Abraham, directeur des transports aériens au secrétariat général à l'aviation civile, et par une mission confiée à MM. Cahen-Salvador et Munnich qui viennent de remettre leur rapport. Selon certaines hypothèses, le Mercure-200 pourrait être produit en coopération par Dassault et la SNIAS, tandis que l'avion de la SNIAS serait construit avec d'autres sociétés européennes comme l'avait suggéré, du reste, le premier ministre, M. Chirac, lors de sa visite du salon du Bourget.

Le développement du Mercure-200 est estimé à 1 milliard de francs pour trois ans de travail. La mise au point d'un biréacteur concurrent demanderait, sans doute, davantage de temps mais, selon les partisans de cette solution, ce programme donnerait progressivement naissance à une famille » d'avions — bimoteur, trimoteur et quadrimoteur pour divers usages — à partir du même réacteur, le CFM-56.

En attendant l'achat, pour des raisons d'équilibre des échanges commerciaux, de modèles français ou européen, de préférence à des appareils étrangers, il a été suggéré de remplacer les Caravelle d'Air France par des avions loués à d'autres compagnies. De son côté, Air Inter, soucieuse de garantir ses rechanges, n'est pas défavorable au lancement du Mercure-200 qui aurait des pièces communes avec l'actuel Mercure.

(1) Environ deux cent quatre-vingt Caravelle ont été construites, dont une soixantaine pour Air France et Air Inter au total.

● *M. Pierre François* a quitté ses fonctions de secrétaire général du groupe privé Dassault-Bréguet et il est remplacé, à ce poste, par M. Charles Edelstenne, précédemment secrétaire général adjoint. M. Pierre François, qui devient chargé de mission à la direction générale, avait été l'un des principaux négociateurs du « marché du siècle » perdu par Dassault au profit de la société américaine General Dynamics et son nom avait été prononcé dans l'affaire des « pots de vin » de parlementaires néerlandais.

RELIGION

A Flavigny-sur-Ozerain

L'AVENIR DU SÉMINAIRE DE L'ABBÉ COACHE EST INCERTAIN

(De notre correspondant.)

Dijon. — *L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement traditionaliste le Combat de la foi, a annoncé récemment dans une lettre circulaire l'ouverture d'un « pré-grand séminaire », au mois d'octobre prochain à Flavigny-sur-Ozerain (Côte-d'Or). Cet établissement se destinerait à accueillir une vingtaine de postulants de dix-sept à vingt-cinq ans.*

Ce nouveau projet remplacerait le petit séminaire-collège ouvert à la dernière rentrée scolaire pour « former des garçons ayant la vocation, mais aussi des enfants dont les familles souhaitent une éducation religieuse chrétienne avec de bons principes ».

En effet, le petit séminaire prévu pour une vingtaine d'élèves, cinq professeurs, deux surveillants, un directeur, n'a accueilli que treize élèves. A l'époque, l'évêque de Dijon, Mgr de La Brousse, avait mis en garde les fidèles de son diocèse en dénonçant les écrits de l'abbé Coache comme « *des expressions doctrinalement fausses et condamnables* ».

De plus, courant novembre, la commission de sécurité de l'arrondissement de Montbard estimait nécessaire, après une visite des locaux, de faire des travaux.

Pire encore : le 13 décembre, par arrêté, le recteur d'académie ordonnait la fermeture de l'établissement après avoir appris que le directeur désigné du petit séminaire, l'abbé Michel Salens, licencié ès lettres comme le prévoit la loi Falloux, avait quitté Flavigny pour exercer son ministère dans le Midi.

Les enfants ont donc été rendus à leurs familles à l'issue du premier trimestre, car, exception faite de la déclaration d'ouverture, l'administration de l'éducation nationale n'a reçu depuis aucune demande d'agrément. Celle-ci ne sera plus nécessaire si l'abbé Coache réussit l'implantation de son pré-grand séminaire, qui équivaudrait à un établissement d'enseignement supérieur.

A Flavigny, en jouant sur les mots, on indique que le pré-grand séminaire ne sera pas un grand séminaire. Les jeunes qui s'y retrouveront entreront ultérieurement dans un grand séminaire « normal » pour y accéder à la prêtrise.

Entre-temps, Mgr Decourtray évêque de Dijon, qui avait déclaré publiquement, en août 1974, que « *l'établissement appelé petit séminaire Saint-Curé-d'Ars de Flavigny n'est approuvé ni par le Saint-Siège, ni par l'épiscopat français, ni par l'évêque de Dijon* », a précisé le 4 juillet dernier : « *Je serais tenté de dire que c'est un peu plus grave. On s'entête, on s'endurcit dans la marginalité avec l'ouverture de maisons dont il est maintenant de plus en plus clair qu'elles sont en désaccord avec l'Eglise.* »

La cité de Flavigny, qui fut le siège d'une abbaye dès le huitième siècle et où l'on fabrique encore les anis, petites dragées anisées dont l'origine remonte probablement au neuvième siècle, deviendra-t-elle un lieu de rassemblement des chrétiens traditionnels ?

CHARLES MARQUÈS.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 19 juillet 1975 :

DES ARRETES

● Complétant la liste d'emplois prévue par l'article D 15 du code des pensions civiles et militaires de retraite ;

● Modifiant un précédent arrêté fixant les conditions d'attribution des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, et le mode de calcul des indemnités journalières dues à certaines catégories d'assurés ;

● Relatif à la revalorisation de divers avantages de vieillesse, d'invalidité et d'accidents du travail.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries I — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	115 F	210 F	307 F	400 F
II. — TUNISIE	125 F	231 F	337 F	440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

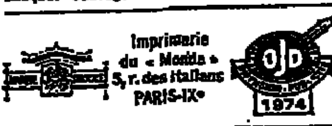
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

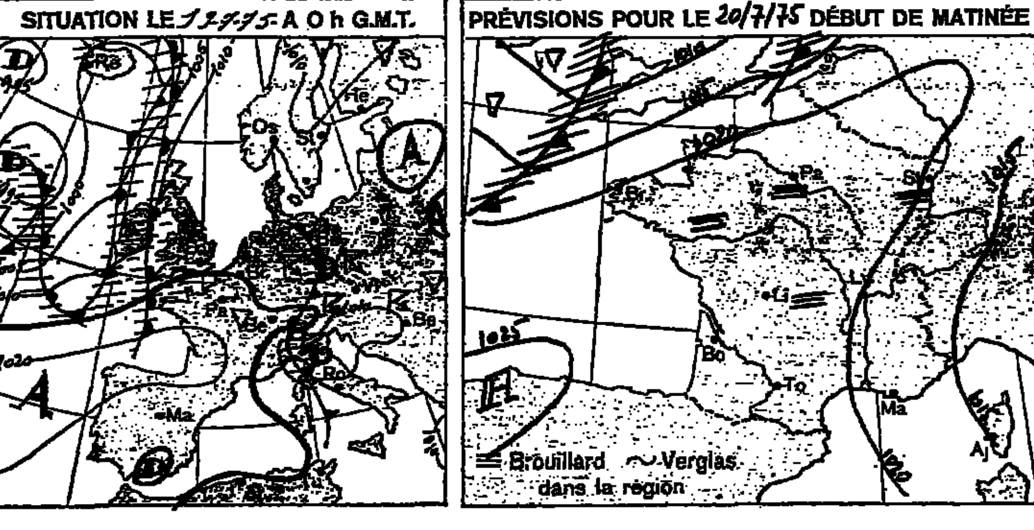
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

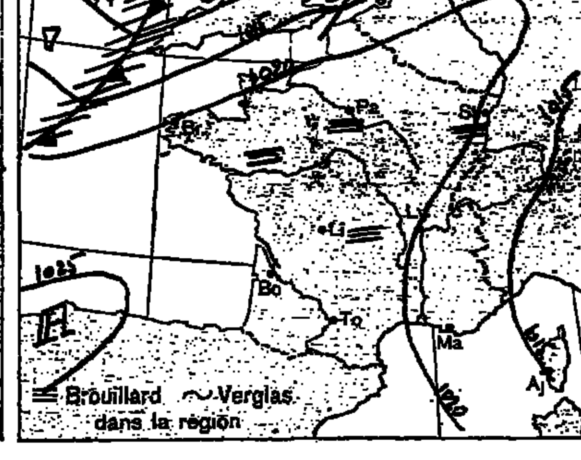
Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*

Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le samedi 19 juillet à 0 heure et le dimanche 20 juillet à 24 heures.

Les perturbations du courant Atlantique circuleront encore du Canada aux îles Britanniques et à la Scandinavie et leur partie méridionale ne touchera que faiblement le nord de la France.

Dimanche, de la Bretagne à la frontière belge, où souffleront des vents modérés de sud-ouest, le ciel sera nuageux le matin, mais de belles éclaircies se développeront l'après-midi.

Sur le reste de la France le temps sera le plus souvent ensoleillé après une matinée localement brumeuse dans les régions de l'intérieur. Les vents seront modérés de nord-ouest dans le midi méditerranéen, faibles et variables ailleurs. Les températures maximales ne marqueront pas de grand changement.

Samedi 19 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1 018,4 millibars, soit 763,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 juillet ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet) : Biarritz, 22 et 14 degrés ; Bordeaux, 25 et 12 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 19 et 15 ; Clermont-Ferrand, 25 et 13 ; Dijon, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 12 ; Lille, 22 et 13 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille-Marignane, 30 et 20 ; Nancy, 23 et 14 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 13 ; Pau, 23 et 10 ; Perpignan, 27 et 11 ; Rennes, 24 et 15 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Tours, 25 et 12 ; Toulouse, 25 et 13 ; Ajaccio, 33 et 17 ; Boulogne, 17 et 15 ; Deauville, 21 et 13 ; Granville, 19 et 15 ; Saint-Nazaire, 23 et 12 ; Royan-La Coubre, 22 et 15 ; Sète, 27 et 19 ; Cannes, 27 et 16 ; Saint-Raphaël, 28 et 19 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 36 et 27 ; Bonn, 25 et 15 ; Bruxelles, 22 et 13 ; Le Caire, 35 et 25 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 18 et 14 ; Genève, 23 et 13 ; Lisbonne, 26 et 15 ; Londres, 25 et 13 ; Madrid, 31 et 14 ; Moscou, 21 et 13 ; Palma-de-Majorque, 33 et 17 ; Rome, 32 et 21 ; Stockholm, 25 et 11 ; New-York, 30 et 25 ; Alger, 36 et 21 ; Tunis, 40 et 22 ; Casablanca, 24 et 16 ; Barcelone, 29 et 18 ; Dakar, 28 et 25 ; Eilath, 36 et 28.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 205

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I					■				
II									
III					■			■	
IV		■							
V							■		
VI	■					■			
VII									■
VIII				■			■		
IX			■						
X		■						■	
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Parfois héroïque quand elle est forte ; Domine une chaumière. — II. Dans le domaine de la rupture, c'est véritablement dramatique. — III. Identique ; Pronom. — IV. On les dit riches en expérience. — V. Lots à part ; Points opposés. — VI. Etres à charges ; Coule en France. — VII. Résume collectivement une urgence. — VIII. Article ; Début de mains évangiles ; Pronom. — IX. Fait des plis dans la manche ; Tirait des traits. — X. Absorba. — XI. Malin comme un singe ; Formes à respecter.

VERTICALEMENT

1. A même d'admirer la « beauté » du diable ; Petits, ils sont généralement très soignés. — 2. En Angleterre, début d'une interminable série ; Dieux. — 3. Se suivent sans vraiment se ressembler ; D'un auxiliaire. — 4. Découverts ; S'adressait à César (épelé). — 5. Arrêteras. — 6. Sont effrontés mais pas méchants pour deux sous ; Fait partie de la famille. — 7. Prophète ; Une des perles du collier de la vie ; Pas cher du tout. — 8. Préfixe ; Cours étranger. — 9. Restant de bouteille ; Il lui suffisait d'une flèche pour allumer une flamme.

Solution du problème n° 1 204

Horizontalement

I. Scrupules ; Obus. — II. Serine ; Rets ; Eta. — III. Ale ; Aère ! ; — IV. Morigénera ; Lô. — V. Ste ; Dépilation. — VI. Oisive ; Sis. — VII. NS ; Li ; Durillon. — VIII. Salamalec. — IX. Mer ; Tentateur. — X. Minet ; Eetion. — XI. Nous ; Se ; Gré ; Lia. — XII. Dure ; PS ; AE ; Ciel. — XIII. Ioda ; At ; Thèse. — XIV. Ile ; Errasa ; On. — XV. Raseur ; Pousse.

Verticalement

1. Saison ; Mandrin. — 2. Sel ; Tisse ; Ou. — 3. Crèmes ; Armurier. — 4. Ri ; Ill ; Iséo. — 5. Unir ; Via ; Dés. — 6. Pé ; Ide ; Espace. — 7. Age ; Dattes ; Ru. — 8. LR ; Epaule ; Aar. — 9. EE ; Ni ; Renégats. — 10. Staël ; Ictère ; Ap. — 11. Sérail ; Ate. — 12. Rat ; Loti ; Chou. — 13. Bee ; Iso ; Eoliens. — 14. Ut ; Loin ; Unies. — 15. Salons ; Ur ; Alèse.

GUY BROUTY.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française : le Malade imaginaire (sam. 20 h. 30).

Les salles municipales

Le Nouveau Carré : Cirque Gruss (sam. 15 h. 30 et 20 h.; dim. 15 h. 30).

Les autres salles

Biothéâtre : l'Ombre isocèle, théâtre musical (sam., 21 h.).
Cartoucherie de Vincennes. Théâtre de la Tempête : Dommage qu'elle soit une putain (sam. 20 h. 45, dim. 16 h.). — Théâtre du Soleil : l'Age d'or (sam. 20 h. 30, dim. 15 h. et 20 h. 30).
Charles-de-Rochefort : Plus on est de fous, plus on rit (sam., 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 20 h. 45, dernière).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : Viens chez moi, j'habite chez une copine (sam. 21 h. ; dim., 18 h. 30)
Cour des Miracles : La golden est souvent farineuse (sam. 20 h. 30); Elle, elle et elle (sam., 22 h.).
Daunou : Monsieur Masure (sam., 21 h. ; dim. 15 h.).
Galerie 55 : On purge bébé et Bonjour Monsieur Courteline (sam., 21 h.)
Gymnase : le Saut du lit (sam., 20 h. 30; dim., 15 h.).
Hébertot : l'Amour fou (sam. 21 h.).
Lucernaire : les Chaises (sam. et dim. 20 h. 30); Sade (sam. 18 h. 30 et 22 h. 15, dim. 18 h. 30).
Michel : Duos sur canapé (sam. 21 h. 10 ; dim. 15 h. et 21 h. 10).
Michodière : Hommage à Pierre Fresnay (voir cinéma-festivals).
Mouffetard : les Grandes Invasions barbares du Vᵉ siècle (sam. et dim. 20 h. 30) ; les Causeries de Sherlock Holmes et du docteur Watson (sam. et dim. 22 h.).
Poche-Montparnasse : le Premier (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30).
Studio des Champs-Elysées : Certains aiment le show (sam., 20 h. 45, et dim., 18 h.).
Tertre : Corruption au palais de justice (sam., 20 h. 30, et dim., 15 h. 30).
Théâtre Campagne-Première : le Cracheur de phrases (sam. 19 h. dernière) ; le Presse-Purée des Destaing (sam. et dim. 20 h. 30) ; Musique folklorique martienne (sam. et dim. 23 h.).
Théâtre de la Cité internationale, Maison portugaise : Serafim Ponte Grande, en français (sam. et dim., 21 h., dernière).
Théâtre Présent : Ah bon ! (sam. 20 h. 30, dernière). — Ranch : les Créanciers ; l'Ours (sam. 20 h. 30, et dim., 17 h. et 20 h. 30, dernière).

Les théâtres de banlieue

Sceaux, orangerie du château : Duo Nell et Ivan Gotovsky, violon et piano (Leclair, Beethoven, Schubert, Chopin).
Fontainebleau, église Saint-Louis : Orchestre de l'Académie internationale de violon et de musique de chambre (Bach, Elgar, Mozart, Schubert) (sam. 20 h. 30).

Le cirque

Cirque Gruss (voir Nouveau Carré, salles municipales).
Cirque de Paris, Jardin des Tuileries, à 15 h.30, 17 h. et 22 h. 30.

Les concerts

Foyer international d'accueil de Paris : Ensemble de musique ancienne Euterpe. (Musique du Moyen Age et danses de la Renaissance) (dim. 21 h.).

La danse

Voir Festival du Louvre.
Jardin des Tuileries : Danses masquées de Bali (sam. et dim., 21 h.).
Hôtel de Sully : les Ballets historiques du Marais (sam. et dim. 21 h.)

Festival du Louvre

Cour Carrée : la Belle au bois dormant, ballet (sam., 20 h. 45).

Samedi 19 - Dimanche 20 juillet

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Festival estival

Palais des congrès : M.-L. Godoy, cantatrice, avec J. Moretta, piano (sam., 18 h. 30) ; Duo de pianos Austbo - Horak (Debussy, Ravel, Boucourechliev, Brahms) (sam., 18 h. 30).
Jardin d'Acclimatation : Brighton youth orchestra (dim., 15 h.).
Eglise Notre-Dame : Chœurs de l'Amherst College (dim., 17 h.) ; Nicolas Jackson, orgue (dim., 17 h. 45).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam. 15 h. : Guerre et Paix, de K. Vidor ; 18 h. 30 : Judith, de D. Mann ; 20 h. 30 : le Rite, de I. Bergman ; 22 h. 30 : Promenade avec l'amour et la mort, de J. Huston. — Dim., 15 h. : Que viva Mexico, de S.-M. Eisenstein ; Kermesse funèbre, de S.-M. Eisenstein ; 18 h. 30 : Lourdes ; Poet's London ; Gordon Jacob ; Pop goes the easel, de K. Russell ; 20 h. 30 : Mr Arkadin, de O. Welles; 22 h. 30 : Décembre, de M. Lakhdar Hamina.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8ᵉ (225-47-19) ; Studio des Ursulines, 5ᵉ (033-39-19).
ALICE N'EST PLUS ICI (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6ᵉ (325-59-83).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5ᵉ (033-35-40) ; Marais, 4ᵉ (278-47-86).
ALOISE (Fr.) : Olympic, 14ᵉ (783-67-42).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18) ; Jean-Renoir, 9ᵉ (874-40-75) ; U.G.C.-Marbeuf, 8ᵉ (225-47-19).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6ᵉ (633-79-38).
BELLADONA (Jap., v.o.) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90).
LA CAGE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; Bretagne, 6ᵉ (222-57-97) ; Normandie, 8ᵉ (359-41-18) ; Caméo, 9ᵉ (770-20-89).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : France-Elysées, 8ᵉ (225-19-73) ; Maxeville, 9ᵉ (770-72-87) ; St-Lazare-Pasquier, 8ᵉ (387-56-16) ; Les Nations, 12ᵉ (343-04-67) ; Quintette, 5ᵉ (033-35-40).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5ᵉ (325-92-46), à 20 h. et 22 h. 15.
LES DEUX MISSIONNAIRES (It., v.f.) : Rex, 2ᵉ (236-83-93).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14ᵉ (783-67-42).
EXHIBITION (Fr.) (**) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90) ; Ermitage, 8ᵉ (359-15-71) ; Miramar, 14ᵉ (326-41-02) ; Helder, 9ᵉ (770-11-24) ; Scala, 10ᵉ (770-40-00) ; Napoléon ; 17ᵉ (380-41-46) ; U.G.C.-Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; Liberté-Studio (343-01-59) ; Clichy-Pathé, 18ᵉ (522-35-41).
LA FAILLE (Fr.) : Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ; Athéna, 12ᵉ (343-07-48) ; Saint-Germain Studio, 5ᵉ (033-42-72).
FAR-WEST STORY (It., v.o.) : George-V, 8ᵉ (225-41-46) ; (v.f.) : Moulin-Rouge, 18ᵉ (606-63-26), Paramount-Opéra, 9ᵉ (073-34-37).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8ᵉ (359-92-82) ; Quintette, 5ᵉ (033-35-40) ; (v.f.) : Montparnasse-Pathé, 14ᵉ (326-65-13) ; Templiers, 3ᵉ (272-94-56), Plaza, 8ᵉ (073-74-55).
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Studio Alpha, 5ᵉ (033-39-47).
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5ᵉ (325-92-46) ; Hautefeuille, 6ᵉ (633-79-38).
LE JARDIN QUI BASCULE (Fr.) : Murat, 16ᵉ (288-99-75).
LENNY (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8ᵉ (359-04-67) ; Hautefeuille, 6ᵉ (633-79-38 ; Montparnasse 83, 6ᵉ (544-14-27) ; (v.f.) Maxeville, 9ᵉ (770-72-86).
KAFR KASSEM (Lib., v.o.) : 14 Juillet, 11ᵉ (700-51-13), à 14 h., 18 h., 22 h.
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille, 6ᵉ (633-79-38) ; Templiers, 3ᵉ (272-94-56) ; Murat, 16ᵉ (288-99-75).
LES ORDRES (Fr.) : 14 Juillet, 11ᵉ (700-51-13), à 16 h. et 20 h.
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Le Paris, 8ᵉ (359-53-99) ; Mercury, 8ᵉ (225-75-90) ; Gaumont-Richelieu, 2ᵉ (233-56-70) ; Wepler, 18ᵉ (387-50-70); Danton, 6ᵉ (326-08-18) ; Gaumont-Bosquet, 7ᵉ (551-44-11) ; Gaumont-Sud, 14ᵉ (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20ᵉ (797-02-74) ; Montparnasse-Pathé, 14ᵉ (326-65-13) ; Victor-Hugo, 16ᵉ (727-49-75).

Les films nouveaux

LA SANCTION, film américain de et avec Clint Eastwood. — (V.o.) U.G.C.-Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; Ermitage, 8ᵉ (359-15-71) (V.f.) Rex, 2ᵉ (236-83-93) ; Miramar, 14ᵉ (326-41-02) ; Mistral (734-20-70) ; Murat, 16ᵉ) (288-99-75)
LA GRANDE CASSE, film américain de H. B. Halicki — (V.f.) Gaumont-Ambassade, 8ᵉ (359-19-08) ; Berlitz, 2ᵉ (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5ᵉ (033-07-76) ; Montparnasse-Pathé, 14ᵉ (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18ᵉ (522-37-41) ; Gaumont-Convention, 15ᵉ (828-42-27) ; Fauvette, 13ᵉ (331-56-86) ; Nation, 12ᵉ (343-04-67).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8ᵉ (359-41-18), Bretagne, 6ᵉ (222-57-97), Rex, 2ᵉ (236-83-93).
PRESAGE (Mex., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17ᵉ (380-19-93).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.): Quartier-Latin, 5ᵉ (326-84-65), Concorde, 8ᵉ (359-92-84), Mayfair, 16ᵉ (525-27-06), Gaumont-Rive-Gauche, 6ᵉ (548-26-36), Saint-Michel, 5ᵉ (326-79-17). V.f. : Impérial, 2ᵉ (742-72-52), Nations, 12ᵉ (343-04-67), Gaumont-Convention, 15ᵉ (828-42-27).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Marignan, 8ᵉ (359-92-82).
SEUL LE VENT CONNAIT LA REPONSE (Fr) : Liberté-Club, 12ᵉ (343-01-59).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Galande, 5ᵉ (033-72-71), Elysées-Point-Show 8ᵉ (225-67-29)
LA TENDRESSE DES LOUPS (All. v.o) : Studio Médicis, 5ᵉ (633-25-97).
TITI SUPER STAR (A.) : Gaumont-Madeleine, 8ᵉ (073-56-03).
TOMMY (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8ᵉ (720-76-23), Paramount-Opéra, 9ᵉ (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14ᵉ (326-22-17), Boul'Mich', 5ᵉ (033-48-29).
TREMBLEMENT DE TERRE (A., v.f.) : Gaumont-Théâtre, 2ᵉ (231-33-16), Gaumont-Gambetta, 20ᵉ (797-02-74)
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (An., v.o.) ; Concorde, 8ᵉ (359-92-84), Cluny-Palace, 5ᵉ (033-07-76), Saint-Germain-Village, 5ᵉ (633-87-59). V.f. : Lumière-Gaumont, 9ᵉ (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14ᵉ (326-65-13), Gaumont-Sud, 14ᵉ (331-51-16).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14ᵉ (783-67-42).
VIOLENCE ET PASSION (It., vers. ang.) : UGC-Marbeuf, 8ᵉ (225-47-19).
LE VOYAGE FANTASTIQUE DE SINBAD (A., v.o.) : Balzac, 8ᵉ (359-52-70). V.f. : Hollywood-Boulevards, 9ᵉ (770-10-41). Clichy-Pathé, 18ᵉ (522-37-41), Fauvette, 13ᵉ (331-56-86), Montparnasse 83, 6ᵉ (544-14-27).

Les rééditions

L'AVENTURE C'EST L'AVENTURE (Fr.) : Biarritz, 8ᵉ (359-42-33), Bienvenue-Montparnasse, 15ᵉ (544-25-02).
NEVADA SMITH (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8ᵉ (225-37-90), Cluny-Ecoles, 5ᵉ (033-20-12). V.f. : Rex, 2ᵉ (236-83-93), Rotonde, 6ᵉ (633-08-22), Mistral, 14ᵉ (734-20-70), Clichy-Palace, 17ᵉ (387-77-29).
SPARTACUS (A., v.o.) : Colisée, 8ᵉ (359-29-46). V.f. : Français, 9ᵉ (770-33-88), Caravelle, 18ᵉ (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14ᵉ (326-65-13), Gaumont-Sud, 14ᵉ (331-51-16), Cambronne, 15ᵉ (734-42-96), Gaumont-Gambetta, 20ᵉ (797-02-74).
LE VOLEUR (Fr.) : Publicis-Matignon, 8ᵉ (359-31-97), Publicis-Saint-Germain, 6ᵉ (222-72-80), Passy, 16ᵉ (288-62-34), Paramount-Opéra, 9ᵉ (073-34-37), Paramount-Maillot, 17ᵉ, (758-24-24), Paramount-Orléans, 14ᵉ (580-03-75).

Les grandes reprises

AU CŒUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Arlequin, 6ᵉ (548-62-25)
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Quintette, 5ᵉ (033-35-40) ; v.f. : P.L.M. Saint-Jacques, 14ᵉ (589-68-42).
CHERIE JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o) : Action-Christine, 6ᵉ (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio de la Harpe, 5ᵉ (033-34-83).
JULIETTE DES ESPRITS (It., v.o.) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90) ; Olympic-Entrepôt, 14ᵉ (783-67-42).
LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) (**) : Action-Christine, 6ᵉ (325-85-78)
SENSO (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5ᵉ (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; v. f. : Montparnasse 83, 6ᵉ (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8ᵉ (387-56-16) ; 14-Juillet, 11ᵉ (700-51-13).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette, 5ᵉ (033-35-40) ; Dragon, 6ᵉ (548-54-74) ; Elysées-Lincoln, 8ᵉ (359-36-14) ; Action-Lafayette, 9ᵉ (878-80-50) ; 14-Juillet, 11ᵉ (700-51-13).

Les festivals

MARAIS II, 4ᵉ, (278-47-86) : Jeunes cinéastes hollywoodiens (sam.) ; Addio Anna (dim.).
MARAIS III, 4ᵉ (278-47-86) : l'Extravagant Mr Fields (sam.) ; Fiancées en folie (dim.).
INGMAR BERGMAN (S., v.o.) : Racine, 6ᵉ (633-43-71) : la Source (sam.) ; le Septième sceau (dim.).
LA FETE A WOODY ALLEN (A., v.o.) : Studio Logos, 5ᵉ (033-26-42) : Tombe les filles et tais-toi (sam.) ; Tout ce que vous avez voulu savoir sur le sexe... (dim.).
ALFRED HITCHCOCK (A., v.o.) : Action-République, 11ᵉ (805-51-33) : le Crime était presque parfait (sam.); la Mort aux trousses (dim.)
JACK LEMMON (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9ᵉ (878-80-50) : Ma sœur est du tonnerre (sam.) ; l'Adorable voisine (dim.).
PROGRAMME JEAN VIGO : Le Seine, 5ᵉ (325-92-46), 12 h., 14 h. 10, 16 h. 20, 18 h. 30 : l'Atalante ; 13 h. 20, 15 h. 30, 17 h. 40 : Zéro de conduite.
CONTES EROTIQUES DE PASOLINI (v.o.) : Vendôme, 2ᵉ (073-97-52) ; U.G.C.-Odéon, 6ᵉ (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8ᵉ (225-47-19) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15ᵉ (544-25-02) : (v.f.) le Décaméron (sam.); les Mille et une nuits (dim.).
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE : Studio Parnasse, 6ᵉ (326-58-00) : le Conformiste (sam.) ; Scènes de chasse en Bavière (dim.).
FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS (v.o.) : Mac-Mahon, 17ᵉ (380-24-81). Swing time (sam.) : l'Entreprenant Mr Petrov (dim.).
HOMMAGE A PIERRE FRESNAY : Théâtre de la Michodière, 2ᵉ (742-95-22), 18 h. 30 et 20 h. 30 : les Trois Valses ; 18 h. 30 : Adrienne Lecouvreur.
LE PANTHEON 75 (v.o.) : Olympic, 14ᵉ (783-67-42) : le Cœur et l'Esprit (sam.) : Heat (dim.).
CHEFS-D'ŒUVRE DU CINEMA FRANÇAIS : Artistic-Voltaire, 11ᵉ (700-19-25) : Drôle de drame (sam.); la Kermesse héroïque (dim.).
LES GRANDS AUTEURS : André-Bazin, 13ᵉ (337-74-39) : le Cri (sam.) ; Tristana (dim.).
REVOLTE ET CONTESTATION : Châtelet-Victoria, 1ᵉʳ (508-94-14) : Adalen 31 (sam.) ; If (dim.).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA CHINE (fr., it., all.) : Le Seine, 5ᵉ (325-92-46), à 12 h. (sauf dim.).
FIVE EASY PIECES (A., v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
L'HORRIBLE CAS DU DOCTEUR X (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MACBETH (Ang., v.o.) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MORGAN (Ang., v.o.) : St-André-des-Arts, 6ᵉ (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5ᵉ (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
LE VILLAGE DES DAMNES (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6ᵉ (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.

FEUILLETON

NUMERO 12

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris. — Eté 1809. Le beau Solignac, colonel de hussards, vient de faire évader de prison son ami le commandant Rivière, convaincu de complot contre l'Empire. Thérèse, la femme du commandant, se cache avec Agostino d'Olona, son amant. Une certaine marquise du même nom a déclaré au colonel, peu de temps auparavant, son amour pour lui.

LE MARQUIS RETROUVE SA SŒUR

LE marquis était tout à ses anxiétés lorsqu'il apprit, par hasard, que depuis trois semaines environ, une jeune femme italienne, dont le signalement le surprit, faisait beaucoup parler d'elle, soit par son esprit dans les salons, soit par ses allures charmantes et sa beauté dans les promenades à la mode.

La description qu'on en fit au marquis d'Olona était bien faite pour piquer sa curiosité. Depuis 1799, et pour mieux faire accepter ses opinions jacobines, Agostino ne portait plus son titre. On ne le connaissait, dans l'armée, que sous le nom du capitaine Ciampi. Or, la femme dont on lui parlait portait précisément le nom des marquis d'Olona, et c'était ce titre qui lui avait ouvert les salons officiels.

— Une seule femme en ce monde a le droit de porter ce nom, se dit Agostino. Est-ce que cette femme serait Andréina ?

Agostino n'avait pas vu sa sœur depuis qu'il avait quitté Naples. Il lui avait écrit à de rares intervalles, elle lui avait répondu plus rarement encore. Il savait que la reine Caroline avait pardonné à l'héritière du nom d'Olona les opinions révolutionnaires du jeune marquis, à la condition que la sœur figurât à la cour de Naples et fît en quelque sorte amende honorable publique, au nom du frère.

Agostino prit ses informations sur la nouvelle venue. C'était bien Mlle d'Olona, c'était bien Andréina.

Elle avait loué rue de la Chaussée-d'Antin, ou plutôt rue du Mont-Blanc, comme on disait depuis 1793, en plein quartier de la finance, alors naissante, à l'hôtel du n° 13, à côté de l'ancien hôtel de la Guimard, que possédait alors le banquier Perregaud, et à quelques pas de la maison du banquier Récamier — Ouvrard habitait aussi près de là, — un somptueux appartement où les plus élégants de Paris sollicitaient, depuis son apparition, d'être présentés. On parlait d'une installation admirable, et Mlle d'Olona passait, dans le monde, pour occuper à Paris un de ces postes diplomatiques mystérieux pour lesquels certaines femmes semblent être faites tout exprès, comme si les secrets d'Etat pouvaient se dissimuler plus facilement derrière les éventails.

Andréina d'Olona put bientôt choisir, parmi les élégants, les diplomates, les étrangers, ceux qu'elle consentait à recevoir dans son salon, et lorsque le marquis se présenta, rue du Mont-Blanc, un valet lui demanda avec un certain air de hauteur :

— Qui dois-je annoncer ? Je ne crois pas que monsieur puisse être reçu aujourd'hui !

— En vérité ? fit Agostino. Dites à Mlle d'Olona que je suis son frère !

— Son frère ? Monsieur est ?...

— Le marquis d'Olona. Allez !

***

En attendant que le valet revînt, Agostino, debout près de la fenêtre de ce rez-de-chaussée qui donnait sur un magnifique jardin, songeait à l'ironie des choses. Lui, pauvre exilé, perdu à demi après une vie gâchée, Andréina riche, installée en plein cœur de Paris luxueux.

Deux silhouettes se dessinèrent tout à coup sur le fond verdoyant et, marchant à pas lents, se rapprochèrent de la fenêtre où se tenait le marquis, attendant. La femme était mince, élégante, adorable ; l'homme portait la petite tenue des officiers supérieurs de Bercheny.

Agostino cherchait déjà le nom de ce soldat, mais lorsque les deux promeneurs parurent en pleine lumière, sortant de l'espèce d'obscurité verte dont les enveloppaient les branches des marronniers, le marquis reconnut le colonel de Solignac, qu'il avait vu si souvent passer, comme toute l'armée, à la tête de ses hussards.

Et comme Solignac se penchait sur le visage d'Andréina et, s'arrêtant, posait ses lèvres sur ces deux grands yeux baissés, Agostino ressentit un mouvement de révolte et de courage ; un nuage, rouge comme ces flux qui montent aux tempes pendant la congestion, lui voila un moment les prunelles.

Le colonel avait d'ailleurs quitté la main d'Andréina qu'il tenait tout à l'heure, et Agostino vit un laquais s'avancer respectueusement vers Mlle d'Olona.

Puis la jeune femme se tourna vers Solignac et lui dit quelques mots. Le colonel s'inclina, fit un geste de salut et, après avoir baisé la main qu'on lui tendait, s'enfonça dans l'allée sombre.

***

Le marquis ne put retenir un mouvement de surprise ravie lorsque sa sœur entra dans le salon où il l'attendait.

Andréina était charmante, toute vêtue de blanc, avec une rose dans les cheveux, pareille à ces roses que Solignac avait piquées, le jour de la revue, à la pointe de son sabre.

Elle regarda tout d'abord fixement son frère et, d'un air étrange, profond, presque ironique :

— Je te croyais mort, Agostino, dit-elle.

— Et tu portais mon deuil en robe blanche, fit le marquis.

Elle le regarda avec un sourire ironique et dit lentement :

— Qu'est-ce que la famille ? Le sais-tu ? Ce sont ceux qui vous aiment et qu'on aime. Les autres !...

Elle n'acheva pas, s'assit sur un fauteuil, tandis qu'Agostino, debout, la regardait comme s'il eût voulu deviner les pensées qui s'agitaient en elle ; et, railleuse, elle continua à interroger le marquis :

— Je me rappelle le jour où tu as quitté Naples. Il y a cependant longtemps. A peine as-tu eu pour moi un regard. Eh bien ! as-tu trouvé la fortune en France ?

— Mes lettres ont dû te dire que les exilés ont assez à faire de vivre. J'ai lutté et je suis debout ; voilà tout.

— C'est quelque chose, dit Andréina, mais ce n'est pas assez.

— Evidemment. Vivre n'est rien. Ce qui est quelque chose, c'est vivre largement. Alors apprends-moi ce qui me reste à faire, car j'ai soif de retrouver le rang que j'ai quitté.

— Je le conçois. Ta folie a été grande, Agostino. Quand on est le marquis d'Olona, on ne s'allie pas aux jacobins. On demeure avec sa caste et on combat avec elle et pour elle.

— Et c'est ce que tu fais, m'a-t-on dit ?

— Qui t'a dit cela ?

— Personne et tout le monde, la foule...

— Paris s'occupe donc beaucoup de moi ?

— Beaucoup.

— C'est flatteur ?

— Et utile.

— Et que dit-il, ce Paris ?

— Les amis disent que tu es charmante et irrésistible.

— Vivent nos amis ! Mais les ennemis ?

— Ceux-là prétendent que la reine Caroline t'a envoyée ici pour tenir la cour de Naples au courant de ce qui se passe en France, aux Tuileries...

— A ce compte, que serais-je donc ? Une espionne !

— Une ambassadrice, tout au plus.

— Le titre est joli, fit Andréina. Et qui sait ? Il est peut-être exact.

— Mais alors... commença le marquis.

Andréina le regarda brusquement.

— Alors quoi ? demanda-t-elle.

— Eh bien ! dit-il, ta fortune doit être aussi considérable que ta puissance.

— Ma fortune ?

— Oui, tu es riche, certainement.

— Pourquoi me demandes-tu cela ?

— Parce que je suis pauvre, moi !

Andréina hocha la tête.

— Alors, dit-elle, nous pouvons nous tendre la main, *fratello mio !* Il y a deux ans que je suis ruinée, je vis comme je puis, à l'aventure, après avoir dissipé les biens qui me venaient des nôtres.

» Mais, mieux vaut encore avoir gaspillé, comme je l'ai fait, l'héritage des marquis d'Olona, que d'avoir fait confisquer *tous* mes biens comme toi. Et, en attendant, marquis, ta sœur a le même sort que toi : elle se débat contre la destinée.

— En vérité ! fit Agostino, et moi qui venais...

Il s'interrompit brusquement, et haussant les épaules :

— Allons, dit-il, il est impossible que tu ne puisses m'aider à sortir de Paris !

— Et pour le fuir, tu voudrais ?...

— Aller au hasard, devant moi, au bout du monde, avec trois mois d'existence assurée. Ne peux-tu me donner cela ?

— Trois mois de vie ! si fait, dit Andréina.

Elle fit glisser de son poignet un bracelet magnifique en massif incrusté d'émeraudes, détacha de ses oreilles deux diamants qui étincelaient comme deux gouttes d'eau sur des feuilles de roses, et tendant les bijoux au marquis :

— Tiens, prends, dit-elle froidement.

Agostino la regardait étonné.

— Avec cela, tu peux aller où tu voudras, dit la jeune femme. Quand la fortune sera plus clémente, je serai plus généreuse !

— Andréina, dit le marquis en repoussant la main que sa sœur lui tendait, tu ne m'as pas compris. Je ne suis pas descendu si bas que je demande une aumône. Garde tes bijoux, si tu es pauvre. Je chercherai ailleurs le salut.

— A ton aise, dit Andréina.

Elle jeta les diamants et le bracelet sur une table, et d'un ton presque indifférent :

— Et le salut, où le trouveras-tu ? Dans les complots ? C'est insensé !

— Qui t'a dit que je complotais ?

— Je n'en sais plus rien, sur mon âme, mais la chose est vraie, voilà qui est certain. Ah ! *Agostino mio, povero Agostino !* quelle folie est la tienne ! Sais-tu ce que je ferais à ta place, dit-elle en changeant de ton brusquement ? Je referais ma fortune avec le moyen qu'ont employé tant d'autres : je me marierais.

— Le moyen est banal, dit Agostino.

— Sans doute, mais il est infaillible. Jeune, beau comme un d'Olona, marquis avec cela, en vérité il ne doit pas, dans cette société de palefreniers devenus maréchaux et de régicides galonnés, manquer de têtes féminines éprises d'un blason authentique. Nous n'avons plus que cela à vendre. Eh bien ! marquis, je le vendrais, et très cher. Et tiens ! dit-elle encore, si tu voulais même épouser une véritable grande dame, qui te dit que tu ne le pourrais pas ?

— Je ne comprends pas, dit Agostino.

— Connais-tu la comtesse de Parges ?

— De nom et de réputation, répond Agostino.

— La comtesse est ma voisine, le mur du jardin de son hôtel est mitoyen avec le mien. Ces arbres, là-bas, sont les siens. Une beauté, cette comtesse. Veuve, jolie, charmante et riche. Si j'avais un conseil à donner à un homme, ce serait celui de faire battre le cœur de la blonde comtesse. Une superbe partie à jouer.

Elle se dirigea brusquement vers la porte qui, par un perron de quelques marches, conduisait tout droit au jardin.

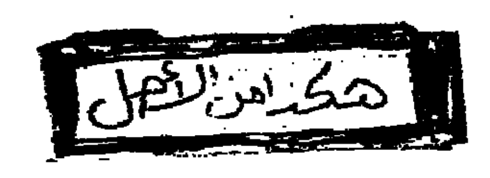
— A bientôt, Agostino ! dit-elle alors.

Et, saluant le marquis de la main, elle se dirigea lentement vers l'allée de marronniers au bout de laquelle apparaissait, comme tout à l'heure sur le fond lumineux, la silhouette de Solignac.

Agostino demeura un moment immobile, regardant Andréina qui s'éloignait. Puis, en se retournant, il aperçut les diamants et le bracelet dont les émeraudes, sur qui frappaient la lumière, jetaient des étincelles d'un vert éclatant.

— J'ai rejeté l'aumône, dit-il en donnant aux joyaux un dernier regard chargé de mépris. Que dois-je faire du conseil ?

(A suivre.)



ARTS ET SPECTACLES

tivals

Jazz à Montreux

la ville longue, coincée entre tagnes de Naye et le Léman, rappe toujours l'arrivant lors- iitte la grand-rue, c'est la on des promeneurs, mais rtout le calme que troublent . que soulignent plutôt, les des bateaux de randonnée ri aigre, le cri râleur des s frôlant le lac et dont la ocolat fait ici couleur locale. éalité tranquille rend plus le soir, le succès d'un Festi- oncentre des milliers de gens emble lutter contre le silence, heures à 2 heures — voire s ou 4 heures du matin.

estival existe, cette année, neuvième fois et en quinze s dont trois — c'est une inno- heureuse — consacrés aux s « folk » et « country » nde daté 13-14 juillet). Les s des magasins portent pres- s soit le placard noir en anuscrit, soit le jaune où se n demi-cercle, le label désor- assique « Montreux Jazz ». ue, welcome, willkommen, décorateurs sont allés plus s la participation : chez Zur- onfiseur, au-dessus de ses de ses toms, de ses cym- parade un drummer mangea- t de cacao, de sucre et de ain. Chez Paglio, coiffeur, les « sublunaires » de Billy affrontent difficilement été, la capacité dépaysante ono 1920 en bois verni et à rouge. Bref, comme en juil- ier, la cité vaudoise reçoit ment ceux qui la réveillent, int que la clique, qui descend are vers la place du Marché, s tambours, ses clairons et ières. aurait pu être prise, il, pour l'orchestre officiel ha- . ouvrir le second week-end. eek-end s'articulait en trip- : *Rockin' the Blues, Texas Gospel and soul. train*, avec inévitable d'artifices que com- ces désignations nominales. ainsi que Fred Neil aurait pu mer quelques jours plus tôt nconvénient logique. Nous au- écupéré, nous, le Cousin Joe. aporté. Louisiana Red est venu mler en scène, avec un pan- rayé façon bagnard qui veut er un épisode cruel de sa vie. enté en s'accompagnant à la sèche, dix thèmes de son *My heart a looser, Standing door, Help up in one town, tate with Barbara last night.*

un orchestre de neuf musi- dont l'excellent guitariste Brian iond comme les blés et l'éton- oward Johnson qui avait écrit vite quelques arrangements, ames, a emballé la clientèle, peut-être par les appels de sa anuleuse — voix qui roule des x — que par ses gestes et ses ies. Les poings sur les han- elle se débarrasse d'abord de anes et se campe face au pu- blic, qu'elle invite aux hurlements. De sa main gauche, crispée à hauteur de cuisse, elle remonte légèrement sa jupe large, délavée, taillée en tissu de jean. Puis, du côté cour au côté jardin, elle déplace sa silhouette considérable et tortillante, s'arrête, se courbe vers la salle qu'elle désigne du doigt, se redresse, se frappe les flancs, achève sa chanson et salue, debout, en flexion avant du buste, les bras pendant jusqu'à toucher le plancher. De cette gymnastique fruste et suggestive, on dirait en langage de théâtre qu'elle témoigne d'une « nature » ou de la force élémentaire d'une « bête de scène ». En tout cas, Etta James joue les goualeuses sans trop se forcer et assume crânement son rôle. Elle interprète, avec talent, pour moitié les morceaux qu'elle a signés (*Woman, Tell Mama, All the way down, Rock me baby*) et pour moitié des morceaux d'Otis Redding (*Respect yourself*) de Ray Charles (*Down in my own years*) d'Elmore James (*Dust my brown*) de Jimmy Reed, (*Baby what you want me to do*). La mode rétro n'a pas nui à la comédienne réaliste. La chanteuse de bar a fait un vrai tabac.

***

Plus acclamé encore fut, le lendemain, l'accordéoniste « *Zydeko* » Clifton Chenier, qui apparut après Lowell Fulsom Juke boy Bonner et leur invité Howard Johnson (un peu comme Mouzon, en 1973, ce diable d'homme est omniprésent). Chenier a recueilli, cette année, une ovation sans équivalent depuis celle qui était montée vers Gato Barbieri naguère. A la fin de chaque séquence, Chenier agite un immense mouchoir, pour s'éventer, pour saluer les amis qui sont là, par simple jeu aussi sans nul doute. Il chante en anglais et en un français dialectal celui des Noirs louisianais qui côtoient les Cajuns. Ainsi dans *Jolie Blonde, Pas disputer trop, les Haricots, Un cochon pour toi, Tu m'as promis de l'amour.* C'est un quintette revigorant que celui de Clifton Chenier, avec Robert Peter (drums), Paul Senagier (guitare), Joseph Brouchet (basse) et Cleveland Chenier, le frère, qui porte le « rubbing board », un plastron de tôle ondulée, sur lequel il promène des manches de ciseaux fixés au long des annulaires. Il danse tout le temps, Cleveland Chenier, il a les jambes en caoutchouc, comme Brouchet, comme Senagier. De loin, on voit ses deux mains qui montent et qui descendent le long du torse, comme à l'assaut d'un urticaire. Mais c'est un prurit de rythme seulement qui le démange. Voilà l'authentique musique populaire que l'on cherche fréquemment où elle n'est pas. Non point musique pour le peuple, mais musique du peuple dont sont issus Clifton et Cleveland Chenier. Quand ils s'adressent à lui; ils se parlent à eux-mêmes, et parce qu'ils ont la hargne joyeuse, la rage de vivre et de survivre, ils parlent simultanément à tout le monde, ils offrent un remontant pour tous, une leçon pour tous.

***

Le géant Albert King, lui, a proclamé d'emblée son obédience, avec un *Watermelon man*, entièrement articulé par le Memphis Sound, puis avec un *Blues at sunrise* où revenait le riff haletant de *Lonely avenue*, autrefois jeté par Ray Charles, enfin avec un *Stormy monday blues*, en hommage à T-Bone Walker, auteur du thème. T-Bone fut le maître d'Albert King. Il est mort au début de cette année et la soirée était conçue à sa mémoire. La musique d'Albert King (qui tenait sur son ventre une guitare futuriste assez proche d'un modèle réduit de l'avion Concorde) montre comment un blues de grande tradition a su chez lui évoluer et se glisser dans les rythmes et les tournures orchestrales du « Black Art » d'aujourd'hui. Un même pouvoir de renouvellement — du Gospel song cette fois — est démontré par la chorale de Howard Roberts qui aura été la plus agréable surprise du Festival. Dimanche, en effet, alors que se tenait une réunion des Témoins de Jéhovah au Palais des congrès, le casino eut lui aussi sa soirée spirituelle. H. Roberts, ancien trompettiste et arrangeur de Lucky Milliner et Lionel Hampton, a fait le chemin inverse de celui de beaucoup de ses confrères et de ses consœurs qui vont du chant sacré au chant profane, et de l'église au music-hall. Mais il est vrai que les échanges entre ces domaines se sont faits à plus d'un coup dans les deux sens. De la chorale magnifique de Roberts que nous reverrons à Antibes, il faudrait citer presque tout le monde. Nous retiendrons surtout la première soliste, Ella Mitchelle, et Janice Campbell, remarquable organiste, qui chantent deux thèmes seulement (*You may run on for a long time* et *Heaven* de Jimmy Cleveland). Avec une émotion, une force dramatique presque insoutenables, elles sont — nous pesons nos mots — de la classe de Aretha Franklin, l'une et l'autre.

***

Après le repos de lundi et la soirée suisse, et traditionnelle promenade sur l'eau, le Festival s'est donné ses deux jours les plus classiques avec, d'une part, Milt Jackson et Ella Fitzgerald, et, d'autre part, le J.A.T.P. reconstitué. J.A.T.P. qui fit connaître Norman Granz, il y a plus de trente ans, et qui hante toujours l'esprit de son promoteur. Cette formule, qui résulte d'une institutionnalisation de la Jam et d'une politique de vedettariat, offre beaucoup de sécurité. Avec des hommes de la trempe de Clark Terry, de Niels Pedersen, de Zoot Sims, de Tommy Flanagan — les meilleurs l'autre soir avec Peterson qui se donnait un plaisir visible — on ne redoute ni la médiocrité ni l'insignifiance. Mais les parcours improvisés de soixante minutes ne peuvent éviter de rejoindre, plus souvent qu'on ne le voudrait, les itinéraires conventionnels. Les échappées hors de cette route, dont on anticipe les méandres banals, il faut les attendre avec patience, il faut les mériter. Remarquons en passant qu'à tous ceux qui n'avaient pas opté pour l'abonnement la note parut salée : *49 francs suisses pour chacun des* deux concerts, c'est-à-dire huitante francs lourds, selon le change — il est vrai de par délire — que nous connaissons ces temps-ci.

D'une remarque à l'autre, allons des considérations monétaires à celles d'ordre technique que le Festival, hébergé dans un casino récemment bâti, nous invite à exprimer. On souffrait, les années passées, de la moite canicule des halls et des promenoirs, et des difficultés de sortir pour tromper l'ennui lors des interminables entractes. Cette saisons, les contremarques rendent la liberté de mouvement et les « interludes de déménageurs » ont été nettement abrégés. Ce sont des biens non négligeables. Tout de même, au concert d'Etta James, la climatisation défaillante rejeta pendant les pauses le public en sueur vers les tonneaux de bière, et quelques privilégiés vers la vasque qui sert d'horloge et où l'on trouve la fraîcheur en tournant le dos au temps qui coule.

La sonorisation n'a pas gagné, au contraire, à quitter le Palais. On espérait beaucoup de la modernité du casino. Il semble que la triple salle pose plus de problèmes qu'elle n'en résout, et que les manipulateurs de l'électronique aient en outre aggravé le marasme. Albert King a eu l'intelligence de mettre assez vite un terme au massacre en exigeant l'élimination de deux haut-parleurs perturbateurs. Clifton Chenier eut la fermeté de dire au responsable, et en arrêtant la musique : « *Non. Ce n'est pas bon, ce n'est pas correst, monsieur. Attention ! monsieur, ça ne se fait pas des choses comme ça. Rendez-moi mes basses.* » Et dire que, pour inventer cette sonorisation débile, on a fait venir tout exprès des Etats-Unis deux zozos, sans doute sympathiques, mais d'une complète nullité. Le mythe américain a joué à plein en la circonstance. Contre le Festival.

LUCIEN MALSON.

« LE TRAIN DU BON DIEU » à Avignon

Le deuxième spectacle de Théâtre ouvert est la première pièce de l'auteur belge Jean Louvet, *le Train du Bon Dieu* et elle est donnée par une troupe également belge, l'Ensemble Mobile. Jean Louvet l'a écrite en 1962, après avoir vécu une grève suivie par un million de travailleurs wallons.

« *Je n'ai pas fait cette grève pour écrire* dit-il. *Je m'occupais d'une troupe non professionnelle de théâtre prolétarien et j'ai écrit à la demande des ouvriers pour dénoncer les pièges de la social-démocratie. La grève a été conduite par la base contre les organisations syndicales. Je suis un militant, je n'attaque pas le principe des syndicats, mais la collusion en Belgique de certains avec le patronat, juste en ce moment de crise où le pays venait de perdre ses colonies. Le Train du Bon Dieu est celui que les grévistes devaient prendre pour aller sur Bruxelles, mais l'armée les attendait. Ils ont dû renoncer. Le titre a quelque chose d'idéaliste, c'est vrai, mais je ne veux ni sublimer, ni abaisser la classe ouvrière. Je raconte l'histoire d'hommes qui vivent une lutte, même s'ils ne savent pas la traduire en théorie, même s'ils ne sont pas politisés. Seulement, ils se laissent reprendre par la morale judéo-chrétienne, c'est la vérité.* »

Construite en séquences, la pièce montre, d'une manière très simplifiée, les réactions de divers groupes sociaux face à la crise. Il n'y a pas de « personnages », peu d'informations sur la période historique. Il ne s'agit pas d'un document plus ou moins romancé. La juxtaposition des comportements doit donner les éléments de l'analyse critique. Le metteur en scène Marc Liebens choisit la rigueur : un seul éclairage pleins feux, des mouvements réduits, des attitudes stylisées. Les comédiens sont douze, pareillement habillés de jeans, sans autres accessoires que douze chaises. Ils représentent successivement ouvriers, patrons, syndicalistes, mais en gardant la même tonalité, le même jeu anti-psychologique, narratif, projeté, si bien que le récit devient confus et que le spectacle tourne à l'allégorie

Ce type de pièces, faites pour le théâtre d'intervention, faites pour que l'image vienne soutenir un texte volontairement schématique, lui apporter un contrepoids dialectique, ne convient pas à la formule du Théâtre ouvert, dont la grande qualité est de pouvoir indiquer, sinon montrer, de multiples écritures possibles.

COLETTE GODARD.

★ Des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu dans la nuit du 18 au 19 juillet, place de l'Horloge, à Avignon. Les glaces des terrasses de café ont volé en éclats, dans la fumée des grenades lacrymogènes, sans qu'il ait été possible de déterminer la cause ni l'origine de ces violences.

Culture

UNE NOUVELLE CHARTE SIGNÉE A MARSEILLE

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, s'est rendu à Marseille, où il a signé une charte culturelle avec M. Gaston Defferre, député et maire de cette ville.

Cet accord — le sixième du genre — prévoit des subventions pour restaurer l'ancien hospice de la la Vieille-Charité, qui sera — en liaison avec le couvent de Saint-Maximin et la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon — le siège d'une fondation méditerranéenne de la culture

Un musée consacré à l'histoire de Marseille sera construit autour du jardin archéologique qui doit être aménagé. L'extension du conservatoire est envisagée dans les locaux de l'ancienne école des Beaux-Arts, ainsi que la rénovation de l'Opéra (dont le déficit sera couvert pour un tiers par l'Etat en 1978). Une aide financière sera allouée au Ballet Roland Petit, et toutes les dispositions seront prises pour la mise en place du nouveau Théâtre national.

■ L'intersyndicale des bibliothèques a appelé l'ensemble du personnel à une nouvelle grève le 24 juillet, pour protester contre les décisions prises par le gouvernement le 2 juillet dernier. Les syndicats réaffirment leur « hostilité absolue » à la politique de démantèlement des bibliothèques.

Un forum aura lieu le 24 juillet dans la cour de la Bibliothèque nationale, où le personnel en grève expliquera le sens de son action.

L'ÉLIXIR D'AMOUR », de Donizetti, à Aix

nant le contrepied de ses cesseurs, M. Bernard Lefort, eur artistique du Festival au lieu de tabler sur un loire et sur la renommée des acles donnés les années pré- tes, compte sur l'attrait nouveauté renouvelée. , à côté de l'unique reprise harmant spectacle Mozart- lèse, sur la place des Quatre- hins, avec Jean Le Poulain, ntait-il, vendredi soir, son ème spectacle original de la n avec l'Elixir d'amour, *de zetti. Le succès du Festival, année, paraît lui donner n.*

Michel Guy, secrétaire t à la culture, assistait avec Gaston Defferre, maire de eille — qui n'était pas venu is longtemps au Théâtre de hevêché, — à cette amusante ésentation, dominée par un iel Bacquier éblouissant, le rôle du docteur charlatan amara, qui semble taillé à sa ure. Il recevra d'ailleurs le uillet la « Cigale d'or » du ival, dont il a été depuis ze ans l'une des figures mar- tes, tour à tour Don Gio- ni, Alfonso, Falstaff, ou Go-

Elixir d'amour *n'est plus guère u en France, où seuls, de loin loin,* Lucie de Lammermoor Don Pasquale *maintiennent à iche le nom de Donizetti ui-ci vaut mieux cependant sa réputation un peu fade. la musique est légère, alerte, rficielle certes, mais sa volu- é a du charme et intègre les itures obligées du bel canto à l'action avec une aisance toute rossinienne, tandis que ses grands airs, un peu alambiqués, ne seraient pas indignes de Verdi. Et les livrets qu'utilise Donizetti ont le mérite d'une naïveté quasi-folklorique, rafraîchissante à côté des pâleuses histoires d'amour princières et de terribles confusions de l'opéra romantique.*

Celui de l'Elixir d'amour *est digne des images d'Epinal : un jeune laboureur, Nemorino, se meurt d'amour pour une riche fermière qui se moque de lui et flirte avec tous les garçons, surtout le sergent de la garnison qui cantonne au village. Un charlatan vient proposer sa fiole miracle, qui guérit toutes les maladies, rajeunit les vieilles gens et détruit les taupes. Il offre au jeune homme un élexir d'amour qui n'est autre qu'une bouteille de bordeaux. La dose ne suffisant pas, Nemorino se fait soldat pour en acheter une autre. Comme on apprend qu'il vient d'hériter d'un oncle millionnaire, toutes les femmes courent après lui : la fermière elle-même, secrètement amoureuse, touchée qu'il ait aliéné sa liberté à cause d'elle, tombe dans ses bras. Et vive l'élixir d'amour du puissant docteur Dulcamara !*

Werner Duggelin, directeur du théâtre de Bâle a, bien entendu, entrelardé cette comédie sommaire de mille saynètes de son invention. C'est l'usage, mais il a un peu abusé de cet élixir, et le spectacle tire sur l'opérette de gros calibre, à la manière de l'Auberge du cheval blanc, *avec une profusion de costumes pseudo-folkloriques de Jörg Zimmermann, assez criards. Rien n'est difficile comme de garder dans la fantaisie une rigueur d'épure, ainsi que Zeffirelli l'avait si bien réussi avec* la Fille du régiment.

A Aix, dans ce décor géométrique de bois blanc, véritable atelier de menuiserie sur un fond de montagne à la Peynet, trop de gens gesticulent, trop de jeux de scène adventistes surchargent la musique, et les chœurs généreux de l'Opéra du Rhin ont été suffisamment stylés et stylisés pour faire vivre cette fantaisie. Mais avec de vrais acteurs — que ce soit le baryton Timothy Nolen, en savoureux sergent Belcore, à la voix profonde et narquoise, ou surtout Gabriel Bacquier — les péripéties les plus folles trouvent leur justification : il faut voir Dulcamara prodiguant ses conseils à Nemorino, tout en courant à travers les escaliers, pour coucher avec une paysanne, intervenant, disparaissant, rentrant en un ballet réglé par la musique avec une précision de vaudeville ; il faut voir Bacquier — avec cet exceptionnel abattage et cette voix de miel et de tonnerre qui fait jaillir le chant de la langue italienne — qui remplit la scène de sa présence, aussi bien dans l'air le plus débridé, qu'immobile, endormi au pied d'un marbre pendant le fameux « una furtiva lacrima » de Nemorino.

Moins brillant comédien, le ténor hongrois Gyula Littai a une très belle voix, souple et brillante, pleine de « sospiri » et de « palpiti » qui se marient très joliment à celle de l'altière Janet Perry, charmante personne au timbre prenant, qui devrait s'épanouir au-delà de ce rôle de demi-caractère. Armin Jordan dirige la représentation et l'orchestre philharmonique de Strasbourg avec plus d'efficacité que de subtilité.

***

— Parmi les interprètes du *Carnaval de Venise*, le contre-ténor Bruce Brewer méritait une mention spéciale avec cette voix étrange et captivante, admirable Orphée dans la ligne de Monteverdi.

— Signalons également l'hommage rendu par le Festival à son fondateur, Roger Bigonnet, disparu il y a quelques mois : c'est à lui que l'on doit tant de merveilleuses soirées depuis près de trente ans dans ce lieu unique.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : les 22, 26 et 31 juillet, à 21 heures.

CARNET

Naissances

— Jean et Monique Boissonnas, et leur fils Rémi, ont la joie d'annoncer la naissance de
Sophie,
à Chamonix, le 12 juillet 1975.
74, rue du Colombier,
45000 Orléans.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès du
docteur Paul SENE,
ancien interne des hôpitaux de Paris, ex-chef de clinique de la Faculté de médecine de Paris, médecin-assistant au C.H.R. de Brest,
rappelé à Dieu avec les sacrements, le 12 juillet 1975, à l'âge de quarante-six ans, en son domicile.
Le service religieux a été célébré en l'église de Kerbonne, à Brest, le mardi 15 juillet.
De la part de
Mme Paul Bene, née Nicole Pret, son épouse,
M et Mme Dominique Tollu, ses enfants, et Valérie,
Eric et Bruno, ses fils,
Mme Marius Bene, sa mère,
Les familles Bene, Vijon, Pret, Hudina, Bourron, Vignier, Gardes, Cheminal et Tollu.
47, rue Béranger,
29200 Brest
5, rue René-Rœckel,
92340 Bourg-la-Reine.

— Mme Jacques R. Boudeville, son épouse,
Mme Raoul Boudeville, sa mère,
Mme et M. John Farrand, sa sœur et son beau-frère,
Christophe, Antoinette et Laure Farrand, son neveu et ses nièces,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques R. BOUDEVILLE,
professeur des sciences économiques à l'université de Paris-I, secrétaire général de l'Association de science régionale de langue française,
et prient leurs amis de s'unir à eux dans la prière en leur communiquant que l'ensevelissement aura lieu le lundi 21 juillet 1975, à 10 heures, à l'église paroissiale du Chable, 1934 Suisse.
Chalet Hyalis,
1936 Verbier (Suisse).

— M. et Mme Jean-Louis Morgenstern et leurs fils,
Le comte Edouard de Cabarrus,
M et Mme Michel Jambon,
Le comte Manuel de Cabarrus,
Mr. et Mrs. Laurence W. Ludwig,
Mme Dardel,
M. et Mme René A. Dardel, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean-Baptiste Dardel et leurs fils,
M. Jean de Beaumont, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Le docteur et Mme Louis Dardel, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Legrand,
Mme Jacques de Beaumont,
Le R.P. Adalbert Hamman, O.F.M.,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère, fille, sœur, tante, nièce, cousine et amie, la
comtesse F. de CABARRUS,
née Jacqueline Dardel,
administrateur de la chambre de commerce française en Suède,
survenu, munie des sacrements de l'Eglise, le 17 juillet 1975, dans sa cinquante-sixième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église paroissiale de Saint-Germain-en-Laye, place du Château, le mardi 22 juillet 1975, à 9 heures.
L'inhumation aura lieu au cimetière de La Neuville-Garnier (Oise), vers 11 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
18, rue de Lorraine,
Saint-Germain-en-Laye.
40 40, rue Ernest-Fortier,
Cap-Rouge, province du Québec (Canada).
28, avenue Hoche,
75016 Paris
37, rue du Four,
75006 Paris.
3, rue Castillon,
33110 Le Bouscat.
12, avenue Matignon,
75008 Paris.

— Limoges.
M. et Mme René Lamigeon et leurs enfants,
M. et Mme Roland Serror et leurs enfants
ont la douleur de faire part du décès de
Mme COULAUD-LAMIGEON,
survenu dans sa quatre-vingt-septième année
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le jeudi 17 juillet 1975, en l'église Saint-Joseph.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Puy-de-Mont,
87700 Aixe-sur-Vienne.
87, rue de Monceau,
75008 Paris

— Nous apprenons la mort de
Georges FARGUES,
rédacteur en chef de la revue « Afrique contemporaine ».
[Né le 22 mars 1915 à Mas-Cabardès (Aude), Georges Fargues, après des études littéraires à Paris, devait entrer, dès 1941, dans la Résistance. Entré à la Documentation française, il était, depuis 1962, chargé de l'Afrique anglophone, de l'ancienne Afrique belge et de l'ancienne Afrique portugaise au CEDAOM (Centre d'études et de documentation sur l'Afrique et l'outre-mer).
Il était, depuis avril 1947, rédacteur en chef de la revue « Afrique contemporaine ».]

— Le directeur et le personnel du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Rouen font part du décès de
M. Jean LE PORT,
docteur ès sciences économiques et diplômé d'études supérieures de droit public,
intendant principal du CROUS, président de l'Association d'entraide du personnel du CROUS,
officier des Palmes académiques.
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 21 juillet 1975, à 16 heures, en l'église d'Houppeville (Seine-Maritime).
CROUS, 3, rue d'Herbouville,
76042 Rouen Cedex.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Marie-Thérèse NOINSKI,
survenu le lundi 14 juillet en son domicile, 1, rue Gambetta, Mont-de-Marsan (Landes).
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 17 juillet en l'église de la Madeleine, et l'inhumation à Brocas-les-Forges, dans la plus stricte intimité.
De la part de son fils André Noinski, et de toute la famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean-Antoine POURTIER,
chevalier de la Légion d'honneur, maire de Saint-Amant-Roche-Savine, ancien député et conseiller général, rédacteur en chef honoraire de « la Montagne ».
Les obsèques ont eu lieu le 15 juillet à Saint-Amant-Roche-Savine (Puy-de-Dôme).
De la part de Mme Alice Pourtier, son épouse, et de toute la famille.
(Une notice nécrologique a paru dans le Monde *du 15 juillet.)*

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Léa ROMAN,
née Steinberg,
artiste peintre.
De la part de
Stéphane Roman,
Danielle Roman,
Saül Steinberg.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Bagneux-Parisien.
Cet avis tient lieu de faire-part.
B.P 216 Grand-Bassam R.C.I.
7 bis, impasse Benoît-Guichon,
94230 Cachan
O.B. 740 Amagansett.
11 930 New-York.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de
M. Ladislas FISCHER,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir

Visites et conférences

LUNDI 21 JUILLET

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., métro Sully-Morland, Mme Bacheller : « Le Marais autour de l'hôtel de la Brinvilliers ». — 15 h., devant Saint-Etienne-du-Mont, Mme Lemarchand : « Vieilles rues de la Montagne-Sainte-Geneviève » — 15 h., grille côté Seine, Mme Thibaut : « L'hôtel royal des Invalides ». — 15 h., 6, place Paul-Painlevé, Mme Zujovic : « Hôtel de Cluny ».
11 h., Orangerie : « Exposition Corot » (Association française des arts). — 15 h., 2, rue de Sévigné : « Les plus beaux hôtels du Marais. Ses rénovations » (A travers Paris).

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

A EGREVILLE, EN SEINE-ET-MARNE

La porcherie va s'agrandir, des conseillers municipaux démissionnent

Sept des onze conseillers municipaux d'Egreville (Seine-et-Marne) ont démissionné, le 18 juillet, pour protester contre un arrêté préfectoral autorisant l'extension d'une porcherie industrielle. Les élus craignent que l'unique puits de la commune soit définitivement pollué par le purin, comme cela s'est déjà produit. Voici un nouvel exemple des atteintes portées à l'environnement par des élevages trop importants pour être inoffensifs et trop petits pour payer le prix de la propreté.

La petite salle du conseil municipal d'Egreville est pleine à craquer. La porcherie du « Point du jour » inquiète depuis six ans les habitants de ce bourg de mille deux cent douze habitants et tout le monde sait que le préfet vient de l'autoriser à s'agrandir « *C'est la révolution dans le pays.* » Révolution paisible dont on attend qu'elle s'exprime, ce soir, en assemblée municipale.

M. Robert Lambert, le maire, fait d'abord l'historique de la querelle. La société André Senoble, qui élève plusieurs milliers de porcs à Jouy (Yonne), a ouvert, en 1969, sans autorisation, une porcherie de deux cents têtes à Egreville. Cet établissement se trouve situé à 700 mètres du puits alimentant en eau potable la commune. En octobre de la même année, des prélèvement attestent que cette eau présente « *des indices certains de contamination d'origine fécale nécessitant sa stérilisation avant distribution* ». Il est évident pour les spécialistes, que les effluents de la porcherie se sont infiltrés dans un sous-sol calcaire très fissuré et qu'ils ont atteint la nappe souterraine.

En 1970, M. Senoble demande l'autorisation d'exploiter une porcherie de six cents animaux. Le directeur de la station agronomique de Seine-et-Marne, chargé du contrôle des eaux du département, écrit à ce sujet au préfet : « *Cette porcherie ne peut pas recevoir un avis favorable, car elle constituerait une source certaine et permanente de contamination.* »

De son côté, le commissaire-enquêteur chargé de l'enquête « commodo incommodo » note que « *s'il s'avérait que les garanties apportées ne donnent pas une sécurité totale tant en ce qui concerne la pollution du sol et des eaux qu'en ce qui concerne le voisinage, il y aurait lieu de refuser l'autorisation comme le demande la majorité des habitants* ». Le conseil départemental d'hygiène émet, lui, en 1971, un avis favorable à la condition qu'une station d'épuration soit construite permettant de traiter les effluents de dix mille porcs. M. Senoble refuse. Trop cher.

Après quatre ans d'opposition du conseil municipal, le préfet donne, le 3 juillet 1975, sur ordre du ministre de l'agriculture, un accord pour l'exploitation d'une porcherie de quatre cents têtes qui devra s'équiper d'une fosse à lisier de 500 000 litres et en répandre le contenu sur des terres agricoles situées à Bignon-Mirabeau (Loiret).

Le maire et la population ne sont pas convaincus. « *Ça ne suffira pas, d'autant qu'on n'est jamais à l'abri de fissures ou d'un orage.* » M. Lambert, ajoute : « *Je ne suis pas opposé à une porcherie dans la commune, mais à cet endroit, c'est dangereux. Quand je pense qu'il y a quelques années on prenait la peine de verser tous les jours trois berlingots d'eau de Javel dans le château d'eau ! Après l'arrêté du préfet, nous n'avons plus les moyens de vous garantir contre une éventuelle contamination et je ne veux pas être celui à qui vous reprocherez cette négligence. Aussi vais-je envoyer au préfet ma démission. Je dis aux Egrevillois : « Défendez votre eau puisque je ne peux plus rien faire. »* Six autres conseillers décident de suivre son exemple.

Au cours des négociations qui ne vont pas manquer de s'ouvrir, on se souviendra sans doute qu'il existe un Conseil supérieur de l'hygiène, un ministère de la qualité de la vie et une agence financière de bassin qui ont sûrement des avis et peut-être quelques subventions à donner pour la construction d'une station d'épuration. Car les choses peuvent difficilement rester en l'état, comme le dit M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, qui vient d'entretenir le premier ministre de l'affaire : « *Le divorce est trop grand*, déclare-t-il, *entre la sensibilité populaire et les procédures administratives qui permettent de construire une porcherie au-dessus d'une source.* »

ALAIN FAUJAS.

PAS DE MOTEURS LE DIMANCHE EN SUISSE ?

(De notre correspondant.)

Berne. — Les Suisses accepteront-ils d'abandonner leurs automobiles au profit de la marche à pied douze dimanches par an ? Les promoteurs d'une motion populaire qui vient d'être déposée à la chancellerie fédérale, avec cent dix-sept mille signatures à l'appui, l'espèrent. Grâce à une révision constitutionnelle, les signataires demandent que « le deuxième dimanche de chaque mois toute circulation privée utilisant un moteur soit interdite sur terre, sur l'eau et dans les airs, sur tout le territoire helvétique ».

Soutenus par les milieux écologistes, les auteurs de l'initiative font notamment valoir que « douze dimanches sans véhicules à moteur permettraient d'apprécier une fois par mois le calme et un air plus pur, même en restant chez soi ». Ils ont d'ailleurs eux-mêmes donné l'exemple en transportant les listes de signataires au palais fédéral, à Berne, au moyen d'un char à bancs tiré par une robuste jument brune décorée de guirlandes de fleurs. — J.-C. B.

LES NEUF VONT ÉTUDIER UN PROGRAMME EUROPÉEN DE RÉDUCTION DES « BOUES ROUGES »

Bruxelles (A.F.P.). — La Commission de la C.E.E. a proposé le vendredi 18 juillet une série de mesures uniformes dans les neuf pays du Marché commun pour réduire et supprimer progressivement la pollution de la mer provoquée par les « boues rouges » (bioxyde de titane). La directive proposée au conseil des ministres des Neuf prévoit trois catégories de dispositions :

— Les établissements industriels devront obtenir les autorités compétentes de l'État sur lequel ils sont implantés une autorisation préalable de déversement ;

— Le lieu d'immersion des « boues rouges » sera soumis à un contrôle écologique pour la faune marine et l'espèce humaine ;

— Un plan de réduction des pollutions et des nuisances devrait être mis en place. Il prévoit un calendrier de réduction allant de 30 % en 1978 à 95 % en 1985 pour les établissements industriels anciens et de 70 % en 1978 à 95 % en 1985 pour les usines neuves.

CORRESPONDANCE

A propos du rapport annuel de la Cour des comptes

LE MAIRE DE MARSEILLE ET LES ABRIBUS

M. Gaston Defferre, maire de Marseille, nous adresse la lettre suivante :

J'ai relevé dans *le Monde* du 3 juillet, à propos du rapport annuel de la Cour des comptes, la correspondance que vous a adressée M. Jean-Claude Decaux, président-directeur général de « Publicité Abribus », correspondance dans laquelle il met en cause la ville de Marseille.

J'ai refusé de signer une convention avec M. Jean-Claude Decaux pour l'installation d'un certain nombre d'abribus qui auraient été équipés d'un téléphone public.

J'ai refusé ce projet, car il me paraissait anormal que M. Jean-Claude Decaux dispose d'un grand nombre de lignes téléphoniques, alors que notre pays souffre actuellement d'un sous-équipement total dans ce domaine. Comment l'administration des P.T.T. pouvait-elle accorder à la firme « Publicité Abribus » ce qu'elle se voyait contrainte de refuser à des centaines de milliers de particuliers ? J'avoue que je me pose toujours la question... La Cour des comptes aussi.

URBANISME

SELON L'« INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE »

La nouvelle architecture à Paris est « la pire du monde »

*L'*International Herald Tribune *publie dans son numéro daté 29-20 juillet un article de Paul Goldberger, critique d'architecture du* New York Times, *sur l'urbanisme à Paris. Son jugement est définitif : la nouvelle architecture telle qu'elle est illustrée par les immeubles récemment construits à Paris est* « la pire du monde ». *Ce jugement sans nuances est intéressant à relever au moment où s'instaure un vaste débat sur la réforme de l'architecture préparé par le gouvernement.*

Paul Godberger, après avoir critiqué les réalisations comme celles de Maine-Montparnasse, de la Défense, du Front de Seine ou, en grande banlieue, les villes nouvelles, pose la question et essaie d'y répondre : « *Pourquoi la situation est-elle si mauvaise ?* »

« A Paris comme à New-York, écrit-il, l'architecture est largement contrôlée par les promoteurs. Pris dans l'emballement économique des années 60, le gouvernement a imposé très peu de restrictions aux projets immobiliers. Les promoteurs, pour reprendre les termes d'un commentateur qui comparait les plans d'urbanisme de la capitale à un restaurant self-service, furent invités à se servir eux-mêmes. Une telle situation conduit rarement à une bonne qualité architecturale.

» Les Etats-Unis rencontrent les mêmes difficultés, mais la qualité moyenne de l'architecture moderne est encore plus basse en France. Cela peut s'expliquer par l'attitude de la bureaucratie française qui paraît décourager toute tentative d'innovation architecturale lorsque celle-ci ne rentre pas dans les canons étroits du code de l'urbanisme. Une raison plus profonde peut être trouvée aussi dans la mainmise traditionnelle de l'académie des beaux-arts sur l'éducation architecturale depuis le début du siècle.

FAITS ET PROJETS

Environnement

● LA MONTEDISON ACCUSÉE DE POLLUTION. — La société Montedison est à nouveau accusée de pollution des eaux par la magistrature italienne, après la fameuse affaire des « boues rouges ». Une enquête a été officiellement ouverte jeudi 17 juillet au sujet de « déversements de solutions à base de plomb et de mercure dans deux rivières » de la région d'Aquila, dans le centre de l'Italie. — *(A.F.P.)*

● LE PORT DE DEAUVILLE BLOQUÉ PAR LES PÊCHEURS. — Les ports de Deauville et de Trouville sont bloqués depuis ce samedi matin 19 juillet par plusieurs dizaines de barques de pêche venues de différents ports du Calvados. Les marins-pêcheurs entendent ainsi protester contre la pollution sans cesse croissante, selon eux, de l'estuaire de la Seine. Les marins-pêcheurs veulent mettre obstacle à la sortie des concurrents français et étrangers d'une course de voiliers.

Paris

● POS : EXPOSITION PROLONGÉE. — L'exposition sur le plan d'occupation des sols, qui se déroule depuis le 24 avril, de 9 heures à 18 heures, au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, est prolongée durant les mois de juillet et d'août. Cette exposition ne constitue pas une étape réglementaire dans l'approbation du POS, mais une pré-information des Parisiens.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

POUR RÉDUIRE LES STOCKS

La Commission européenne veut relancer la consommation des produits laitiers

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La surproduction de vin et de produits laitiers est d'autant plus préoccupante qu'elle tend à devenir chronique pour la C.E.E.

Lundi et mardi prochains, les ministres de l'agriculture, réunis à Bruxelles, s'efforceront de remédier aux causes profondes de la crise viticole. Les chances de les voir parvenir à un accord substantiel sont limitées car les propositions présentées par la Commission, dont le principal objectif est de pénaliser les trop forts rendements, sont soutenues par la France, mais ardemment combattues par l'Italie. Les ministres auront également un échange de vues sur une série de mesures d'urgence que vient de leur soumettre M. Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, afin de partiellement résorber les excédents laitiers.

Les stocks de poudre de lait écrémé détenus dans la C.E.E. s'élèvent à 700 000 tonnes et pourraient atteindre 900 000 tonnes à la fin de l'hiver 1976 si rien n'était fait pour enrayer leur progression. Pour que les stocks n'excèdent pas 500 000 tonnes à cette date, la Commission souhaite surtout encourager par une « *augmentation considérable des aides* » l'utilisation directe du lait écrémé liquide — le petit lait — par les exploitants pour l'alimentation de leur bétail. Un tel usage a diminué de 20 % par rapport à 1974, car les exploitants préfèrent faire appel au soja ou à d'autres produits de substitution qui sont moins chers. M. Lardinois propose encore d'accroître substantiellement les livraisons de poudre de lait effectuées au tiers-monde au titre de l'aide alimentaire et de relever la subvention accordée par la C.E.E. aux laiteries pour stocker la poudre excédentaire.

En ce qui concerne le beurre, la Commission propose d'amplifier la politique de vente à prix réduit engagée depuis plus d'un an en faveur des catégories les plus défavorisées de la population. C'est ainsi que les bénéficiaires d'une assistance sociale pourraient se voir accorder une aide pour acheter à bas prix 750 grammes de beurre par mois au lieu de 500 grammes. — Ph. L.

● MANIFESTATIONS PAYSANNES. — Le Comité d'action des vignerons du Midi a décidé d'organiser une manifestation le 31 juillet « *pour sensibiliser l'opinion publique et faire pression sur les pouvoirs publics* », dans une conjoncture difficile pour la viticulture méridionale. Cette manifestation ne devrait pas consister en des barrages de routes. Vendredi 18 juillet des commandos de vignerons ont « contrôlé » les camions-citernes transportant du vin dans la région de Béziers. Une centaine d'hectolitres ont été répandus sur la chaussée.

En Bretagne, quelques centaines d'aviculteurs ont manifesté vendredi 18 juillet, devant la préfecture d'Ille-et-Vilaine et à Saint-Brieuc, pour appuyer une délégation de producteurs qui était reçue à l'hôtel Matignon. Au cours de cette rencontre, un conseiller du premier ministre a annoncé que la France allait, pour relancer le marché, livrer dix millions d'œufs à la Tunisie et qu'une campagne d'information commençait pour encourager la consommation nationale.

AFFAIRES

LA ROTHSCHILD INTERCONTINENTAL BANK SERAIT RACHETÉE PAR L'AMERICAN EXPRESS

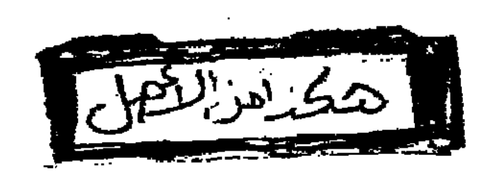
Amex International, filiale du groupe American Express Company, rachèterait, selon le *Financial Times*, la Rothschild Intercontinental Bank de Londres. Cette dernière, un des tout premiers consortiums bancaires, fut créée — en 1967 — pour opérer sur l'euromarché. Son capital était, pour l'essentiel, réparti entre des sociétés du groupe Rothschild (43,9 %), trois banques américaines (11,6 %) et la Banque industrielle du Japon (11,6 %).

Amex International a été fondée à Londres en 1973 par l'American Express Company.

● DES PRETS PRIVILEGIES seront accordés par les banques populaires aux artisans. Le groupe des banques populaires annonce qu'elle mettra à la disposition des entreprises artisanales une dotation spéciale de 200 millions de francs, prélevée sur le produit de l'emprunt national pour l'investissement et l'emploi. Cette opération avait été prévue dans le cadre des mesures de relance des investissements récemment annoncées par les pouvoirs publics (*le Monde* du 17 mars 1975).

Ces prêts, d'une durée de quinze ans, avec un taux réduit de 8,5 % pendant les cinq premières années, sont destinés à financer les investissements liés à l'activité technique de l'entreprise, qui ont pour but soit d'augmenter sa capacité de production, soit son personnel.

● LA PRODUCTION ITALIENNE D'AUTOMOBILES a baissé de 30,2 % au cours du premier semestre par rapport à la période correspondante de 1974. Les constructeurs italiens ont produit au total 697 390 véhicules, dont 642 279 voitures de tourisme (— 30,6 %) et 55 111 véhicules utilitaires (— 25,5 %).



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Libres opinions —

RÉFORME DE L'ENTREPRISE

jeunir l'organisation pour décentraliser

par BRUNO LUSSATO (*)

ENTREPRISE ne peut être un lieu où l'unanimité serait spontanément acquise. L'existence de conflits appartient à sa nature même, et cela presque indépendamment du régime politique et mique ; tout au moins tant qu'une certaine autonomie lui est dans son organisation et son comportement.

rapport du comité présidé par M. Pierre Sudreau est sans l'un des documents de source officielle les plus complets qui été écrits sur les problèmes internes de l'entreprise. Il a aussi rite d'éviter le pathos généralement associé à ce genre d'exer- et d'envisager les questions posées avec réalisme et lucidité, : à partir d'une analyse des tensions existant dans l'entreprise comité Sudreau a dégagé ses propositions.

squelles propositions sont autant d'atténuateurs de tensions procédures de résolution des conflits. Toutes ne sont pas dant de même nature et n'appellent pas les mêmes prolonge- opérationnels. Une large part des mesures préconisées, celles ment qui relèvent de la constitution juridique de l'entreprise, iennent à l'activité législative ou réglementaire des pouvoirs s. Les autres, celles qui sont du domaine du fonctionnement ou opérationnel, restent à la discrétion des membres de l'en- e. Il est un moment où la règle juridique trouve sa limite et où tive revient aux hommes engagés directement dans le fonction- t de la firme. C'est le domaine par excellence de l'organisation.

ur ce point, les recommandations du rapport Sudreau sont ins- , pour l'essentiel, par la volonté de restaurer au sein de l'entre- une certaine liberté d'action individuelle et une diffusion aussi que possible des responsabilités ; en d'autres termes, de favoriser veloppement de la décentralisation. Or qui connaît de près le onnement des entreprises sait combien cette décentralisation guère immédiate. Elle exige, au niveau conceptuel, une vision de sa nature et de ses échanges. Car elle a des implications ologiques qui lui sont propres.

hacun sait, ou croit savoir, quels sont les principes élémentaires véritable décentralisation. Elle passe par l'explication des fina- ondamentales de l'entreprise, préalable à toute action de syn- ou d'information ; par l'adaptation des moyens aux objectifs objectifs aux finalités ; par le découpage de l'organisation en es et en cellules autonomes dont les finalités, les objectifs et stème d'information sont à leur tour définis ; par la mise en d'indicateurs significatifs aux différents niveaux de respon- té. Mais ce qui est moins bien perçu, de façon générale, c'est ces éléments ne sont en réalité que les différents aspects d'un delage radical du système d'information de l'organisme à traliser.

'expérience montre que les tentatives de décentralisation, lors- les sont sincères, échouent généralement devant la difficulté éfinir exactement l'information nécessaire aux différentes cellules base, celle qu'elles doivent générer à destination des échelons rieurs, celle que ceux-ci doivent leur donner en retour. Il est ant de constater que, dans bien des cas, les efforts de décen- ation n'aboutissent qu'à une bureaucratisation encore plus grande.

Une conception dépassée de l'organisation

ette difficulté, qui paraît fondamentale, tient au fait que la e même de l'information et de ses flux au sein des organisations ncore mal connue et peu conceptualisée, à l'exception peut-être nformation parfaitement formalisée et susceptible d'un traitement natisé. Cela fait de chaque expérience de décentralisation réussie s particulier dont les leçons sont difficilement transmissibles. Si ation à la décentralisation faite par le rapport Sudreau doit être au sérieux, il appartient aux pouvoirs publics de favoriser un d'enseignement et de recherche en liaison étroite avec les prises dans les domaines les plus récents de l'organisation, fs à l'architecture et à la mise en place des structures décen- ées. Il est étonnant et regrettable que les rédacteurs du rapport eau n'aient guère envisagé l'organisation, en tant que discipline, sous son aspect le plus ancien, celui du taylorisme, largement ssé depuis un demi-siècle. Cela est l'indice d'une ignorance eureusement très répandue.

Au-delà de cet aspect conceptuel, il existe un aspect techno- ue de la décentralisation. Le développement foudroyant de l'infor- que depuis la seconde guerre mondiale a profondément modifié nctionnement et l'organisation des entreprises. D'une part, les flux ormations formalisées ont crû dans des proportions considérables, ême de façon démesurée. L'invasion des *listings* est étonnante qui a connu de près l'évolution des entreprises au cours des dernières décennies. Les responsables à tous les échelons ont à face à un déluge de données indifférenciées et qui empêchent biens des cas la prise de décision qui suppose une perception e des situations. D'autre part, la technologie de l'informatique nsidérablement pesé sur l'organisation des entreprises. Le dimen- nement des ordinateurs, orienté vers des unités relativement ortantes pour des raisons d'ordre économique, a poussé à la à l'inflation des données aux niveaux les plus élevés et à une ralisation inévitable de l'information, qui ne peut être que raire à la décentralisation des structures de l'entreprise.

Par chance, la technologie de l'informatique connaît à l'heure elle une mutation profonde. Le développement de la micro- rmatique favorise l'apparition d'ordinateurs de capacité relati- ent appréciable pour une dimension et un coût relativement les. De surcroît, cette évolution s'accompagne d'une banalisation équipements, aisément maniables désormais par des non- cialistes. La possibilité d'une informatique répartie dans l'entre- e, par opposition aux systèmes actuels, est une réalité qui devrait oriser la mise en place de structures décentralisées. En d'autres nes, il existe, au moins au niveau des systèmes d'information, technologie favorable à la décentralisation.

Là encore, les pouvoirs publics peuvent assumer un rôle d'impul- n essentiel. En ce domaine, un choix de politique industrielle est, s aucun doute, à exercer. La France tente de mettre sur pied une ustrie de l'informatique de caractère national. Pour des raisons ndépendance, cette industrie a été orientée jusqu'à présent vers construction de gros et de moyens ordinateurs. La micro- rmatique constitue un champ nouveau à exploiter. L'impératif ndépendance n'est pas moins important en ce domaine, à une éance de deux ou trois années. D'autre part, les aspects organi- ionnels qui accompagnent la micro-informatique ne sont pas, on nt de le voir, négligeables.

Or nous disposons d'atouts importants. Il existe en France des nes de caractère national sur lesquelles prendre appui. D'autre t, les importations de technologie, en provenance des États- is notamment, sont encore possibles à un coût relativement deste. La micro-informatique se développe dans de petites firmes, l'égard desquelles les possibilités de négociation et de transferts ctifs sont, assurément, beaucoup plus grandes que du côté des nds constructeurs, fermement installés sur le marché et dont ntérêt à court terme est dans l'amortissement des équipements istants. Nous disposons là d'un créneau, mais qui sera bouché ant longtemps si rien n'est entrepris.

Ainsi, si l'aspect organisationnel de la réforme de l'entreprise entre pas dans les possibilités immédiates de l'action des pouvoirs blics, ils peuvent avoir un rôle d'impulsion fondamental. Ce rôle ut être joué au niveau du développement des techniques d'orga- sation et à celui de ce que l'on pourrait appeler la technologie de décentralisation. N'oublions pas non plus la vertu de l'exemple : secteur des entreprises publiques est vaste, et il peut constituer champ d'expérimentation raisonnée.

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

LE NOUVEAU MONDE DU CHOMAGE

II. — Les «prêts à tout»

Le monde du chômage, en cet été 1975, devient de plus en plus hétérogène. Aux demandeurs d'emploi sous conditions, aux chômeurs réputés exigeants, aux fraudeurs aussi (« le Monde » du 19 juillet), s'ajoute la foule plus tragique des travailleurs prêts à accepter n'importe quoi pour gagner leur vie, des négligents, des désabusés. Une troupe si nombreuse, au total, que l'on se demande si les finances des caisses-chômage suffiront à couvrir ses besoins immédiats.

« Mais c'est illégal ! »

Le directeur de l'Agence pour l'emploi de Versailles s'étonne et met en garde le chômeur. Qu'importe ! M. J. L., cinquante-deux ans, cadre bancaire licencié en octobre, a décidé d'accepter un travail de trois mois à l'essai, sans rémunération et sans couverture sociale. *« J'ai cherché de tous côtés, sans résultat. Du côté des banques, refus. J'ai l'impression qu'il existe un réseau de renseignements tel que les directions concurrentes sont au courant de mon passé professionnel. J'ai rédigé plus de soixante lettres, à la lecture des petites annonces ; trente-cinq sont restées sans réponses, vingt-cinq en ont reçu de négatives. »* Alors M. J. L. va essayer de faire du démarchage pour une société qui propose aux ménages de placer leur argent. *« Vous comprenez, cette firme doit me mettre au courant ; il y en a pour trois mois. Je ne recevrai rien. Mais si ça marche j'aurai un contrat de mandataire et toucherai des commissions. »*

Le directeur de l'Agence renouvelle les mises en garde. En vain. Le cadre chômeur sait que, dans trois mois, il aura épuisé tous ses droits à indemnisation. Il faut tenter le tout pour le tout.

par JEAN-PIERRE DUMONT

Ouvriers, employés ou cadres, nombreux sont les chômeurs de toutes catégories qui tentent l'impossible pour trouver du travail au mépris parfois de la législation. Certains acceptent même un déclassement, mais il arrive que ce soit l'employeur qui refuse l'embauche. M. L. S., licencié en droit, chef comptable et père de famille nombreuse, est dans ce cas.

Il est en chômage depuis avril 1974. Au début il a dû cacher sa situation à sa femme, gravement malade. Avant de bénéficier de l'allocation supplémentaire de chômage, il a suivi un stage de perfectionnement de cinq mois. Enrichissant, certes : *« Cela nous donnait surtout du moral ; il y avait, à la fin, un stage en entreprise. »*. Et pourtant M. L. S. n'a pas trouvé d'emploi. S'il n'avait pas un courage extraordinaire et une foi solide, ce serait la catastrophe. *« La vie devient impossible. Les amis, les parents ne comprennent pas ; pour eux, être encore en chômage depuis plus d'un an, cela veut dire qu'on ne veut pas travailler. Selon eux, il n'y a qu'à regarder les petites annonces... J'ai pourtant envoyé plus de deux cents curriculum vitae. Je n'ai eu que vingt réponses. Il y a vraiment des annonces « bidon », ou alors je ne comprends pas. Il y avait aussi des réponses positives : quatre ; j'ai passé des tests, souvent positifs. Mais au dernier moment, ça s'écroule. Alors j'ai tout essayé. Comptable deuxième échelon ? L'employeur refuse. Magasinier ? La direction a dit non. Comme j'ai un permis de poids lourd, je me suis présenté comme chauffeur, refus encore. »*

Aujourd'hui M. L. S. a fondé avec d'autres cadres en chômage (polytechniciens, diplômés d'écoles supérieures de commerce) une association : ses membres vont dans les entreprises en difficulté et proposent des plans de redressement. Gratuitement. Si le dossier est retenu, ils sont rémunérés. Pour le moment, ils ont traité quatre affaires mais ils ont passé des dizaines d'heures pour rien.

Erreurs et négligences

Ce ne sont que des exemples, qui montrent que la plupart des chômeurs n'attendent pas dans un fauteuil les offres d'emploi. Certains multiplient, il est vrai, les erreurs et les négligences. M. A.D., par exemple, qui était emballeur dans une parfumerie, pour 1 800 F par mois ; il a refusé de rester dans l'entreprise quand, venu le temps des difficultés, celle-ci a réduit son salaire à 1 400 F. Il a vingt-trois ans et deux enfants et pensait pouvoir trouver facilement un autre travail. Il a donc démissionné en novembre et depuis se trouve sans emploi ni indemnité.

Il a essayé de travailler ici et là, « au noir ». Le mois dernier, il lavait les carreaux pour le compte d'un artisan qui ne l'a pas payé. Maintenant, c'est le drame : il est revenu à l'Agence pour l'emploi, qu'il avait négligée. Il n'a toujours pas droit aux indemnités et n'est plus couvert par la Sécurité sociale. Les huissiers sont à ses trousses. Heureusement l'assistante sociale a réussi à faire payer par les Assedic ses cinq mois de loyer en retard...

La situation de M. R., cinquante et un ans, est aussi grave. Depuis qu'il a perdu sa femme, morte d'un cancer, et que ses enfants sont placés, il n'est plus le même homme. Cet O.S. qui, depuis l'âge de quatorze ans, a fait *« trente-huit métiers, trente-huit misères »*, a été licencié pour faute professionnelle. *« J'ai été malade pendant quinze jours. Un lundi, alors que je devais rentrer à l'usine, je ne me sentais pas dans mon élément : je suis encore resté chez moi trois jours et, lors de mon retour à l'atelier, le patron m'a dit que j'étais licencié »* Depuis deux mois il n'a presque plus un sou, car il n'a pas droit aux allocations de chômage. Et l'huissier est venu car il n'a pas payé son loyer : *« Je n'ai plus un calepin. J'ai un fils qui va se marier, je ne pourrai pas lui faire de cadeau. »*

On lui a proposé un gardiennage de nuit, mais M. R. n'en veut pas : *« Dans une H.L.M. il est impossible de dormir le jour. »* Le prospecteur placier vient de lui offrir un poste d'O.S. d'entretien. *« Oui, je vais y aller. »*

— « *Directement* », insiste l'agent pour l'emploi, qui craint le détour au café du coin.

Qui arrivera à conseiller ce chômeur en train de glisser sur la mauvaise pente ? Tant que la crise économique privera le pays d'un aussi grand nombre d'emplois, qui épaulera tous les autres qui sont « *au bout du rouleau* » ? Ceux qui, interrogés par le journaliste, refusent de répondre ? « *Non* », soupire cette femme avec un pauvre sourire. « *C'est pas la peine, ma situation n'est vraiment pas très bonne* », réplique cet ouvrier. Et que dire devant l'étonnement de ce jeune analyste programmeur qui, après un an de chômage, a dû vendre sa voiture et « *ne comprend plus* », car, dit-il timidement, « *j'ai l'impression d'avoir tout essayé* ». Drame aussi que le cas de cet étranger, obligé de vendre ses vêtements, car il ne reçoit au titre de l'allocation-chômage que 300 F par mois.

Cette veuve de médecin qui s'est embauchée comme employée de bureau et, aujourd'hui licenciée, ne trouve rien, reste calme. Mais cette jeune fille handicapée de seize ans et demi qui vient, après quinze jours de travail dans une cantine, d'être licenciée est, elle, apathique. La colère de cet employé des halles, en chômage depuis un an, qui se dit « *victime des communistes parce qu'il a défilé, en 68, sur les Champs-Elysées* », est en train de se transformer en psychose.

Face à ces milliers de chômeurs désarçonnés le personnel des agences de l'emploi se sent bien démuni. Pour lui, comme pour les chômeurs, les mois de juillet et d'août s'annoncent désespérants : « *As-tu une offre pour un ajusteur ?* »

— « *Le stock est épuisé*, répond un prospecteur placier, *il faut attendre septembre.* »

— « *Je veux suivre un stage* », demande un jeune cadre autodidacte en chômage...

— « *Il faudra attendre octobre* », indique le conseiller en orientation qui, seul pour vingt-huit communes, accorde des rendez-vous avec un mois de délai.

— « *Je ne vois vraiment pas comment faire* », s'inquiète ce directeur départemental d'agence alerté par la préfecture parce que dans une ville de banlieue il n'y a qu'un prospecteur placier, et qu'on a dû, faute de personnel, renvoyer des chômeurs...

Parfois les nerfs craquent : l'autre jour un chômeur étranger a craché au visage d'un agent ; un cadre supérieur qui gagnait 10 000 F par mois s'est mis à donner des coups de pied dans la porte parce que l'agence fermait trop tôt. Demain, les Assedic pourront-elles encore indemniser les chômeurs ?

F' N

MÉTALLURGIE

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. REFUSENT LE PROJET D'ACCORD PATRONAL SUR LES CLASSIFICATIONS

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont annoncé qu'elles repoussaient la proposition patronale d'accord sur les classifications, faite par voie écrite aux différentes organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., F.O., C.F.T.C.). Cette proposition avait été faite par l'U.I.M.M. (Union des industries métallurgiques et minières), après le refus, le 3 mars dernier, de l'ensemble des organisations syndicales de la métallurgie de signer un texte sur le sujet.

La C.G.T. et la C.F.D.T. protestent *« contre la procédure inadmissible employée en période de vacances, autant dans la forme que sur le fond »*. Pour les deux fédérations, *« cette politique de négociation séparée n'a d'autre but que de remettre en cause ce qui a été acquis par les travailleurs de la métallurgie »*. Les fédérations F.O. et C.G.C., quant à elles, acceptant les discussions avec le patronat mais n'ont pas encore décidé si elles signeraient ou non le texte de l'U.I.M.M.

INDUSTRIE

LE GROUPE AGACHE-WILLOT REPREND DEUX ENTREPRISES TEXTILES EN DIFFICULTÉ

Le groupe Agache-Willot reprendra les sociétés Cyclone (second fabricant français d'imperméables masculins) et Couturier (entreprise de confection implantée en Normandie), annonce le ministère de l'industrie et de la recherche. La société Cyclone, qui emploie environ 950 salariés, dont 630 en Bretagne, a réal[isé] en 1974 un chiffre d'affaires de 52 millions de francs. Elle avait déposé son bilan en mars 1975 à la suite de graves difficultés financières (« le Monde » daté 13-14 juillet). Le 12 mai, elle avait été autorisée à poursuivre ses activités pendant deux mois sous la direction d'un administrateur provisoire et d'un syndic. Le 17 juillet, le tribunal de commerce de Paris a autorisé une nouvelle période d'exploitation jusqu'à la signature d'un concordat entre les créanciers et le groupe Agache-Willot qui se substituera aux anciens actionnaires.

La société Couturier, qui emploie 400 personnes dans ses établissements de Fécamp et d'Yvetot (Seine-Maritime), était, pour sa part, en règlement judiciaire depuis le 6 novembre 1974.

Le groupe Agache-Willot a reçu l'accord des pouvoirs publics pour ces deux opérations. Il s'est engagé à ne procéder à aucun licenciement collectif et à ne fermer aucune des usines concernées (quatre pour Cyclone, deux pour Couturier). Il aurait également reçu l'assurance de pouvoir bénéficier de prêts du F.D.E.S. qui, selon la Confédération générale des cadres, s'élèveraient, en ce qui concerne Cyclone, à 2,3 millions de francs environ.

Moins de trois mois de réserves à l'Unedic

« En principe, l'Unedic devrait tenir », laissent entendre ses dirigeants, mais les permanents qui font les comptes s'estiment « dans le brouillard » pour avancer des prévisions sérieuses.

L'Unedic ne possède actuellement qu'un mois et demi de réserves. C'est peu par rapport aux années précédentes. En mai, les caisses ont versé 450 millions de francs et reçu, au titre des cotisations (1,80 % du salaire), 490 millions de francs. Les réserves officielles se montent à 900 millions de francs, dont il faut déduire 120 millions de francs que doit payer à l'Unedic le régime spécial des aides aux entreprises en liquidation. A sa naissance, en 1958, l'institution avait appelé des cotisations (1) au taux de 1 % pour constituer d'importantes réserves, supérieures alors à un an de prestations. En 1961, le taux fut ramené à 0,25 %. A l'époque, c'était le plein emploi.

Durant des années, la trésorerie est restée abondante, le taux de cotisation grimpant légèrement à 0,40 %, 0,70 %, puis 0,80 % en 1974. Mais les réserves ont vite baissé : 1 470 millions de francs en 1970, 873 millions de francs seulement en 1973, la cote d'alarme étant atteinte, en mars 1975, avec seulement 600 millions de francs. Dès lors, le taux de cotisation, qui déjà avait entre-temps été relevé à 1,80 %, est passé le 1er juillet dernier à 2,40 %. « Insuffisant », disent certains. « Trop important », murmurent, au contraire, de hauts fonctionnaires, qui se demandent si le C.N.P.F. n'a pas forcé l'addition pour pouvoir ensuite mieux se plaindre de l'accroissement excessif des charges sociales et obtenir du gouvernement des facilités.

A l'Unedic, on se montre prudent. Actuellement, le budget est équilibré. Le taux de 1,80 % aurait pu être maintenu avec un nombre de chômeurs indemnisés égal à 400 000. Mais en juin 1975 ils étaient déjà 358 000. Or selon les prévisions qui tablent sur une augmentation en un an de 75 % à 100 % des allocataires, le cap des 400 000 risque d'être dépassé. Dans ces conditions et compte tenu du rendement plus faible des cotisations en raison des difficultés des entreprises, le nouveau taux de cotisations (2,40 %) ne porterait les réserves qu'à deux ou trois mois. Surtout, les dirigeants de l'Unedic admettent qu'il est très difficile de faire des pronostics sur l'évolution des postes les plus coûteux de leur budget : celui des garanties de ressources, sorte de pré-retraite accordée aux personnes licenciées à soixante ans, et celui, considérable, de l'allocation supplémentaire d'attente — ASA — (90 % du salaire). En mai dernier, les versements à 60 000 personnes représentaient 16 % des prestations (72 millions de francs sur 444 millions de francs).

Combien seront-ils cet automne : 80 000 comme le pensent certains permanents ? 90 000 à 100 000 comme l'avance M. Bergeron ?

L'Etat n'a pas suivi

Au C.N.P.F., on estime que la situation financière de l'Unedic n'est pas catastrophique, mais, prudent là aussi, on ne lésine pas sur les nuances. Avec le nouveau taux de cotisation, indique-t-on, il est possible de tenir jusqu'à 450 000 chômeurs et même plus. A l'extrême, il serait encore possible, en novembre prochain, de porter ce taux à 2,60 % ou 2,80 %. Mais, précise-t-on, ce serait une mesure provisoire. En revanche, si le chômage indemnisé passe la barre des 500 000 ou encore si la durée du chômage s'étend, l'Unedic ne tiendra pas. Que faire dans ce cas ?

Une autre formule ?

Parmi les responsables de l'Unedic, gérée paritairement par les syndicats et le C.N.P.F., nombreux sont ceux qui entendent sauvegarder l'autonomie du régime, c'est-à-dire éviter une tutelle de l'Etat. Mais dans certains milieux patronaux, on estime que les pouvoirs publics devront intervenir : alors que l'aide publique représentait, en 1958, 50 % du salaire minimum, celle-ci n'est-elle pas tombée à 27,40 %, tandis que l'Unedic maintient ses allocations à 45,70 % ? N'y a-t-il pas eu ainsi transfert des charges de l'Etat au privé ? Effectivement, l'Etat n'a pas suivi et certains estiment que, si l'économie n'est pas relancée ou si la relance est insuffisante, « il » devra accorder des subventions ou relayer l'Unedic. Le Canada n'agit-il pas de cette façon ?

Avant de prendre de semblables mesures, le gouvernement et les partenaires sociaux qui ont participé à la création de l'allocation supplémentaire d'attente (ASA), c'est-à-dire au chômage indemnisé à près de 100 %, ne devraient-ils pas, entre autres décisions plus fondamentales, corriger les insuffisances de la formule ? Au lieu de maintenir cette aide qui disparaît au bout d'un an et encourage parfois la paresse, ne serait-il pas préférable de la réduire ou mieux de la compléter par une prime à la recherche et à l'acceptation d'un emploi ? Sujet délicat qui gêne tout le monde ? Cette proposition qui avait été suggérée l'année dernière par le gouvernement lors des négociations sur cette allocation, s'était heurtée à l'opposition des syndicats.

Refuser de voir la réalité, nier que le chômage actuel s'accroîtra et qu'il est structurel serait en tout cas une erreur plus grave encore. L'énervement constaté aussi bien chez les chômeurs que chez les employés de l'Agence pour l'emploi pourrait aboutir, à la rentrée, à des incidents plus importants que ceux qui ont déjà été observés. Il ne faudrait pas oublier qu'au début de l'été un chômeur s'est suicidé, faute d'avoir reçu à temps ses allocations...

(1) 20 % sont à la charge des salariés, 80 % à la charge des employeurs.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

SELON L'O.C.D.E.

La Grèce doit relancer avec modération l'activité économique

Relancer modérément l'activité, de façon à faire sortir l'économie de la récession et à empêcher l'augmentation du chômage, tout en évitant d'exacerber l'inflation et de creuser davantage le déficit extérieur, tel est le *« grand problème »* qui se pose au gouvernement de la Grèce, selon l'étude consacrée à ce pays que vient de publier l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). *« Il est certain*, soulignent les experts de l'Organisation, *que l'économie grecque aborde une passe difficile »*, aussi bien pour assurer une reprise de la croissance sans inflation que pour dominer de *« fortes tensions »* dans le domaine de la balance des paiements.

Après avoir connu en 1973 une année de « surchauffe », marquée par une progression en volume de plus de 9 % du produit intérieur brut (PIB), une accélération de la hausse des prix (+ 15 %) et l'aggravation du déficit de la balance des paiements courants (1,2 milliard de dollars), la Grèce a plongé, en 1974, dans une *« vive récession »*, déclenchée par une politique de plus en plus restrictive et accentuée par la crise chypriote. Le PIB a, en dépit de bonnes récoltes, reculé d'environ 2 % en termes réels, et les investissements ont fortement baissé.

En revanche, le rythme annuel de la hausse des prix, qui atteignait 35 % en début d'année, n'était plus que d'environ 13 % un an plus tard ; le déficit courant s'est maintenu au même niveau (6 % du PIB), malgré le renchérissement des achats de pétrole (qui représentent 75 % de la consommation totale d'énergie). Enfin, la montée du chômage (trente-trois mille personnes sur deux millions de travailleurs non agricoles) *« a pu être limité par une augmentation des effectifs militaires »*.

Face à la récession, le nouveau gouvernement grec a assoupli, en août 1974, sa politique dans les domaines de la monnaie et du crédit. Cet assouplissement, combiné au retour de la confiance à la suite du rétablissement de la démocratie, a *« probablement enrayé le mouvement de récession vers la fin de 1974, et il se pourrait que l'économie soit en ce moment engagée sur la voie d'un lent redressement »*. Les progrès demeurent toutefois *« fragiles »* et la gestion à court terme sera sans doute confrontée *« à des choix délicats »*.

L'objectif officiel est de réaliser cette année une expansion en volume du PIB de l'ordre de 2 %. Ce redressement *« fort probable »* est *« absolument indispensable »* afin d'éviter une nouvelle dégradation du marché de l'emploi. Les retours possibles de travailleurs émigrés — plus de cinq cent mille sont partis pour l'étranger entre 1961 et 1973 — risquent d'aggraver la situation, tandis que le chômage des jeunes *« pourrait devenir sérieux »*. Des actions de relance semblent donc s'imposer ; mais, compte tenu des perspectives d'évolution de la hausse des prix (qui devrait être limitée à 15 % en 1975) et de la balance courante — *« l'Etat et la Banque centrale devront à nouveau s'endetter lourdement »*, — la politique économique devra rester *« relativement circonspecte »* et ne pas viser à réaliser une reprise trop rapide.

« Il paraît fort douteux, estime l'O.C.D.E., *qu'une nouvelle impulsion dans le domaine monétaire soit très indiquée dans le proche avenir. »* De plus, la très forte augmentation des dépenses publiques et l'importance du déficit budgétaire (30 milliards de drachmes) en cas de mobilisation du Fonds de réserve pour investissements, qui sont prévus pour 1975, *« soulignent la nécessité de se montrer prudent dans le financement des dépenses du secteur privé »*. Il serait ainsi, selon l'O.C.D.E., *« peu opportun de stimuler exagérément »* la construction de logements, qui a connu *« une expansion excessive dans le passé »* et *« ne devrait bénéficier que d'une priorité très secondaire dans la répartition des ressources nationales »*.

Aménager la fiscalité

« Il importe aussi au plus haut point, ajoutent les experts européens, *de modérer à la fois les revendications salariales et la hausse des prix. »* Aucun effort ne doit, selon eux, être négligé, afin de parvenir à un consensus national sur ce point, alors que d'importantes catégories de la population, notamment les agriculteurs et les ouvriers de l'industrie, s'efforcent actuellement d'obtenir de nouvelles augmentations de revenus, et qu' *« au delà de certaines limites, toute action de redistribution irait à l'encontre de son but et ne pourrait que relancer l'inflation »*.

Des aménagements fiscaux permettraient toutefois d'améliorer, dès à présent, la répartition du revenu disponible. La fiscalité présente en Grèce *« des défauts bien connus »* qui tiennent, non seulement à la structure archaïque des recettes, mais aussi à l'importance de l'évasion et à la multiplicité des exonérations *« dont la justification économique doit être sérieusement examinée »*. A terme, des réformes *« plus profondes »* s'imposent.

La politique économique de la Grèce ne saurait, en effet, selon l'O.C.D.E., *« faire abstraction des problèmes de longue haleine »*, dont certains ont été fortement aggravés par le type de développement poursuivi au cours des dix dernières années. Ainsi, le déficit important de la balance courante — la dette extérieure s'élevait fin 1974 à 3,7 milliards de dollars — a été financé par des envois de fonds des travailleurs émigrés et par des apports de capitaux qui apparaissent de plus en plus comme *« des palliatifs à court terme »*. Il s'agit maintenant d'accroître le potentiel productif du pays. L'économie grecque dispose à cette fin *« d'excellents atouts... Si la stabilité financière générale est assurée et si la politique économique met convenablement l'accent sur la rationalisation du développement industriel et agricole »*, elle a de bonnes chances d'aboutir à un *« développement harmonieux »*, auquel contribuerait *« grandement »* une *« intégration beaucoup plus étroite »* de la Grèce avec les pays de la Communauté européenne.

● **LE GOUVERNEMENT ALLEMAND** envisage de lancer un programme de travaux publics d'un montant de 250 millions de francs, inclus dans un plan de relance économique du double de cette somme. Ces investissements publics, qui supposent l'acceptation d'un accroissement du déficit budgétaire, ont été envisagés lors du « conseil européen » à Bruxelles les 16 et 17 juillet.

Le chancelier Helmut Schmidt abordera avec M. Giscard d'Estaing, lors de leur prochaine rencontre à Bonn, le 25 juillet, la coordination du programme allemand avec les mesures envisagées par le gouvernement français.

François de Wendel ou l'argent et le pouvoir

(Suite de la première page.)

D'abord Wendel, « premier industriel de France » comme il s'est défini un jour, a une véritable personnalité. Ce grand bourgeois, élevé par les jésuites, passé par les Mines de Paris, a trouvé dans son berceau une des plus belles fortunes de France. Mais il peut bien faire ses délices de Paul Bourget et siffler *le Sacre du printemps*, ce n'est pas un conformiste. Il est dreyfusard et patriote. Chacun le reconnaît pour fort intelligent, obstiné, réaliste, compétent, travailleur. Il a du caractère de l'ascendant et une bonne conscience inébranlable. Il est hautain, personnel, ombrageux. Il tranche.

En 1914, après plusieurs essais infructueux, et malgré sa famille (qui redoute la publicité et ses conséquences pour les biens Wendel sous contrôle allemand), il est élu député de Briey-Sud. C'est, dit-il, la plus grande joie de sa vie. Depuis deux ans, il est régent de la Banque de France. Il a quarante ans. Survient la guerre. Ce Lorrain pavoise. Il soutient Millerand, puis Clemenceau et, pour le commandement, Castelnau. Mais sans grand résultat : en politique, il ne compte pas encore beaucoup. Il s'occupe un peu de la production industrielle des obus. Et il bataille surtout contre les Schneider. Ses usines à lui sont occupées par les Allemands et sous séquestre. Celles des Schneider tournent à plein et font des bénéfices qu'il juge excessifs. Les Schneider élargiraient volontiers leur empire en s'emparant des usines Thyssen de Normandie. Wendel sait que cela signifie automatiquement la liquidation des siennes au bénéfice de quelque maître de forge allemand. Il se bat pied à pied, gagne du temps, fait le siège de tout ce qui compte. C'est son intérêt personnel. Il ne lui semble pas contrarier l'intérêt général puisque les biens français en Allemagne sont plus importants, à l'époque, que les biens allemands en France.

Mais la grande affaire qu'on lui reproche alors et depuis, c'est le non-bombardement de ses mines de Briey. Pour protéger les biens d'un marchand de canons français, le haut commandement aurait laissé prospérer, à la suite de pressions indécentes, une industrie déterminante pour les obus allemands. Jean-Noël Jeanneney reprend l'affaire dans les moindres détails et conclut : la réalité est moins simple. Les mines Wendel étaient infiniment moins névralgiques qu'on ne l'a dit et les bombardements techniquement impraticables. Wendel s'est plaint de destructions inutiles et a agi pour que l'on commence par détruire les usines allemandes. C'était trop. Cela manquait d'élégance et du respect de la séparation des pouvoirs, mais ne s'est soldé par aucun accord déshonorant avec les Allemands et n'a entraîné aucune des conséquences immenses décrites plus tard. Premier accroc, de taille, dans la légende.

Seconde mise au point : le rôle de Wendel dans la politique allemande de la France après la victoire. La presse d'outre-Rhin en a fait le véritable chef d'orchestre clandestin des partisans de la fermeté. Poincaré n'aurait été que son maître d'équipage et le conseil des ministres l'instrument du Comité des Forges. Là encore, documents irréfutables à l'appui, Jean-Noël Jeanneney met les choses au point. Que Wendel ait été partisan de la fermeté et même de la brutalité, c'est bien ce qui ressort de ses cahiers. Qu'il soit intervenu inlassablement dans ce sens auprès de Clemenceau et de Mandel, puis de Millerand, qui, avant d'être président de la République, fut l'avocat de la Maison, qu'il ait poussé Poincaré à l'occupation de la Ruhr, qu'il se soit laissé prendre au mirage de l'autonomisme rhénan et l'ait soutenu, tout cela est vrai. Qu'il n'ait pas hésité, entre deux démarches, à donner au « Journal des débats » telle ou telle note impérative dans ce sens, certes.

A la Chambre, il n'influence guère encore que les députés lorrains. Au gouvernement, on le reçoit, et fort courtoisement. On l'écoute. Mais on ne l'entend pas. Non seulement sa bête noire, Briand, mais même les conservateurs négligent ses avis. Il s'en irrite d'ailleurs. Quant à l'union sacrée des industriels français mûs par l'intérêt commun, le mythe en vole en éclats. Ils sont divisés, jaloux, et leurs objectifs parfaitement contradictoires. Tant pis pour les simplifications.

* * *

Paradoxalement, c'est à partir de 1924, quand le Cartel des gauches triomphe et que la droite est battue, que l'influence de Wendel pèse le plus. D'abord, parce qu'il a joué son rôle dans le financement de la campagne, par l'intermédiaire de l'Union des intérêts économiques, d'Ernest Billiet ; ensuite parce que toute sa liste a été brillamment élue en Lorraine et que son groupe parlementaire compte maintenant une centaine de députés. Mais surtout parce que c'est à cette époque que commencent les difficultés financières et qu'il découvre alors l'influence énorme qu'en période de crise peut avoir le conseil de régence de la Banque de France face à des gouvernements aux abois. Il y est le chef de file des industriels, comme son ami Edouard Rothschild y est le chef de file de la haute banque protestante et juive. Et seul, il siège à la Chambre.

Jean-Noël Jeanneney apporte sur la politique du « mur d'argent » nombre de révélations. Wendel sera l'un des principaux artisans de la chute d'Herriot, ce « mauvais radical », qu'il juge léger, incompétent et qui a le culot de vouloir se faire aimer de l'Allemagne. Deux tabous règnent alors : tout ministre des finances qui se respecte doit gouverner un œil sur la ligne bleue du cours de la livre et l'autre sur le plafond de circulation de la monnaie fixé par la Banque de France. C'est plus qu'il n'en faut pour le paralyser. La révélation de faux bilans, truqués par les services de la Banque de France (pour soutenir le franc), déclenche l'hallali. Herriot tombe, après un mauvais théâtre, et Wendel y est pour beaucoup.

Il se montre plus accommodant avec Painlevé, qui a été rechercher Caillaux pour le mettre rue de Rivoli, et il lui arrivera de le sauver. Mais c'est qu'il y a alors deux politiques financières proposées. Rothschild et lui poussent l'une, la Banque de Paris et des Pays-Bas, et Lazard, l'autre. Quand Caillaux penche de son côté, il le soutient. Quand il se tourne de l'autre, il l'enfonce. C'est ce qui finit par se produire après de grandes polémiques où la presse « libérale » prend largement position en fonction de ses commanditaires. Il travaille au retour de Poincaré, à la fois pour des raisons de politique étrangère et d'orthodoxie financière. Il y parvient, et c'est un peu son apogée.

Et donc, aussi, le début de son déclin. Car en face d'un modéré décidé, Wendel dispose de bien moins d'armes que devant un radical. Et il enrage, pendant la législature 1928-1932, des renoncements devant l'Allemagne — son obsession — et les financiers anglo-saxons.

* * *

Il ne manque pas pour autant de moyens d'action. Il est l'un des principaux bailleurs de fonds électoraux. Il a, depuis 1926, le contrôle total du *Journal des débats* : un rédacteur financier qui ne se plie pas à son jugement n'a plus qu'à s'en aller. Depuis 1929, clandestinement, le Comité des forges, des banquiers, le comte de Fels et le patronat sont les véritables propriétaires du *Temps*. On a placé à sa tête Jacques Chastenet, qui donne toute garantie, et Emile Mireaux. Wendel a pesé tout et, sans se manifester aussi directement qu'aux *Débats*, n'hésitera pas à intervenir.

Pourtant, bien qu'il subventionne largement la Fédération républicaine (Jean-Noël Jeanneney donne les chiffres), il ne la contrôle pas et il arrive plus d'une fois que les membres du groupe ne le suivent pas. En 1932, il est très difficilement réélu et entre peu après, assez amer, au Sénat. Il combat à nouveau Flandin et Laval, « une fripouille de talent » et le régent a derechef plus de poids que le parlementaire. Les progrès communistes l'inquiètent. Il donne de l'argent aux ligues, mais moins qu'on ne le dit, car la maison a des difficultés de trésorerie. Mussolini le fascine. Mais l'Allemagne de Hitler reste plus que jamais l'ennemie héréditaire, et il semonce vertement Chastenet pour un article complaisant.

Bien qu'il l'accueille avec plus de sang-froid que nombre de ses pairs, le Front populaire l'irrite au plus haut point. Du Sénat, il mobilise contre Blum. Le gouvernement l'a amputé de son arme principale : le conseil de régence de la Banque de France a été supprimé. Il rencontre les dirigeants des ligues, dont la puissance dans la rue lui paraît utile face aux manifestations et aux défilés de la gauche. Mais il les traite plus en service d'ordre qu'en partenaires, et leurs ambitions électorales lui déplaisent souverainement. Son anticommunisme reste vigilant. Il s'oppose à la tentative de gouvernement d'union nationale de Léon Blum. C'est sa dernière flèche.

Il considère Munich comme une « défaite formidable ». Il s'éloigne de l'extrême droite dont le comportement devant l'Allemagne de Hitler le choque. Contrairement à la légende, il accueille très mal le gouvernement de Vichy et méprise les compromissions de son milieu avec l'Allemagne. A lui, il n'y a rien à reprocher sur ce plan. Il se retire du conseil d'administration des *Débats*, dont l'attitude collaborationniste lui lève le cœur. Il refuse de donner de l'argent au *Temps*, qu'il cherche en vain à convaincre de se saborder rapidement et dignement. Mais, à la libération, contrairement à ses illusions, son rôle public est fini. Son nom rappelle trop de souvenirs, et même Louis Marin, son ami et le leader de la Fédération républicaine, refuse de l'aider à rentrer au Parlement. Il encombre.

Jamais plus, après lui, tant de puissances convergentes ne seront rassemblées en une seule main. La presse, la politique, la Banque de France, l'industrie, François de Wendel représentait tout cela à la fois. C'était beaucoup, et beaucoup trop. Au moins faut-il lui rendre cette justice que s'il concevait facilement que ce qui était bon pour les Wendel était bon pour la France, il a toujours défendu des politiques auxquelles il croyait. Ses choix étaient certes contestables. C'étaient ceux d'un burgrave de Lorraine, anachronique, réactionnaire, impérieux. Mais, la thèse de Jean-Noël Jeanneney le montre aussi, il fut une personnalité de premier plan et un homme qui, tout compte fait, était à sa manière, un patriote.

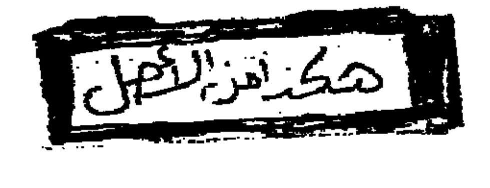
ALAIN DUHAMEL.

★ Jean-Noël Jeanneney : *François de Wendel en République, 1914-1940. L'Argent et le Pouvoir* 1 367 pages, dactylographié.

● **CONFLIT AUX HAUTS FOURNEAUX DE PONT-A-MOUSSON à Fumel** (Lot-et-Garonne). — Depuis le 16 juillet, les piquets de grève C.G.T., C.F.D.T. et F.O. bloquent l'entrée de l'entreprise, qui emploie deux mille cinq cents personnes. La direction a assigné les syndicats devant le tribunal d'Agen pour entrave à la liberté du travail : elle déclare que les hauts fourneaux seront éteints le 21 si le travail n'a pas repris. Les syndicats s'opposent aux modalités de réduction de la durée du travail, fixées par la direction.

● **LA GREVE DU ZELE DES DOUANIERS ITALIENS, A MENTON,** bloque pratiquement le trafic des poids lourds au poste-frontière de Pont-Saint-Louis. Les conducteurs des camions français, qui attendaient en longue file, ont protesté, le 18 juillet, en obstruant momentanément le passage pour les voitures de tourisme.

Dans la journée, les douaniers italiens devaient tout de même assurer le passage des véhicules transportant animaux vivants et denrées périssables. — *(Corresp.)*



LA SEMAINE FINANCIÈRE

JR LES MARCHÉS DES CHANGES

ès vive hausse du dollar te baisse du deutschemark

semaine ! Nul doute omptera dans la mémoire mbistes, qui n'avaient jamais vu le DOLLAR si vite en quelques jours, 'à la baisse ils avaient pu rer des différences encore tes, notamment lors de de février 1973. Parallè- on a assisté à des ventes ; de DEUTSCHEMARKS, que le FRANC se raffer- et que la LIVRE suivait r dans sa montée.

recherché depuis une ie de jours, le DOLLAR l'a uveau dès le début de la , et, entrecoupée de prises éfices rapidement absor- , hausse s'est poursuivie long de la semaine, le , à la veille du week-end, nt près de 3 % vis-à-vis tschemark, au plus bas novembre 1974, et plus de

tent pour en acquérir, les exportateurs ne les vendent plus, de même que les Arabes et les compagnies pétrolières « se couvrent ». De ce renversement, c'est le DEUTSCHEMARK qui fait surtout les frais. Devenu peu à peu monnaie-pivot et détenu, à ce titre, par toutes sortes d'opérateurs, y compris certaines banques centrales, il a été vendu massivement (on a même parlé d'un « vendredi noir »). Certes les taux allemands sont inférieurs de deux points à ceux des eurodollars, mais surtout beaucoup estiment que l'étoile de l'Allemagne fédérale pâlit : les exportations fléchissent, et l'inflation reprend. De plus, on a le sentiment que les mesures de relance que pourrait prendre Bonn auraient pour effet de provoquer une baisse du deutschemark, souhaitée par tous, industriels et gouvernement. Inutile de dire que la

moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

	Florin	Lire	Mark	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse
	5,6627	1,4229	5,4372		2,1775	9,2652	5,7464
	5,5311	1,4163	5,3550		2,2010	9,1726	5,6697
	38,8651	0,1530	40,0480	2,1775		23,5017	37,8931
	39,7938	0,1554	41,1015	2,2010		23,9952	38,8198
	165,37	6,5110	170,40	9,2652	4,2550		161,23
	165,83	6,4763	171,29	9,1726	4,1675		161,78
	102,5650	4,0382	105,6868	5,7464	2,6390	62,0231	
	102,5069	4,0031	105,8775	5,6697	2,5760	61,8123	
	97,8462	3,8289		5,4372	2,4970	58,6854	94,6191
	96,8165	3,7808		5,3550	2,4330	58,3805	94,4487

-à-vis du FRANC SUISSE FRANÇ FRANÇAIS. Mer- t jeudi, les marchés ont rticulièrement nerveux et

ne nous l'avions déjà indi- écédemment, il se produit ement un véritable ren- ent de tendance sur le Habitués depuis plus d'un n dollar faible, les opéra- se sont trouvés littérale- pris à contre-pied et obli- changer leur fusil d'épaule ute hâte. Sous-évalué, le l'était certainement, mais continuait pas moins à le jusqu'au moment où tous uments en faveur de sa ée — ralentissement du le l'inflation aux Etats- premiers signes de reprise nomie américaine — sont s éclatants aux yeux de a politique restrictive de erve fédérale et les relè- s du taux de base des s à New-York ont fait le comme disait un cambiste. nant tout joue en faveur lar. O paradoxe !

coup, tous les opérateurs, utes les places, jugent bon couvrir en hâte, et les for- les mouvements qui peuvent r d'une modification des ; de règlement (leads and réapparaissent. Les impor- urs qui retardaient leurs de dollars dans l'attente nouvelle baisse se précipi-

baisse de leur monnaie par rapport au dollar est accueillie avec ravissement par tous les pays européens soumis désormais à une dure concurrence des exportateurs américains. Quant aux négociations sur le prix du pétrole, il est probable que la hausse actuelle du dollar, si elle se poursuit, viendra quelque peu brouiller les cartes en atténuant une part des griefs nourris par les Arabes vis-à-vis des consommateurs occidentaux.

Le FRANC s'est raffermi cette semaine par rapport aux monnaies du « serpent », sauf à la veille du week-end. On signale des remboursements précipités d'avances en devises, contractées il y a un an avec un dollar 20 % plus cher, les besoins de crédits étant moins aigus et les banques françaises plus à l'aise.

La LIVRE STERLING, pratiquement inchangée par rapport au dollar, l'a suivi dans son redressement et s'est donc affermie par rapport aux monnaies du « serpent », aidée en cela par des achats effectués par les pétroliers pour payer leur brut.

Sur le marché de l'or, très calme, et toujours influencé par des rumeurs de vente de métal par l'U.R.S.S. pour régler ses achats de céréales, les cours se sont effrités de 165,25 à 164 dollars l'once.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

ive hausse du café et du cacao

REES. — *La hausse des cours fé s'est brutalement amplifiée de semaine, notamment sur ce de Londres, où elle dépasse Cette flambée soudaine a été juée par l'apparition d'une de froid au Brésil — 30 % de oduction mondiale — suscep- d'entraîner de graves dégâts récolte en cours (voir par rs). L'évolution de la situation que en Angola — important exportateur — a constitué un lant supplémentaire pour le ré.*

uvelle progression des cours du sur les diverses places com- ales. L'excédent mondial de ction ne serait plus estimé 95 000 tonnes au lieu de 106 000 es par une firme privée nnique. Un nouveau surplus attendu pour la saison 1975- et un temps favorable prévaut les régions productrices afri- s. Quant à une reprise de la mmation, elle ne semble pas due avant le commencement 'année prochaine. La consom- on britannique de fèves a fléchi % durant le second trimestre, de 1,25 % seulement aux Pays- pour le premier semestre par ort aux périodes correspondantes 974.

ns l'attente d'une confirmation 'achat par l'U.R.S.S. de 150 000 es de sucre aux Philippines, les s de cette denrée ont fléchi les marchés de Londres et de -York.

ETAUX. — *Fluctuations res- ites des cours du cuivre au al Exchange de Londres. Les ks britanniques de métal attei- nt désormais 317 050 tonnes, en mentation de 11 050 tonnes. Entre décembre 1974 et le 30 avril , les livraisons de métal réalisées par les quatre pays membres du CIPEC — Chili, Pérou, Zaïre et Zambie — n'ont atteint que 885 000 tonnes, soit 102 000 tonnes de moins que prévu. La réduction de 10 % des exportations à partir du 1er décembre a donc été appliquée et même au-delà. En effet, les livraisons réelles de métal se sont élevées en moyenne à 177 000 tonnes, niveau inférieur au quota mensuel de 178 800 tonnes. Depuis le 15 avril dernier, la réduction a été portée à 15 %.*

CEREALES. — *Légère détente des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. L'U.R.S.S. a déjà acheté 5,4 millions de tonnes de blé au Canada et aux Etats-Unis, et d'autres achats devraient suivre. Aux Etats-Unis, la récolte de blé sera supérieure de 22 % à la précédente. Aussi les négociants estiment-ils que les ventes peuvent atteindre 14 millions de tonnes sans provoquer de perturbations sur le marché.*

L'ANNUAIRE INTERNATIONAL DES MONNAIES

Réalisé par Jean Tixier et son équipe, cet ouvrage rassemble tous les renseignements sur les monnaies en circulation dans le monde (billets et espèces métalliques), mais aussi sur celles qui n'ont plus cours, sur les principaux chèques de voyage, enfin sur les pièces d'or les plus courantes.

Prix : 68 F + port recommandé : France, 7 F ; étranger, 7,20 F. Edition de Numismatique et Change, Louppy-sur-Chée, F. 55 000 Bar-le-Duc ; C.C.P. Nancy 958 43 E.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 15 AU 18 JUILLET

Amélioration en fin de semaine

LE manque d'affaires a été particulièrement sensible au cours de cette semaine réduite à quatre séances par les fêtes du 14 juillet. De ce seul fait, le lent réchauffement observé depuis une quinzaine de jours à la Bourse de Paris a bien failli s'interrompre. Frappé les deux premiers jours d'une langueur estivale, le marché menaçait de sombrer dans une douce somnolence. A l'approche du week-end, il s'est toutefois réveillé et a regagné la plus grande partie des pertes que l'oisiveté, génératrice d'effritement, lui avait occasionnées, comme l'indiquent les différents indices, revenus à quelques fractions près à leur niveau du vendredi précédent.

A première vue cette ultime et subite amélioration peut paraître assez surprenante. Ni le fléchissement enregistré à Wall Street, ni les conclusions toujours aussi peu favorables de la dernière enquête menée par l'INSEE sur la production industrielle n'étaient en effet de nature à raviver un tant soit peu l'intérêt des opérateurs pour les valeurs françaises. De plus l'inquiétude continue à grandir dans les milieux patronaux et syndicaux, où l'on redoute un fort accroissement du chômage à la rentrée. A cet égard, les mesures de licenciements envisagées à l'automne chez Poclain n'inclinent guère à l'optimisme, dans la mesure où elles pourraient ouvrir une liste qui risque d'être longue.

Enfin, bien qu'étant toujours positifs, les résultats du commerce extérieur ne sont guère probants, l'excédent de la balance provenant en grande partie de la diminution des importations.

Dans ces conditions, où la Bourse puise-t-elle ses maigres forces ? Assez curieusement, la multiplication des mauvaises nouvelles lui en a rendu au lieu de lui en faire perdre. Ce phénomène assez paradoxal s'explique assez bien. Le raisonnement des opérateurs est simple : plus la situation s'aggrave, plus les chances de voir le gouvernement prendre des mesures de relance sont grandes. Cet espoir, plus vivace que jamais autour de la corbeille, du moment où il se trouvait partiellement confirmé par la décision du ministre des finances de supprimer l'acompte sur le prélèvement conjoncturel, a été en partie à l'origine de la réaction positive du marché. L'autre motif d'encouragement est venu de la montée rapide du dollar (voir ci-contre). Profitable au commerce extérieur de la France, elle a favorisé une reprise des valeurs intéressées à l'exportation. Ajoutons à cela quelques menues acquisitions effectuées par les investisseurs britanniques favorisés par un change plus favorable et quelques rachats de vendeurs à découvert et l'on aura quelque idée de la manière dont les choses se sont passées.

Ce léger raffermissement en fin de semaine ne saurait toutefois en rien augurer de l'avenir immédiat. La liquidation générale, ne l'oublions pas, est proche. Elle débutera mardi prochain par la réponse des primes. Sauf imprévu, la Bourse devrait donc continuer de naviguer au plus près, au gré des nouvelles qui lui parviendront, tout en restant très sélective.

Malgré les indications souvent contraires de Londres, l'or, grâce à la hausse du dollar, a poursuivi sa progression mais à un rythme plus lent. Le lingot a encore gagné 200 F à 22 855 F et le kilo en barre 220 F à 22 810 F. Léger recul du napoléon à 247 F (— 1,30 F).

Aux valeurs étrangères, fermeté des américaines. Irrégularité des allemandes et des pétroles internationaux. Résistance des mines d'or.

ANDRÉ DESSOT.

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

Hausses (%)

	18 juill.	Diff.		18 juill.	Diff.
Dumez (1)	751	+ 15,52	Mumm	428	+ 5,67
Terres rouges	78,50	+ 9,02	Club Méditerran.	365	+ 5,21
Auxiliaire d'entr.	299	+ 8,89	*PUK*	*113,20*	+ 4,60
Moët Hennessy	543	+ 8,33	Saint-Gobain	120	+ 3,89
Moulinex	331	+ 6,57	Skis Rossignol	1749	+ 3,06

Baisses (%)

Poclain	327	— 5,50	Cetelem	216	— 4

VALEURS ETRANGERES

Hausses (%)

I.T.T.	103,90	+ 5,75	Chase Manhattan	165,50	+ 5,54

(1) Compte tenu du coupon de 12,60 F.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Légère détente

Une légère détente a été enregistrée sur le marché monétaire de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour est revenu de 7 3/8 % à 7 1/4 % après une petite pointe à 7 1/2 % mardi. Cette semaine était celle de la fin de période de constitution des réserves obligatoires, et la Banque de France a pris soin d'alimenter assez largement le marché pour éviter toute tension. De plus, elle a adjugé, valeur lundi 21 juillet 22,5 milliards de F sur effets de première catégorie au taux de 7 %, en baisse de 1/8 %, ce qui revient à faire varier les taux dans un « serpent » dont les limites seraient, pour l'instant, 7 % et 7 1/2 % ou 7 5/8 %. Il est probable que le loyer de l'argent baissera un peu la semaine prochaine en début de période de réserves, sans trop d'exagération toutefois, l'institut d'émission, qui avait été obligé, il y a trois semaines, d'éviter un recul au-dessous de 7 %, espérant que les établissements auront compris la leçon.

Cette légère détente aura été permise par la bonne tenue du franc vis-à-vis des monnaies européennes. Quant à la hausse rapide du dollar (voir d'autre part), elle aura été accélérée par la troisième augmentation en trois semaines de son taux de base (prime rate) par la First National City Bank à New-York, qui l'élève à nouveau de 1/4 % à 7 1/2 %. Apparemment, la Réserve fédérale des Etats-Unis poursuit ses efforts de limitation de la croissance de la masse monétaire, qui s'est toutefois ralentie après un vif écart à la hausse : elle donne et reprend des disponibilités, faisant toutefois revenir le taux des Federal Funds au-dessous de 6 %. Mais ce qui a motivé la décision de la City Bank est, sans doute, la tension sur les taux du « papier commercial », beaucoup plus utilisé actuellement que les crédits bancaires, dont l'en-cours à New-York a encore fléchi cette semaine de 217 millions de francs. La plupart des observateurs s'attendent à un tassement ultérieur du prime rate lorsque la correction des « aberrations » de la masse monétaire aura pris fin. A moins que...

En Allemagne fédérale, la Bundesbank n'a pas réduit son taux d'escompte pour relancer l'économie et faciliter le placement des emprunts à long terme, comme certains s'y attendaient : les sorties de capitaux provoquées par l'écart de 2 % entre les taux allemand (4 %) et étranger (6 %) sont trop fortes actuellement. Elle s'est contentée de libérer 1,5 milliard de D.M. au titre des réserves sur les engagements à l'étranger pour compenser, en partie, les sorties de capitaux. Son conseil ne se réunira à nouveau que le 16 août prochain, et, d'ici là, l'Allemagne et la France se seront, sans doute, concertées sur le choix des mesures de relance des économies, dont un abaissement supplémentaire du loyer de l'argent à court et moyen terme pourrait, éventuellement, faire partie. — F. R.

Bourses étrangères

LONDRES

Recul

Le fait saillant de la semaine a été la grande fermeté des fonds d'Etat qui, encouragés par la limitation de la hausse des salaires, ont accéléré leur mouvement de reprise. A la veille du week-end, leur indice avait atteint son niveau le plus élevé depuis le mois de mars dernier, malgré l'apparition de nombreuses ventes bénéficiaires.

Les valeurs industrielles ont pâti de cet engouement. En dépit de la décision du syndicat des mineurs et de celui des cheminots de soutenir le plan anti-inflation de M. Wilson, elles n'ont pas réussi à se redresser, fléchissant même, dans la crainte des difficultés que le gouvernement risque de rencontrer dans l'accomplissement de sa tâche. Leur indice est repassé au-dessous de la barre de 300. Les résultats trimestriels assez décevants obtenus par les mines d'or ont provoqué une baisse des titres concernés.

Indices « F.T. » du 18 juillet : industrielles, 298,9 (contre 313,6) ; mines d'or, 345,3 (contre 367,2) ; Fonds d'Etat, 60,97 (contre 60,13).

	Cours 11 juill.	Cours 18 juill.
Bowater	141	138
Brit Petroleum	530	523
Charter	189	175
Courtaulds	118	110
De Beers	319	315
Free State Geduld.	*30 1/2*	*29*
Gt Univ. Stores	155	154
Imp. Chemical	266	252
Shell	308	306
Vickers	130	129
War Loan	25 1/2	26

ALLEMAGNE

Plus 1,5 %

Une nouvelle hausse de 1,5 %, principalement alimentée par des achats de l'étranger, a été enregistrée cette semaine sur les marchés allemands qui ont ainsi monté de 7 % environ depuis le début du mois. L'ampleur du mouvement aurait sans doute été plus forte sans la baisse de Wall Street qui, à l'approche du week-end, a incité certains opérateurs à se dégager, contrebalançant ainsi l'effet positif causé par la décision de la Bundesbank de libérer DM 1,5 milliard de disponibilités bancaires supplémentaires à compter du 1er août.

La nervosité observée sur le marché des valeurs à revenu fixe s'est apaisée. On y spécule maintenant sur une nouvelle baisse du taux de l'escompte.

Indice de la Commerzbank du 18 juillet : 700,7 contre 690,3.

	Cours 11 juill.	Cours 18 juill.
A.E.G.	75	73,70
B.A.S.F.	136,50	140
Bayer	111	114,80
Commerzbank	214,80	207,50
Hoechst	126	130
Mannesman	276,50	272,50
Siemens	274	272
Volkswagen	107	108*

TOKYO

Nouveau recul

	Cours 11 juill.	Cours 18 juill.
Fuji Bank	358	350
Honda Motors	555	536
Matsushita Electric	536	525
Mitsubishi Heavy	119	115
Sony Corp.	3 600	3 530
Toyota Motors	678	669

NEW-YORK

Tassement

D'assez grosses ventes bénéficiaires se sont produites cette semaine sur le marché de New-York, qui ont effacé, et même largement au-delà, tous les gains acquis à l'occasion de la forte hausse enregistrée durant les deux premières séances.

Les signes annonciateurs d'une prochaine reprise économique n'ont pourtant pas manqué : la production industrielle a progressé en juin (+ 0,4 %) pour la première fois depuis neuf mois, la baisse du P.N.B. s'est pratiquement arrêtée durant le second trimestre, les résultats des entreprises au cours de la même période ont été moins mauvais que prévu, les stocks constitués par les industriels ont accusé une forte diminution, les revenus des particuliers, enfin, ont augmenté de façon record le mois dernier. Mais, une fois de plus, la crainte d'un renchérissement des taux d'intérêt à court terme, confirmée vendredi par la décision de la First National City Bank de relever de 7,25 % à 7,50 % son taux de base, l'a emporté sur toute autre sorte de considération. Fait significatif toutefois, le marché a bien encaissé cette annonce à la veille du week-end, ne baissant que de 1,87 point, alors qu'au cours des deux séances précédentes son recul avait largement dépassé 15 points.

Autres facteurs d'inquiétude : la situation toujours préoccupante dans les secteurs-clés de l'industrie (l'automobile et le bâtiment) et le refus de l'Egypte de reconduire le mandat des « casques bleus » stationnés dans le Sinaï.

L'activité hebdomadaire a porté sur 113,78 millions de titres contre 112,28 millions.

Indices Dow Jones du 18 juillet : industrielles, 862,41 (contre 871,09) ; transports, 170,80 (contre 172,69) ; services publics, 83,30 (contre 84,48).

	Cours 11 juill.	Cours 18 juill.
Alcoa	46 1/4	46
A.T.T.	50 1/8	50 3/8
Boeing	30 3/8	30 1/4
Chase Man. Bank.	37 7/8	38 1/4
Du Pont de Nem.	122 3/4	124
Eastman Kodak	102 3/8	99 1/8
Exxon	91 3/8	89
Ford	41 3/4	40 1/8
General Electric	50 3/8	50 1/4
General Foods	26 1/4	26 1/4
General Motors	51 7/8	51 3/8
Goodyear	19 3/4	19 7/8
I.B.M.	205 1/2	201 7/8
I.T.T.	23 5/8	24 3/8
Kennecott	39 1/8	38 3/4
Mobil Oil	46 7/8	47
Pfizer	31 3/4	29
Schlumberger	85 1/2	85 5/8
Texaco	27 3/8	27 1/2
U.A.L. Inc.	24 1/2	26
Union Carbide	60 3/4	61 3/8
U.S. Steel	61 1/4	59 3/4
Westinghouse	18 1/4	19 1/2
Xerox Corp.	69 5/8	67 1/8

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 11/7	COURS 18/7
Or fin (kilo en barre)	22590	22810
— (kilo en lingot)	22655	22855
Pièce française (20 fr.)	248 30	247
Pièce française (10 fr.)	173 50	173 50
Pièce suisse (20 fr.)	230	229 ..
Union latine (20 fr.)	211 50	214
● Pièce tunisienne (20 fr.)	157	160 20
Souverain	217 90	218 30
● Souverain Elizabeth II	218	220 50
● Demi-souverain	211	215
Pièce de 20 dollars	1031 60	1043 20
— 10 dollars	520	531
— 5 dollars	350	357 50
— 50 pesos	913 50	921
● — 20 marks	338 50	339 90
— 10 florins	198	201 50
● — 5 roubles	133	145 ..

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	33 800	18 039 790
Moulinex	32 275	10 343 491
Michelin	9 380	10 049 440
Dumez	10 575	7 557 850
Norsk Hydro	21 725	6 539 184
(*) Moet Hennessy.	12 100	6 375 350

(*) Trois séances seulement.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	11 juil.	18 juil.
Indice général	87,2	87,2
Assurances	124,1	124,3
Banq. et sociétés financ.	71,2	71,4
Sociétés foncières	81,7	81,6
Sociétés investiss. portef.	87	87
Agriculture	71,8	72,9
Aliment., brasseries, distil.	88,6	88,9
Auto., cycles et leurs équi.	68,3	69,1
Bâtim., matér. constr. T.P.	87,6	87,8
Caoutchouc (ind. et comm.)	75,1	74,6
Carrières, salines, charbon.	87,9	88,3
Constr. mécan. et navales	84,1	82,4
Hôtels, casinos, thermal.	102	103,7
Imprimeries, pap., cartons	77	77,4
Magas., compt. d'exportat.	69,1	68,7
Matériel électrique	95,1	94,6
Métall. com. des pr. métal.	103,6	101,7
Mines métalliques	97,3	97,9
Pétroles et carburants	78,8	79,1
Prod. chimiq. et él.-mét.	108,8	108,3
Services publics et transp.	87,7	88,2
Textiles	70,8	70
Divers	93,1	93,6
Valeurs étrangères	95,8	»
Valeurs à rev. fixe ou ind.	109	»
Rentes perpétuelles	71,2	»
Rentes amort., fonds gar.	139,5	»
Sect. indust. publ. à r. fixe	94,3	»
Sect. ind. publ. à rev. ind.	157,2	»
Secteur libre	96,7	»

INDICES GENERAUX DE BASE 100 en 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	191	»
Val. franç. à rev. variable	604	»
Valeurs étrangères	708	»

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHARGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	72,3	72,4
Produits de base	50,1	50,2
Construction	91	91,2
Biens d'équipement	68,8	68,5
Biens de consom. durables	104,6	105,7
Biens de cons. non durabl.	68,1	68,9
Biens de consom. aliment.	86,3	87,7
Services	108,4	107,9
Sociétés financières	82,3	82,5
Société de la zone franc expl. principal. à l'étr.	139,5	142,6
Valeurs industrielles	64,9	65

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	14 juill.	15 juill.	16 juill.	17 juill.	18 juill.
Terme	»	54 494 055	53 705 664	69 561 718	71 542 349
Comptant					
R. et obl.	»	72 920 040	78 687 072	60 667 781	63 120 372
Actions	»	29 139 270	34 347 320	34 338 248	47 508 515
Total	»	156 553 365	166 740 056	164 567 747	182 171 515

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1974)

	14 juill.	15 juill.	16 juill.	17 juill.	18 juill.
Valeurs :					
Franç.	»	124	124	123,8	124,3
Etrang.	»	131	130,6	129,9	129,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

	14 juill.	15 juill.	16 juill.	17 juill.	18 juill.
Indice gén.	»	72,2	72,2	72	72,4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE MONDE AUJOURD'HUI

LIRE ÉGALEMENT

SI L'ÉGYPTE DEMANDAIT DE PRÉCISER LA RÉSOLUTION 242

Washington n'accepterait pas que soit mentionnée l'évacuation de « tous les territoires occupés »

Le Sénat américain a adopté, vendredi 18 juillet, une résolution, dépourvue de tout pouvoir contraignant sur l'exécutif, demandant que les Etats-Unis reconsidèrent leurs engagements à l'égard des pays qui voteraient l'expulsion d'Israël lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies. La résolution demande également à l'exécutif de revoir le problème de la participation américaine à l'ONU en cas d'expulsion d'Israël.

Le porte-parole du département d'Etat a affirmé par ailleurs que la Turquie avait fait savoir aux Etats-Unis qu'elle n'était pas liée par la résolution demandant l'exclusion d'Israël de l'ONU, adoptée mardi par la conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques réunis à Djeddah. La Turquie a précisé au gouvernement américain que ses représentants à Djeddah n'avaient pas participé à la rédaction des textes de la résolution, a ajouté le porte-parole.

Le porte-parole américain a tenu en outre à préciser que les Etats-Unis « *appuient entièrement* » les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité en vue d'un règlement au Proche-Orient, et estiment que les textes de ces deux résolutions ne nécessitent aucune révision. Ce rappel de la position traditionnelle américaine, observe l'A.F.P., intervient au moment où, selon des rumeurs persistantes, l'Egypte s'apprête à demander au Conseil de sécurité la révision du texte de la résolution 242 dans un sens défavorable à Israël.

Cette révision, envisagée depuis quelque temps déjà par l'Egypte et d'autres pays arabes, aurait pour objet de demander le retrait israélien de « *tous les territoires occupés* » depuis 1967, mettant ainsi fin à l'ambiguïté du texte anglais de la résolution qui ne permet pas de déterminer s'il s'agit de l'évacuation « des » ou seulement « de » territoires occupés.

A New-York, le Conseil de sécurité s'est réuni une nouvelle fois à huis clos, vendredi soir, sans parvenir à prendre de décision sur le sort de la force d'urgence des Nations unies dans le Sinaï. Les rumeurs selon lesquelles le statut futur de la FUNU se traite pour l'instant directement entre les diplomates égyptiens et américains acquièrent de ce fait plus de consistance. Le rôle du Conseil de sécurité pourrait se réduire à entériner la formule qui aura été mise au point par Washington et Le Caire, et qui pourrait être acceptable également par Israël.

Au Caire, le ministre des affaires étrangères, M. Ismail Fahmi, a déclaré vendredi soir que l'Egypte, « *en refusant le renouvellement du mandat de la FUNU* », demandait en fait au Conseil de sécurité et à la Communauté internationale de « *faire face à leurs responsabilités devant les entraves d'Israël aux efforts de paix* ». « *L'Egypte*, a-t-il confirmé, *n'a pas demandé, jusqu'à présent, à mettre fin à la mission de la FUNU, mais elle a fait savoir clairement qu'elle ne peut prolonger son mandat dans les conditions actuelles sans donner l'impression de laisser Israël poursuivre sa politique du fait accompli et du retour à la situation de « ni guerre ni paix* ». — (A.F.P.)

● *Pour la seconde fois en une semaine*, un policier espagnol a été attaqué et blessé par balles samedi à Madrid alors qu'il regagnait son domicile après une nuit de garde. Touché de cinq balles tirées d'une voiture, son état n'est toutefois pas jugé critique.

Un autre policier avait été tué lundi à Madrid. — *(Reuter.)*

A MOULINS

Des manifestations perturbent la visite de M. Chirac

L'inauguration par M. Jacques Chirac, vendredi 18 juillet, à Moulins, du rond-point Georges-Pompidou a été troublée par plusieurs centaines de manifestants réunis à l'appel du P.C., du P.S., de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN. Ceux-ci ont accueilli le premier ministre en brandissant des banderoles et en criant des slogans hostiles à la politique du gouvernement. M. Chirac a pu dévoiler la plaque, protégé par deux escadrons de gendarmes mobiles casqués et armés de fusils lance-grenades. Les discours prévus ont cependant été annulés, et c'est par des rues détournées que le cortège officiel a gagné rapidement, à pied, le restaurant où M. Chirac présidait un dîner.

Auparavant, le premier ministre, qu'accompagnaient MM. Gabriel Péronnet, secrétaire d'Etat à la fonction publique, élu du département, et Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, avait inauguré plusieurs réalisations municipales, visitant la ZUP, puis le complexe sportif. Il avait dû faire face également à quelques manifestations hostiles. Dans son allocution, M. Chirac avait estimé qu'« *il serait naïf et illusoire de croire, alors que la conjoncture internationale est à la récession, que la France, par une sorte de baguette magique, pourrait connaître la prospérité* ». Le premier ministre avait mis l'accent sur les efforts du gouvernement pour « *limiter la hausse des prix à moins de 10 % cette année* » et pour revenir à une situation de plein emploi : « *En valeur absolue*, a-t-il dit, *personne ne sait exactement le nombre des chômeurs qui existent en France, mais nous sommes arrivés à un niveau qui manifestement n'est pas supportable* ».

● *Trois députés communistes*, MM. Odru, Nilès (Seine-Saint-Denis) et Montdargent (Val-d'Oise), ont posé vendredi 18 juillet des questions écrites au gouvernement à propos des récents incidents au foyer de travailleurs immigrés de Villejuif (*le Monde* du 16 juillet). Ils demandent notamment au premier ministre quelles mesures il compte prendre en faveur du logement des travailleurs immigrés.

En Grande-Bretagne

HAUSSE DES PRIX DE 16,9 % DEPUIS JANVIER

La hausse des prix de détail en Grande-Bretagne a été de 1,9 % au cours du mois de juin. Depuis le début de 1975, les prix ont augmenté de 16,9 %. Le taux annuel d'inflation atteint pour le quatrième mois consécutif un nouveau record : 26,1 %.

Les produits alimentaires sont responsables pour une bonne part de la hausse du mois dernier (+ 3,4 %), l'augmentation des prix des pommes de terre ayant représenté à elle seule 0,3 % de l'indice global. Ce taux de 1,9 % marque cependant une nette décélération de l'inflation par rapport aux mois précédents. En mai, les prix avaient augmenté de 4,2 % et en avril de 3,9 %.

Les milieux gouvernementaux britanniques voient dans ce — relatif — ralentissement un signe encourageant. Certes, le mois de juillet ne sera sans doute pas très bon, une partie des augmentations de salaires accordées au cours des derniers mois se répercutant encore au niveau des prix. Mais, le 1[er] août, le programme gouvernemental limitant l'augmentation des salaires à un maximum de 6 livres par semaine et « gelant » les revenus supérieurs à 8 500 livres par an doit entrer en application. On ne désespère donc pas à Londres de réaliser l'objectif fixé par M. Wilson : revenir à un taux d'inflation de 10 % à l'été 197…

DES DANSEURS MORMONS A PARIS

Les « saints des derniers jours » s'installent en France

Après Amsterdam, Anvers et Bruxelles, la banlieue parisienne accueillait à Rosny, le jeudi 17 juillet, les « American folk dancers » de l'université de « Brigham Young ». Traditionnel dans sa présentation, ce spectacle offre cependant l'originalité d'être présenté par des mormons, que les initiés appellent « les saints des derniers jours ».

Les Français ont paru apprécier ce folklore américain. Certains ont poussé leur enthousiasme jusqu'à embrasser la religion mormone, qui compterait dans le monde 3 500 000 pratiquants.

« L'Eglise de Jésus-Christ des saints des derniers jours » : nom curieux. En fait, c'est une sorte de réponse à l'Eglise « traditionnelle », dont l'origine remonte aux premiers jours de la chrétienté. Par « *derniers jours* », il faut entendre la naissance d'une nouvelle Eglise fondée sur la détention d'un troisième Testament. *Découvert au milieu du siècle dernier par Joseph Smith, le livre de mormon* apparaît comme un complément de la Bible. Autre particularité, l'Evangile est, en quelque sorte, actualisé par l'intermédiaire de révélations divines. Comme Moïse au Sinaï, le président-prophète des mormons est en relation permanente avec Dieu.

Le livre de mormon, la Bible et l'ensemble des *révélations* constituent une doctrine porteuse d'un mode de vie religieuse. Chaque mormon doit essayer d'atteindre une certaine perfection afin de préparer le retour souverain du Christ sur la terre. Le fondement de ce futur royaume de Dieu demeure la famille, au sein de laquelle s'exerce l'entraide et la compréhension.

L'organisation de la religion mormone est très différente de celle du catholicisme ou du protestantisme. Au sommet de la hiérarchie, le prophète-président et les douze apôtres, puis les évêques, les prêtres et les diacres. Ici, pas d'intronisation : un *enfant* de douze ans peut devenir diacre et un évêque continue d'exercer sa profession. Les mormons *refusent*, en effet, la distinction systématique entre la vie matérielle et la vie religieuse.

Plusieurs dizaines de milliers en France...

L'an dernier, l'actuel président-prophète Spencer Kimball a reçu *une nouvelle révélation : étendre le* plus possible la religion mormone à travers le monde. *Désormais, à l'âge de dix*-neuf ans, le jeune prêtre partira en mission. *Ils sont aujourd'hui* vingt mille missionnaires dont une trentaine à *Paris*.

Le bilan de cette nouvelle *action* est largement positif : la France compte plusieurs dizaines de milliers *de mormons* regroupés en branches et en districts. Quatre missions de langue française existent à Paris, Toulouse, Genève et Bruxelles. Les missionnaires *américains* ou anglais cèdent la place à des Français.

Les *mormons* se recrutent surtout parmi les cadres *et les professions* libérales. La recherche de *la vérité*, de la perfection, la *réalisation* d'un nouveau mode de vie réclament une certaine recherche intellectuelle que *les* classes privilégiées sont plus aptes à effectuer. Mais (l'exemple américain est significatif) cette conception élitiste s'estompe par l'abondance des enseignements que *dispensent les membres de l'Eglise*. La *connaissance de la musique*, de la peinture, des sciences sont nécessaires pour atteindre la vérité. Une fois implantée, la religion mormone réduit donc les écarts culturels qui existent entre les membres d'une communauté. « *Il est impossible à un homme d'être sauvé dans l'ignorance* », proclame une révélation, *l'homme* est à l'image de Dieu, la vie doit *être* un cheminement vers cette perfection et la culture un instrument de cette recherche. C'est là le Saint-Graal du mormon. C'est peut-être la raison de leur *succès* auprès des jeunes. C'est sans doute l'explication de *cette* pureté qui se dégage des chants des « american folk *dancers* ».

A. G.

En Argentine

Les spéculations sur le départ de Mme Peron se multiplient

La vague de violence se poursuit en Argentine : le vendredi 18 juillet, l'organisation révolutionnaire des péronistes de gauche, « Montoneros », a perpétré une vingtaine d'attentats à La Plata, ville située à 65 kilomètres de Buenos-Aires. Des bombes ont endommagé plusieurs sièges de banques ou de sociétés étrangères ainsi que les bureaux de l'agence de presse argentine « Telam », sans toutefois faire de victimes. Cependant neuf personnes ont été blessées dans le reste du pays le même jour, et le cadavre d'un jeune homme a été retrouvé criblé de balles à Bahia-Blanca, à une soixantaine de kilomètres de la capitale.

Les dirigeants de la C.G.T. et des « soixante-deux » organisations syndicales péronistes devaient remettre lundi à la présidente Mme Peron un document sur la situation sociale et économique. On indiquait, d'autre part, que les commandants en chef des trois armes pourraient participer ce samedi à une réunion extraordinaire du cabinet argentin. Dans le même temps, des spéculations circulent sur un éventuel départ à l'étranger de Mme Péron.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE DONNE SA DÉMISSION

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Le vendredi 18 juillet, un nouveau pan du pouvoir de l'ancien ministre du bien-être social a vacillé : M. Celestino Rodrigo, ministre de l'économie depuis le 2 juin dernier et l'homme lige de M. José Lopez Rega, a donné sa démission.

La présidente de la République peut très bien la refuser. Bien des observateurs estiment même que c'est ce à quoi elle se résoudra. Il n'empêche : le geste de M. Rodrigo ne manquera pas d'avoir une portée profonde. Celui-ci est, en effet, l'auteur du « *plan de choc* », dont la mise en application, il y a quelques semaines, a transformé les difficultés économiques que connaissait l'Argentine en un véritable désastre national et précipité la crise politique.

D'autre part, le 18 juillet, la plupart des quotidiens de la capitale assuraient que, « *en raison de son état d'épuisement, la présidente demanderait au Parlement l'autorisation de quitter quelque temps le pays* ». Le démenti du ministre de l'intérieur lui-même, M. Antonio Juan Benitez, n'a pas totalement convaincu : signe de la dégradation de la confiance du pays dans ses dirigeants.

Un événement a certainement fait progresser l'idée que l'éloignement de Mme Peron pourrait être le moyen de sortir de l'impasse : M. Lopez Rega est retourné vivre dans la résidence présidentielle d'Olivos qu'il avait quittée le 12 juillet. Une question, sous-jacente depuis des mois : la présidente peut-elle gouverner, ou tout simplement vivre, sans son secrétaire privé ?, a ainsi reçu une réponse dénuée d'ambiguïté.

La grippe, dont souffre depuis quarante-huit heures Mme Peron, ainsi que son état d'épuisement — particulièrement visible lors de sa dernière apparition publique, le 9 juillet — pouvaient de fait servir de prétexte à une sortie honorable. Le Sénat aurait alors dû, en conformité avec la Constitution, voter en faveur du chef de l'Etat une autorisation de quitter provisoirement le pays.

Mais Mme Peron est-elle elle-même acquise à l'idée d'un tel éloignement ? Le gouverneur de La Rioja, qui a récemment rencontré la présidente en compagnie d'autres collègues, a assuré lui avoir entendu déclarer : « *Le jour où je sortirai du palais présidentiel je serai morte.* » Ce propos aurait attiré cette réplique de la part des personnes présentes : « *Si vous devez sortir morte de la Casa Rosada, il faudra également en sortir les vingt-quatre gouverneurs du pays morts à vos côtés.* »

Une autre version relative à l'état d'esprit de Mme Peron indique que celle-ci ne serait pas opposée à l'idée de quitter immédiatement le pays mais à une condition : en compagnie de M. Lopez Rega. Or une sorte d'accord se serait fait entre les représentants des principales forces du pays, dont l'armée, pour que l'ancien secrétaire privé ne puisse pas s'éloigner avant que n'aient été examinées certaines accusations graves récemment portées contre lui.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1975 a été tiré à 509 896 exemplaires.

A C D E F G H

LES ORAGES ONT PROVOQUÉ D'IMPORTANTS DÉGATS DANS LE BEAUJOLAIS

De violents orages accompagnés de grêle ont provoqué d'importants dégâts et blessé plusieurs personnes vendredi 18 juillet dans le haut Gard, l'Ardèche et le Beaujolais.

Dans la région d'Alès, certaines plantations de tabac, de maïs, et de vignes ont été détruites dans la proportion de 80 %.

A Vals-les-Bains, les dégâts ont été si importants que la municipalité a demandé que la ville thermale soit déclarée zone sinistrée.

Enfin, le vignoble du sud du Beaujolais a été touché parfois jusqu'à 40 %. Mais cela ne devrait pas modifier une récolte qui s'annonçait déjà faible en quantité.

D'autre part, cent cinquante-deux communes du département de l'Eure ont été déclarées « zone sinistrée » après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le département au début du mois de juillet.

LE POSTIER DE MAGNY-EN-VEXIN AVAIT ÉTÉ TUÉ PAR LE CONTROLEUR DU BUREAU

C'est le contrôleur du bureau de poste de Magny-en-Vexin (Val-d'Oise), M. Gabriel Calvet qui avait tué un employé de bureau, M. Etienne Sardain, le 3 juillet dernier, au cours d'un cambriolage qui devait rapporter 20 000 F à son auteur. (*le Monde* du 5 juillet.)

La gendarmerie a arrêté M. Calvet, un père de trois enfants, dans les Alpes-Maritimes où il passait ses vacances en famille. Les enquêteurs ont ensuite, en présence du meurtrier, retrouvé les armes du crime à son domicile : le pistolet 6,35 mm, des matraques, et une clef à molette, avaient été cachés dans une cuve à fuel que les policiers avaient fait vidanger.

● *Inondations : la Seine-Saint-Denis demande une aide de l'Etat.* — Les orages et les inondations qui ont affecté, le 9 juillet, la Seine-Saint-Denis donnent au conseil général de ce département l'occasion de demander à l'Etat une aide exceptionnelle en matière d'assainissement : « Si l'Etat ne quadruple pas ses participations (6 millions de francs en 1975) aux travaux, déclare-t-il, c'est plus de trente ans qu'il faudra pour en finir avec l'angoisse chez les sinistrés, et répondre aux besoins occasionnés par les urbanisations nouvelles. »

● *Une crise a éclaté au sein du parti libéral italien.* — Vendredi 18 juillet, lors de la première journée des travaux du conseil national, trois projets d'ordre du jour *demandaient* la démission de la direction. M. Agostino Bignardi, secrétaire du parti, a suspendu les travaux du conseil et convoqué la direction. La crise était perceptible depuis les élections régionales de juin, qui ont confirmé le déclin du parti. Les libéraux sont au nombre de vingt à la Chambre des députés et de dix au Sénat. — *(A.F.P.)*

